COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VALENCIENNES METROPOLE
Siège social :
2, Place de l'Hôpital Général – Valenciennes

DELIBERATION
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SÉANCE DU MERCREDI 11 JUIN 2025

Date de convocation :
Le 5 juin 2025

Secrétaire de séance :
Joël SOIGNEUX

Le mercredi 11 juin 2025, à 17h00, le Conseil Communautaire s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Laurent DEGALLAIX, Président de la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole.

Nombre des membres du Conseil Communautaire : 90

- Présent(s) : 61
- Votant(s) : 74
- Excusé(s) : 8
- Absent(s) : 8

N° d'inscription de l'acte soumis à l'obligation de transmission du Représentant de l'Etat :
CC-2025-048

Etaient présents :
Mme Elisabeth GONDY (Anzin), M. Hamid JAMJAM (Anzin), M. Alain VINCENT (Anzin), Mme Liliane ANDRE (Artres), M. Raymond ZINGRAFF (Aubry-du-Hainaut), M. Ahmed RAHEM (Aulnoy-Lez-Valenciennes), M. Ali BEN YAHIA (Beuvrages), M. Jean-Pierre LECOMTE (Beuvrages), Mme Marie-Tiphaine DELGARDE (Bruay-sur-l'Escaut), Mme Sylvia DUHAMEL (Bruay-sur-l'Escaut), M. Frederic LEMAY (Bruay-sur-l'Escaut), M. Grégory LELONG (Condé-sur-l'Escaut), M. Agostino POPULIN (Condé-sur-l'Escaut), M. Philippe GOLINVAL (Crespin), M. Maurice HENNEBERT (Estreux), Mme Valérie FORNIES (Fresnes-sur-Escaut), Mme Corinne DERNONCOURT (Hergnies), M. Jacques SCHNEIDER (Hergnies), Mme Corinne COLLET-DONNAINT (Maing), Mme Isabelle DUPONT (Marly), M. Patrick LEMAIRE (Marly), Mme Celine PLATEEL-THUIN (Marly), M. Jean-Noël VERFAILLIE (Marly), M. Bernard DE MEYER (Monchaux-sur-Ecaillon), M. Joël GIRONDON (Odomez), M. Xavier JOUANIN (Onnaing), M. Jean-Charles LAMBECQ (Onnaing), Mme Sandrine GOMBERT (Petite-Forêt), M. Jean-Pierre POMMEROLE (Petite-Forêt), M. Jean-Luc DELANNOY (Quarouble), Mme Sandrine LACHAUSSEE (Quarouble), M. Didier JOVENIAUX (Querenaing), M. Pierre GRINER (Quiévrechain), Mme Corinne KACZMAREK (Quiévrechain), M. Jean-Marc MOREAU (Quiévrechain), M. Alain DUBOIS (Saint-Aybert), M. Hervé BROUILLARD (Saint-Saulve), M. François DUCATILLON (Saint-Saulve), M. Yves DUSART (Saint-Saulve), Mme Martine DUTRIEUX (Saint-Saulve), M. Joël SOIGNEUX (Saultain), M. Bruno CELLIER (Sebourg), M. José DUBRULLE (Thivencelle), M. Armand AUDEGOND (Valenciennes), Mme Elodie CARON (Valenciennes), Mme Elisa CAUDRELIER (Valenciennes), Mme Aurore COLSON (Valenciennes), M. Laurent DEGALLAIX (Valenciennes), M. Salvatore DI VITA (Valenciennes), M. Regis DUFOUR-LEFORT (Valenciennes), M. Jean-Marcel GRANDAME (Valenciennes), M. Arnaud L'HERMINE (Valenciennes), M. Quentin OMONT (Valenciennes), Mme Chantal PLAQUET (Valenciennes), M. Christian BISIAUX (Verchain-Maugré), M. Pierre MIKULA (Vicq), M. Franck AGAH (Vieux-Condé), M. David BUSTIN (Vieux-Condé), Mme Caroline DI CRISTINA (Vieux-Condé), M. Didier SIMON (Vieux-Condé).

Conseiller(s) ayant donné pouvoir à un conseiller :
M. Pierre-Michel BERNARD (Anzin) donne pouvoir à Mme Valérie FORNIES (Fresnes-sur-Escaut), M. Laurent DEPAGNE (Aulnoy-Lez-Valenciennes) donne pouvoir à M. Ahmed RAHEM (Aulnoy-Lez-Valenciennes), Mme Anne GOZÉ (Aulnoy-Lez-Valenciennes) donne pouvoir à Mme Sandrine GOMBERT (Petite-Forêt), Mme Carole VEZILIER (Condé-sur-l'Escaut) donne pouvoir à M. Agostino POPULIN (Condé-sur-l'Escaut), Mme Emeline DELAIRE (Crespin) donne pouvoir à M. Philippe GOLINVAL (Crespin), M. Didier VANESSE (Curgies) donne pouvoir à Mme Liliane ANDRE (Artres), Mme Véronique DUPIRE (Famars) donne pouvoir à M. Didier JOVENIAUX (Querenaing), M. Philippe BAUDRIN (Maing) donne pouvoir à Mme Corinne COLLET-DONNAINT (Maing), Mme Christele GOSSET (Saint-Saulve) donne pouvoir à Mme Martine DUTRIEUX (Saint-Saulve), Mme Delphine ALEXANDRE (Valenciennes) donne pouvoir à Mme Elodie CARON (Valenciennes), Mme Emilie LECLERCQ (Valenciennes) donne pouvoir à M. Regis DUFOUR-LEFORT (Valenciennes), Mme Valérie LORRIAUX (Valenciennes) donne pouvoir à M. Jean-Marcel GRANDAME (Valenciennes), Mme Sophie MERIAUX (Valenciennes) donne pouvoir à M. Armand AUDEGOND (Valenciennes).

Titulaire(s) remplacé(s) par son suppléant :
Mme Agnès DOLET (Rombies-et-Marchipont) donne pouvoir à M. Bernard LEFEBVRE (Rombies-et-Marchipont).

Conseiller(s) suppléant(s) présent(s) :
M. Bernard LEFEBVRE

****

COMPETENCE : Aménagement de l'espace communautaire

POLITIQUE : Urbanisme

OBJET :
Approbation de la révision allégée n°1 du PLUi concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut
****

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 11 mars 2021.

Plusieurs procédures d'évolution du PLUi ont depuis été mises en œuvre :
- Une procédure de modification simplifiée approuvée par délibération du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2022.
- Une procédure de modification de droit commun n°1 approuvée par délibération du Conseil Communautaire en date du 27 juin 2023.
- Une procédure de déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLUi concernant la construction d'un nouveau Centre d'Incendie et de Secours (CIS) à Sebourg approuvée par délibération du Conseil Communautaire en date du 15 avril 2024.
- Une mise à jour des annexes par arrêté du Président en date du 6 mai 2024.

1. Rappel des objectifs et du contenu de cette procédure d'évolution du PLUi

Par délibération en date du 1er décembre 2022, le Conseil Communautaire a prescrit la révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), conformément au 1° de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme.

Cette procédure a pour objet d'assurer la faisabilité du projet de réhabilitation du Château Renard à Fresnes-sur-Escaut au regard des éléments suivants :

- Par courrier en date du 4 février 2022, la commune de Fresnes-sur-Escaut a fait part de sa volonté de mettre en œuvre une évolution de son plan de zonage, concernant le Château Renard et ses abords, situé au sein du Parc Joliot Curie ;
- La parcelle AR 258 sur laquelle est implanté le Château est située au sein d'un Secteur de Taille Et de Capacité d'Accueil Limité (STECAL) Naturel loisirs (Nl), et ce zonage ne permet pas de faire évoluer l'occupation et la destination du bâtiment conformément au projet de la Ville ;
- Le zonage le plus adéquat pour réaliser le projet de la municipalité est le zonage UA, déjà existant à proximité (zone mixte centrale à vocation dominante d'habitat qui correspond au centre-ville des communes urbaines du Pays de Condé et de l'est de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes) ;
- La demande de la commune a reçu un avis favorable du Comité de Pilotage stratégique Urbanisme qui s'est réuni en date du 06 juillet 2022 ;
- L'évolution proposée ne remet pas en cause les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi de Valenciennes Métropole.

Par décision n°2023-6981 en date du 20 avril 2023, la Mission Régionale d'Autorité environnementale n'a pas soumis la procédure à évaluation environnementale (annexe n°1).

Par délibération en date du 5 décembre 2023, le Conseil Communautaire a arrêté le projet de révision allégée et tiré le bilan de la concertation menée en application des articles L.103-1 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme (annexe n°5).

2. Consultation des Personnes Publiques Associées

Après l'arrêt du projet, le dossier a été notifié à Monsieur le Préfet et aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

En application de l'article L.153-34, le projet a fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint le 19 décembre 2023 avec les Personnes Publiques Associées (PPA) et la commune. Les PPA ont émis des avis favorables sur le projet en attirant l'attention sur deux aspects :

- être attentif à ne pas affaiblir la protection de cet édifice,
- mener conjointement l'enquête publique relative à cette procédure et celle concernant la compensation foncière prévue dans la modification de droit commun n°2.

Le procès-verbal de cette réunion a été joint au dossier d'enquête publique et est présent dans l'annexe n°1 de la présente délibération.

Il est à noter que parallèlement à la révision allégée du PLUi, la commune a mené la démarche d'inscription au titre des monuments historiques du château Desandrouin (appelé également Château Renard) et de son parc incluant le temple dit de l'Amour qui s'est concrétisé par arrêté préfectoral en date du 29 avril 2024. Cette inscription correspond à une protection forte et garante de la préservation des qualités patrimoniales de l'édifice. Elle répond ainsi à la première remarque formulée.

Concernant la seconde remarque, une enquête publique unique a été menée (cf. point suivant).

3. Enquête publique : déroulement, rapport et conclusions du commissaire enquêteur

Conformément à l'article L.153-19 du code de l'urbanisme, le projet de révision allégée n°1 du PLUi a été soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Par décision n°E24000140/59 en date du 30 décembre 2024, Monsieur le Président du Tribunal Administratif a désigné Madame Marinette BRULE en qualité de commissaire enquêtrice et Monsieur Gérard KAWECKI en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

L'enquête publique portant sur la révision allégée n°1 du PLUi de Valenciennes Métropole concernant le reclassement du Château Renard à Fresnes-sur-Escaut, s'est déroulée du lundi 24 février à 9h au mercredi 26 mars 2025 à 18h, durant 31 jours consécutifs. Elle a été ouverte par arrêté du Président de Valenciennes Métropole n°02-25 en date du 6 février 2025 (annexe n°2).

Elle a été réalisée de manière concomitante avec l'enquête publique portant sur deux autres procédures d'évolution du PLUi :

- La Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée Nord à Valenciennes,
- La Modification de droit commun n°2 concernant 16 communes.

Toutefois, les conclusions pour ces trois dossiers sont distinctes, et les procédures se poursuivent indépendamment.

Les dossiers complets en version papier étaient disponibles dans les mairies de Fresnes-sur-Escaut et de Valenciennes, ainsi qu'au siège de Valenciennes Métropole, aux jours et heures d'ouverture habituels. Ils étaient aussi consultables en version numérique sur le site internet de Valenciennes Métropole.

Le public a pu consigner ses observations et propositions directement sur les registres papier d'enquête publique mis à sa disposition dans seize communes du territoire et au siège de Valenciennes Métropole. Les observations et propositions du public pouvaient également être adressées pendant la durée de l'enquête publique par voie postale et par courrier électronique.

Enfin, la commissaire enquêtrice s'est tenue à la disposition du public lors de 6 permanences dont 2 sur la commune de Fresnes-sur-Escaut.

Le dossier d'enquête publique était constitué des pièces énumérées à l'article R.123-8 du code de l'environnement

et notamment du projet de révision allégée n°1 du PLUi, ainsi que l'ensemble des documents administratifs afférents à la procédure :

- Le volet administratif comprenant la délibération de prescription et celle d'arrêt projet qui tire le bilan de la concertation ;
- Le volet technique composé de :
    - La notice explicative ;
    - Les pièces avant modification ;
    - Les pièces après modification ;
- Les consultations comprenant :
    - Le dossier de saisine de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) ;
    - Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées (PPA) ;
- Un dossier unique pour les trois procédures d'évolution du PLUi relatif à l'enquête publique unique composé de :
    - La lettre de saisine du tribunal administratif ;
    - La désignation de la commissaire enquêtrice ;
    - L'arrêté d'organisation de l'enquête publique ;
    - L'avis de publicité d'enquête ;
    - La note de présentation non technique.

Concernant le projet de création de reclassement du Château Renard à Fresnes-sur-Escaut, 1 observation a été déposée lors d'une permanence à Fresnes-sur-Escaut mais celle-ci concerne la modification de droit commun n°2. Aucun courrier n'est parvenu au siège de l'enquête.

La commissaire enquêtrice a remis un procès-verbal de synthèse des observations le 1er avril 2025 auquel Valenciennes Métropole a répondu le 9 avril 2025.

La commissaire enquêtrice a ensuite remis son rapport et ses conclusions motivées le 30 avril 2025 avec un avis défavorable pour 2 motifs, repris ci-dessous :

- « la contribution des personnes publiques à l'élaboration du projet est incomplète notamment, l'absence d'avis de la DRAC-UDAP et des autorités ayant en charge le SDAGE et le SAGE ;

- la prise en compte des avis de ces personnes publiques, pour atteindre les objectifs de « développement durable » visés à l'article L101-2 et L101-2-1 du code de l'urbanisme, pourrait remettre en cause l'économie générale du projet de Révision allégée n° 1 ; »

Comme indiqué précédemment (partie 2) après l'arrêt du projet, le dossier a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme. Parmi ces destinataires figurent la Préfecture, la sous-Préfecture et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. Le dossier a également été transmis à la Commission Locale de l'Eau du SAGE de l'Escaut et à l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP).

Les modalités d'association des personnes publiques associées et des autres organismes ont été menées par Valenciennes Métropole conformément à la procédure réglementaire d'une révision allégée. Le projet de révision arrêté a fait l'objet d'un examen conjoint le 19 décembre 2023 dont le procès-verbal est joint à l'enquête publique. Les PPA ont été invitées à cette réunion par message en date du 23 novembre 2023 et par courrier en date du 11 décembre 2023. L'insuffisance des contributions apportées par les PPA ne constitue pas une incomplétude du dossier et ne saurait être opposée à Valenciennes Métropole qui s'est dûment conformé à son obligation d'organiser une réunion d'examen conjoint.

Ces éléments de réponses ont été apportés à la commissaire enquêtrice lors de l'enquête publique.

Le rapport unique de l'enquête publique (138 pages) et les conclusions et avis de la commissaire enquêtrice concernant le projet de révision allégée n°1 du PLUi (16 pages) sont insérés dans les annexes n°3 et 4.

Ils sont également disponibles sur le site internet de Valenciennes Métropole pendant une durée de 1 an soit jusqu'au 30 avril 2026 : https://www.valenciennes-metropole.fr/competences/amenagement-du-territoire/urbanisme/

Aussi,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-31 à L.153-35,

Vu le PLUi approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 11 mars 2021,

Vu la modification simplifiée du PLUi approuvée par délibération du Conseil Communautaire du 23 juin 2022,

Vu la modification de droit commun n°1 du PLUi approuvée par délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2023,

Vu la déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLUi pour le projet d'un nouveau Centre d'Incendie et de Secours sur la commune de Sebourg approuvée par délibération du Conseil Communautaire du 15 avril 2024,

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 20 avril 2023 (annexe n°1),

Vu la décision en date du 30 décembre 2024 de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Lille désignant la commissaire enquêtrice chargée de conduire l'enquête publique unique relative à trois procédures d'évolution du PLUi,

Vu l'arrêté du président de Valenciennes Métropole du 6 février 2025 portant ouverture de l'enquête publique unique relative à trois procédures d'évolution du PLUi dont la révision allégée n°1 (annexe n°2),

Vu le déroulement de l'enquête publique du lundi 24 février au mercredi 26 mars 2025,

Vu les avis et observations des Personnes Publiques Associées lors de réunion d'examen conjoint du 19 décembre 2023 et son procès-verbal (annexe n°1),

Vu le rapport d'enquête unique et les conclusions et avis sur la révision allégée n°1 de la commissaire enquêtrice en date du 30 avril 2025 (annexes n°3 et 4),

Considérant que les Personnes Publiques Associées n'ont pas émis d'avis défavorable lors de la réunion d'examen conjoint,

Considérant qu'aucun habitant ne s'est exprimé sur ce projet lors de l'enquête publique,

Considérant que la commissaire enquêtrice a émis un avis défavorable sur la révision allégée n°1 du PLUi de Valenciennes Métropole,

Considérant que l'avis défavorable est fondé sur le manque de contributions des Personnes Publiques Associées, notamment l'absence d'avis de la DRAC/UDAP et des autorités en charge du SDAGE et du SAGE ; mais que les modalités d'association des PPA et des autres organismes ont été menées par Valenciennes Métropole conformément à la procédure réglementaire d'une révision allégée en organisant une réunion d'examen conjoint,

Considérant que l'avis de la commissaire enquêtrice ne lie pas l'autorité compétente pour prendre sa décision,

Considérant l'importance de poursuivre la procédure de révision allégée du PLUi afin de permettre le projet de réhabilitation du Château Renard sur la commune de Fresnes-sur-Escaut, projet qui contribuera à la valorisation d'un édifice patrimonial inscrit au titre des monuments historiques,

Vu le projet de révision allégée n°1 du PLUi, portant sur la commune de Fresnes-sur-Escaut, tel qu'il est présenté au Conseil Communautaire et constitué des pièces qui ont fait l'objet d'une modification (annexe n°6 et 7),

Sur ces bases, et après avis de la Commission 2 - Habitat renouvellement urbain et urbanisme, le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- D'approuver la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal tel qu'annexée à la présente délibération (annexes n°5, 6 et 7).

- Conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage, pendant un mois, au siège de la communauté d'agglomération et en mairie de Fresnes-sur-Escaut.
  Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

- La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Nord, accompagnée du dossier de révision allégée.
  Conformément à l'article L.153-23 du code de l'urbanisme, le plan sera exécutoire dès sa publication sur le portail national de l'urbanisme et sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat.

- Le dossier de révision allégée n°1 du PLUi approuvé peut être consulté au siège de Valenciennes Métropole situé Place de l'Hôpital Général – 59300 Valenciennes, Direction de l'Urbanisme, Aile A/rez-de-chaussée, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, ainsi que sur le site internet de Valenciennes Métropole.

Résultat du vote : **Adoptée à l'unanimité,**

Ainsi fait et délibéré en **séance les jours, mois en susdits**

Le Président,

#signature#

Le président :
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa date de réception en Sous-préfecture.
- Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VALENCIENNES METROPOLE
Siège social :
Hôtel du Hainaut – Valenciennes

EXTRAIT DU PROCÈS VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SÉANCE DU JEUDI 1 DÉCEMBRE 2022

Date de convocation :
Le 23 novembre 2022

Secrétaire de séance :
Joël SOIGNEUX

Le jeudi 1 décembre 2022, à 16h00, le Conseil Communautaire s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Laurent DEGALLAIX, Président de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole.

Nombre des membres du Conseil Communautaire : 90

- Présent(s) : 62
- Votant(s) : 76
- Excusé(s) : 5
- Absent(s) : 9

N° d'inscription de l'acte soumis à l'obligation de transmission du Représentant de l'Etat :
CC-2022-150

Etaient présents :
M. Jean Roger BERRIER (Anzin), Mme Elisabeth GONDY (Anzin), M. Alain VINCENT (Anzin), M. Hamid JAMJAM (ANZIN), Mme Liliane ANDRE (Artres), M. Raymond ZINGRAFF (Aubry du Hainaut), M. Laurent DEPAGNE (Aulnoy Lez Valenciennes), Mme Anne GOZÉ (Aulnoy Lez Valenciennes), M. Ahmed RAHEM (Aulnoy Lez Valenciennes), M. Ali BEN YAHIA (Beuvrages), M. Jean Pierre LECOMTE (Beuvrages), Mme Sylvia DUHAMEL (Bruay sur Escaut), M. Frederic LEMAY (Bruay sur Escaut), M. Agostino POPULIN (Condé sur l'Escaut), M. Xavier SUDZINSKI (Condé sur l'Escaut), M. Philippe GOLINVAL (CRESPIN), M. Didier VANESSE (Curgies), Mme Véronique DUPIRE (Famars), Mme Corinne DERNONCOURT (Hergnies), M. Philippe BAUDRIN (Maing), M. Patrick LEMAIRE (Marly), M. Christian CHATELAIN (Marly), Mme Celine PLATEEL-THUIN (Marly), M. Jean Noël VERFAILLIE (Marly), M. Bernard DE MEYER (Monchaux sur Ecaillon), M. Joël GIRONDON (Odomez), M. Xavier JOUANIN (Onnaing), Mme Sandrine GOMBERT (Petite-Forêt), M. Jean-Pierre POMMEROLE (Petite-Forêt), Mme Isabelle CHOAIN (Prouvy), M. Jean-Luc DELANNOY (Quarouble), Mme Sandrine LACHAUSSEE (Quarouble), M. Didier JOVENIAUX (Querenaing), Mme Corinne KACZMAREK (Quiévrechain), M. Jean Marc MOREAU (Quiévrechain), Mme Agnès DOLET (Rombies et Marchipont), M. Alain DUBOIS (Saint-Aybert), M. Hervé BROUILLARD (Saint-Saulve), M. François DUCATILLON (Saint-Saulve), M. Yves DUSART (Saint-Saulve), Mme Martine DUTRIEUX (Saint-Saulve), Mme Christele GOSSET (Saint-Saulve), M. Joël SOIGNEUX (Saultain), M. Bruno CELLIER (Sebourg), M. José DUBRULLE (Thivencelle), Mme Delphine ALEXANDRE (Valenciennes), M. Armand AUDEGOND (Valenciennes), Mme Elisa CAUDRELIER (Valenciennes), Mme Aurore COLSON (Valenciennes), M. Laurent DEGALLAIX (Valenciennes), M. Salvatore DI VITA (Valenciennes), M. Regis DUFOUR-LEFORT (Valenciennes), M. Jean Marcel GRANDAME (Valenciennes), Mme Emilie LECLERCQ (Valenciennes), M. Arnaud L'HERMINE (Valenciennes), Mme Valérie LORRIAUX (Valenciennes), Mme Chantal PLAQUET (Valenciennes), M. Christian BISIAUX (Verchain Maugré), M. Pierre MIKULA (Vicq), M. Didier SIMON (VIEUX CONDE), M. David BUSTIN (Vieux Condé), Mme Caroline DI CRISTINA (Vieux Condé).

Conseiller(s) ayant donné pouvoir à un conseiller :
Mme Christelle VASSEUR (Beuvrages) donne pouvoir à M. Ali BEN YAHIA (Beuvrages), Mme Angélique BELABDLI (Bruay sur Escaut) donne pouvoir à M. Frederic LEMAY (Bruay sur Escaut), M. Laurent BIGAILLON (Bruay sur Escaut) donne pouvoir à Mme Sylvia DUHAMEL (Bruay sur Escaut), M. Grégory LELONG (Condé sur Escaut) donne pouvoir à M. Jean Pierre LECOMTE (Beuvrages), Mme Emeline DELAIRE (CRESPIN) donne pouvoir à M. Philippe GOLINVAL (CRESPIN), M. Maurice HENNEBERT (Estreux) donne pouvoir à M. Didier VANESSE (Curgies), Mme Corinne COLLET DONNAINT (Maing) donne pouvoir à M. Philippe BAUDRIN (Maing), Mme Isabelle DUPONT (Marly) donne pouvoir à M. Jean Noël VERFAILLIE (Marly), Mme Mélanie CINARI (Onnaing) donne pouvoir à M. Xavier JOUANIN (Onnaing), M. Jean- Charles LAMBECQ (Onnaing) donne pouvoir à M. Christian CHATELAIN (Marly), Mme Graziella STAMPER (ONNAING) donne pouvoir à Mme Isabelle CHOAIN (Prouvy), M. Pierre GRINER (Quiévrechain) donne pouvoir à Mme Corinne KACZMAREK (Quiévrechain), Mme Elodie CARON (Valenciennes) donne pouvoir à Mme Elisa CAUDRELIER (Valenciennes), M. Franck AGAH (Vieux Condé) donne pouvoir à M. Xavier SUDZINSKI (Condé sur l'Escaut).

Titulaire(s) remplacé(s) par son suppléant :

Conseiller(s) suppléant(s) présent(s) :
M. Joël BRUNET, M. Thierry GIADZ, M. Bernard LEFEBVRE

****

COMPETENCE : Aménagement de l'espace communautaire

POLITIQUE : Urbanisme

OBJET :
Révision allégée du PLUi - Reclassement du Château Renard à Fresnes-sur-Escaut

****

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 11 mars 2021.

Une procédure de modification simplifiée a été mise en œuvre et approuvée par délibération du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2022.

Vu le courrier en date du 04 février 2022 de la commune de Fresnes-sur-Escaut, qui a fait part de sa volonté de mettre en œuvre une évolution de son plan de zonage, concernant le réaménagement du Château Renard, situé au sein du Parc Joliot Curie, celui-ci étant actuellement classé au sein d'un Secteur de Taille Et de Capacité d'Accueil Limité (STECAL) Naturel loisirs (Nl), qui ne permet pas de faire évoluer l'occupation et la destination du bâtiment conformément au projet de la Ville.

En effet, le scénario de réaménagement du Château (voir annexe 1 de la présente délibération) prévoit l'accueil d'une école de musique, de box pour musiciens, d'un espace gaming/escape game, ainsi que d'un bar/brasserie de 50 à 70 couverts. Le zonage Nl ne permettant pas les activités de restauration, des activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle ou de bureau, il convient dès lors de modifier le zonage pour permettre ces activités.

Le zonage le plus adéquat pour réaliser le projet de la municipalité est celui déjà existant pour le secteur urbain mixte, à savoir UA (*zone mixte centrale à vocation dominante d'habitat. Elle correspond au centre-ville des communes urbaines du Pays de Condé et de l'est de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes*) ;

Etant donné que la demande de la commune a reçu un avis favorable du Comité de Pilotage stratégique du PLUi qui s'est réuni en date du 06 juillet 2022.

Considérant que dès lors que l'évolution du zonage consiste en la requalification d'une zone ou d'un secteur Naturel en zone urbaine, une procédure de révision doit-être mise en œuvre, conformément au 1° de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme :

Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de

nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;
4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.
Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint.

Considérant que l'évolution proposée ne remet pas en cause les orientations générales du PADD ;

Considérant qu'en application des articles L.103-1 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme, la révision allégée du PLUi de Valenciennes Métropole doit faire l'objet d'une concertation préalable, et qu'à l'issue de celle-ci le Conseil Communautaire en tirera le bilan ;

Considérant qu'il convient de définir les mesures de concertation préalable qui seront mises en œuvre pour la présente procédure de révision allégée ;

Considérant que le dossier de révision allégée du PLUi sera soumis aux Personnes Publiques Associées lors d'une réunion d'examen conjoint avant mise en enquête publique ;

Sur ces bases, et après avis de la Commission 2 - Habitat renouvellement urbain et urbanisme, le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- De prescrire la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole ;

- De fixer, telles que présentées ci-dessous les modalités de concertation préalable, au titre de l'article L.103-3 du Code de l'Urbanisme :
    1. Le projet de révision allégée et l'exposé de ses motifs, seront mis à la disposition du public sur le site internet de Valenciennes Métropole, au siège de Valenciennes Métropole et en mairie de Fresnes-sur-Escaut pendant toute la durée des études nécessaires à la mise en œuvre du projet de révision allégée ;
    2. Mise en œuvre d'une adresse mail et de deux registres papier (au siège de Valenciennes Métropole et en mairie de Fresnes-sur-Escaut) permettant de recueillir les observations éventuelles des habitants du territoire ;
    3. La possibilité pour le public d'adresser ses contributions par courrier au siège de Valenciennes Métropole (2, place de l'Hôpital Général – CS 60227 – 59305 Valenciennes Cedex).

- D'informer qu'en application de l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité et d'information suivantes : affichage durant un mois au siège de la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole (2, place de l'Hôpital Général – CS 60227 – 59305 Valenciennes Cedex) et en mairie de Fresnes-sur-Escaut (Hôtel de Ville, Place Vaillant Couturier 59970 Fresnes-sur-Escaut) ; Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole ;

- De notifier la présente délibération aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme.

Résultat du vote : **Adoptée à l'unanimité,**

Ainsi fait et délibéré en **séance les jours, mois en susdits**

Le Président,

#signature#

Le président :
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa date de réception en Sous-préfecture.
- Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

VILLE DE

FRESNES
SUR-ESCAUT

Projet « Château Renard » - Parc Joliot Curie

Références cadastrales : section AR numéro 258

Description générale du projet : Le scénario retenu :

- La restauration de l'immeuble : toiture, façade, menuiseries, ...
- Aménagement d'un accès logistique par la rue de la Paix,
- Le réaménagement et la restructuration de l'intérieur de l'immeuble avec :
  - en RdC : un bar / brasserie (50/70 couverts) avec cuisine/stockage, un espace Exposition – Information
  - en R+1 : studios / box de répétitions (musiques) et 2 zones de Gaming / Escape Game
  - en R+2 : Ecole de musique (salle de répétions, salle de cours, bureau, etc)

Zonage PLUi actuel : zone « NL »

Problématique : Le classement actuel ne permet pas la restauration (bar / brasserie), l'activité de service ou s'effectue l'accueil de la clientèle, les bureaux, etc.

Proposition de modification de Zonage : classement du bâtiment en zone « Na » (« pastillage » et/ou « repérage » du bâtiment et ses abords au plan de zonage lui permettant le changement de destination ?) tout en prenant en compte le projet d'activité de restauration du projet, l'accessibilité du site et de l'accès « livraison ».

Remarques / précisions : voir extraits de l'étude : scénario, plan masse, plans des étages.

Hôtel de Ville
Place Paul Vaillant Couturier 59970 Fresnes-sur-Escaut
Tél : 03 27 28 51 51 Fax : 03 27 28 51 52
mairie@fresnes-sur-escaut.fr
WWW.FRESNES-SUR-ESCAUT.FR

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20221201-9763A-DE
Date de télétransmission : 07/12/2022
Date de réception préfecture : 07/12/2022

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Bassin minier du Nord-Pas de Calais inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 2012
Parc naturel régional Scarpe - Escaut
Valenciennes Métropole

REAMENAGEMENT DU CHATEAU RENARD

VILLE DE
FRESNES
SUR-ESCAUT

IMPLANT'ACTION
Conseil & expertise en urbanisme commercial

M.E.I.C
Maîtrise Économie Ingénierie de la Construction

capprojet



Présentation du Scénario Final– Mars 2021

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20221201-9763A-DE
Date de télétransmission : 07/12/2022
Date de réception préfecture : 07/12/2022

THEMATIQUES DEVELOPPEES

- TERRITOIRES: à promouvoir en mettant en valeur le **patrimoine du château et du Parc** et en proposant des informations et sensibilisations aux utilisateurs
- LOISIRS: constituer une base de départ de loisirs de plein air et un espace Gaming
- CULTURE: proposer des espaces de répétitions musicales en lien avec l'école de musique.

Le tout dans une dynamique de convivialité au sein des espaces de brasserie et de bar

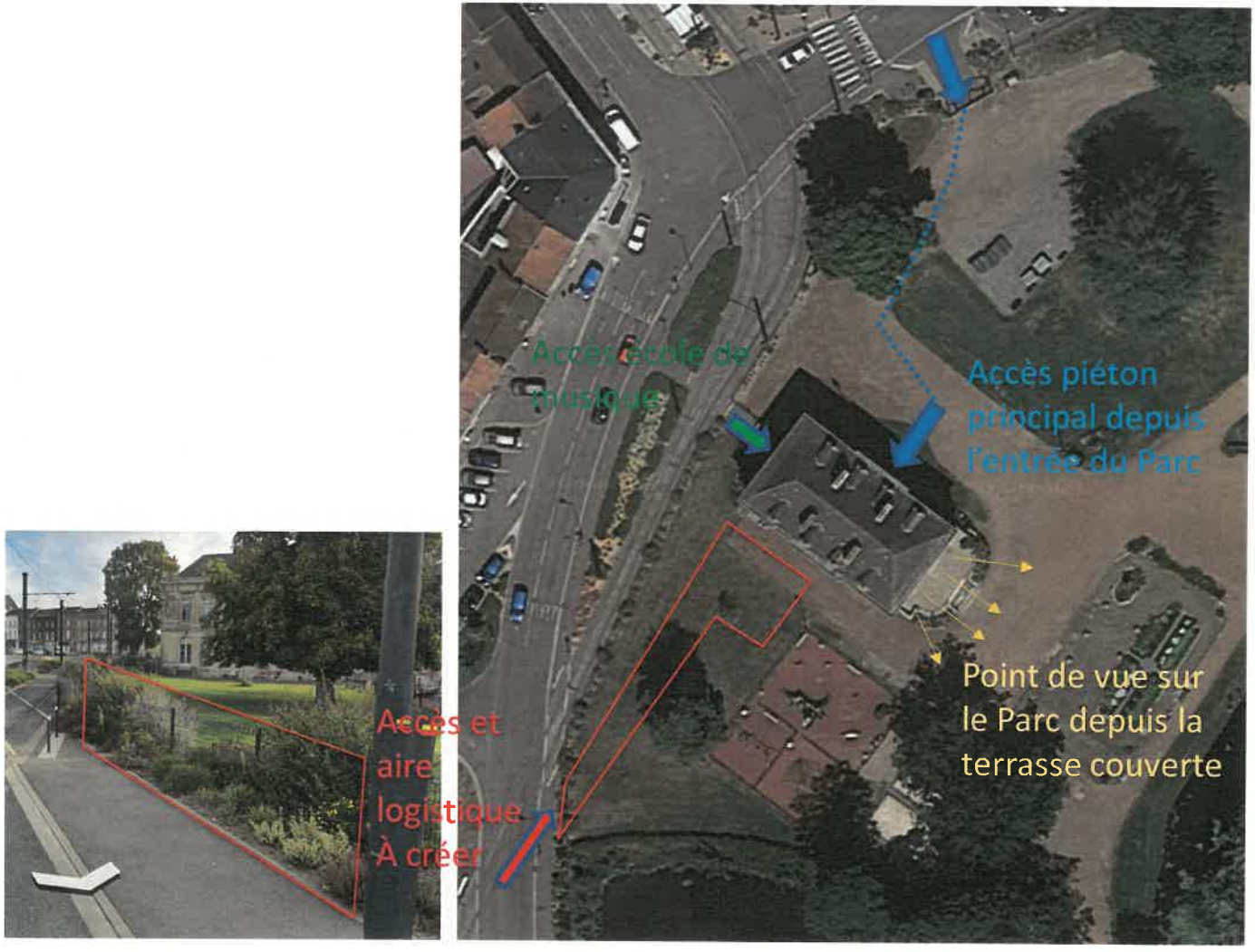
Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20221201-9763A-DE
Date de télétransmission : 07/12/2022
Date de réception préfecture : 07/12/2022

SCENARIO FINAL: TERRITOIRES, LOISIRS ET CULTURE

Ce scénario s'articule autour du maintien de l'école de musique dans les murs, augmenté d'aménagements complémentaires permettant d'attirer des utilisateurs curieux de découvrir le territoire d'une part et des locaux de répétitions musicales (6 boxs) d'autre part. La convivialité pour tous ces profils se matérialise par un bar/brasserie (50 à 70 couverts) avec une terrasse couverte permettant d'attirer les flux extérieurs et d'aménager des moments de pause pour les musiciens. Une possibilité d'espaces à louer pourra moduler la capacité de la brasserie.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20221201-9763A-DE
Date de télétransmission : 07/12/2022
Date de réception préfecture : 07/12/2022

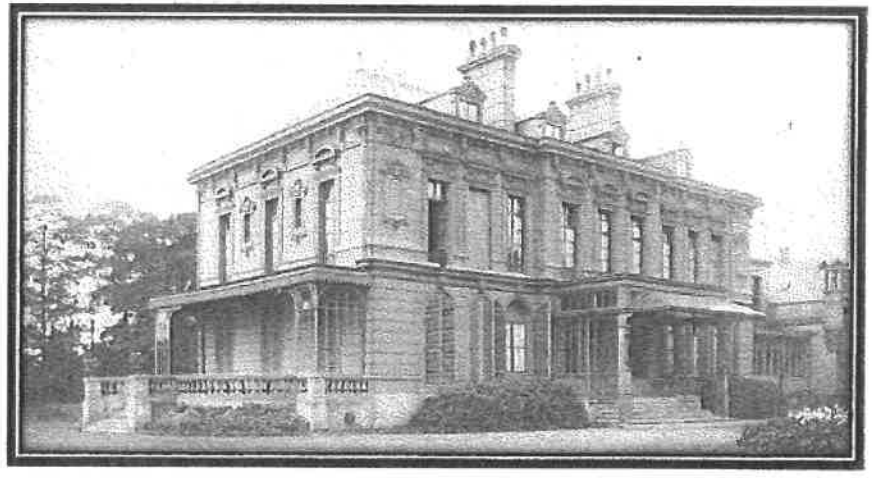
SCENARIO FINAL: ORGANISATION GENERALE



Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20221201-9763A-DE
Date de télétransmission : 07/12/2022
Date de réception préfecture : 07/12/2022

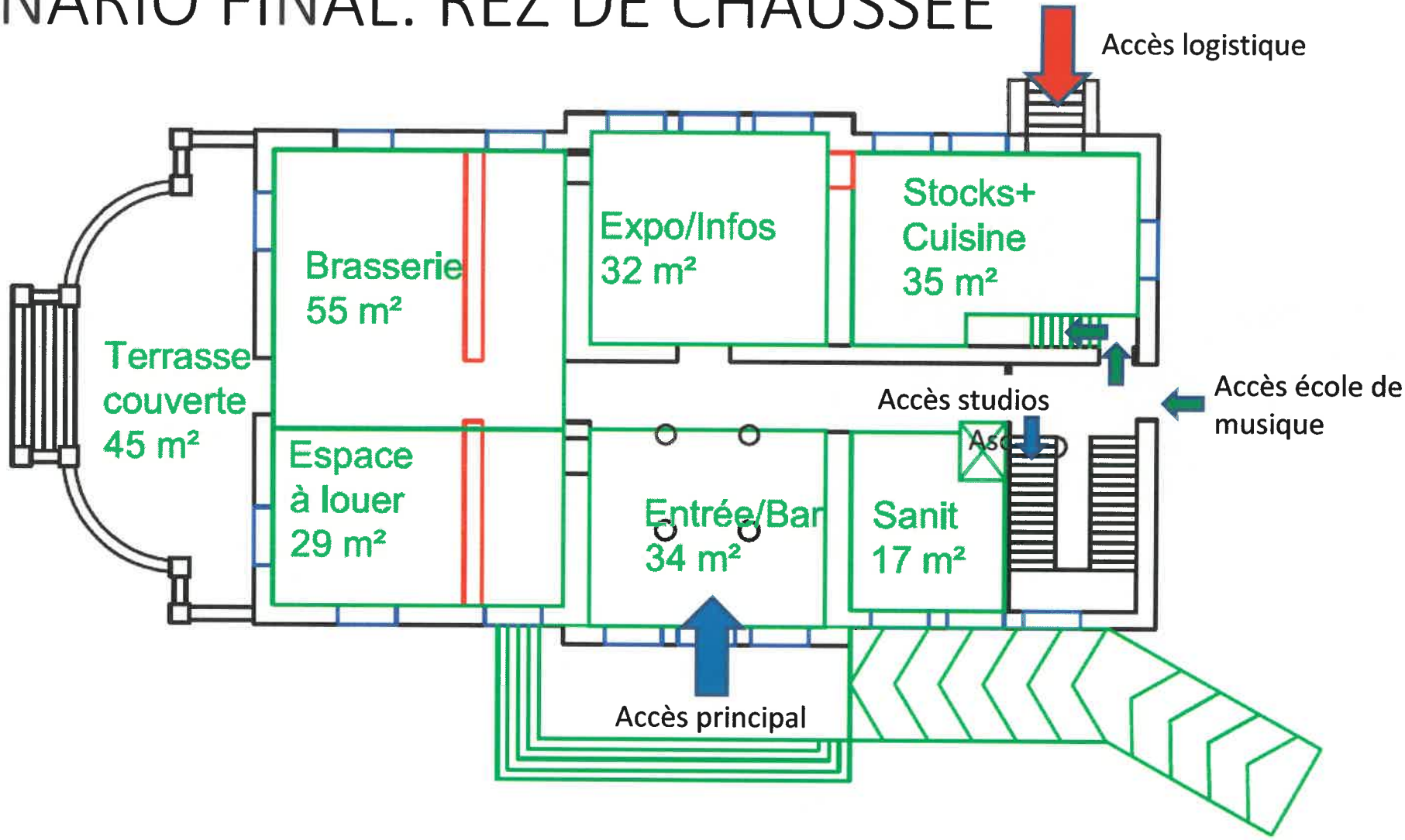
PROGRAMME D'INTERVENTION PATRIMONIALE

- Nettoyage des façades par Hydro-gommage
- Décapage des peintures sur boiseries
- Remise en place de la porte d'entrée principale et du perron couvert
- Traitement des bétons et des feuillures
- Application de revêtements extérieurs sur maçonnerie, bois, ferronnerie
- Reconstitution du perron et de la terrasse (à couvrir)
- Remplacement de la couverture
- Remplacement des menuiseries



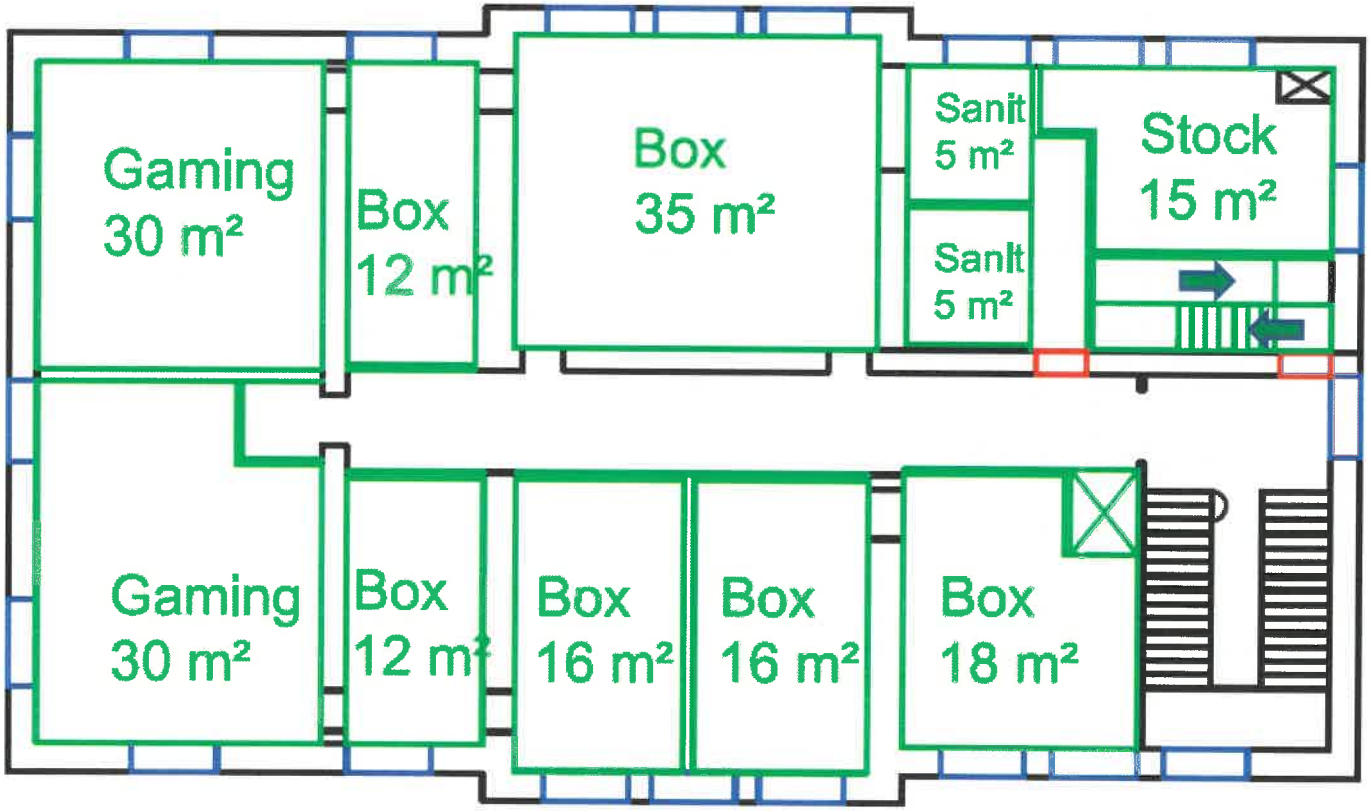
Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20221201-9763A-DE
Date de télétransmission : 07/12/2022
Date de réception préfecture : 07/12/2022

SCENARIO FINAL: REZ DE CHAUSSEE



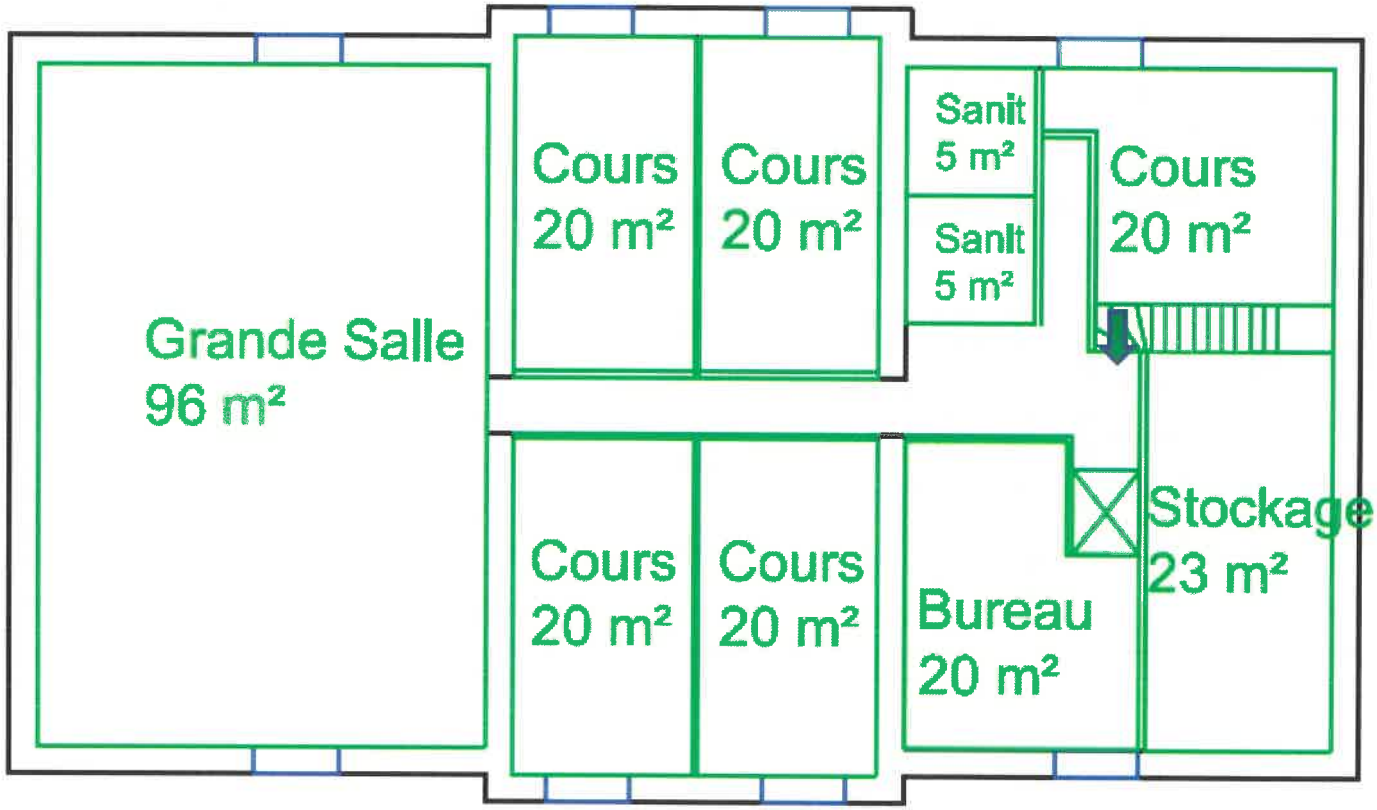
Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20221201-9763A-DE
Date de télétransmission : 07/12/2022
Date de réception préfecture : 07/12/2022

SCENARIO FINAL: R+1



Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20221201-9763A-DE
Date de télétransmission : 07/12/2022
Date de réception préfecture : 07/12/2022

SCENARIO FINAL: R+2



Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20221201-9763A-DE
Date de télétransmission : 07/12/2022
Date de réception préfecture : 07/12/2022

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VALENCIENNES METROPOLE
Siège social :
Hôtel du Hainaut – Valenciennes

DELIBERATION
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SÉANCE DU MARDI 5 DÉCEMBRE 2023

Date de convocation :
Le 29 novembre 2023

Secrétaire de séance :
Joël SOIGNEUX

Le mardi 5 décembre 2023, à 17h00, le Conseil Communautaire s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Laurent DEGALLAIX, Président de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole.

Nombre des membres du Conseil Communautaire : 90

- Présent(s) : 51
- Votant(s) : 64
- Excusé(s) : 13
- Absent(s) : 13

N° d'inscription de l'acte soumis à l'obligation de transmission du Représentant de l'Etat :
CC-2023-125

Etaient présents :
M. Pierre Michel BERNARD (Anzin), M. Jean Roger BERRIER (Anzin), Mme Elisabeth GONDY (Anzin), M. Alain VINCENT (Anzin), Mme Liliane ANDRE (Artres), M. Raymond ZINGRAFF (Aubry du Hainaut), M. Laurent DEPAGNE (Aulnoy Lez Valenciennes), Mme Anne GOZÉ (Aulnoy Lez Valenciennes), M. Ahmed RAHEM (Aulnoy Lez Valenciennes), M. Ali BEN YAHIA (Beuvrages), M. Jean Pierre LECOMTE (Beuvrages), Mme Christelle VASSEUR (Beuvrages), Mme Sylvia DUHAMEL (Bruay sur Escaut), M. Frederic LEMAY (Bruay sur Escaut), Mme Carole VEZILIER (Condé sur Escaut), M. Agostino POPULIN (Condé sur l'Escaut), M. Xavier SUDZINSKI (Condé sur l'Escaut), M. Didier VANESSE (Curgies), Mme Véronique DUPIRE (Famars), Mme Isabelle DUPONT (Marly), M. Patrick LEMAIRE (Marly), M. Christian CHATELAIN (Marly), M. Bernard DE MEYER (Monchaux sur Ecaillon), M. Xavier JOUANIN (Onnaing), M. Jean- Charles LAMBECQ (Onnaing), Mme Sandrine GOMBERT (Petite-Forêt), M. Jean-Pierre POMMEROLE (Petite-Forêt), Mme Isabelle CHOAIN (Prouvy), M. Jean-Luc DELANNOY (Quarouble), M. Pierre GRINER (Quiévrechain), Mme Corinne KACZMAREK (Quiévrechain), M. Jean Marc MOREAU (Quiévrechain), M. Michel RAOUT (Rouvignies), M. Alain DUBOIS (Saint-Aybert), M. Hervé BROUILLARD (Saint-Saulve), M. François DUCATILLON (Saint-Saulve), M. Yves DUSART (Saint-Saulve), M. Joël SOIGNEUX (Saultain), M. Bruno CELLIER (Sebourg), Mme Elodie CARON (Valenciennes), Mme Elisa CAUDRELIER (Valenciennes), Mme Aurore COLSON (Valenciennes), M. Laurent DEGALLAIX (Valenciennes), M. Salvatore DI VITA (Valenciennes), M. Regis DUFOUR-LEFORT (Valenciennes), M. Jean Marcel GRANDAME (Valenciennes), M. Guy MARCHANT (Valenciennes), M. Quentin OMONT (Valenciennes), Mme Chantal PLAQUET (Valenciennes), Mme Caroline DI CRISTINA (Vieux Condé).

Conseiller(s) ayant donné pouvoir à un conseiller :
Mme Isabelle ASSELIN (Anzin) donne pouvoir à M. Pierre Michel BERNARD (Anzin), M. Hamid JAMJAM (ANZIN) donne pouvoir à Mme Elisabeth GONDY (Anzin), M. Laurent BIGAILLON (Bruay sur Escaut) donne pouvoir à M. Frederic LEMAY (Bruay sur Escaut), Mme Marie Tiphaine DELGARDE (Bruay sur Escaut) donne pouvoir à Mme Sylvia DUHAMEL (Bruay sur Escaut), Mme Valérie FORNIES (Fresnes sur L'Escaut) donne pouvoir à M. Laurent DEPAGNE (Aulnoy Lez Valenciennes), Mme Mélanie CINARI (Onnaing) donne pouvoir à M. Xavier JOUANIN (Onnaing), Mme Graziella STAMPER (ONNAING) donne pouvoir à Mme Isabelle CHOAIN (Prouvy), Mme Sandrine LACHAUSSEE (Quarouble) donne pouvoir à M. Jean-Luc DELANNOY (Quarouble), M. Didier JOVENIAUX (Querenaing) donne pouvoir à M. Bruno CELLIER (Sebourg), M. Armand AUDEGOND (Valenciennes) donne pouvoir à M. Jean Marcel GRANDAME (Valenciennes), Mme Emilie LECLERCQ (Valenciennes) donne pouvoir à M. Regis DUFOUR-LEFORT (Valenciennes), M. David BUSTIN (Vieux Condé) donne pouvoir à M. Laurent DEGALLAIX (Valenciennes), M. Didier SIMON (VIEUX CONDE) donne pouvoir à Mme Caroline DI CRISTINA (Vieux Condé).

Titulaire(s) remplacé(s) par son suppléant :
Mme Agnès DOLET (Rombies et Marchipont) donne pouvoir à M. Bernard LEFEBVRE (Rombies-et-Marchipont).

Conseiller(s) suppléant(s) présent(s) :
Joël BRUNET, Bernard LEFEBVRE

****

COMPETENCE : Aménagement de l'espace communautaire

POLITIQUE : Urbanisme

OBJET :
Fresnes-sur-Escaut - Arrêt de Projet / Révision allégée n°1 du PLUi

****

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 11 mars 2021.
Une procédure de modification simplifiée a été mise en œuvre et approuvée par délibération du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2022.

Une procédure de modification de droit commun a été mise en œuvre et approuvée par délibération du Conseil Communautaire en date du 27 juin 2023.

Objet de la révision allégée

Par délibération en date du 1er décembre 2022, le Conseil Communautaire a prescrit la révision allégée de son Plan Local d'Urbanisme intercommunale (PLUi).

Vu la demande de la commune de Fresnes-sur-Escaut, qui a fait part de sa volonté de faire évoluer son plan de zonage, afin de permettre le réaménagement du Château Renard, situé au sein du Parc Joliot Curie.

Celui-ci étant actuellement classé au sein d'un Secteur de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) Naturel loisirs (Nl), cela ne permet pas de faire évoluer l'occupation et la destination du bâtiment conformément au projet de la Ville. Le zonage le plus adéquat pour réaliser le projet de la municipalité est celui déjà existant pour le secteur urbain mixte, à savoir UA (zone mixte centrale à vocation dominante d'habitat qui correspond au centre-ville des communes urbaines du Pays de Condé et de l'est de la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole).

Mise en œuvre de la concertation

Conformément à l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme, le dossier de révision allégée a fait l'objet d'une concertation préalable dont les modalités ont été définies dans la délibération du 1er décembre 2022 comme suit :

1. Le projet de révision allégée et l'exposé de ses motifs, seront mis à la disposition du public sur le site internet de Valenciennes Métropole, au siège de Valenciennes Métropole et en mairie de Fresnes-sur-Escaut pendant toute la durée des études nécessaires à la mise en œuvre du projet de révision allégée ;
2. Mise en œuvre d'une adresse mail et de deux registres papier (au siège de Valenciennes Métropole et en mairie de Fresnes-sur-Escaut) permettant de recueillir les observations éventuelles des habitants du territoire ;
3. La possibilité pour le public d'adresser ses contributions par courrier au siège de Valenciennes Métropole (2, place de l'Hôpital Général – CS 60227 – 59305 Valenciennes Cedex).

La concertation s'est déroulée du 26 septembre au 31 octobre 2023 de la manière suivante :

- Information sur le site internet de Valenciennes Métropole :

Des informations, notamment la délibération de prescription et une notice expliquant le projet, ont été mises en ligne. La commune de Fresnes-sur-Escaut a également relayé ces informations sur son site internet.

- Publication d'un avis dans la presse :
  Une annonce légale est parue dans l'édition du 1er septembre 2023 du journal « l'Observateur de l'Avesnois », en indiquant que la procédure de révision allégée du PLUi était engagée.

- Mise à disposition d'un registre :
  Un registre de concertation a été mis à disposition du public du 26 septembre 2023 au 31 octobre 2023 au siège de Valenciennes Métropole et en mairie de Fresnes-sur-Escaut. Ce registre était accompagné d'un dossier comprenant :

    - la délibération de prescription,
    - la notice explicative
    - les pièces du PLUi avant et après modifications : partie justifications du rapport de présentation et plan de zonage
    - l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France en date du 20 avril 2023.

Il n'y a pas eu d'observation dans ces registres.

Aucun courrier n'a été reçu à l'adresse indiquée.

Aucun courriel n'a été reçu à l'adresse indiquée.

Durant la phase de concertation, la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole a offert à la population des moyens d'information diversifiés afin de prendre connaissance du contenu du projet de révision allégée du PLUi, et aux habitants qui le souhaitaient, des moyens de formuler des observations sur le projet ou des demandes.

Il n'y a pas eu d'observation sur ce projet de révision allégée.

<u>Le projet de révision allégée</u>

Le dossier est prêt à être arrêté.

Le projet de révision allégée comprend donc:

- le changement de zonage sur la commune de Fresnes-sur-Escaut : reclassement d'une partie du secteur Nl (sur une superficie de 5 514 m² correspondant au château et à ses abords immédiats) en zone UA.

- la mise à jour des justifications du PLUi : tableau récapitulatif des surfaces.

L'ensemble du dossier sera transmis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme.

Une réunion d'examen conjoint sera ensuite organisée avec l'Etat, les personnes publiques associées, la commune.

Le projet de révision arrêté, accompagné du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, sera soumis à enquête publique.

Au vu des observations du public et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, le projet de révision allégée du PLUi sera soumis au conseil communautaire pour approbation.

Ainsi, il y a lieu pour le Conseil Communautaire de délibérer sur l'arrêt-projet du dossier de révision allégée du PLUi et de tirer le bilan de la concertation.

Aussi,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-31 et suivants, L103-2 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 11 mars 2021, modifié le 23 juin 2022, puis le 27 juin 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 1er décembre 2022 prescrivant la révision allégée du PLUi ;
Vu le bilan de la concertation tel qu'il a été présenté ci-dessus ;

Vu le projet de révision allégée du PLUi annexé à la présente délibération ;

Considérant que le dossier de révision allégée a fait l'objet d'une concertation dont l'ensemble des modalités fixées dans la délibération du 1er décembre 2022 ont été effectuées.

Sur ces bases, et après avis de la Commission 2 - Habitat renouvellement urbain et urbanisme, le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- De tirer le bilan de la concertation présenté dans la délibération ;
- D'arrêter le projet de révision allégée du PLUi tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- D'informer que le projet de révision allégée:
    - sera transmis aux personnes publiques associées pour avis en vue d'une réunion d'examen conjoint,
    - fera l'objet d'une enquête publique
- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les décisions relatives à cette procédure et à signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services les concernant

Résultat du vote : **Adoptée à l'unanimité,**

Ainsi fait et délibéré en **séance les jours, mois en susdits**

Le Président,

#signature#

Le président :
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa date de réception en Sous-préfecture.
- Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

PROCES-VERBAL de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA)
Révision allégée n°1 du PLUi de la CAVM
concernant la commune de FRESNES-SUR-ESCAUT

Objet de la réunion : Examen conjoint des PPA sur la Révision allégée n°1 du PLUi de Valenciennes Métropole

Date et Lieu : mardi 19 décembre 2023 – 10h à 11h - Valenciennes Métropole

Présents : Voir feuille d'émargement en pièce jointe.

La réunion est introduite par Madame Sottiez (CAVM) qui rappelle l'objectif de cette réunion visant à recueillir les avis des Personnes Publique Associées (PPA) sur le dossier préalablement transmis par Valenciennes Métropole.

Madame De Baere (CAVM) présente le contenu du dossier de révision allégée du PLUi de Valenciennes Métropole (voir support de présentation en pièce jointe).

Monsieur Bavay, Directeur général des services de la ville de Fresnes-sur-Escaut, complète les informations concernant la nature du projet :
Des procédures au titre des monuments historiques sont en cours :
- Classement du Château Renard,
- Inscription du Temple de l'Amour situé dans le Parc Juliot Curie.

Une commission départementale avec la DRAC s'est déroulée la semaine dernière. Des études architecturales ont été menées sur les deux édifices.
Le classement du Château Renard a beaucoup de sens. Il est situé à proximité de la façade de l'hôtel de vie (ancien dispensaire, anciens bureaux de la compagnie de mines) elle-même inscrite au titre des monuments historiques, il est situé au milieu de plusieurs projets importants pour la commune : entrée de ville, réaménagement de la Place, travaux sur l'église, restructuration de l'îlot Zola Seguin…
Les travaux de clos/couvert sur l'édifice sont prévus en 2024/2025 suite au classement au titre des monuments historiques. Madame Mattioli (CAVM) précise que le permis de construire sera alors instruit par l'Etat.
Les travaux de changement de destination et de réaménagement de l'intérieur ne se feront que dans un second temps (2026). La commune reste sur la programmation issue de l'étude d'AMO. Toutefois, un déménagement de l'école de musique (actuellement située au 1er étage) dans un autre bâtiment est aussi une hypothèse.

Suite à la loi Climat et Résilience et l'objectif ZAN, Valenciennes Métropole a mis en place une stratégie de compensation. Présentée aux élus lors de la Conférence Intercommunale des Maires du 28/06/2022, cette stratégie vise à mettre en place des coefficients de compensation de 1,5. Cela traduit l'engagement de Valenciennes Métropole et des communes dans la réduction de la consommation d'espaces. La compensation en lien avec le reclassement du Château Renard et de ses abords en zone urbaine est l'un des objets de la

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20250611-21497-DE
Date de télétransmission : 16/06/2025
Date de réception préfecture : 16/06/2025

modification n°2 du PLUi, autre procédure d'évolution du PLUi en cours. Elle se traduira par la réduction de la zone 2AU dite des Petits Mazys.

A la demande de précisions des PPA sur le périmètre de réduction, la commune indique que cette réduction s'est faite de manière arithmétique et qu'une adaptation peut être envisagée en privilégiant la partie proche de la zone urbaine.
Un jardin partagé existe à proximité et cette zone de maraîchage pourrait être étendue et pérennisée dans les prochaines années.
Pour information, un permis de construire de 54 logements vient d'être déposé au sud de cette zone (sur l'ancienne friche d'Intermarché).

Recueil des avis des Personnes Publiques Associées présentes :

Département
Madame Camus n'a pas de remarque sur ce dossier. Toutefois, dans l'éventualité où les accès seraient modifiés, elle demande à ce que les services de l'arrondissement routier soient associés aux réflexions et études. Un courrier en ce sens a été envoyé par le Département à la CAVM en date du 21 novembre 2023.

La commune indique que la sécurisation des piétons aux abords de l'édifice et notamment l'accès PMR sera à étudier, les espaces publics devraient être plus lisibles entre la RD, la ligne de tramway (non végétalisée sur ce secteur). La commune prend acte de la demande du Département.

PNR Scarpe Escaut
Madame Cappel indique que le Parc est favorable à ce projet qui permet la requalification d'un édifice patrimonial. Elle souligne également la démarche de compensation mise en place.

Sous-Préfecture
Madame Ginestet indique ne pas avoir de remarque sur ce dossier sous réserve des éventuelles observations de la DDTM.

Autres avis des Personnes Publiques Associées excusées :

La CAVM expose les autres observations reçues à l'occasion de la réunion d'examen conjoint :

Chambre d'agriculture
Courrier reçu le 17 novembre 2023. Ce projet n'appelle pas d'observation particulière de leur part.

Mission Bassin Minier
Mail reçu le 5 décembre indiquant que la modification concerne un bien du patrimoine Mondial de l'UNESCO, et qu'à ce titre, il faut s'assurer que cette modification n'entraîne pas un affaiblissement de sa protection. Elle interroge sur le classement de cet édifice au titre du L151-19 du code de l'urbanisme.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20250611-21497-DE
Date de télétransmission : 16/06/2025
Date de réception préfecture : 16/06/2025

- Compte tenu des informations transmises par la commune concernant la procédure de classement au titre des monuments historiques en cours, celle-ci correspond à une protection forte et garante de la préservation des qualités patrimoniales de l'édifice, l'identification au titre du L151-19 n'est pas nécessaire. La CAVM complétera la notice avec ces informations en vue de l'enquête publique.

CAPH

Pas d'observations.

DDTM

Mail reçu le 20 décembre.

La DDTM, consultée dans le cadre de l'examen conjoint du 19 décembre 2023 et au titre de sa qualité de Personne Publique Associée n'a aucune observation à émettre sur cette procédure.

Cependant, par souci de cohérence et de bonne compréhension du public, il semble opportun que la modification du PLUi relative à la compensation foncière prévue au présent projet de Révision Allégée (réduction de la zone 2AU dite des "Petits Masys") et cette révision allégée soient concomitantes.

- Après échanges entre la commune de Fresnes-sur-Escaut concernant le calendrier de leur projet, la CAVM et la commune ont décidé de réaliser les enquêtes publiques des 2 procédures de manière concomitante.

Pour conclure, Madame Sottiez remercie les Personnes Publiques Associées présentes à cet examen conjoint et indique que la CAVM les tiendra informées de la suite de la procédure.

Le présent procès-verbal de réunion sera transmis aux PPA puis joint au dossier d'enquête publique.

SYNTHESE DES ECHANGES

Avis favorables sur le projet.

Points d'attention soulignés en vue de la mise en œuvre du projet :

- Associer les services de la voirie départementale pour la sécurisation des accès,
- Réaliser les enquêtes publiques de la révision allégée et de la modification de manière concomitante.

Retours attendus de la part de :

- La commune : transmettre les informations concernant la procédure de classement au titre des monuments historiques,
- La CAVM : compléter la notice explicative sur les aspects patrimoniaux.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20250611-21497-DE
Date de télétransmission : 16/06/2025
Date de réception préfecture : 16/06/2025

Objet de la réunion : PPA – Réunion examen conjoint – Révision allégée n°1 du PLUi de Valenciennes Métropole

Date : 19/12/2023

Lieu : Valenciennes Métropole

Structure	Prénom	Fonction	Adresse mail	Présence / Signature
DDTM	Christophe DULION	Référent territorial	christophe.dulion@nord.gouv.fr	
	Nathalie RICART	Adjointe au responsable de service	nathalie.ricart@nord.gouv.fr	
	Sabine MOLITOR	Chargée de mission urbanisme	sabine.molitor@nord.gouv.fr	Excusée
	Damien ALCUTA	Chef d'unité STH/TM	damien.alcuta@nord.gouv.fr	
SIMOUV	Philippe ROULET	Directeur	philippe.roulet@simouv.fr	
Chambre d'Agriculture	Renald LEFEBVRE	Chargé de missions	renald.lefebvre@npdc.chambagri.fr	Excusé
	Anne NICOLAS		anne.nicolas@npdc.chambagri.fr	
PNRSE	Aurélie GAUCHERON	Responsable du pôle Aménagement du territoire et Paysage	a.gaucheron@pnr-scarpe-escaut.fr	
	Juliette CAPPEL	Chargée de mission Urbanisme	j.cappel@pnr-scarpe-escaut.fr	
Département du Nord	Nathalie FAGOT	Chargée de mission aménagement du territoire	NATHALIE.FAGOT@lenord.fr	Excusée
	Manon CAMUS	Chargée de mission Urbanisme	manon.camus@lenord.fr	
	Isabelle TISON		isabelle.tison@lenord.fr	Excusée
Région	Stéphanie DEPREZ Gil DENIER		stephanie.deprez@hautsdefrance.fr gil.denier@hautsdefrance.fr	
CAPH	Elise BONNEL	Responsable – Service Aménagement du Territoire et Urbanisme	ebonnel@agglo-porteduhainaut.fr	Excusée
	Baptiste FONTAINE	Chargé de mission PLUi	bfontaine@agglo-porteduhainaut.fr	Excusé

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20250611-21497-DE
Date de télétransmission : 16/06/2025
Date de réception préfecture : 16/06/2025

Mission Bassin Minier	Raphaël Alessandri	Directeur d'études, Aménagement du territoire - Planification	ralessandri@missionbassinminier.org	Excusé
	Aurélie Mouchon	Chargé de mission Patrimoine/Urbanisme durable	amouchon@missionbassinminier.org	Excusée
ABF	Etienne DUBOIS Valérie DEFIVES		etienne.dubois@culture.gouv.fr valerie.defives@culture.gouv.fr	
CCI	Thomas MOLINER A. ROGIER		t.moliner@grandhainaut.cci.fr a.rogier@grandhainaut.cci.fr	
CMA	Laetitia PECORARO		l.pecoraro@cma-hautsdefrance.fr	
SNCF	Sylvie TREVAUX	Chargée d'aménagement et d'Urbanisme	sylvie.trevaux@sncf.fr	
SDIS	Olivier DUBUSSE Audrey JOVER		olivier.dubusse@sdis59.fr audrey.jover@sdis59.fr	
SAGE Escaut			sage.escaut@symea.net	
CAVM	Cécile MATTIOLI	Directrice de l'Urbanisme Service Planification, Service commun ADS et Etudes Stratégiques	cmattioli@valenciennes-metropole.fr	
	Clotilde SOTTIEZ	Responsable Planification	csottiez@valenciennes-metropole.fr	
	Lise DE BAERE	Chargée de mission PLUi/Urbanisme	ldebaere@valenciennes-metropole.fr	
Mairie de Fresnes-sur-Escaut	Arnaud BAVAY	Directeur général des services	abavay@fresnes-sur-escaut.fr	
	Fabien PELABON	Responsable service Urbanisme	urbanisme@fresnes-sur-escaut.fr	

Sans Préfecture — Nathalie Ginestel — Adjointe à la cheffe du + Bureau du développement territorial — nathalie.ginestel@nord.gouv.fr

Mairie de Fresnes-sur-Escaut — C. NOBECOURT — Directrice Aménagement — cnobecourt@fresnes-sur-escaut.fr

" J. Howard — Jade' — adjoint — JHENRIARD@fresnes-sur-escaut.FR

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20250611-21497-DE
Date de télétransmission : 16/06/2025
Date de réception préfecture : 16/06/2025

CHAMBRE D'AGRICULTURE
NORD-PAS-DE-CALAIS

CAVM
Monsieur le Président
2 Place de l'Hôpital Général
CS 60227
59305 VALENCIENNES

Service :	Aménagement Territorial
Nos références :	CD / RL / IM / 2023 - 695
Dossier suivi par :	Rénald Lefebvre
	renald.lefebvre@npdc.chambagri.fr
Vos références :	
Objet :	**Révision allégée du PLUi de VALENCIENNES Métropole**

Arrivé: 264166	Manon MARION
Révision allégée du PLUi de Valenciennes Métropole	
Reçu: 17/11/2023	DGDCT/URBA - C. M
Rep : 02/12/2023	
...PLANIFICATION	

Saint-Laurent-Blangy, mardi 14 novembre 2023

Monsieur le Président,

Vous avez sollicité l'avis de la Chambre d'Agriculture sur la révision allégée du PLU intercommunal de Valenciennes Métropole et nous vous en remercions.

Après analyse du dossier, nous vous informons que ce projet de modification n'appelle **pas d'observation particulière** de la part de notre établissement.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de nos sentiments distingués.

Le Président,

Christian DURLIN

Siège administratif
56 avenue Roger Salengro
BP 80039
62051 Saint-Laurent-Blangy cedex

Tél : 03 21 60 57 57

Siret 130 013 543 00025

Siège social
299 Boulevard de Leeds
59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Loi du 31/01/1924
Siret 130 013 543 00033
APE 9411Z

www.hautsdefrance.chambre-agriculture.fr

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20250611-21497-DE
Date de télétransmission : 16/06/2025
Date de réception préfecture : 16/06/2025

Nord
le Département est là

Le Vice-Président

Arrivé: 264227 Anne-Sophie Buisine
Demande de documents PLUi
Reçu: 23/11/2023
Rep : 08/12/2023
DGDCT/URBA

Monsieur Laurent DEGALLAIX
Président
Communauté d'Agglomération
Valenciennes Métropole
2 Place de l'Hôpital Général
CS 60227
59305 VALENCIENNES CEDEX

Lille, le 21 NOV. 2023

Monsieur le Président,

Les politiques d'aménagement et d'urbanisme ont un impact majeur sur le territoire. C'est pourquoi le Département porte un intérêt particulier à ces questions.

Conformément aux articles L.132-7 et L 132-11 du Code de l'Urbanisme, vous avez notifié au Département le projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de votre EPCI.

Après étude de votre dossier, il s'avère que cette procédure ne porte pas atteinte aux prescriptions du Département en matière d'aménagement.

Toutefois, le Département du Nord souhaite formuler une remarque concernant le passage d'une partie de la commune de Fresnes-sur-Escaut de la zone NI (secteur naturel à vocation de loisirs) en zone UA (tissu urbain mixte central) afin de permettre le réaménagement du Château Renard sans affecter les accès à ce dernier. Les entrées et sorties du site du château se font sur la RD 50A et ont été prévus de manière sécurisée. Cependant, dans l'hypothèse où une modification des accès au site du château serait intégrée au projet de réaménagement, et afin de continuer à assurer la sécurité des usagers de la RD 50A, le Département demande que Valenciennes Métropole et/ou la commune de Fresnes-sur-Escaut associent les services de l'Arrondissement routier aux réflexions et études. Ils peuvent être joints via l'adresse mail suivante : voirie.valenciennes@lenord.fr.

Je vous remercie de me transmettre un dossier dématérialisé relatif à cette procédure quand celle-ci aura été approuvée.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma considération distinguée.

Nicolas SIEGLER
Vice-Président en charge de l'Aménagement du Territoire et du Canal Seine-Nord Europe

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20250611-21497-DE
Date de télétransmission : 16/06/2025
Date de réception préfecture : 16/06/2025

Ref : N° DTT-RUH 20230132, Direction Territoires et Transitions, manon.camus@lenord.fr , Tél. [illegible]

Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

Avis conforme de la mission régionale d'autorité environnementale Hauts-de-France, sur l'examen au cas par cas « ad hoc » réalisé par Valenciennes Métropole sur la révision allégée de son PLUi concernant la commune de Fresnes-sur-Escaut (59)

n°GARANCE 2023-6981

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20250611-21497-DE
Date de télétransmission : 16/06/2025
Date de réception préfecture : 16/06/2025

Avis conforme

rendu en application

du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégialement, le 20 avril 2023, en présence de Philippe Ducrocq, Philippe Gratadour, et Pierre Noualhaguet,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-33 à R.104-38 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) réalisé pour avis conforme et déposé par la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole le 24 février 2023 relatif à la révision allégée de son plan local d'urbanisme intercommunal concernant la commune de Fresnes-sur-Escaut (59) ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 3 avril 2023 ;

Considérant que la révision allégée a pour objet la création d'une zone urbaine UA de 5 514 m² par réduction de la zone naturelle à vocation de loisirs NL sur la commune de Fresnes-sur-Escaut pour permettre la réhabilitation du château Renard ;

Rend l'avis qui suit :

La révision allégée du plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20250611-21497-DE
Date de télétransmission : 16/06/2025
Date de réception préfecture : 16/06/2025

de Valenciennes Métropole concernant la commune de Fresnes-sur-Escaut n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Un nouveau dossier d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis conforme, fait l'objet de modifications.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 20 avril 2023

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Le président de séance



Philippe Gratadour

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20250611-21497-DE
Date de télétransmission : 16/06/2025
Date de réception préfecture : 16/06/2025

Département du Nord
Arrondissement de Valenciennes
Communauté d'agglomération Valenciennes Métropole (CAVM)

Enquête publique unique
relative à trois procédures d'évolution
du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Valenciennes Métropole

1. **Révision allégée n° 1 (RA1) concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut**
2. **Déclaration de projet (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes**
3. **Modification de droit commun n° 2 (MDC2) concernant 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé**

(Enquête publique « Code de l'environnement »)

Dossier comprenant 5 parties

1. Rapport d'enquête unique
2. Conclusions et avis sur la *Révision allégée n° 1*
3. Conclusions et avis sur la *Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes*
4. Conclusions et avis sur la *Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes*
5. Pièces jointes :
   a. Formalités
   b. PV (C.env., R123-18) et Mémoire en réponse
   c. Réponses aux questions

1ère partie – Rapport d'enquête unique

Établi en 2 exemplaires

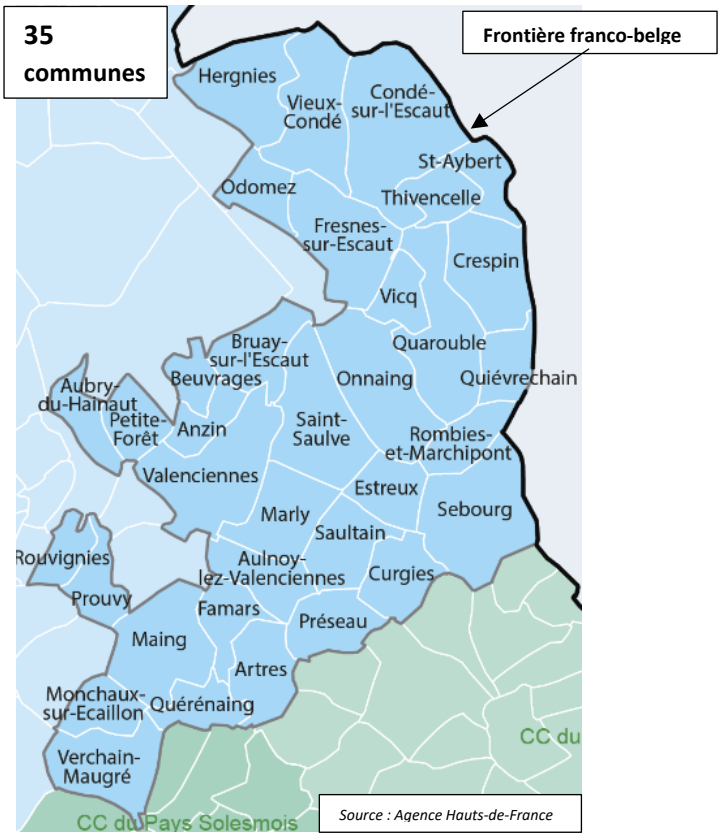
- Tribunal administratif de Lille
- Communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole (formats numérique et papier)

Références :

- Décision du Tribunal administratif de Lille du 30 décembre 2024 – dossier E24-140/59
- Arrêté n° 02-25 du président portant ouverture de l'enquête unique relative à trois procédures d'évolution du PLUi de Valenciennes Métropole en date du 6 février 2025 (Réception Sp : 06/02/2025)
- Code de l'environnement notamment les articles L123-1 et s., L123-6 et R123-7
- Code de l'urbanisme notamment, les articles L153-31 et s. (RA1) ; L300-6, L153-54 et s. (DP) ; R104-11 (Ee) ; L153-36 et s. (MDC2)
- Dossier numérique d'enquête publique consultable sur le lien suivant : https://www.valenciennes-metropole.fr/competences/amenagement-du-territoire/urbanisme/

Siège de l'enquête :	Valenciennes Métropole 2 Place de l'Hôpital Général CS 60227 59305 Valenciennes
Maître d'ouvrage des trois procédures :	Valenciennes Métropole (CAVM)
Service chargé de ces projets à la CAVM :	Direction de l'urbanisme (Tél : 03 27 096 170)
Commissaire enquêtrice titulaire :	Marinette BRULÉ





CA Valenciennes Métropole

193 676 habitants

263,9 km² soit 26 391 ha

735 habitants/km²

8 000 ha artificialisés environ

30% de surface artificialisée

80 400 emplois

SCoT approuvé en 2014

PLUi approuvé en 2021

11 évolutions PLUi approuvées et/ou en cours

Les **35 communes** de **Valenciennes Métropole** (CAVM) et leur nombre d'**habitants**

Anzin	13 511
Artres	1 084
Aubry-du-Hainaut	1 740
Aulnoy-lez-Valenciennes	7 193
Beuvrages	6 827
Bruay-sur-l'Escaut	11 632
Condé-sur-l'Escaut	9 349
Crespin	4 575
Curgies	1 386
Estreux	978
Famars	2 527
Fresnes-sur-Escaut	7 513
Hergnies	4 505
Maing	4 020
Marly	12 088
Monchaux-sur-Écaillon	593
Odomez	945
Onnaing	8 635

Petite-Forêt	5 098
Préseau	2 104
Prouvy	2 222
Quarouble	3 170
Quérenaing	873
Quiévrechain	6 119
Rombies-et-Marchipont	752
Rouvignies	663
Saint-Aybert	332
Saint-Saulve	11 262
Saultain	2 557
Sebourg	2 014
Thivencelle	826
Valenciennes	43 468
Verchain-Maugré	1 114
Vicq	1 488
Vieux-Condé	10 513

Sources : https://www.valenciennes-metropole.fr/
https://www.banatic.interieur.gouv.fr/intercommunalite/
https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/(décembre 2024)

Lexique

Ae	Autorité environnementale
AEU	Approche environnementale de l'urbanisme
AOT	Autorité organisatrice de transport
AR	Accusé de réception
CA	Communauté d'agglomération
CAVM	Communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole
CAPH	Communauté d'agglomération de la porte du Hainaut
CC	Conseil communautaire
CCI	Chambre de commerce et d'industrie territoriale
CDPENAF	Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers
CEREMA	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
CE	Commissaire enquêtrice
C. env.	Code de l'environnement
CRPM	Code rural et de la pêche maritime
C. urb.	Code de l'urbanisme
DP	Déclaration de projet
Ee	Evaluation environnementale
EP	Enquête publique
EPU	Enquête publique unique
ha	Hectare
MDC	Modification de droit commun
MRAe	Mission régionale d'autorité environnementale
NPNRU	Nouveau programme national de renouvellement urbain
OAP	Orientations d'aménagement et de programmation
PAC	Porter à connaissance
PCAET	Plan climat air énergie territorial
PDU	Plan de déplacement urbain
PLH	Programme local de l'habitat
PLUi	Plan local d'urbanisme intercommunal
PNR	Parc naturel régional
PNRU	Programme national de renouvellement urbain
POA	Programme d'orientations et d'actions
PPRi	Plan de prévention des risques d'inondations
PPRm	Plan de prévention des risques miniers
PPVE	Participation du public par voie électronique

QPV	Quartier prioritaire politique de la ville
RA	Révision allégée du PLUi
REP	Registre d'enquête publique
RNT	Résumé non technique
SAGE	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux
SCoT	Schéma de cohérence territoriale
SDAGE	Schéma directeur et d'aménagement des eaux
SMS	Servitude de mixité sociale
SP	Sous-préfecture
SPR	Site patrimonial remarquable
SRADDET	Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité du territoire
STECAL	Secteur de taille et de capacité d'accueil limitée
TA	Tribunal administratif
ZAC	Zone d'aménagement concerté
ZAE	Zone d'activité économique
ZPPAUP	Zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager

Table des matières

Lexique ... 3
Préambule ... 9
1. Cadre général ... 10
1.1. Valenciennes Métropole ... 10
1.2. Objet de l'enquête unique ... 10
1.3. Le PLUi des 35 communes de Valenciennes Métropole ... 11
1.3.1. Historique et évolution du PLUi ... 11
1.3.2. Localisation des trois évolutions du PLUi de l'enquête publique unique ... 12
1.3.3. Articulation avec les documents à valeur supra-communale ... 13
1.3.4. Les plans de prévention ... 13
1.3.5. Les servitudes d'utilité publique (SUP) et obligations diverses ... 13
1.3.5. La protection du patrimoine naturel et culturel ... 14
1.3.6. Les obligations diverses liées à la sécurité ... 14
1.3.7. Les obligations liées à la frontière ... 14
1.3.8. Obligations concernant les cimetières ... 14
1.3.9. Le porter à connaissance des services de l'État (C. urb., L132-1 et s.) ... 15
1.3.10. Gouvernance et suivi du PLUi ... 15
1.3.11. Analyse de la commissaire enquêtrice ... 16
1.4. Cadre juridique de l'enquête ... 17
1.4.1. Une enquête publique unique (EPU) pour 3 évolutions du PLUi ... 17
1.4.2. La révision allégée n° 1 (RA1) du PLUi ... 18
1.4.3. La déclaration de projet (DP) emportant mise en compatibilité du PLUi ... 20
1.4.4. La modification de droit commun (MDC n° 2) ... 27
2. Révision allégée n° 1 concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut ... 29
2.1. Caractéristiques du projet ... 29
2.2. Les mesures compensatoires ... 32
2.3. Le dossier d'enquête RA1 ... 33
2.3.1. Accès numérique ... 33
2.3.2. Composition ... 33
2.3.3. Réponses CAVM aux Observations CE ... 34
2.4. La concertation préalable publique et citoyenne ... 36
2.4.1. Chronologie de la procédure ... 36
2.4.2. Avis de la MRAe sur l'examen au cas par cas (C.urb.,R104-33 à R104-37) 37
2.4.3. Concertation préalable des habitants (C. urb., L103-6) ... 37
2.4.4. Les personnes publiques associées (PPA) (C. urb., L132-7 et L132-9) ... 38

2.5. Observations de la CE ... 41
2.6. Le cadre juridique ... 42
3. Déclaration de projet (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes ... 43
3.1. Caractéristiques du projet ... 43
3.1.1. Localisation ... 43
3.1.2. Les enjeux du projet ... 44
3.1.3. Description du projet ... 44
3.1.4. Programmation des travaux ... 46
3.1.5. Les procédures administratives passées, en cours et à venir ... 48
3.2. La mise en compatibilité du PLUi (C.urb., L153-54 et s.) ... 50
3.2.1. Réalisation d'une étude Loi Barnier ... 50
3.2.2. Création d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) ... 50
3.2.3. Modification du règlement de la zone UR ... 52
3.3. L'évaluation environnementale ... 53
3.3.1. Les obligations (C. urb., R104-11 II.2°, R104-13) ... 53
3.3.2. L'avis de la MRAe ... 53
3.3.3. Réponses de Valenciennes Métropole à la MRAe ... 53
3.3.4. Observations de la CE ... 54
3.3.5. La séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) ... 54
3.4. Le dossier d'enquête ... 55
3.4.1. Accès numérique ... 55
3.4.2. Composition ... 55
3.4.3. Questions au responsable du projet ... 56
3.5. Consultation et concertation préalables ... 57
3.5.1. Chronologie de la concertation préalable ... 57
3.5.2. La concertation préalable du public (C. urb., L103-1 et s.) ... 57
3.5.3. Les personnes publiques (C. urb., L132-7, L132-9) ... 61
3.5.4. Observations CE sur la contribution des autorités publiques ... 65
3.6. L'intérêt général du projet présenté par la CAVM ... 66
3.7. Le cadre juridique ... 67
4. Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes ... 68
4.1. Nature et objet des modifications ... 68
4.1.1. Les modifications ... 68
4.1.2. Récapitulatif de la MDC n° 2 par commune ... 74
4.1.3. Caractéristiques spatiales du PLUi après la modification ... 75

4.2. Remarques CE ... 76
4.2.1. Bruay-sur-l'Escaut – Reclass. de la zone UGa de 8,56 ha en zone UZ (Objet n° 2) . 76
4.2.2. Saint-Saulve – Reclass. zone UL en zones UA et N au niveau du Château Fortier (Objets n° 5-11) 77
4.2.3. Vicq – Correction d'une erreur matérielle (Objet n° 7) ... 78
4.2.4. Beuvrages – Correction d'une erreur matérielle (Objet n° 8) ... 79
4.2.5. Vieux-Condé – Correction d'une erreur matérielle (Objet n° 9) ... 80
4.2.6. Monchaux- sur-Ecaillon – Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU (Objet n° 12) 81
4.2.7. Aulnoy-lez-Valenciennes – Création d'un ER pr le nouveau cimetière (Objet n°13) .. 82
4.2.8. Fresnes-sur-Escaut – Modif. d'un ER et du zonage pr extension du cimetière (Objet n° 14) .. 84
4.2.9. Fresnes-sur-Escaut – Réduction de la zone 2AU dite des Petits Masys (Objet n° 3) . 85
4.2.10. Remarques générales de la CE sur la MDC 2 ... 86
4.3. La séquence « éviter-réduire-compenser » (ERC) ... 86
4.4. La concertation et l'information préalable ... 87
4.4.1. Réponses CAVM aux Observations CE ... 87
4.4.2. Avis de la MRAe (C. urb., R104-33) ... 89
4.4.3. La concertation préalable (C. urb., L103-2 et s.) ... 91
4.4.4. Réunion des personnes publiques associées ... 91
4.4.5. Notification aux PPA et aux Maires des 16 communes (C. urb., L153-40) . 97
4.4.6. Synthèse de la participation des autorités publiques ... 98
4.4.7. Chronologie de la procédure MDC n° 2 ... 99
4.5. La composition du dossier d'enquête MDC n° 2 ... 99
4.6. Le cadre juridique ... 100
5. Organisation et déroulement de l'enquête ... 101
5.1. Chronologie de la préparation et des démarches en cours d'enquête ... 101
5.2. Les modalités de l'EPU prévues ... 106
5.2.1. Dates de l'EPU ... 106
5.2.2. Siège de l'enquête publique ... 106
5.2.3. Consultation du dossier d'enquête publique ... 106
5.2.4. Modalités de participation du public ... 107
5.2.5. Les permanences de la commissaire enquêtrice ... 108
5.2.6. Publicité de l'enquête ... 108
5.2.7. Dispositions complémentaires ... 109
5.3. Déroulement des permanences ... 110
1ère Valenciennes Métropole – Lundi 24/02/2025 de 9H à 12H ... 110
2ème Fresnes-sur-Escaut – Mercredi 05/03/2025 de 9H à 12H ... 110

3ème Valenciennes – Lundi 10/03/2025 de 14H à 17H ... 110
4ème Valenciennes Métropole – Vendredi 14/03/2025 de 15H à 18H ... 111
5ème Fresnes-sur-Escaut – Samedi 22/03/2025 de 9H à 12H ... 111
6ème Valenciennes Métropole – Mercredi 26/03/2025 de 14H à 17H ... 111
5.4. Clôture de l'enquête ... 112
5.5. Bilan de la participation du public ... 113
5.5.1. Les permanences ... 113
5.5.2. Les registres d'enquête publique ... 114
5.5.3. Le courrier électronique réceptionné à enquete-publique-evolplui24@valenciennes-metropole.fr ... 115
5.5.4. Le courrier adressé par voie postale ... 115
5.5.5. Récapitulatif des plis séparés et des observations transcrites ... 115
5.6. Notification du procès-verbal des observations (C.urb., R123-18) ... 116
5.7. Mémoire en réponse de la CA Valenciennes Métropole ... 116
5.8. Le commissaire enquêteur suppléant ... 116
5.9. Climat de l'enquête ... 116
5.10. Observations et analyse sur l'organisation de l'enquête ... 117
5.11. Chronologie des principales étapes de la procédure d'enquête ... 119
6. Analyse des observations transcrites ... 120
6.1. Révision allégée ... 120
6.2. Déclaration de projet ... 120
6.3. Modification de droit commun (MDC) ... 123
6.3.1. Artres (friche Valboval) ... 123
6.3.2. Fresnes-sur-Escaut ... 124
6.3.3. Vicq ... 126
6.3.4. Artres (zone 1AU) ... 129
6.3.5. Vieux-Condé ... 130
6.3.6. Hergnies ... 131
Conclusion du rapport d'enquête publique unique ... 132
Pièces jointes ... 133
Sitographie ... 138

Pour atteindre la page mentionnée à la table des matières, positionner le curseur sur le n° de page, appuyer sur la touche CTRL + clic gauche de la souris pour suivre le lien.
Pour atteindre les liens dactylographiés sous cette forme « L 153-1 », positionner le curseur, appuyer sur la touche CTRL + clic gauche de la souris pour suivre le lien.

Préambule

Par décision n° E24000140/59 du 30 décembre 2024[1], le Tribunal administratif de Lille a désigné Mme Marinette BRULÉ en qualité de commissaire enquêtrice titulaire et M. Gérard KAWECKI commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique unique ayant pour objet :

1. Déclaration de projet entraînant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole pour la restructuration de l'entrée nord de Valenciennes et l'évaluation environnementale et comprenant une évaluation environnementale ;
2. Modification de droit commun n° 2 du PLUi de Valenciennes Métropole ;
3. Révision allégée du PLUi de Valenciennes Métropole pour le reclassement du Château Renard à Fresnes-sur-Escaut.

Par arrêté de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole en date du 6 février 2025, l'enquête publique a été prescrite pendant 31 jours consécutifs, du 24 février à 9H00 au 26 mars 2025 à 18H00 portant sur les trois procédures d'évolution du PLUi de Valenciennes Métropole.

Le maître d'ouvrage et responsable des trois projets est la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole (CAVM) représenté pour ce dossier par la Direction de l'Urbanisme de l'intercommunalité (Tél. 03 27 096 170).

Le siège de l'enquête publique est fixé à la

Communauté d'agglomération Valenciennes Métropole (CAVM)
2 Place de l'Hôpital Général
CS 60227
59305 Valenciennes

Le rapport d'enquête avec conclusions et avis est présenté dans un **dossier comprenant 5 parties** :

1. Rapport d'enquête unique
2. Conclusions et avis sur la *Révision allégée n° 1 pour le reclassement du Château Renard à Fresnes-sur-Escaut*
3. Conclusions et avis sur la *Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes*
4. Conclusions et avis sur la *Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes*
5. Pièces jointes :
   a. Formalités
   b. Procès-verbal (C.env., R123-18) et Mémoire de réponse
   c. Réponses aux questions

Le présent **rapport d'enquête** présente :

1. Le cadre général de l'enquête
2. La Révision allégée
3. La Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi
4. La Modification de droit commun
5. L'organisation et le déroulement de l'enquête
6. L'analyse des observations transcrites

Pour l'accès au lien des informations « calligraphiées » comme suit : Valenciennes Métropole *ou* L 153-1, *appuyer sur la touche Ctrl + clic gauche de la souris*.

[1] PJ au dossier « 5ème partie – Pièces jointes a / Formalités »

1. Cadre général

1.1. Valenciennes Métropole

Créée en décembre 2000, la communauté d'agglomération (CA) Valenciennes Métropole regroupe 35 communes et est administrée par 90 délégués.

Son territoire s'étend sur 26 391 hectares, recense 193 856 habitants, une densité de 735 habitants / km², 80 408 emplois.[2]

Valenciennes Métropole
- adhère à 9 syndicats mixtes,
- exerce 44 compétences (28 obligatoires, 16 facultatives)

dont « le **Plan local d'urbanisme intercommunal** » (C. urb., L 153-1). [3]

Le projet de **restructuration de l'entrée Nord de Valenciennes a été déclaré d'intérêt communautaire** par délibération du conseil communautaire en date du 28 novembre 2020. [4]

1.2. Objet de l'enquête unique

L'enquête publique unique (EPU) porte sur trois procédures d'évolution du *plan local d'urbanisme intercommunal* (PLUi) de la *communauté d'agglomération* (CA) *Valenciennes Métropole* :

- La *révision allégée n° 1* (RA1) concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut ;
- La *déclaration de projet* (DP) valant mise en compatibilité du *plan local d'urbanisme intercommunal* (PLUi) pour le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes ;
- La *modification de droit commun n° 2* (MDC2) concernant 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé.

Regroupant plusieurs consultations, cette *enquête unique* est menée en application des articles L123-6 et R123-7 du code de l'environnement.

Le responsable et maître d'ouvrage de l'ensemble des procédures soumises à la présente enquête unique est la communauté d'agglomération (CA) Valenciennes Métropole.

[2] Sources :
https://www.banatic.interieur.gouv.fr/intercommunalite/245901160-ca-valenciennes-metropole
https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=EPCI-245901160

[3] Sources :
https://www.banatic.interieur.gouv.fr/intercommunalite/245901160-ca-valenciennes-metropole

[4] Source : délibération du conseil communautaire du 18 octobre 2024 - CC-2024-122-Prescription de la déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLUi - Entrée nord de Valenciennes (AR SP : 18/10/2024)

1.3. Le PLUi des 35 communes de Valenciennes Métropole

1.3.1. Historique et évolution du PLUi

Le *plan local d'urbanisme intercommunal* (PLUi) approuvé par le conseil communautaire de Valenciennes Métropole le 11 mars 2021, est opposable à compter du 1er avril 2021.

Il a fait l'objet d'une évaluation environnementale (Avis MRAe 2020-4351 du 07/07/2020).

Depuis, plusieurs évolutions du document d'urbanisme ont été approuvées.

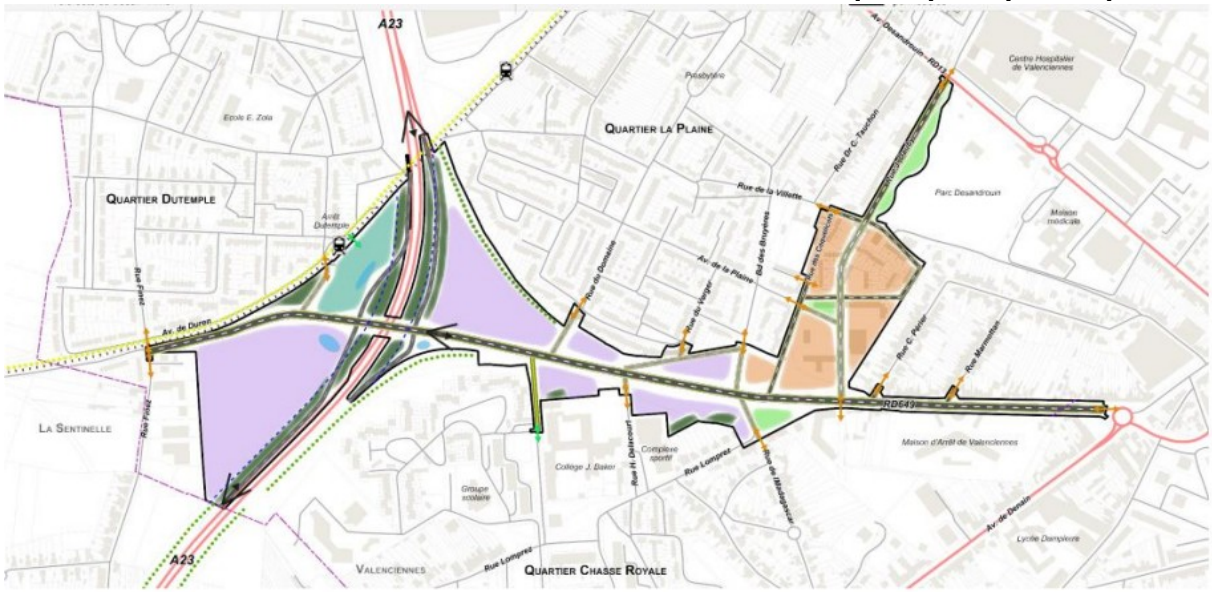
Le tableau suivant recense les procédures d'évolution mises en œuvre et leur état d'avancement au 18 octobre 2024[5] :

N° Evolution	Procédure mise en oeuvre	Date opposabilité	Objets
1	Modification simplifiée	25/07/2022	Correction d'erreurs matérielles Ajout de 2 dossiers Loi Barnier Ajout des fiches patrimoines
2	Modification de droit commun n° 1	01/09/2023	Corrections d'erreurs matérielles Evolutions du zonage Evolutions du règlement Suppression d'une OAP
3	Déclaration de projet Aulnoy-lez-Valenciennes		Création d'une zone UL (équipements publics) pour la réalisation du nouveau cimetière à Aulnoy-lez-Valenciennes
4	Déclaration de projet Sebourg	10/06/2024	Création d'une zone UL (équipements publics) pour la construction d'un nouveau centre d'incendie et de secours (CIS) à Sebourg
5	**Révision allégée n° 1 (RA1) Fresnes-sur-Escaut**	**EP24-140 En cours**	**Reclassement du Château Renard en secteur urbain mixte, pour changement de destination du bâtiment à Fresnes-sur-Escaut**
6	**Modification de droit commun n° 2 (MDC2)**	**EP24-140 En cours**	**1. Reclassement d'une friche en zone naturelle (Artres)** **2. Reclassement d'une zone économique (Bruay-sur-l'Escaut** **3. Réduction d'une zone 2AU et modification d'un emplacement réservé (Fresnes-sur-Escaut)** **4. Suppression d'une zone 1AU (Odomez)** **5. Reclassement d'une zone UL et ajout d'un patrimoine paysager (Saint-Saulve)** **6. Reclassement d'une zone urbaine, modification d'un emplacement réservé et ajout d'un patrimoine protégé (Vieux-Condé)** **7 à 9. Corrections d'erreurs matérielles (Beuvrages, Vicq, Vieux-Condé** **10 et 11. Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU (Monchaux-sur-Ecaillon)** **13 à 15. Création et modifications d'emplacements réservés (Aulnoy-lez-Valenciennes, Fresnes-sur-Escaut, Vieux-Condé)** **16. Suppression d'emplacements réservés (4 communes : Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Saint-Saulve, Valenciennes)** **17. Mise en place de servitudes de mixité sociale (8 communes : Hergnies, Maing, Crespin, Quarouble, Petite-Forêt, Saint-Saulve, Valenciennes, Aulnoy-lez-Valenciennes)**
7	**Déclaration de projet n° 3 Entrée nord de Valenciennes**	**EP24-140 En cours**	**Dérogation Loi Barnier**
8	Mise à jour n° 1	05/07/2024	Servitudes T1 et INT1 Monument Historique RLPi Périmètres ZAC Périmètres lotissement Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)
9	Révision allégée n° 2 Schémas ENR	EP-A venir	Intégration du schéma solaire dans le PLUi
10	Déclaration de projet n° 4 Famars	EP-A venir	Création d'un STECAL pour centre de stockage d'électricité
11	Mise en compatibilité du PLUi	EP-A venir	Projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur la commune de Saint-Saulve Maître d'ouvrage : Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ)

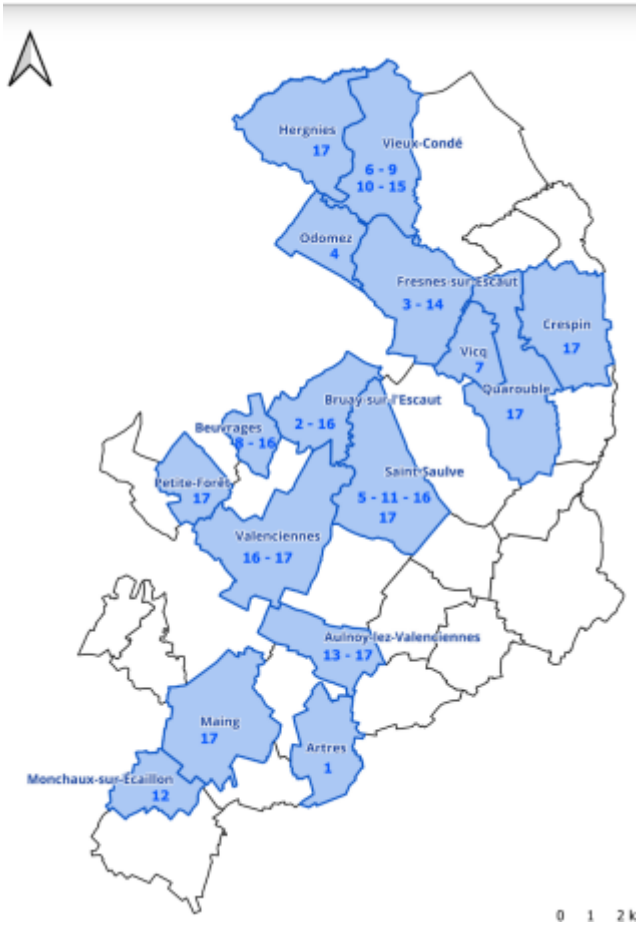
La présente enquête publique unique (**E24-140**) est mentionnée en **gras**

[5] Source : dossier d'enquête, *Modification de droit commun n° 2 - Notice explicative*, p. 5

1.3.2. Localisation des trois évolutions du PLUi de l'enquête publique unique



1. Entrée nord de Valenciennes – Déclaration de projet (dérogation Loi Barnier) valant mise en compatibilité du PLUi



2. Communes et sites concernées par la modification de droit commun n° 2



3. Fresnes-sur-Escaut
Révision allégée n° 1 Château Renard

1.3.3. Articulation avec les documents à valeur supra-communale

Les évolutions à intégrer au PLUi doivent être compatibles avec

- le *SRADDET* de la *région Hauts-de-France* approuvé le 30 juin 2020 (CGCT, R4251-2 et s.) ;

- le *SCoT du Valenciennois* (C. urb., L143-16) approuvé le 21 février 2014 dont la révision a été prescrite le 13 décembre 2022, porté par le *syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois* (SIMOUV) ;

- le *PDU du Valenciennois*, porté par le *syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois* (SIMOUV) autorité organisatrice de la mobilité (C. transp., L1231-1, L1231-8, L1231-14 à L1231-16)[6] ;

- le *PLH 2024-2029* adopté le 05/12/2023 porté par *Valenciennes Métropole* ;

- le *PCAET 2020-2026* porté par *Valenciennes Métropole* ;

- la *charte du parc naturel régional* Scarpe-Escaut porté par le *syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional Scarpe-Escaut* (13 communes de Valenciennes Métropole adhèrent au PNR) ;

- le *SDAGE* du bassin Artois-Picardie 2022-2027 et son plan de gestion des risques d'inondation – Administration référente : *Agence de l'eau* ;

- le *SAGE de l'Escaut* porté par le *syndicat mixte Escaut et affluents* (SYMEA) ;

- le *SAGE de la Scarpe Aval* porté par le *syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional Scarpe-Escaut ;*

1.3.4. Les plans de prévention

Les évolutions à intégrer au PLUi doivent être compatibles avec

- le *PPRi de la vallée de la Rhônelle* et de ses affluents – AP du 24/05/2022 ;

- le *PPRi de la vallée de l'Aunelle et de l'Hogneau* – AP du 18/07/2016 ;

- le *PPRi de la vallée de l'Ecaillon* – AP du 07/09/2017 et modifié le 21/01/2025 ;

- les axes de ruissellement et les zones d'accumulation identifiés par la DDTM du Nord ;

- le plan de prévention des risques des mouvements de terrains (PPRMT) – AP du 21/01/2008, modifié le 13/06/2013 ;

- le plan de prévention des risques miniers du Pays de Condé – AP du 06/07/2018 ;

- le plan de prévention des risques miniers « Couronne de Valenciennes » - AP du 06/07/2018 ;

- le plan de prévention des risques technologiques – AP du 13/12/2011 ;

dont l'administration référente est la DDTM.

1.3.5. Les servitudes d'utilité publique (SUP) et obligations diverses

Les évolutions du PLUi doivent être compatibles avec :

- les servitudes d'utilité publique (C. urb., L151-43, R151-51 et s., R151-32, R153-18) notamment les servitudes liées aux réseaux et canalisations : canalisations souterraines, lignes aériennes, voies ferrées, voies de communication routières, captage, cours d'eau … : (RTE, VNF, GRTgaz, SNCF etc) ;

- les enjeux de la préservation de la ressource en eau potable.

[6] Source : https://www.banatic.interieur.gouv.fr/intercommunalite/200046639-si-de-mobilite-et-d-organisation-urbaine-du-valenciennois

1.3.5. La protection du patrimoine naturel et culturel

Les évolutions du PLUi doivent être compatibles avec

- les obligations pour la protection du patrimoine naturel : zone à dominante humide, espaces boisés, zone humide, Znieff 1 et 2, Natura 2000… ;
- les obligations pour la protection du patrimoine (*DRAC-UDAP*) : éléments inscrits/classés monuments historiques, et du patrimoine paysager.

Valenciennes Métropole est concernée par le classement au Patrimoine Mondial de l'Unesco de biens du patrimoine minier (Mission bassin minier).

1.3.6. Les obligations diverses liées à la sécurité

Les évolutions du PLUi doivent être compatibles avec

- la réglementation des installations classées pour l'environnement (ICPE) ;
- les obligations diverses connues et/ou en vigueur liées aux risques.[7]

1.3.7. Les obligations liées à la frontière

Les évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole présentées à l'enquête publique unique concernent plusieurs communes situées pour tout ou partie à moins de 5 km de la frontière belge.

Le courrier du Préfet en date du 8 avril 2008[8] cite les communes suivantes :

- Crespin
- Vicq
- Fresnes-sur-Escaut
- Odomez
- Hergnies
- Vieux-Condé

Le document d'urbanisme est soumis aux obligations des territoires frontaliers (C. urb., L131-9 et s.).[9]

1.3.8. Obligations concernant les cimetières

Le PLUi doit être cohérent avec les obligations qui s'imposent aux communes et aux intercommunalités concernant les cimetières.

Chaque commune ou - chaque établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de cimetières - dispose d'au moins un cimetière comprenant un terrain consacré à l'inhumation des morts et, dans les communes de 2 000 habitants et plus ou les établissements publics de coopération intercommunale de 2 000 habitants et plus compétents en matière de cimetières, d'au moins un site cinéraire destiné à l'accueil des cendres des personnes décédées dont le corps a donné lieu à crémation (CGCT, L2223-1).

---

[7] https://www.georisques.gouv.fr/ ;
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/;
Classement bassin minier Unesco – Monuments historiques ;
https://www.nord.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Amenagement-urbanisme-habitat-et-construction/Amenagement-urbanisme-et-planification/Les-documents-locaux-de-planification-PLU-i-PLU-Carte-Communale/Les-porter-a-connaissance-realises/Delegation-territoriale-de-VALENCIENNES/Elaboration-du-PLUI-C.A.V.M-Communaute-d-Agglomeration-Valenciennes-Metropole

[8] https://www.nord.gouv.fr/contenu/telechargement/7790/47307/file/Courrier%20prefect.pdf

[9] https://www.nord.gouv.fr/contenu/telechargement/38545/268197/file/PAC_PLU_Consultation%20Transfrontali%C3%A8re.pdf

Le terrain consacré à l'inhumation des morts est cinq fois plus étendu que l'espace nécessaire pour y déposer le nombre présumé des morts qui peuvent y être enterrés chaque année (CGCT, L2223-2).

La servitude d'utilité publique affectant l'espace dédié aux cimetières (SUP INT1) doit également être intégrée au PLUi (CGCT, L2223-5).

1.3.9. Le porter à connaissance des services de l'État (C. urb., L132-1 et s.)

Les obligations qui s'imposent au plan local d'urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole sont renseignées sur le site de la préfecture du Nord : https://www.nord.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Amenagement-urbanisme-habitat-et-construction/Amenagement-urbanisme-et-planification/Les-documents-locaux-de-planification-PLU-i-PLU-Carte-Communale/Les-porter-a-connaissance-realises/Delegation-territoriale-de-VALENCIENNES/Elaboration-du-PLUI-C.A.V.M-Communaute-d-Agglomeration-Valenciennes-Metropole dont la dernière mise à jour date de 2017 (il pourrait y avoir eu des évolutions depuis cette date).

Les évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole doivent être compatibles avec le PAC actualisé.

1.3.10. Gouvernance et suivi du PLUi

Un *comité de pilotage stratégique PLUi* a été créé dès le lancement du PLUi pour en assurer le suivi.

Il est piloté par le vice-président délégué au *renouvellement urbain, à l'habitat et à l'urbanisme*, et est composé des vice-présidents de Valenciennes Métropole délégués aux grandes thématiques :

- le vice-président délégué au *développement économique*,
- le vice-président délégué au *développement rural*,
- le vice-président délégué à *l'écologie urbaine* et président de la *commission environnement*,
- le vice-président délégué au *plan climat et à la transition écologique*.

Cette instance de débat politique se réunit régulièrement tout au long de la procédure d'évolution du PLUi.

Elle est complétée par la ***conférence intercommunale des maires des 35 communes de l'intercommunalité Valenciennes Métropole*** (CGCT, L5211-62 et C.urb., L153-8).

1.3.11. Analyse de la commissaire enquêtrice

Analyse CE

Les trois procédures d'évolution du PLUi présentées à l'enquête publique unique (EPU) comprennent une multitude de « modifications ». Ce qui complexifie la lecture, la compréhension, et la vérification de la complétude du dossier.

Cette procédure n'intègre pas au dossier d'enquête le « porter à connaissance » avec le tableau des servitudes et obligations diverses actualisé, obligatoirement communiqué par les services de l'Etat dans le cadre de l'élaboration et de la révision du PLUi, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une « révision ». Des informations pourraient être manquantes ou insuffisantes dans le dossier en raison de :

- l'absence de « PAC » avec le tableau actualisé des servitudes et obligations diverses,

*- **l'absence de contrôle de légalité préalable à l'enquête**, du dossier d'enquête unique.*

En plus, le SCoT ayant été approuvé le 21 février 2014 n'est pas actualisé.

Le territoire administré par la communauté d'agglomération Valenciennes Métropole connaît une très forte densité d'occupation des sols et une très forte évolution en raison de ses nombreux projets, de sa situation stratégique : proximité de la Belgique, autoroutes, canaux, TGV, aéroports, de la jeunesse de sa population.

L'ajout d'évolutions du PLUi « au coup par coup » pourrait entraver la cohérence du document de planification. Un intérêt local peut ne pas être un intérêt général sur un territoire plus étendu.

Le dossier d'enquête unique pour trois évolutions du PLUi comprend :

- Enquête publique unique (EPU) :	*33 pages*
- Révision allégée n° 1 (RA1) :	*952 pages*
- Déclaration de projet :	*641 pages*
+ étude d'impact (à la demande de la MRAe)	*1 789 pages*
- Modification de droit commun n° 2 (MDC2) :	*1 947 pages*
Soit (estimation au 20/02/2025)	***5 362 pages***

Cependant, ce dossier n'est pas complet ! Suite aux observations de la CE, le responsable du projet a transmis un mémoire de réponse avec des pièces complémentaires.[10]

L'enquête publique a pour rôle de : « permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer (…) au processus de décision ». Bien que prévue par les textes en vigueur, en raison de la complexité de son contenu, l'enquête unique freine l'accessibilité du grand public à la connaissance du projet.

L'accès à une information dans un dossier de 5 400 pages, c'est « chercher une aiguille dans une botte de foin ». La participation du public au processus de décision prévue par les textes encadrant l'EPU (C. env., L123-6 2ème paragraphe) pose question.

[10] Renvoi au dossier intitulé « 5ème partie – Pièces jointes / c. Réponses aux questions »

1.4. Cadre juridique de l'enquête

1.4.1. Une enquête publique unique (EPU) pour 3 évolutions du PLUi

A la place de plusieurs enquêtes publiques, il est possible d'organiser une seule enquête sous conditions. Les principaux textes de référence de l'*enquête unique* sont encadrés par les articles L123-6 et R123-7 du code de l'environnement.

C. env., L123-6

I. - Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs consultations du public dont l'une au moins en application de l'article L123-2, il peut être procédé à une enquête publique unique (…) dès lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête (…).

Il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les consultations du public de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que **l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public**.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée minimale de la plus longue prévue par l'une des législations concernées.

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des consultations du public initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur (…) ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des consultations du public initialement requises.

II. - En cas de contestation d'une décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent article, la régularité du dossier est appréciée au regard des règles spécifiques applicables à la décision contestée.

C. env., R123-7

(…)

L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique.

L'autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur (…) à chacune des autorités compétentes pour prendre les décisions en vue desquelles l'enquête unique a été organisée, au président du tribunal administratif et au maître d'ouvrage de chaque projet, plan ou programme.

Réponse de Valenciennes Métropole aux obs. de la CE transmises le 23/02/2025[11]

Réf.	Observations CE	Réponses CAVM et noms des pièces demandées
EPU - 1	Suite à la transmission à la Préfecture de l'arrêté n° 02-25 portant ouverture de l'EPU relative à trois procédures d'évolution du PLUi de Valenciennes Métropole en date du 6 février 2025, je vous remercie de bien vouloir m'informer si des observations ont été formulées par les services de l'État et, le cas échéant me les communiquer	Aucune observation n'a été reçue. A noter que le délai de 2 mois du déféré préfectoral n'est pas purgé sur cet acte. Nous vous informerons si nous recevons une observation.

[11] Renvoi au dossier intitulé « 5ème partie – Pièces jointes / c. Réponses aux questions »

1.4.2. La révision allégée n° 1 (RA1) du PLUi

La révision allégée du plan local d'urbanisme aussi appelée "révision avec examen conjoint" est une version allégée de la procédure de révision générale du PLUi. [12]

Les principaux textes de référence pour la procédure de *révision allégée du PLUi* sont les articles L153-31 à L153-35 du Code de l'Urbanisme[13]:

C. urb., L153-31

(…) Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.(…)

Dans le cadre de ces procédures de modification simplifiée, la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers est saisie pour avis dans les conditions prévues à l'article L 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. (…)

C. urb., L153-32

La révision est prescrite par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale (…).

C. urb., L153-33

La révision est effectuée selon les modalités définies par la section 3 du présent chapitre relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme.

Toutefois, le débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables prévu par l'article L 153-12 peut avoir lieu lors de la mise en révision du plan local d'urbanisme.

Le projet de plan arrêté est soumis pour avis aux communes intéressées par la révision.

[12] Source : CEREMA

[13] Code de l'urbanisme - Legifrance.gouv.fr (26/12/2024)

C. urb., L153-34

Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;

3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint.

C. urb., L153-35

Entre la mise en révision d'un plan local d'urbanisme et l'approbation de cette révision, il peut être décidé une ou plusieurs révisions effectuées en application de l'article L 153-34, une ou plusieurs modifications ou mises en compatibilité de ce plan.

Les procédures nécessaires à une ou plusieurs révisions effectuées en application de l'article L 153-34 peuvent être menées conjointement.

1.4.3. La déclaration de projet (DP) emportant mise en compatibilité du PLUi

1.4.3.1. Cadre juridique de la déclaration de projet (DP)

La DP « code de l'urbanisme » est une procédure permettant de mettre en compatibilité de manière simple et accélérée les documents d'urbanisme locaux avec un projet d'aménagement d'intérêt général. [14]

Les principaux textes de référence encadrant la déclaration de projet entraînant la mise en compatibilité du PLUi sont les articles L 300-6, L 153-54 à L 153-59 et R 153-15 à R 153-17 du code de l'urbanisme.

C. urb., L 300-6

L'Etat, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après une enquête publique réalisée en application du chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer par une déclaration de projet sur l'intérêt général :

1° D'une action ou d'une opération d'aménagement, au sens du présent livre ;

2° De la réalisation d'un programme de construction (…)

Les articles L. 143-44 à L. 143-50 et L. 153-54 à L. 153-59 sont applicables, sauf si la déclaration de projet adoptée par l'Etat, un de ses établissements publics, un département ou une région a pour effet de porter atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, du plan local d'urbanisme.

Lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat, elle peut procéder aux adaptations nécessaires (…), d'une charte de parc naturel régional ou de parc national, du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, du schéma régional de cohérence écologique ou du plan climat-air-énergie territorial. Ces adaptations sont effectuées dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au contenu de ces règlements ou de ces servitudes.

Les adaptations proposées sont présentées dans le cadre des procédures prévues par les articles (…) L153-54 à L153-59, auxquelles les autorités ou services compétents pour élaborer les documents mentionnés à l'alinéa précédent sont invités à participer (…)

Une déclaration de projet peut être prise par décision conjointe d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales et de l'Etat.

Lorsque l'action, l'opération d'aménagement ou le programme de construction est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, les dispositions nécessaires pour mettre en compatibilité les documents d'urbanisme ou pour adapter les règlements et servitudes mentionnés au huitième alinéa font l'objet d'une évaluation environnementale, au sens de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. (…)

[14] CEREMA - https://outil2amenagement.cerema.fr/

C. urb., L153-54

Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.

C. urb., L153-55

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

(…) 2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent (…).

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

C. urb., L153-56

Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité.

C. urb., L153-57

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;

2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.

C. urb., L153-58

La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur (…) est approuvée (…) :

2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par (…) l'établissement public de coopération intercommunale compétent (…) ;

4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent (…). A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public (…) de l'avis du commissaire enquêteur (…), la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

C. urb., L153-59

L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent (…), mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.

Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma.

C. urb., R153-15

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Le président de l'organe délibérant de l'établissement public ou le maire mène la procédure de mise en compatibilité.

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal adopte la déclaration de projet.

La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du PLU.

C. urb., R153-16

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par un établissement public dépendant de l'Etat, la société SNCF Réseau ou sa filiale mentionnée au 5° de l'article L. 2111-9 du code des transports, une collectivité territoriale, un groupement de collectivités ou un établissement public dépendant d'une collectivité, autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou la commune, et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsqu'un établissement public dépendant de l'Etat, la société SNCF Réseau ou sa filiale mentionnée au 5° de l'article L. 2111-9 du code des transports, une collectivité territoriale, un groupement de collectivités ou un établissement public dépendant d'une collectivité, autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou la commune, a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

La procédure de mise en compatibilité est menée par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou du groupement de collectivités responsable du projet ou, lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant d'une collectivité ou d'un groupement de collectivités, par le président de l'organe délibérant de cette collectivité ou de ce groupement, ou lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant de l'Etat, ou de la société SNCF Réseau ou de sa filiale mentionnée au 5° de l'article L. 2111-9 du code des transports, par le président du conseil d'administration ou, lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant de l'Etat, par le président du conseil d'administration.

L'enquête publique est organisée par le préfet.

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis par l'autorité chargée de la procédure à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal, qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête pour approuver la mise en compatibilité du plan.

En l'absence de délibération dans ce délai ou en cas de désaccord, le préfet approuve la mise en compatibilité du plan et notifie sa décision au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au maire dans les deux mois suivant la réception en préfecture de l'ensemble du dossier.

Le préfet notifie à la personne qui réalise l'opération la délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune ou la décision qu'il a prise.

C. urb., R153-17

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par l'Etat et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsque l'Etat a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois.

Le préfet adopte par arrêté préfectoral la déclaration de projet au vu de l'ensemble des pièces du dossier. La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

1.4.3.2. L'encadrement de la constructibilité le long de certains axes routiers

L'encadrement de la constructibilité le long de certains axes routiers [15] (aussi appelé « amendement Dupont » ou « Loi Barnier ») est un principe général du règlement national d'urbanisme (RNU) qui interdit -sauf exceptions- les constructions et installations en dehors des espaces urbanisés des communes, dans une bande de :

- 100 m de part et d'autre de l'axe des autoroutes, routes express et déviations (au sens du code de la voirie routière)
- et de 75 m de part et d'autre de l'axe des autres routes à grande circulation (RGC).

Il peut être dérogé à ce principe par le plan local d'urbanisme (PLU, PLUi).

Ces dispositions sont insérées au code de l'urbanisme aux articles L111-6 à L111-10.

C.urb., L111-6

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

C.urb., L111-7

L'interdiction mentionnée à l'article L. 111-6 ne s'applique pas :

1° Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;

2° Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;

3° Aux bâtiments d'exploitation agricole ;

4° Aux réseaux d'intérêt public ;

5° Aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

C.urb., L111-8

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

C.urb., L111-10

Il peut être dérogé aux dispositions de l'article L. 111-6 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue à l'article L. 111-6, pour des motifs tenant à l'intérêt, pour la commune, de l'installation ou la construction projetée.

[15] Source : CEREMA L'encadrement de la constructibilité le long de certains axes routiers (dit "amendement Dupont") | Outils de l'aménagement

1.4.3.3. L'évaluation environnementale

Une partie des lots du projet de restructuration de l'**entrée Nord de Valenciennes**, implantée sur les délaissés de l'autoroute, concernée par « l'étude **loi Barnier »,** fait l'objet d'une *évaluation environnementale* (C.urb., R104-11) dans le cadre de la procédure d'évolution du PLUi.

C. urb., R104-11

I.-Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur élaboration ;

2° De leur révision :

a) Lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

b) Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune décide de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

c) Dans tous les autres cas où une révision est requise en application de l'article L. 153-31, sous réserve des dispositions du II.

II.-Par dérogation aux dispositions du c du 2° du I, les plans locaux d'urbanisme font l'objet, à l'occasion de leur révision, d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-33 à R. 104-37, s'il est établi que cette révision est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, lorsque :

1° L'incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises dans le territoire couvert par le plan local d'urbanisme concerné, pour une superficie totale inférieure ou égale à un millième (1 ‰) de ce territoire, dans la limite de cinq hectares (5 ha) ;

2° L'incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises dans le territoire couvert par le plan local d'urbanisme intercommunal concerné, pour une superficie totale inférieure ou égale à un dix-millième (0,1 ‰) de ce territoire, dans la limite de cinq hectares (5 ha).

C. urb., R 104-13

Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion de leur mise en compatibilité :

1° Lorsque celle-ci permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

2° **Lorsque celle-ci emporte les mêmes effets qu'une révision, au sens de l'article L. 153-31, et que cette révision concerne l'un des cas mentionnés au I de l'article R. 104-11 ;**

3° Dans le cadre d'une procédure intégrée prévue à l'article L. 300-6-1, lorsqu'en application des conditions définies au V de cet article l'étude d'impact du projet n'a pas inclus l'analyse de l'incidence des dispositions concernées sur l'environnement.

1.4.3.4. La concertation préalable

La procédure d'évolution du PLUi, étant soumise à une *évaluation environnementale* (C.urb., R104-11, R104-13), fait l'objet d'une concertation préalable (C. urb., L103-1 et s.).

C. urb., L103-1

Lorsque des décisions des autorités publiques ayant une incidence sur l'environnement relevant du présent code n'appartiennent pas à une catégorie de décisions pour lesquelles des dispositions législatives particulières ont prévu les cas et conditions dans lesquelles elles doivent être soumises à participation du public, les dispositions des articles L. 123-19-1 à L. 123-19-6 du code de l'environnement leur sont applicables.

C. urb., L103-2

Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1° Les procédures suivantes :

a) L'élaboration et la révision du (…) du plan local d'urbanisme ;

b) La modification du (…) plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale ;

c) La mise en compatibilité (…) du plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale (…) ;

2° La création d'une zone d'aménagement concerté ;

3° Les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'Etat ;

4° Les projets de renouvellement urbain.

C. urb., L103-3

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

1° L'autorité administrative compétente de l'Etat lorsque la révision du document d'urbanisme ou l'opération sont à l'initiative de l'Etat ;

2° Le représentant légal de la société SNCF Réseau mentionnée à l'article L. 2111-9 du code des transports ou de sa filiale mentionnée au 5° du même article lorsque l'opération est à l'initiative de l'une de ces deux sociétés ;

3° L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas.

(…)

C. urb., L103-4

Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

C. urb., L103-5

Lorsqu'une opération d'aménagement doit faire l'objet d'une concertation en application des 2° ou 3° de l'article L. 103-2 et nécessite une révision (…) du plan local d'urbanisme, (…) l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider que la révision du document d'urbanisme et l'opération font l'objet d'une concertation unique. Dans ce cas, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par (…) l'établissement public de coopération intercommunale.

C. urb., L103-6

A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L. 103-3 en arrête le bilan.

Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête.

1.4.4. La modification de droit commun (MDC n° 2)

La "modification de droit commun" est une procédure d'évolution rapide du plan local d'urbanisme. Conduite par l'établissement compétent en matière de PLUi, elle repose principalement sur la réalisation d'une enquête publique "environnementale". Cette modification de droit commun permet de faire évoluer le règlement (écrit et graphique), les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou le programme d'orientations et d'actions (POA) du PLUi.[16]

Les principaux textes de référence pour la procédure de *modification de droit commun du PLUi* sont les articles L 153-36, L 153-37, L 153-38, L 153-40, L 153-41, L 153-42, L 153-43 et R 153-8 du code de l'urbanisme.

C. urb., L153-36

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application du I de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

C. urb., L153-37

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

C. urb., L153-38

Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

C. urb., L153-40

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

C. urb., L153-41

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet:

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

[16] Source : CEREMA

C. urb., L131-9

Les dispositions du plan local d'urbanisme tenant lieu de programme local de l'habitat prennent en compte toute nouvelle obligation applicable aux communes du territoire intercommunal en application des articles L. 302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation, dans un délai de deux ans, ou de trois ans si cette mise en compatibilité implique une révision du plan local d'urbanisme. Lorsque, dans ces délais, l'établissement public de coopération intercommunale n'a pas modifié ou révisé le plan local d'urbanisme tenant lieu de programme local de l'habitat, ou lorsqu'il a explicitement notifié au représentant de l'Etat sa volonté de ne pas procéder à cette modification ou révision, il est fait application du dernier alinéa du II de l'article L. 302-4 du même code, pour les prélèvements opérés sur les communes du territoire intercommunal en application de l'article L. 302-7 dudit code.

C. urb., L153-42

Lorsque la modification d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

C. urb., L153-43

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

C. urb., R153-8

Le dossier soumis à l'enquête publique est composé des pièces mentionnées à l'article R. 123-8 du code de l'environnement et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure.

Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune par le préfet.

2. Révision allégée n° 1 concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut

2.1. Caractéristiques du projet

Le territoire communal de Fresnes-sur-Escaut comprend plusieurs éléments du bassin minier inscrits sur la liste du patrimoine de l'**Unesco**.

Le château Désandrouin (appelé également château Renard) est situé dans le parc Joliot Curie. L'ensemble, cadastré AR 258, est une propriété de la commune de Fresnes-sur-Escaut classée dans le secteur Nl du PLUi qui correspond à un *secteur naturel comprenant les parcs et jardins publics, ainsi que des zones naturelles à vocation récréative, culturelle, touristique ou de loisirs*. Le château est actuellement occupé par l'école communale de musique. Cette occupation étant permise par le règlement du secteur Nl.

Les éléments du château Désandrouin (château Renard) ont été inscrits au titre des monuments historiques (Réf. PA59000226) par arrêté préfectoral en date du 29 avril 2024 : *Le château Desandrouin, son parc avec ses fabriques (temple de l'Amour avec sa glacière, statue de Mars et Vénus, grotte, ponts) présentent du point de vue de l'histoire et/ou de l'art un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation, en tant que rare château du XIX^{ème} siècle dans le goût français, et comportant des éléments bâtis pittoresques dont le point d'orgue est le temple dit de l'Amour, type de folie très rare dans la région et d'une grande qualité malgré son attribution incertaine. L'ensemble témoigne aussi de l'importance de Fresnes-sur-Escaut dans le bassin minier, et de l'articulation entre le développement de l'industrie (ici verrière) et l'extraction de houille, sous l'impulsion de grandes familles d'industriels.*

Sont inscrits au titre des monuments historiques les façades et toitures du château Desandrouin, ainsi que la totalité de son parc avec ses fabriques (temple de l'Amour avec sa glacière, statue de Mars et Vénus, Grotte, ponts).

Le château et ses abords sont à proximité de la place centrale où se trouve l'Hôtel de Ville classée en zone UA qui correspond à la *zone mixte centrale à vocation dominante d'habitat du centre-ville des communes urbaines du Pays de Condé et de l'est de la Communauté d'agglomération de Valenciennes* du PLUi approuvé.

Afin de permettre la réhabilitation du château, la commune de Fresnes-sur-Escaut a fait part de sa volonté de reclasser le château et ses abords en zone UA**.** La réalisation du projet est prévue en deux temps :

1) En 2024/2025, un nettoyage des façades, la réfection de la porte d'entrée principale, le traitement des bétons, feuillures, la reconstitution du perron et de la terrasse, ainsi que sa couverture, le remplacement de la toiture et des menuiseries suite au classement au titre des MH.

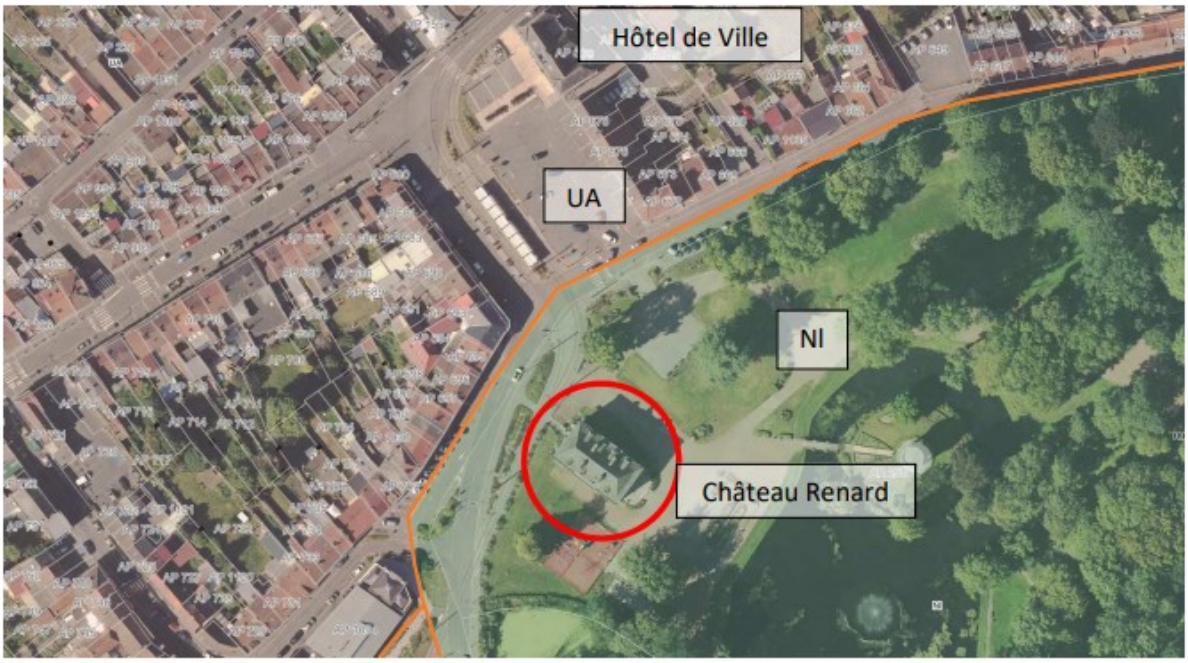
2) En 2026, des travaux de changement de destination.

A l'intérieur du bâtiment, le scénario retenu prévoit des travaux ayant pour finalité le maintien de l'école de musique et l'implantation de nouvelles activités :

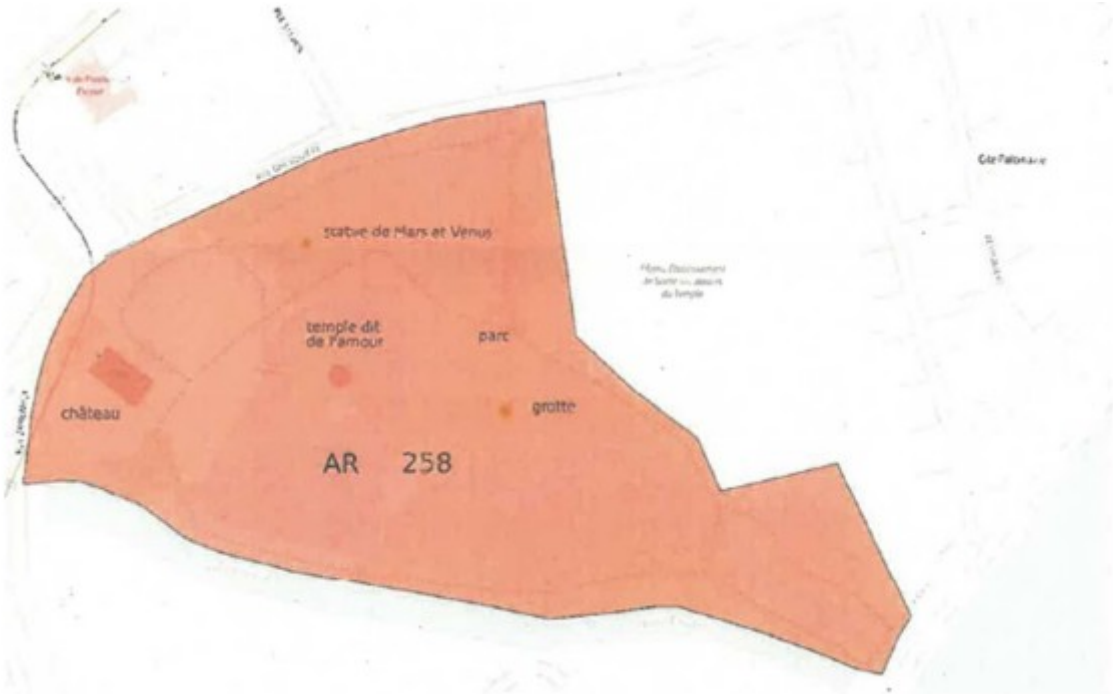
- création de 6 boxes de répétitions musicales,
- création d'un bar/brasserie (50 à 70 couverts) avec terrasse couverte,
- espace d'informations/d'exposition,
- espaces de gaming,
- espaces à louer.

Pour des raisons logistiques (accès aux cuisines et espaces de stockage), le scénario retenu comprend également l'aménagement des espaces extérieurs.

L'ensemble de ces éléments nécessite de revoir la classification du secteur dans lequel se situe le château, au regard notamment des activités envisagées.



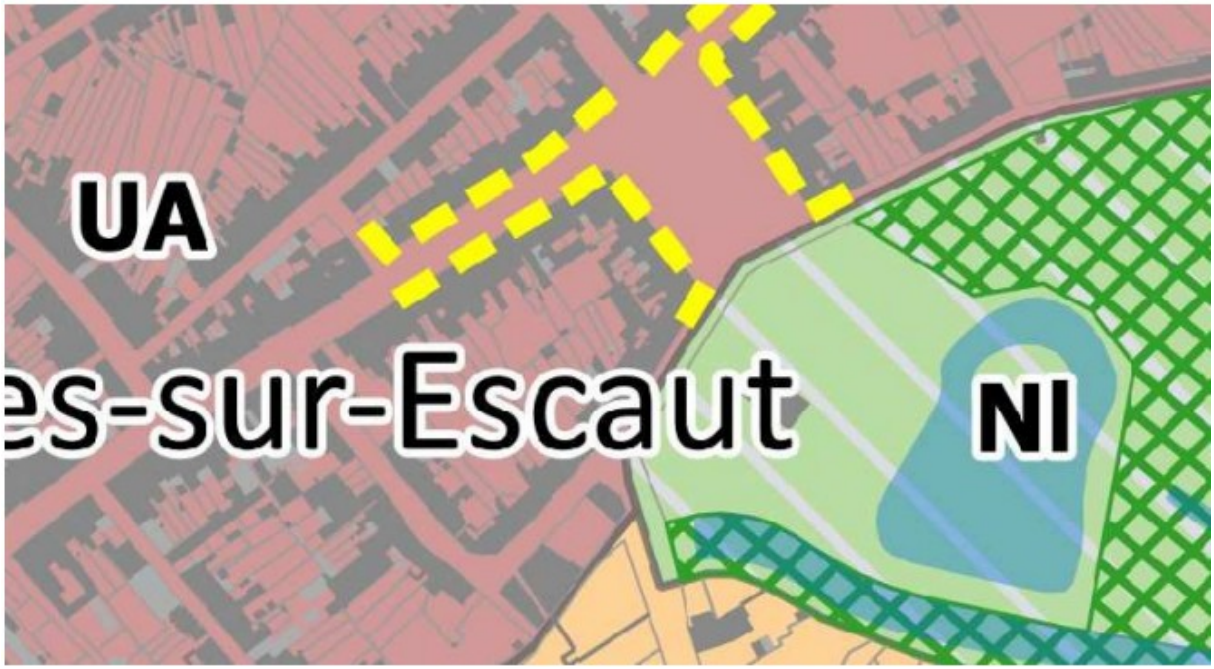
Source : Source : dossier d'enquête/notice explicative, p. 5



Source : dossier d'enquête/notice explicative/plan annexé Arrêté Préfectoral/p. 7
Parcelle cadastrée AR 258 (cadastre.gouv.fr)

Par délibération n° 2022-150 en date du 1er décembre 2022, Valenciennes Métropole a prescrit une révision allégée portant sur le reclassement du château Desandrouin (appelé également Château Renard) et d'une partie du parc attenant, d'un zonage Nl (secteur naturel à vocation de loisirs) en zone UA (tissu urbain mixte central).

Après analyse de la demande et des besoins ciblés par la commune de Fresnes-sur-Escaut, il a été acté la **réduction du secteur Nl au profit de la zone UA sur une superficie de 5 287 m², comprenant le château et ses abords immédiats**.



Zonage initial – Source : dossier d'enquête/notice explicative p. 13



Zonage modifié – Source : dossier d'enquête/notice explicative p. 13

2.2. Les mesures compensatoires

Sur les 5 287 m² comprenant le château et ses abords immédiats, environ 2 400 m² (en rouge ci-dessous) correspondent à la route et la voie de tramway, et ne constituent pas des espaces « naturels », malgré leur classement en secteur Nl.



Route et voie de tramway classée Nl dans le PLUi actuel
Source : dossier d'enquête/notice explicative p. 12

Ce secteur étant situé en dehors de l'enveloppe urbaine du *schéma de cohérence territorial du Valenciennois*, son reclassement en zone urbaine a un impact sur les comptes-fonciers de la commune, et ce même s'il n'est prévu aucune construction nouvelle.

Dans l'objectif de la *loi climat et résilience* et notamment du *zéro artificialisation nette* (ZAN), Valenciennes Métropole applique le principe de la *compensation foncière* avec un *coefficient de 1,5* pour tout projet de reclassement en constructible d'un foncier situé en secteur naturel ou agricole.

Valenciennes Métropole et Fresnes-sur-Escaut se sont mises d'accord pour reclasser 1,15 ha initialement classés en zone 2AU dite des Petits Masys – située sur le territoire communal de Fresnes - en zone naturelle (N) pour compenser le reclassement du *château Renard*[17] en secteur urbain (UA). Cette partie reclassée en zone naturelle comme les parcelles à proximité a un projet communal d'extension des jardins partagés et de développement de l'activité de maraîchage (Renvoi au dossier MDC n° 2 du PLUi, Notice explicative, p. 20).

Cette évolution intervient dans la procédure de *modification de droit commun n° 2* (MDC2) du PLUi, une des trois évolutions de la présente *enquête unique*.

[17] Château Desandrouin appelé également Château Renard

2.3. Le dossier d'enquête RA1

2.3.1. Accès numérique

Le dossier d'enquête portant sur la **Révision allégée n° 1 concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut** est directement consultable sur le site de Valenciennes Métropole en cliquant sur le lien suivant :

05_REV ALLEGEE_FRESNES-SUR-ESCAUT - Fichiers - Plateforme de Collaboration

2.3.2. Composition

Le dossier contenant les pièces communes aux trois évolutions du PLUi consultable et mis à disposition du public pendant toute l'enquête contient les six pièces suivantes :

- Une note d'information du public
- Courrier du 10/12/2024 au TA sollicitant la désignant d'un CE pour une EPU portant sur 3 évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole
- Note de présentation non technique de l'enquête publique unique
- Avis d'enquête publique unique
- Arrêté n° 02-25 d'ouverture d'enquête
- Décision E24-140/59 du TA

Le sommaire mentionnant la liste des documents intégré au dossier « Révision allégée concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut » consultable et mis à disposition du public pendant toute l'enquête est le suivant (version numérique et version papier).

01 – Pièces administratives
- Délibération de prescription de la révision allégée du PLUi et son annexe
- Délibération d'arrêt-projet de la révision allégée du PLUi

02 – Notice explicative de la Révision allégée

03 – Pièces avant modification
- Rapport de présentation
- 1.2. Justifications
- Règlement graphique / planche A
- Secteur 3 : Fresnes-sur-Escaut

04 – Pièces après modification
- Rapport de présentation
- 1.2. Justifications
- Règlement graphique / planche A
- Secteur 3 : Fresnes-sur-Escaut

05 – Consultation
- Dossier de consultation et avis de la MRAE
- Support de présentation, avis et procès-verbal de la réunion d'examen conjoint avec les PPA

Observation CE

Le dossier de la RA1 contient 952 pages d'après les pièces que nous avons réceptionnées. Le contenu détaillé est intégré au dossier intitulé « Dossier 5. Pièces jointes /a.Formalités ».

2.3.3. Réponses CAVM aux Observations CE

Réf.	Observations CE	Réponses CAVM et noms des pièces demandées
RA1-1	Bien vouloir transmettre la liste (avec pièces justificatives) des personnes publiques associées (C. urb., L153-34 articles L 132-7 et L 132-9) destinataires de la délibération du 1er décembre 2022 (n° 2022-150).	La liste des PPA ayant reçu la notification de la RA figure à la suite du courrier RA1-1-0606- notification-PPA-rev-allégée-LD + courrier au Préfet et sous-Préfet : RA1-1-0607-notification-préfet-rev-allégée-LD RA1-1-0608-notification-sousprefet-rev-allégée-LD
RA1-2	Bien vouloir transmettre la liste (avec pièces justificatives) des personnes publiques associées (C. urb., L153-34 articles L 132-7 et L 132-9) invitées à l'examen conjoint qui s'est tenu le 19/12/2023.	La liste des PPA ayant reçu le dossier d'arrêt-projet de la RA et invitées à la réunion d'examen conjoint figure dans le document : RA1-2 liste COURR PPA-DOSSIER-ARRETE-RA-PLUI-CAVM + courrier d'invitation des PPA : RA1-2-0609-notif délib arrêté Rév allégée plui PPA + courrier au Préfet : RA1-2-0610-Préfet notif délib arrêté Rév allégée Plui + courrier au sous-Préfet : RA1-2-Mr Quenet notif délib arrêté Rév allégée plui Cet envoi officiel par courrier a été doublé de mails envoyés aux contacts dans les différentes structures/PPA : RA1-2-Mail CAVM aux PPA 17et23112023
RA1-3	Bien vouloir transmettre la liste des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Vnf, Rte, Sncf, etc) qui pourraient concerner cet espace qui ont été destinataires de la délibération du 1er décembre 2022 (n° 2022-150).	La SNCF en tant que gestionnaire d'infrastructure ferroviaire fait partie des PPA (L132-7) et a été destinataire de la délibération : cf. observation RA1-1. Les autres gestionnaires n'ont pas été consultés.
RA1-4	Bien vouloir transmettre la liste des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Vnf, Rte, Sncf, etc) qui pourraient concerner cet espace qui ont été invitées à l'examen conjoint qui s'est tenu le 19/12/2023.	La SNCF en tant que gestionnaire d'infrastructure ferroviaire fait partie des PPA (L132-7) et a été conviée à la réunion d'examen conjoint : cf. observation RA1-2. A l'exception de l'UDAP (voir observation RA1-8), les autres gestionnaires n'ont pas été consultés. Toutefois en plus des PPA, d'autres organismes ont été consultés sur le projet de RA n°1 : Mission Bassin Minier, SDIS, CAPH, CLE SAGE Escaut.

RA1-5	D'après le site georisque.gouv.fr, le projet (parcelle cadastrée AR 258 – Fresnes- sur-Escaut) est en zone inondable. Est-ce que les autorités administratives compétentes à ce sujet ont été informées du projet ? Bien vouloir transmettre leur avis.	Le projet ne se situe pas dans une zone présentant un risque d'inondation par débordement d'un cours d'eau : le zonage réglementaire du PPR de l'Aunelle-Hogneau se trouve plus à l'est de la commune (voir carte : RA1-5-zonage-reglementairePPR fresnes). Le site du projet est néanmoins concerné par un risque de remontée de nappe : « zone potentiellement sujette aux débordements de nappe / fiabilité moyenne ». La DDTM n'a pas fait de remarques sur ce point.

RA1-6	Le compte rendu de l'examen conjoint signale que la Mission Bassin Minier a fait connaître ses observations par mail du 5 décembre 2023. Or cette pièce n'est pas jointe au dossier. Bien vouloir transmettre ce mail du 5 décembre 2023 de la Mission Bassin Minier.	Les remarques de la Mission Bassin Minier sont reprises dans le support de présentation et le procès-verbal de l'examen conjoint. Les échanges mails du 5/12/2023 sont dans le document suivant : RA1-6 Mail avis MBM-05122023 Il est à noter que depuis la réunion d'examen conjoint (le dossier était en cours à ce moment-là), le château a été inscrit au titre des Monuments Historiques par arrêté préfectoral en date du 29/04/2024, ce qui assure sa protection tout comme le projet de rénovation porté par la commune de Fresnes-sur-Escaut.
RA1-7	Le compte rendu de l'examen conjoint signale que la DDTM a fait connaître ses observations par mail du 20 décembre 2023. Or cette pièce n'est pas jointe au dossier. Bien vouloir transmettre ce mail du 20 décembre 2023 de la DDTM.	La DDTM n'était pas présente à la réunion PPA. Elle a néanmoins transmis un mail le lendemain : RA1-7 Mail avis DDTM-20122023 Les remarques de la DDTM sont reprises dans le procès-verbal de l'examen conjoint.
RA1-8	Est-ce que la DRAC-UDAP a été destinataire de la délibération du 1er décembre 2022 (n° 2022-150) de la CA Valenciennes Métropole ?	L'UDAP du Nord a été destinataire de la délibération et invité à la réunion d'examen conjoint → contact Etienne Dubois dans la liste de diffusion des mails : RA1-2-Mail CAVM aux PPA 17et23112023
RA1-9	Le château Desandrouin (appelé Château Renard) ainsi que son parc incluant le temple dit de l'Amour est inscrit au titre des monuments historiques par arrêté préfectoral en date du 29 avril 2024. Bien vouloir transmettre l'avis de l'ABF sur le projet de RA n° 1.	Malgré sa consultation (cf. observation RA1-8), l'ABF n'a pas transmis d'avis sur le projet de RA n°1.

RA1-10	Dans le cadre des procédures de modification simplifiée, la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers est saisie pour avis dans les conditions prévues à l'article L 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime (C. urb., L153-31) Est-ce que la CDPENAF a émis un avis ?	Il s'agit ici d'une procédure de révision allégée et non de modification simplifiée. L'article L153-31 évoque la procédure de modification simplifiée lorsqu'elle a pour objet de soutenir le développement de la production d'énergies renouvelables. Nous avions interrogé la DDTM concernant la consultation de la CDPENAF dans le cadre de la révision allégée portant sur le reclassement du château à Fresnes-sur-Escaut. Celle-ci nous a confirmé que la CDPENAF n'est pas consultée pour la réduction d'un STECAL : RA1-10 Mail DDTM sur CDPENAF-112023 Par conséquent, la CDPENAF n'a pas émis d'avis.
RA1-11	Bien vouloir transmettre l'avis (délibération) sur le projet de la commune de Fresnes-sur-Escaut (C. urb., L153-33)	Le projet de révision arrêté a été transmis à la commune de Fresnes-sur-Escaut qui était également présente lors de la réunion d'examen conjoint : RA1-2-Mail CAVM aux PPA 17et23112023 + procès-verbal et feuille d'émargement dans le dossier d'EP. Sauf erreur de notre part, l'avis de la commune via une délibération n'est pas imposé par le code de l'urbanisme. La révision est prescrite et le projet arrêté par délibération de l'organe délibérant de l'EPCI.

Observation CE

Les pièces jointes aux réponses sont intégrées au dossier intitulé « Dossier 5. Pièces jointes / c. Réponses aux questions ».

Elles ont été intégrées au site de Valenciennes Métropole dédié à l'enquête afin d'être directement consultables.

2.4. La concertation préalable publique et citoyenne

2.4.1. Chronologie de la procédure

Date	Objet
01/12/2022	Délibération (CC n° 2022-150) du conseil communautaire (CC) de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole (CAVM) prescrivant la procédure de révision allégée (RA) du PLUi et définissant les modalités de concertation préalable
24/03/2023	Dépôt par la CAVM du dossier de demande d'examen au cas par cas de la MRAe
20/04/2023	Avis n° 2023-6981 de la MRAe – non soumission du projet à évaluation environnementale
26/09/2023 31/10/2023	Déroulement de la concertation préalable des habitants
02/10/2023	Notification au Préfet du Nord de la délibération 2022-150 avec l'accès numérique au dossier RA de consultation des PPA
02/10/2023	Notification aux PPA de la délibération 2022-150 avec l'accès numérique au dossier RA de consultation des PPA
02/10/2023	Notification au Ss-Préfet de Valenciennes de la délibération 2022-150 avec l'accès numérique au dossier RA de consultation des PPA
14/11/2023	Mail de la DDTM : « La CDPENAF n'est pas consultée pour les réductions de STECALs ».
17 et 23/11/2023	Mail de la CAVM aux PPA confirmant la réunion d'examen conjoint le mardi 19/12/2023 à 10 H
05/12/2023	Mail de l'architecte de la mission du bassin minier (MBM) « La MBM propose que les éléments inscrits sur la liste du patrimoine mondial fassent l'objet d'une protection au titre de l'article L151-19. Ceci permettrait à la commune de garder une meilleure maîtrise du futur projet architectural. Par ailleurs, la loi LCAP de juillet 2016[18] demande que les documents d'urbanisme apportent une protection suffisante aux Bien Patrimoine mondial. »
05/12/2023	Délibération (CC n° 2023-125) du CC de la CAVM approuvant l'arrêt de projet de la Révision allégée et dressant le bilan de la concertation préalable
11/12/2023	Notification aux PPA de la délibération (CC n° 2023-125) et du dossier arrêté de Révision allégée - Invitation à l'examen conjoint prévu le mardi 19/12/2023
11/12/2023	Notification au Préfet du Nord de la délibération (CC n° 2023-125) et du dossier arrêté de RA - Invitation à l'examen conjoint prévu le mardi 19/12/2023
11/12/2023	Notification au Sous-préfet de Valenciennes de la délibération (CC n° 2023-125) et du dossier arrêté de RA - Invitation à l'examen conjoint prévu le mardi 19/12/2023
19/12/2023	Réunion **« examen conjoint »** de 10H à 11H des **personnes publiques associées (PPA)**
29/04/2024	**Arrêté préfectoral d'inscription au titre des monuments historiques** (PA59000226)
10/12/2024	Sollicitation du Tribunal administratif pour désignation d'un commissaire enquêteur
06/02/2025	Arrêté n° 02-25 du président de la CAVM prescrivant l'EPU du 24/02 au 26/03/2025
24/02/2025 26/03/2025	Enquête publique unique

[18] Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine

2.4.2. Avis de la MRAe sur l'examen au cas par cas (C.urb.,R104-33 à R104-37)

Par décision n° 2023-6981 en date du 20 avril 2023, la MRAe a émis un avis conforme (C. urb., R104-33 2ème alinéa), *la révision allégée du PLUi de la CA de Valenciennes Métropole concernant la commune de Fresnes-sur-Escaut n'étant pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale*.

2.4.3. Concertation préalable des habitants (C. urb., L103-6)

Les modalités de la concertation préalable (C. urb., L103-3) ont été définies par délibération du conseil communautaire de Valenciennes Métropole en date du 1er décembre 2022 (n° 2022-150 – Visa Préf. 07/12/2022). Par délibération en date du 5 décembre 2023 (n° 2023-125 – Visa Préf. 08/12/2023), le conseil communautaire de Valenciennes Métropole a dressé le bilan de la concertation préalable.

La concertation s'est déroulée du 26 septembre au 31 octobre 2023 de la manière suivante :

- Information sur le site internet de Valenciennes Métropole et de la mairie de Fresnes-sur-Escaut ;
- Publication d'un avis aux annonces légale de « l'Observateur de l'Avesnois » du 1er septembre 2023 ;
- Mise à disposition du public d'un registre de concertation du 26 septembre au 31 octobre 2023 au siège de Valenciennes Métropole et en mairie de Fresnes-sur-Escaut. Ce registre était accompagné d'un dossier comprenant :
  - la délibération de prescription,
  - la notice explicative,
  - les pièces du PLUi avant et après modifications : partie justifications du rapport de présentation et plan de zonage,
  - l'avis de la MRAe en date du 20 avril 2023.

Le bilan décrit dans la délibération ci-dessus est le suivant :

Il n'y a pas eu d'observations dans ces registres.

Aucun courrier n'a été reçu à l'adresse indiquée.

Durant la phase de concertation, la CA Valenciennes Métropole a offert à la population des moyens d'information diversifiés afin de prendre connaissance du contenu du projet de révision allégée du PLUi, et aux habitants qui le souhaitent, des moyens de formuler des observations sur le projet ou des demandes.

Il n'y a pas eu d'observation sur ce projet de révision allégée.

2.4.4. Les personnes publiques associées (PPA) (C. urb., L132-7 et L132-9)

2.4.4.1. Les PPA consultées

La délibération du 1er décembre 2022 (n° 2022-150 – Visa Préf. 07/12/2022) a été notifiée aux personnes publiques associées (C. urb., L132-7 et L132-9). A la demande de la CE, le responsable du projet a communiqué la liste suivante des PPA qui ont été destinataires de l'information :

Liste des Personnes Publiques Associées (PPA)
Conformément aux articles L.153-11, L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme
Septembre 2023

Préfecture du Nord
12, rue Jean Sans Peur – CS 20003 - 59039 LILLE Cedex

Sous-Préfecture de Valenciennes
6, avenue des Dentelières CS 40469 - 59322 VALENCIENNES Cedex

DDTM
62 boulevard de Belfort - CS 90007 - 59042 LILLE Cedex

DDTM Délégation Territoriale du Valenciennois
10 boulevard Carpeaux - BP60453 - 59322 VALENCIENNES CEDEX

Conseil Départemental du Nord
Hôtel du Département - Direction Planification - 51, Rue Gustave Delory - 59047 LILLE Cedex

Conseil Régional des Hauts de France
151, Avenue du Président Hoover - 59555 LILLE Cedex

SIMOUV - *Autorité Organisatrice des Transports - Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)*
540, rue du Président Lécuyer - BP 12 - 59880 SAINT-SAULVE

Chambre de Commerce - Grand Hainaut
3, Avenue du Sénateur Girard - BP 577 - 59308 VALENCIENNES Cedex

Chambre des Métiers
Commission d'Arrondissement de Valenciennes 18, Avenue des Dentellières - 59300 VALENCIENNES

Chambre d'agriculture territoriale du Nord-Pas de Calais
56 Avenue Roger Salengro - BP80039 - 62051 SAINT LAURENT BLANGY Cedex

Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut
Maison du Parc - 357, rue Notre Dame d'Amour - 59230 SAINT-AMAND-LES-EAUX

SNCF
Immeuble Perspective - 7ème étage - 449 avenue Willy Brandt - 59 777 EURALILLE

Autres propositions pour cette procédure :

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord (SDIS)
18, Rue de Pas – CS 20068 - 59028 LILLE Cedex

Mission du Bassin Minier Nord Pas de Calais
Carreau de la Fosse 9/9bis - rue du Tordoir - BP16 - 62 590 OIGNIES

Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut
Site minier de Wallers Arenberg rue Michel Rondet - BP 59 - 59135 WALLERS

Commission Locale de l'Eau du SAGE de l'Escaut
Syndicat Mixte Escaut et Affluents (SyMEA) - 30, avenue de Saint-Amand - 59300 VALENCIENNES

2.4.4.2. L'examen conjoint (C. urb., L153-34, R153-12)

L'examen conjoint des personnes publiques associées s'est tenu le 19 décembre 2023 de 10H00 à 11H00 à Valenciennes Métropole.

La chambre d'agriculture, a fait connaître qu'elle n'avait pas d'observation particulière.

Excusé à la réunion, par courriel en date du 5 décembre 2023, l'architecte de la Mission Bassin Minier (MBM) a communiqué les observations suivantes :

La MBM propose que les éléments inscrits sur la liste du patrimoine mondial fassent l'objet d'une protection au titre de l'article L151-19. Ceci permettrait à la commune de garder une meilleure maîtrise du futur projet architectural. Par ailleurs, la loi LCAP de juillet 2016[19] demande que les documents d'urbanisme apportent une protection suffisante aux Bien Patrimoine mondial.

Le département du Nord demande d'associer les services de l'arrondissement routier aux réflexions et études dans l'éventualité où les accès seraient modifiés.

Le PNR Scarpe Escaut est favorable au projet

La sous-préfecture n'a pas de remarque sur le dossier sous réserve des éventuelles observations de la DDTM.

La communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH) n'a pas d'observations.

La DDTM par mail du 20 décembre 2023 n'a aucune observation à émettre. Cependant, par souci de cohérence et de bonne compréhension du public, conseille que la modification du PLUi relative à la compensation foncière (réduction de la zone 2AU dite des « Petits Masys ») et cette révision allégée (RA) soient concomitantes. (Cette modification est intégrée à la MDC2 de la présente EPU).

Copie du mail de la DDTM du 20/12/2023

La CAVM a engagé une procédure de Révision allégée de son Plan Local d'urbanisme Intercommunal portant sur le reclassement du Château Renard de Fresnes sur Escaut et d'une partie du parc attenant, d'un zonage Nl (secteur naturel à vocation de loisirs) en zone UA (tissu urbain mixte central), afin de permettre le développement de nouvelles activités dans le château telles que la création de lieux de répétitions musicales, d'une brasserie, d'un espace d'expositions et de gaming. La réduction du secteur Nl au profit de la zone UA s'établit sur une superficie de 5 514 m², comprenant le château et ses abords immédiats.

La DDTM, consultée dans le cadre de l'examen conjoint du 19 décembre 2023 et au titre de sa qualité de Personne Publique Associée n'a aucune observation à émettre sur cette procédure.

Cependant, par souci de cohérence et de bonne compréhension du public, il semble opportun que la modification du PLUI relative à la compensation foncière prévue au présent projet de Révision Allégée (réduction de la zone 2AU dite des « Petits Masys ») et cette RMA soient concomitantes.

[19] Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine

2.4.4.3. Synthèse de la participation des autorités publiques

Autorités publiques concernées		Destinataire de la délibération n° 2022-150 du 01/12/2022	Avis annexé au dossier d'enquête	Destinataires de la délibération n° 2023-125 du 05/12/2023 – arrêt de projet bilan de la concertation préalable	Représentés à la réunion d'examen conjoint du 19/12/2023
C. urb., L 132-7	Préfecture du Nord	Oui		Oui	Non
	DDTM	Oui	Courriel	Oui	Non
	Ss-pref Valenciennes	Oui			Oui
	Région Hauts-de-France	Oui	Non	Oui	Non
	Département du Nord	Oui	Oui	Oui	Oui
	Autorités organisatrices des transports (SIMOUV)*	Oui	Non	Oui	Non
	PDU (SIMOUV)*				
	PLH (Valenciennes Métropole)				
	PNR Scarpe Escaut	Oui	Non	Oui	Oui
	CCI Grand Hainaut	Oui	Non	Oui	Non
	Chambre de métiers	Oui	Non	Oui	Non
	Chambre d'agriculture	Oui	Oui	Oui	Excusé
	SNCF	Oui	Non	Oui	Non
SCoT (SIMOUV)* (C. urb., L 132-9)		Oui	Non	Oui	Non
Fresnes-sur-Escaut (C.urb.,L153-40)					Oui
CA Porte du Hainaut (CAPH)		Oui	Non	Oui	Excusé
Mission bassin minier (C. patr., L612-1)		Oui	Courriel	Oui	Excusé
Sage de l'Escaut		Oui	Non	Oui	Non
SDIS		Oui	Non	Oui	Non
CA Valenciennes Métropole (CAVM)					Oui
Gestionnaires des réseaux et canalisations		N'ont pas été consultés/pas d'avis			
DRAC/UDAP (Code du patrimoine)		N'ont pas été consultés/pas d'avis			

* Le SIMOUV : Syndicat Intercommunal de Mobilité et d'Organisation Urbaine du Valenciennois. Ses compétences sont les suivantes :

- l'étude, l'organisation, l'exploitation des transports urbains
- la réalisation des infrastructures nécessaires aux transports collectifs correspondants
- l'approbation, le suivi, la participation à la mise en oeuvre et la révision des dispositions du Plan de Déplacements Urbains (**PDU**)
- l'approbation, le suivi, la modification et la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (**SCoT**).

2.5. Observations de la CE

a. Localisation de la parcelle AR 258

La parcelle cadastrée AR 258 fait une superficie de 4ha 90a 70ca. Elle se trouve à proximité d'un réseau hydrographique dense d'après les informations relevées sur la cartographie du site geoportail.gouv.fr



Source : https://www.geoportail.gouv.fr/

La parcelle AR 258 est concernée par un risque d'inondation.



Source : https://www.georisques.gouv.fr/

b. La contribution des autorités publiques

Le projet n'intègre pas les avis :

- des autorités publiques ayant en charge les problématiques de l'eau (SDAGE) notamment du SAGE de l'Escaut (risques d'inondations sur la parcelle AR 258) ;

- des services de la DRAC-UDAP en raison des éléments du château Désandrouin (château Renard) inscrits au titre des monuments historiques (PA59000226) par arrêté préfectoral en date du 29 avril 2024 (l'examen conjoint s'est tenu le 19 décembre 2023) ;

« Afin d'anticiper tout conflit potentiel entre les différentes législations applicables (code du patrimoine, code de l'environnement et code de l'urbanisme), les services départementaux de l'architecture et du patrimoine doivent assurer le « porter à connaissance » le plus large possible et participer auprès des différentes autorités compétentes à l'élaboration des documents d'urbanisme (réunions d'élaboration ou de révision (…) des PLU), en vue de faire connaître les prescriptions qui pourront s'appliquer aux immeubles situés dans les espaces protégés au sein des PLU ». (Rép. à QE n° 7508 publiée au JO de l'AN du 15/01/2008, p. 362).

2.6. Le cadre juridique

Renvoi ci-dessus aux chapitres :
1.4.1. : cadre juridique de l'enquête publique unique (EPU)
1.4.2. : cadre juridique de la révision allégée (RA)

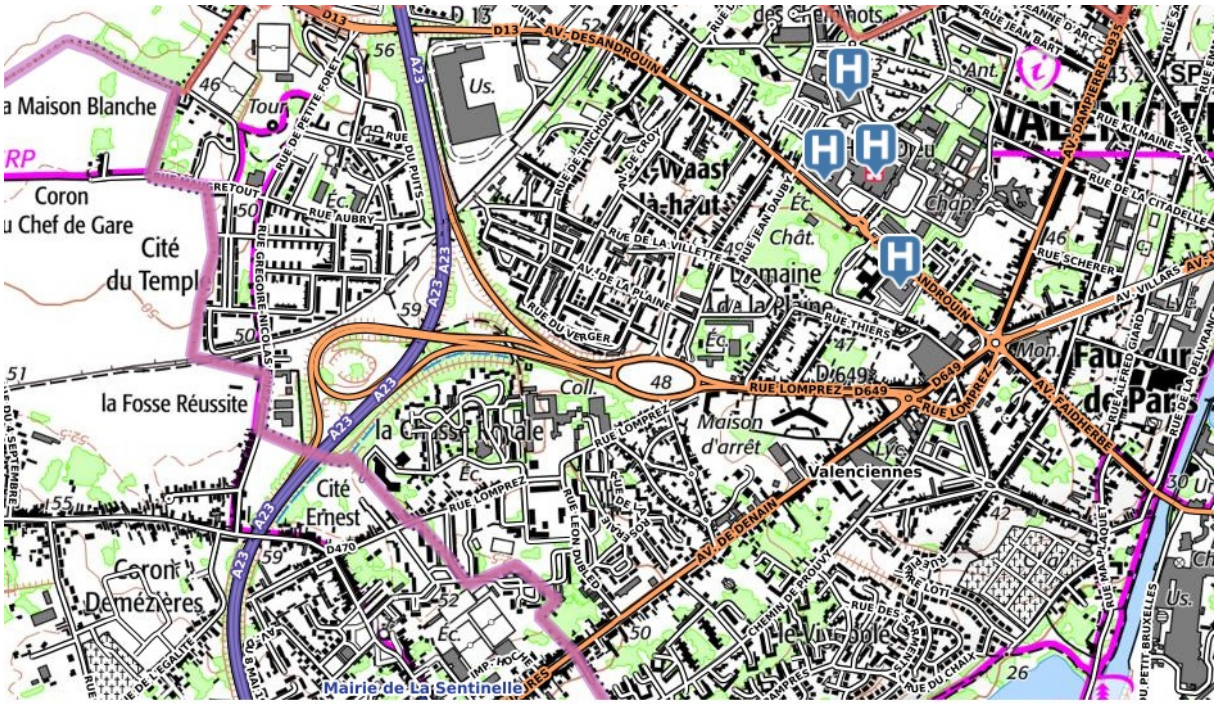
Délibération du conseil communautaire n° 2022-150 en date du 01/12/2022 ayant pour objet « Révision allégée du PLUi – reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut » (Visa Préfecture : 07/12/2022)

Délibération du conseil communautaire n° 2023-125 en date du 05/12/2023 ayant pour objet « Fresnes-sur-Escaut - Arrêt de Projet / Révision allégée n°1 du PLUi » (Visa Préfecture : 08/12/2023)

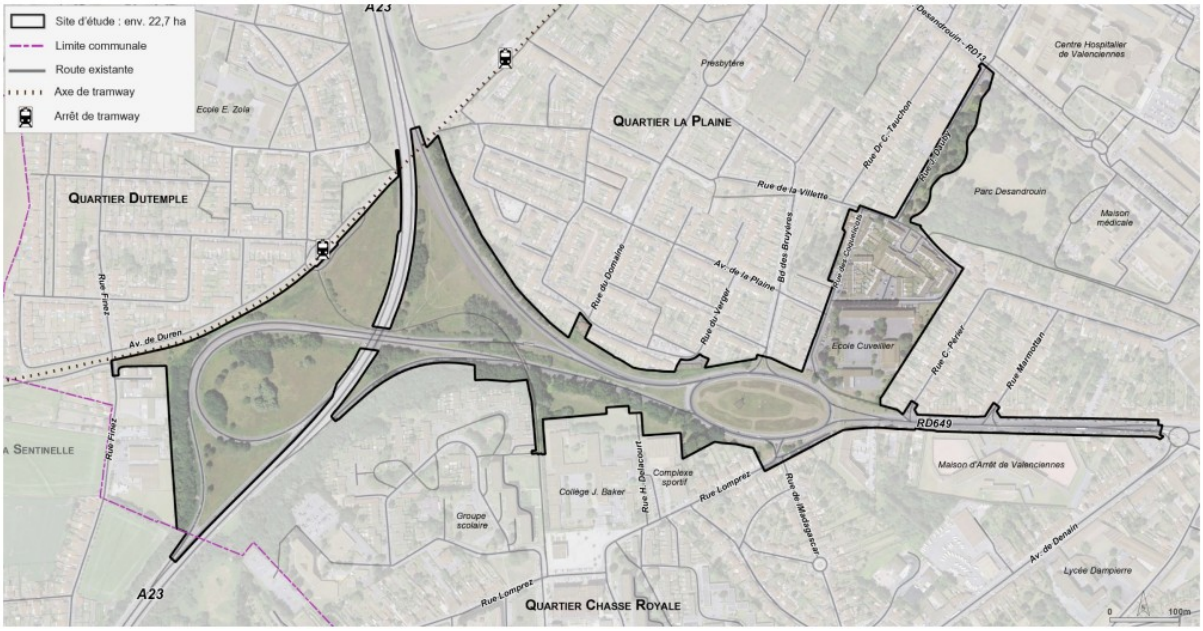
3. Déclaration de projet (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes

3.1. Caractéristiques du projet

3.1.1. Localisation



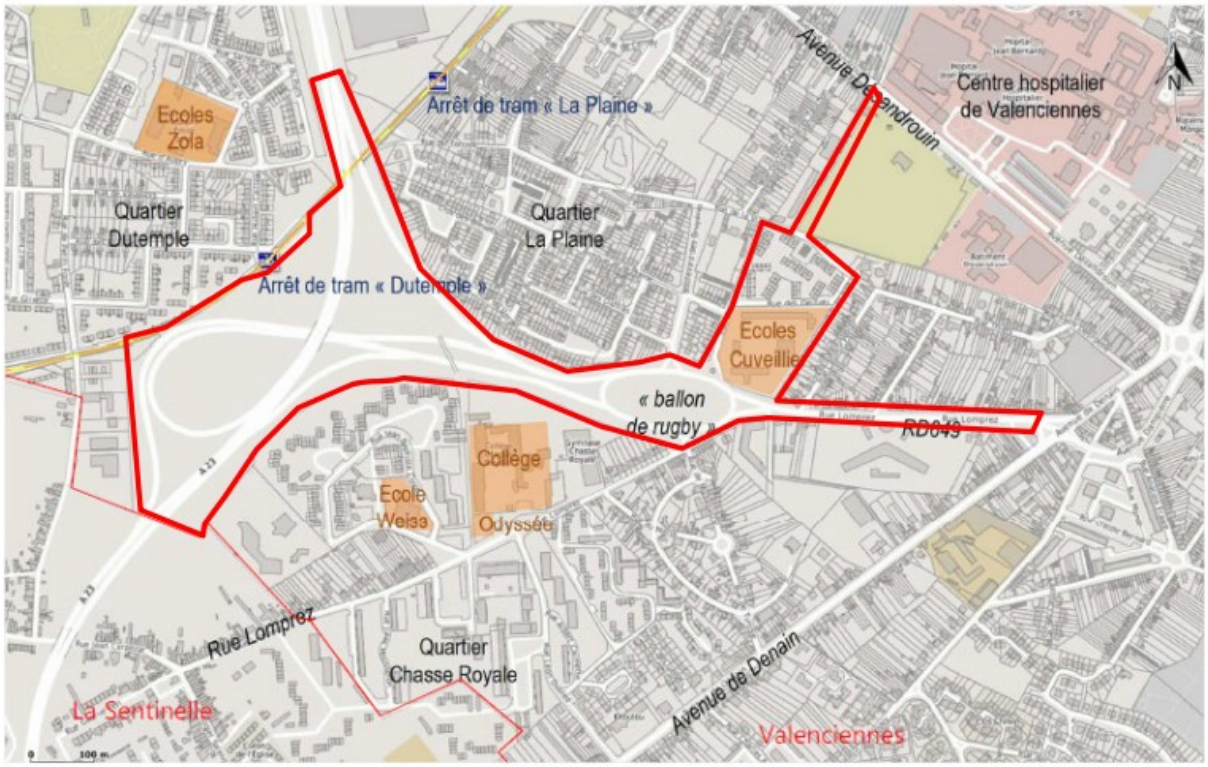
Carte topographique – entrée nord de Valenciennes
Source : https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/carte-topographique-ign (14/01/2024)



Localisation du projet au sein des quartiers et infrastructures routières proches
Source : dossier d'enquête DP – étude Loi Barnier, p. 5, Urbycom

Le projet de restructuration de l'entrée nord de l'agglomération valenciennoise est situé à proximité :

- des *quartiers résidentiels, La Plaine, Saint Waast, Dutemple, Chasse Royale* qui ont fait / font l'objet de travaux de renouvellement urbain et d'aménagement,
- du *centre hospitalier de Valenciennes*,
- d'équipements publics scolaires ou culturels de secteur : collège Joséphine Backer, Odyssée, etc.



Plan de situation / projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes
Source : dossier d'enquête – CC-2024-122-Délib. Annexe

3.1.2. Les enjeux du projet

Les principaux enjeux du projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes depuis l'A23 sortie n° 11 (présentés dans la note de présentation non technique p. 10) sont :

- Améliorer l'image de l'entrée de Valenciennes
- Poursuivre la mutation urbaine en assurant le lien entre les quartiers
- Développer une programmation complémentaire à celles des quartiers
- Développer les transports en commun et les modes actifs de déplacement
- Répondre aux besoins de développement du centre hospitalier de Valenciennes

Déclaré d'intérêt communautaire par délibération du conseil communautaire en date du 28 novembre 2020, il est porté par la CA de Valenciennes Métropole.

3.1.3. Description du projet

Le projet a pour objectif de **transformer un aménagement routier constitué de l'échangeur autoroutier n° 11 de l'autoroute A23 et de la rue Lomprez (RD649) en un boulevard urbain d'entrée de ville**, permettant de relier les ensembles résidentiels entre eux et d'engager des programmes de développement économique et de logements en entrée de ville et d'agglomération.

Sa concrétisation va permettre le désenclavement vers le nord, vers les quartiers de la Plaine et Dutemple, situés de l'autre côté du diffuseur autoroutier et la constitution de nouvelles façades urbaines le long de cet axe viaire structurant.

Ce désenclavement nécessite la restructuration de l'échangeur autoroutier et de la RD649. Le projet s'étend de l'entrée de Valenciennes depuis l'A23 (sortie n° 11) jusqu'au carrefour entre la RD649 (Rue Lomprez) et l'avenue de Denain.

La superficie totale de la **zone projet** est de **22,64 ha**. Le projet consiste à :

- recréer quatre nouvelles bretelles resserrées d'entrée et de sortie de l'A23 pour libérer du foncier,

- requalifier la rue de Lomprez sur 1 500 mètres linéaires, afin d'irriguer les quartiers de la Plaine, de Chasse Royale et du Dutemple, avec la création d'un pôle de mobilité,

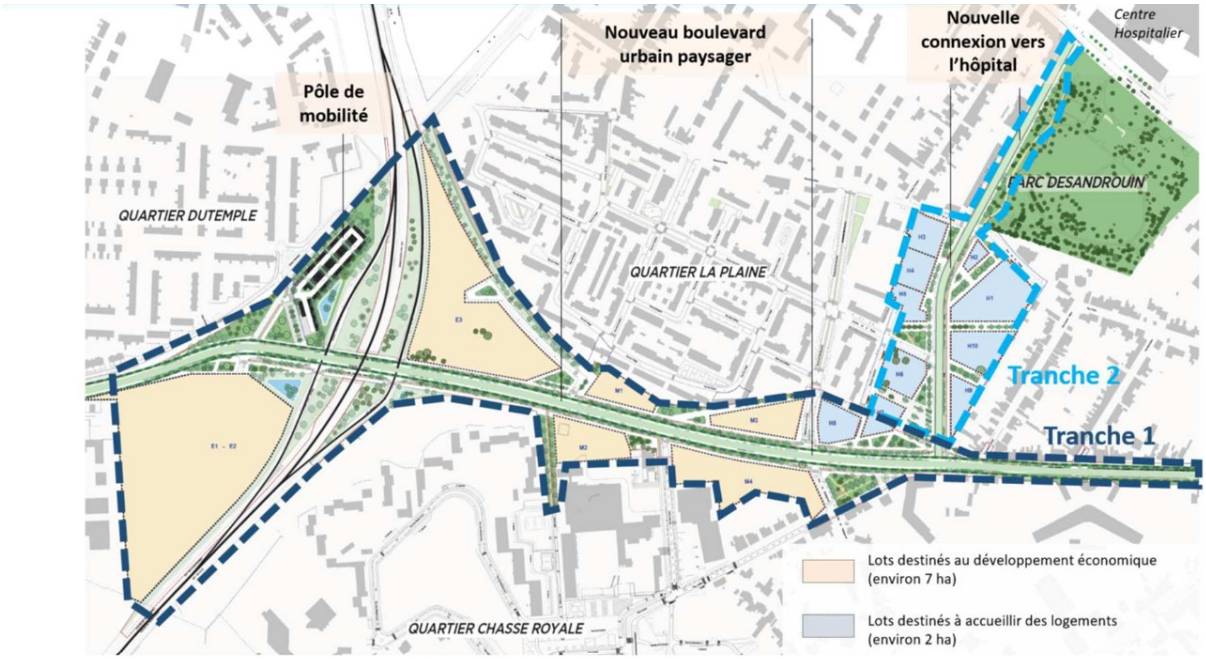
- créer une liaison directe avec l'hôpital,

- créer 35 000 m² de surface de plancher correspondant à 552 logements pour 35 000 m² de plancher et 78 000 m² de surface de bureaux.

En matière d'accompagnement paysager, les aménagements paysagers des espaces publics totalisent environ 45 257 m² (4,52 hectares), soit 19,9 % de la surface de l'opération (zone projet = 22,64 ha) dont :

- 754 arbres plantés,
- 14 439 m² de massifs arbustifs et de massifs vivaces,
- 11 522 m² de boisements,
- 15 063 m² de prairies,
- 4 233 m² de massifs végétalisés dans les noues.

La superficie totale des espaces verts (espaces publics et privés) est estimée à 6,57 ha.



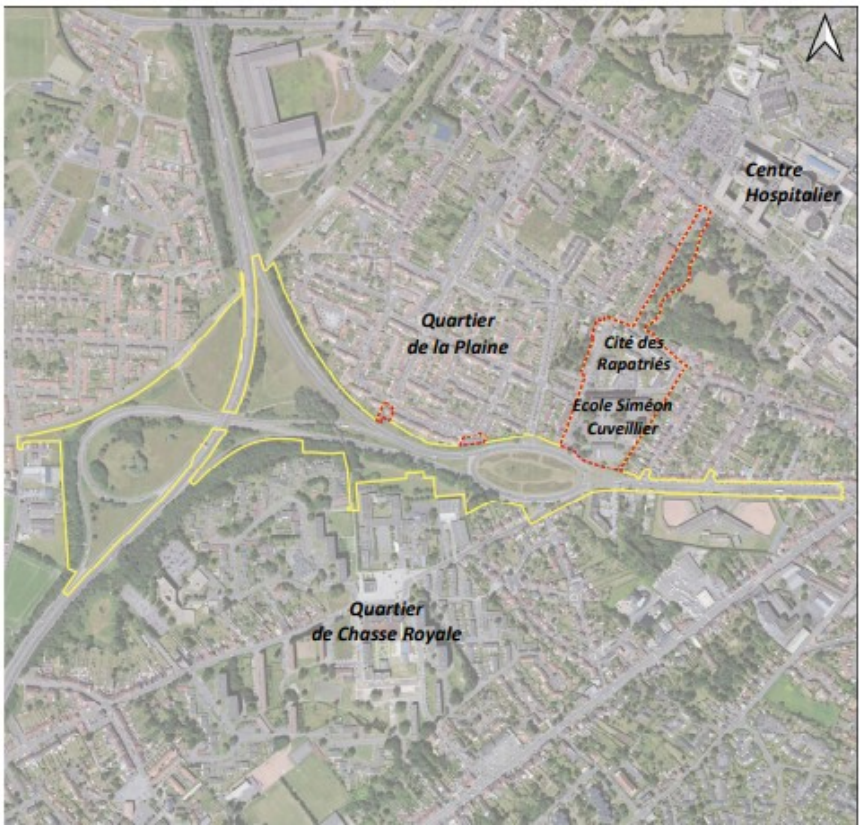
Plan général d'aménagement
Source : Note de présentation non technique, p. 11

3.1.4. Programmation des travaux

Le projet de restructuration a une emprise totale de 22,64 hectares (ha). Il est découpé en 2 phases.

La phase 1, d'une surface opérationnelle de 18,1 ha, comprend l'aménagement de l'échangeur de l'autoroute et du boulevard.

La phase 2, d'une surface opérationnelle de 4,6 ha, comprend la liaison vers le centre hospitalier ainsi que la création des nouvelles liaisons vers le quartier de la Plaine. Ce secteur est actuellement occupé par la Cité des Rapatriés appartenant à la SIGH (société immobilière du Grand Hainaut) et l'école Elémentaire Siméon Cuveillier.



Le projet est découpé en 2 phases :

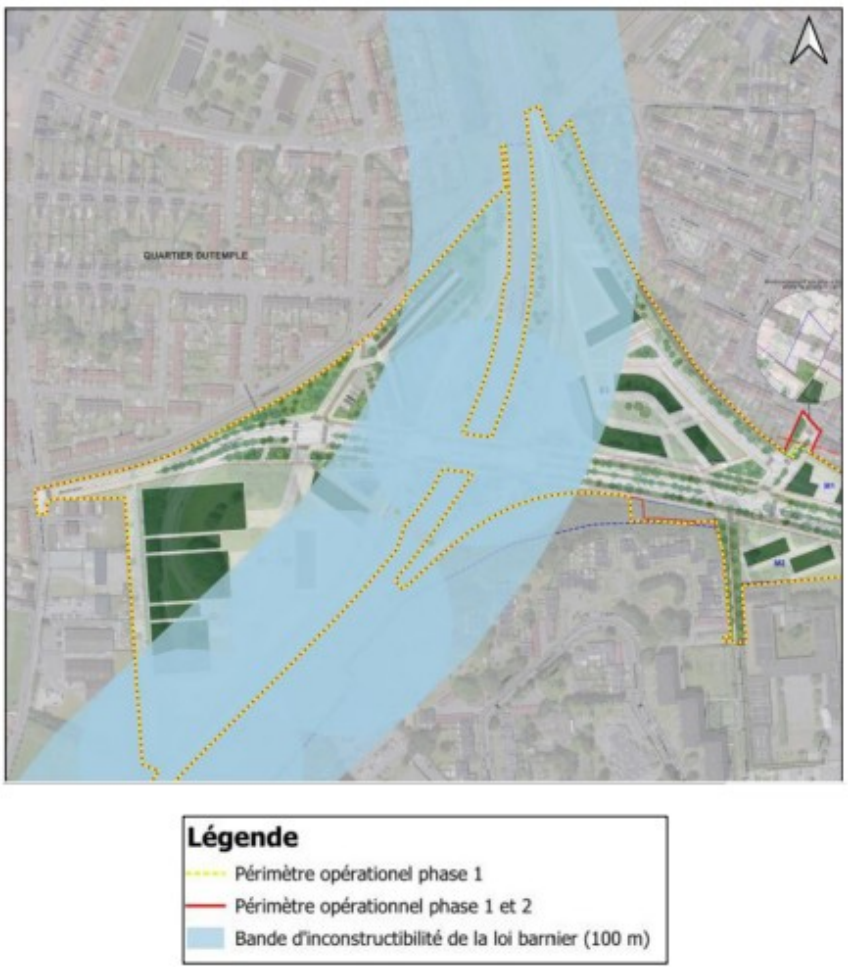
périmètre de la phase 1

périmètre de la phase 2

Source : dossier d'enquête – CC-2024-122-Délib. Annexe

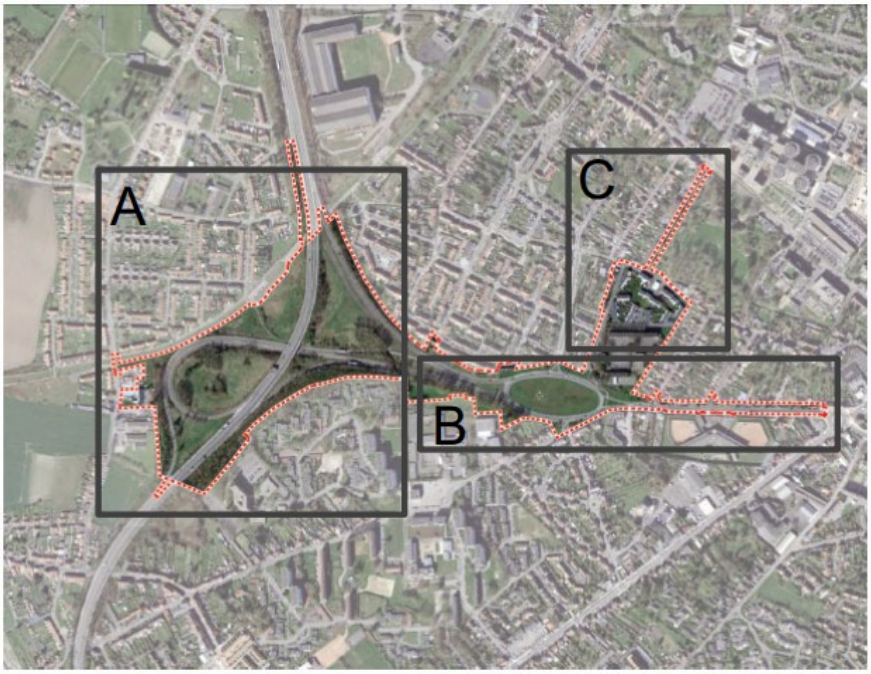
Une partie des lots du projet implantés sur les délaissés de l'autoroute sont concernés par une bande d'inconstructibilité de 100 mètres (C.urb., L111-6).

Le porteur du projet propose de diminuer cette bande d'inconstructibilité de 100 mètres à 30 mètres (Loi Barnier) afin de permettre l'implantation de zones d'activités économiques et un pôle multimodal.



Source : dossier d'enquête – CC-2024-122-Délib. Annexe

La réalisation des travaux est programmée en 2 temps :
- secteur A et B de 2023 à 2026,
- secteur C (comprenant la Cité des Rapatriés) à partir de 2025.



Source : dossier d'enquête – CC-2024-122-Délib. Annexe

3.1.5. Les procédures administratives passées, en cours et à venir

3.1.5.1. Procédures menées pour la mise en œuvre des travaux de la phase 1

Pour démarrer la 1ère phase des travaux au 4ème trimestre 2023, les procédures engagées ont été les suivantes :

a) Le dossier d'autorisation environnementale unique

Il porte l'ensemble des procédures suivantes :

- la *demande d'autorisation* au titre des articles L214-1 à 6 du code de l'environnement (surface du projet supérieure à 20 hectares),
- le projet est soumis à *étude d'impact*, relatif aux rubriques 6, 39, 41, 47 de l'article R122-2 du code de l'environnement,
- la demande d'*autorisation de défrichement* relatif aux articles L214.13 et L 341.3 du code forestier.

Cette demande d'autorisation a été déposée en juillet 2022, puis complétée en octobre 2022. La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) a rendu un avis (C. env., R122-6) - (avis n° 2022-6838 adopté le 7 février 2023). L'enquête publique a eu lieu du 15 mai au 13 juin 2023, avec un passage en CODERST le 19 septembre 2023. L'*arrêté préfectoral d'autorisation environnementale concernant la restructuration de l'entrée Nord de Valenciennes depuis l'A23 - phase 1* a été signé le 6 octobre 2023.

b) Le dossier de ZAC

En parallèle, Valenciennes Métropole a lancé la procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC). Les principales étapes :

- délibération sur les modalités de concertation en juin 2021,
- concertation du public du 7 avril au 13 juin 2023, avec la tenue d'une réunion publique le 22 mai 2023,
- délibération du bilan de la concertation préalable en juin 2023,
- participation du public par voie électronique (PPVE) du 28 juillet 2023 au 18 septembre 2023,
- délibération de la synthèse de la PPVE par le conseil communautaire du 10 octobre 2023,
- délibération pour la création et la réalisation de la ZAC, prévue au conseil communautaire du 10 octobre 2023.

3.1.5.2. Procédures à venir pour la réalisation des travaux de la phase 2

Afin de réaliser les travaux de la phase 2, les procédures à venir sont les suivantes :

a) Modification du périmètre de ZAC

Pour intégrer la phase 2, il est nécessaire de modifier le périmètre de la ZAC. Cette procédure sera mise en place par différentes étapes, à savoir :

- les temps de concertation
- les délibérations prises par la collectivité pour la création et la réalisation de la ZAC.

b) Dossier d'autorisation environnementale Phase 1 + Phase 2

Le dépôt du dossier d'AUE intégrant la phase 1 et 2 de l'opération au titres des articles L214-1 à 6 du code de l'environnement est « prévu en 2024 ».

c) Procédure de déclaration d'utilité publique (DUP)

Une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) sera menée afin d'acquérir les parcelles privées pour créer les liaisons vers le Nord.

d) Elaboration et dépôt d'un permis d'aménager au regard de la localisation du projet dans le périmètre SPR

La collectivité envisage la réalisation de travaux dans le parc Désandrouin. Cet espace était classé *zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager* (ZPPAUP). Au sens du nouvel article L631-1 du code du patrimoine, il est devenu un *site patrimonial remarquable* (SPR). Cela impose :

- l'avis de l'architecte des bâtiments de France sur toute demande d'autorisation d'urbanisme,

- le dépôt d'un permis d'aménager pour des travaux visant l'élargissement d'une voie en application de l'article R421-1 du code de l'urbanisme.

3.1.5.3. Procédure complémentaire à mener pour la réalisation des travaux de la phase 1

Une procédure complémentaire pour la réalisation des travaux de *restructuration de l'entrée nord de Valenciennes* de la phase 1 est à mener dans le cadre de la dérogation sollicitée par Valenciennes Métropole pour **permettre les constructions dans la bande des 100 mètres aux abords de l'autoroute (Loi Barnier).**

Cette formalité est l'objet de la **présente enquête**.

3.1.5.4. Le bilan financier prévisionnel de l'opération

L'aspect financier n'apparaissant pas vraiment dans le dossier d'enquête, a été l'objet de la réponse suivante à la question de la CE :

<table>
<tr><th>Réf.</th><th>Observations CE</th><th>Réponses CAVM et noms des pièces demandées</th></tr>
<tr><td>DP6</td><td>Bien vouloir transmettre le bilan financier prévisionnel de l'opération</td><td>
<table>
<tr><th colspan="2">DEPENSES (HT)</th></tr>
<tr><td>Foncier</td><td>5 300 000 €</td></tr>
<tr><td>Etudes et conduite de projet</td><td>1 630 600 €</td></tr>
<tr><td>MOE - urbaniste coordonnateur</td><td>1 774 210 €</td></tr>
<tr><td>Travaux</td><td>29 230 000 €</td></tr>
<tr><td>Cité des rapatriés</td><td>6 470 000 €</td></tr>
<tr><td>TOTAL DEPENSES</td><td>44 404 810 €</td></tr>
</table>
<table>
<tr><th colspan="2">RECETTES IDENTIFIEES*</th></tr>
<tr><td>Banque des territoires (étude dév éco)</td><td>40 300 €</td></tr>
<tr><td>Etat programme 135 MOE</td><td>887 105 €</td></tr>
<tr><td>Etat programme 135 Travaux phase 1</td><td>3 000 000 €</td></tr>
<tr><td>FNADT</td><td>1 300 000 €
2 000 000 €
1 000 000 €
4 000 000 € (2025)</td></tr>
<tr><td>SIGH</td><td>1 880 000 €</td></tr>
</table>
* : En ce qui concerne les recettes, Valenciennes Métropole poursuit la recherche de financements extérieurs (Etat, Département, Europe, etc.)
</td></tr>
</table>

3.2. La mise en compatibilité du PLUi (C.urb., L153-54 et s.)

La mise en compatibilité du PLUi relative à la déclaration de projet prévoit :

- **La réalisation d'une étude loi Barnier,**
- **La création d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP),**
- **La modification de l'article relatif à l'implantation par rapport aux voies et emprises publiques du règlement écrit de la *zone UR*, autorisant un retrait minimal de 30 mètres par rapport à l'axe de l'A23.**

3.2.1. Réalisation d'une étude Loi Barnier

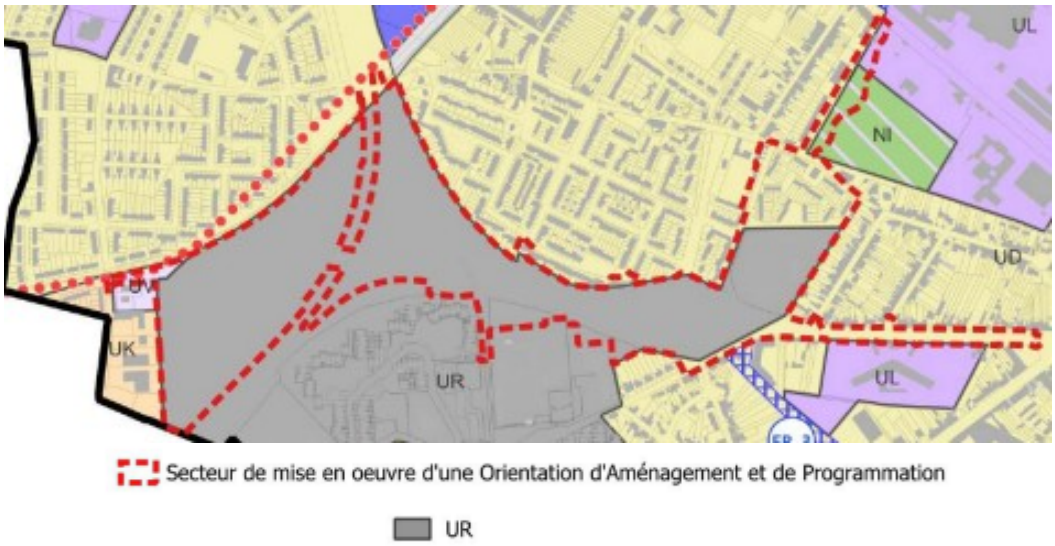
L'étude *Loi Barnier* est réalisée au titre de l'article L111-8 du code de l'urbanisme qui précise que le plan local d'urbanisme peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

L'étude a pour but d'étudier les possibilités de restructuration de l'entrée de ville de Valenciennes le long de l'A23.

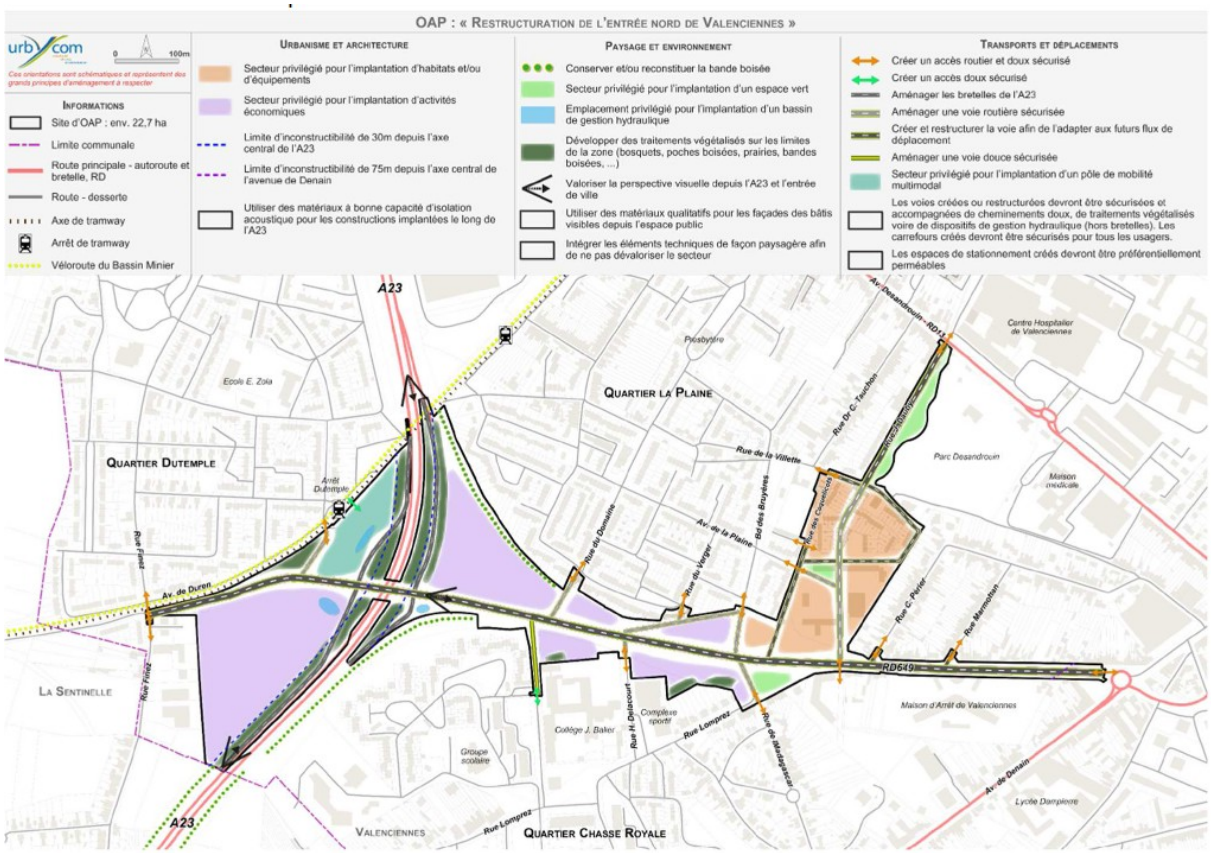
3.2.2. Création d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP)

*L'*OAP intègre les thématiques suivantes:

- Transports et déplacements ;
- Urbanisme et architecture ;
- Paysage et environnement ;
- Prise en compte des nuisances, risques et servitudes ;
- Gestion des eaux pluviales.



Zone UR - Source : dossier d'enquête – extrait planche A-Secteur 5 – 4.1



OAP – Restructuration de l'entrée nord de Valenciennes
Source : dossier d'enquête – OAP, p. 5

3.2.3. Modification du règlement de la zone UR

La *zone UR* est constituée de l'ensemble des secteurs de renouvellement urbain (NPNRU, friches, secteurs en mutation).

Le projet présenté au dossier d'enquête est la modification de l'article relatif à l'implantation par rapport aux voies et emprises publiques du règlement écrit, autorisant un retrait minimal de 30 m par rapport à l'axe de l'A23.

THEME N°2 : QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

SECTION A. VOLUMETRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

Implantation par rapport aux voies et emprises publiques	Tout ou partie de la façade sur rue des constructions doit être implantée : - soit en limite de voie ou d'emprise publique, - soit avec un retrait par rapport à la voie ou l'emprise publique de 3 mètres minimum. *Toutefois, s'il existe le long de certaines voies un ordonnancement de fait des bâtiments existants qui marquent la continuité visuelle de la rue, le respect d'un tel ordonnancement peut être admis ou imposé pour toute construction nouvelle qui s'y insérera. Il en est de même pour des raisons d'impératifs architecturaux ou liées à la topographie du terrain.* Les constructions en second rang, issues ou non d'une division parcellaire, sont possibles sous réserve de respecter les deux conditions suivantes (voir schéma ci-dessous) : - Une façade linéaire d'au moins 20 mètres en limite d'emprise publique permettant la création d'un accès de 4 mètres de large, - La nouvelle construction devra respecter un recul d'au moins 6 mètres des limites séparatives (après division foncière). En cas de division, les 6 mètres se calculent par rapport aux limites séparatives internes de l'unité foncière qui fait l'objet d'une division.  En sus, dans le secteur faisant l'objet d'une étude dérogatoire à la loi Barnier, "Restructuration de l'entrée nord de Valenciennes", les constructions devront respecter un recul minimum de 30 mètres depuis l'axe central de l'A23.

Zone UR, intégration de la Loi Barnier
Source : dossier d'enquête – Règlement modifié zone UR, p. 10

3.3. L'évaluation environnementale

3.3.1. Les obligations (C. urb., R104-11 II.2°, R104-13)

Dès lors que l'incidence de la procédure porte sur une superficie supérieure à un dix millième du territoire dans le cadre d'un PLUi, et un millième dans le cadre d'un PLU, dans la limite de 5 ha, le dossier comporte une évaluation environnementale ainsi qu'un résumé non technique. Le seuil de 5 ha étant largement dépassé, la présente déclaration de projet est soumise à évaluation environnementale systématique (C. urb., R104-11 II.2°, R104-13).

En conséquence, le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes est soumis à ***évaluation environnementale systématique***. Ce projet réduit une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels et l'emprise concernée dépasse les seuils fixés par l'article R104-11–II-2 du code de l'urbanisme.

Conformément aux textes en vigueur, une évaluation environnementale est jointe au dossier d'enquête. Elle étudie l'environnement dans son ensemble et intègre le projet dans cet environnement.

3.3.2. L'avis de la MRAe

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) a rendu un avis (C. urb., R104-28) qui est joint au dossier d'enquête (avis n° 2024-8261 adopté le 22 novembre 2024).

3.3.3. Réponses de Valenciennes Métropole à la MRAe

La CA Valenciennes Métropole, responsable du projet, a communiqué un mémoire de réponse à l'avis de l'Autorité environnementale qui a été joint au dossier consultable par le public.

Remarque MRAe	Réponses Valenciennes Métropole
L'autorité environnementale recommande de joindre au dossier l'étude d'impact de 2022 et le mémoire en réponse à ***l'avis de l'autorité environnementale n° 2022-6338 du 7 février 2023 portant sur cette étude.***	L'étude d'impact de 2022 ainsi que le mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale n° 2022-6338 du 7 février 2023 seront joints au dossier d'enquête publique.
L'autorité environnementale recommande d'actualiser le résumé non technique après avoir complété l'évaluation environnementale.	Le résumé non technique sera actualisé avec les compléments ajoutés à l'évaluation environnementale en vue de l'approbation de la mise en compatibilité du PLUi
L'autorité environnementale recommande de prévoir dans l'OAP l'obligation de végétaliser les espaces verts avec des essences non susceptibles de provoquer des réactions allergiques.	L'OAP et l'étude Loi Barnier ainsi que le règlement écrit, prévoient la plantation d'essences locales. Une mention relative au guide d'information « Végétation en Ville » du réseau national de surveillance aérobiologique pourra être faite. Cette mention sera ajoutée dans l'OAP.
L'autorité environnementale recommande d'intégrer des prescriptions portant sur l'obligation d'installation d'équipements de production d'énergies renouvelables (EnR) dans l'OAP ou le règlement écrit, notamment pour les bâtiments tertiaires.	Des recommandations portant sur l'installation d'équipements de production d'énergies renouvelables seront ajoutées pour les bâtiments tertiaires dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation.

3.3.4. Observations de la CE

« L'autorité environnementale recommande de joindre au dossier l'étude d'impact de 2022 et le mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale n° 2022-6338 du 7 février 2023 portant sur cette étude. »

Cette demande de la MRAe représente un dossier qui contient 1 789 pages très techniques. Sa lecture et sa compréhension demande du temps, des connaissances (physique, chimie, biologie animale et végétale, sociologie, génie civil…).

Ce qui porte à 5 362 le nombre de pages du dossier d'enquête publique unique – comprenant trois évolutions du PLUi - mis à la lecture du public (décompte établi le 20/02/2025).

Le volume du dossier, l'opacité juridique des procédures, la technicité de l'étude d'impact, occultent la compréhension du projet.

L'enquête publique est une procédure de démocratie participative. Elle doit être accessible à tout citoyen. Tout citoyen doit pouvoir être informé sur le projet. Tout citoyen doit pouvoir s'exprimer et être entendu par le commissaire enquêteur.

3.3.5. La séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC)[20]

L'évaluation environnementale présente une analyse des impacts des modifications du PLUi nécessaires au projet et les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation prises (p. 255 et s.).

[20] La séquence "éviter, réduire, compenser" (ERC) | Outils de l'aménagement

3.4. Le dossier d'enquête

3.4.1. Accès numérique

Le dossier d'enquête portant sur la **Déclaration de projet (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes** est directement consultable sur le site de Valenciennes Métropole en cliquant sur le lien suivant : 07_DP ENTREE NORD - Fichiers - Plateforme de Collaboration

3.4.2. Composition

Le dossier contenant les pièces communes aux trois évolutions du PLUi consultable et mis à disposition du public pendant toute l'enquête contient les six pièces suivantes :

- Une note d'information du public
- Courrier du 10/12/2024 au TA sollicitant la désignant d'un CE pour une EPU portant sur 3 évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole
- Note de présentation non technique de l'enquête publique unique
- Avis d'enquête publique unique
- Arrêté n° 02-25 d'ouverture d'enquête
- Décision E24-140/59 du TA

Le sommaire mentionnant la liste des documents intégré au dossier « déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi pour la Restructuration de l'entrée nord de Valenciennes » consultable et mis à disposition du public pendant toute l'enquête est le suivant (version numérique et version papier).

01 – Dossier administratif
- Délibération de prescription de la déclaration de projet et son annexe
- Délibération rectificative et son annexe

02 – Dossier technique
1- Notice justifiant l'intérêt général et la mise en compatibilité du PLUi
2- Notice de mise en compatibilité
3- Evaluation environnementale
4- Résumé non technique
5- Etude loi Barnier Entrée nord Valenciennes
6- Orientation d'Aménagement et de Programmation
7.1 Dispositions Générales modifiées
7.2 Règlement écrit zone UR modifié
8- Règlement graphique planche A de Valenciennes modifié

03 – Consultation
- Sollicitation et avis de la MRAE
- Bilan de la concertation préalable
- Support de présentation de la réunion d'examen conjoint avec les PPA
- Avis et procès-verbal de la réunion d'examen conjoint avec les PPA

Annexes
- Etude d'impact, avis de la MRAE n°2022-6338 du 7 février 2023 rendu dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau portant sur la phase 1 du projet et mémoire en réponse.

Observation CE

Pour ce dossier de ***déclaration de projet (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes****, le nombre de pages enregistré s'élève à 2 376 dont 1 735 d'étude d'impact.*

Le contenu précis des pièces réceptionnées est intégré dans un dossier séparé intitulé : « 5ème partie – Pièces jointes /a. Formalités ».

3.4.3. Questions au responsable du projet

Réf.	Observations CE	Réponses CAVM et noms des pièces demandées
DP1	La délibération n° 2024-122 du 16 octobre 2024 (Visa Préfecture 18/10/2024) est notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme. Bien vouloir communiquer la liste avec justificatifs des PPA destinataires de la délibération.	Deux courriers ont été adressés aux PPA (la liste des PPA figure à la suite des courriers) : - Un premier avec la délibération initiale : DP1-0633_URB COURR NOTIF DP ENTREE NORD PPA - Un second avec la délibération rectificative qui ajoute les modalités de concertation préalable : DP1-0664 URB_COURR_CONSULTATION-DP-ENTREE-NORD-PPA Cet envoi officiel par courrier a été doublé de mails envoyés aux contacts dans les différentes structures/PPA pour l'organisation de l'examen conjoint : DP1-Mail CAVM aux PPA-10et112024
DP2	Bien vouloir transmettre la liste des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Vnf, Rte, Sncf, etc) sur le périmètre du projet qui ont été destinataires de la délibération n° 2024-122 du 16 octobre 2024 (Visa Préfecture 18/10/2024)	La liste de ces autorités figure à la suite des courriers : CF. observation DP1.
DP3	Bien vouloir transmettre les avis des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Vnf, Rte, Sncf, etc) sur le périmètre du projet.	Comme cela est indiqué dans la présentation de la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024 (diapo 33), seul RTE a fait un retour indiquant qu'aucun ouvrage appartenant à RTE ne se situe dans la zone de projet. Le mail envoyé par RTE le 5/12/2024 est en pièce jointe : DP3-Mail RTE suite consultation_05122024
DP4	Sur le PV de synthèse de la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024, à la p.3 il est écrit : « DDTM : Il est précisé que la procédure porte sur l'ensemble du périmètre du projet ». (Réceptionné par la CE le 27 janvier 2025) Bien vouloir communiquer toute information utile pour la compréhension de cette phrase.	Le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes comprend 2 phases opérationnelles (voir page 9 de la notice justifiant l'intérêt général du projet). Cette précision visait à indiquer que la DP MEC porte sur tout le périmètre du projet c'est-à-dire les 2 phases opérationnelles.
DP5	Suite à la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024, est-ce que les personnes publiques ont communiqué un avis signé ? Bien vouloir les transmettre.	Non, nous n'avons pas reçu d'avis signé suite à la réunion d'examen conjoint. La DP MEC ne nécessite pas d'autre consultation des personnes publiques associées. Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint reprend les avis et remarques des PPA. Il a été transmis à l'ensemble des PPA par mail le 15/01/2025 en les invitant à faire des compléments ou remarques : DP5-Mail CAVM aux PPA-PV examen conjoint-012025 Seule la DDTM a demandé une modification dans le compte-rendu : DP5-Mail DDTM sur PV examen conjoint-30012025
DP6	Bien vouloir transmettre le bilan financier prévisionnel de l'opération	**DEPENSES (HT)** Foncier 5 300 000 € Etudes et conduite de projet 1 630 600 € MOE - urbaniste coordonnateur 1 774 210 € Travaux 29 230 000 € Cité des rapatriés 6 470 000 € **TOTAL DEPENSES 44 404 810 €** **RECETTES IDENTIFIEES*** Banque des territoires (étude dév éco) 40 300 € Etat programme 135 MOE 887 105 € Etat programme 135 Travaux phase 1 3 000 000 € FNADT 1 300 000 € / 2 000 000 € / 1 000 000 € / *4 000 000 € (2025)* SIGH 1 880 000 € * : En ce qui concerne les recettes, Valenciennes Métropole poursuit la recherche de financements extérieurs (Etat, Département, Europe, etc.)

Observation CE

Les pièces soulignées sont intégrées au rapport d'enquête dans un dossier séparé intitulé « 5ème partie – Pièces jointes /c. Réponses aux questions ». Ces pièces ont été mises en ligne sur le site de Valenciennes Métropole et sont directement consultables en cliquant sur : E24-140_pieces demandees par CE_022025 - Fichiers - Plateforme de Collaboration

3.5. Consultation et concertation préalables

3.5.1. Chronologie de la concertation préalable

15/04/2024	Par délibération en date du 15 avril 2024, la CA Valenciennes Métropole a prescrit la déclaration de projet (DP) d'intérêt général emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Valenciennes Métropole concernant le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes (CC2024-016 et annexe – Visa préfecture : 17/04/2024).
03/06/2024	Notification aux personnes publiques de la délibération n° 2024-016 (Voir « dossier 5ème partie – PJ/c » : DP1-0633 URB COURR NOTIF DP ENTREE NORD PPA)
16/10/2024	Une délibération rectificative présentée en conseil communautaire du 16 octobre 2024 fixe les modalités de la concertation préalable (CC2024-122 et annexe – Visa préfecture : 18/10/2024).
28/10/2024	Envoi par courriel aux PPA lien pour consultation de l'arrêt de projet (DP1-Mail CAVM aux PPA-10et112024)
04/11/2024 09/12/2024	Concertation préalable du public et des habitants
13/11/2024	Envoi par courriel aux PPA invitation à la réunion d'examen conjoint du 17/12/2025 (DP1-Mail CAVM aux PPA-10et112024)
22/11/2024	Avis n° 2024-8261 de la MRAe adopté le 22 novembre 2024).
22/11/2024	Courrier d'invitation à la réunion d'examen conjoint qui se déroulera le mardi 17/12/2024 (DP1-0664 URB COURR NOTIF DP ENTREE NORD PPA)
10/12/2024	Sollicitation du Tribunal administratif pour désignation d'un commissaire enquêteur
17/12/2024	Réunion d'examen conjoint
06/02/2025	Arrêté n° 02-25 du président de la CAVM prescrivant l'EPU du 24/02 au 26/03/2025

3.5.2. La concertation préalable du public (C. urb., L103-1 et s.)

3.5.2.1. Les modalités

En application des articles L103-1 et s. du code de l'urbanisme, le projet soumis à la présente enquête, est concerné par une *procédure de concertation préalable*.

Par délibération du conseil communautaire du 16 octobre 2024 (n° 2024-122 et annexe), les modalités de la concertation mises en place sont les suivantes :

1er Le projet de déclaration de projet (DP) emportant mise en compatibilité du PLUi et l'exposé de ses motifs complétés au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sont mis à la disposition du public :

- sur le site internet de Valenciennes Métropole,
- au siège de Valenciennes Métropole,
- en mairie de Valenciennes

pendant la durée des études nécessaires à la mise en compatibilité.

2ème La concertation permettant de recueillir les observations éventuelles des habitants du territoire pendant une durée minimale d'un mois.

Pendant cette période, les contributions du public pouvaient être recueillies des manières suivantes :

- mise en place de deux registres papier (au siège de Valenciennes Métropole et en mairie de Valenciennes) ;
- par mail à l'adresse : planification@valenciennes-metropole.fr
- par courrier au siège de Valenciennes Métropole (2, place de l'Hôpital Général – CS 60227 – 59305 Valenciennes Cedex).

Le public est informé par un avis dans la presse indiquant les dates de début et de fin de la concertation, rappelant son objet et précisant les modalités pratiques, huit jours au moins avant le début de la concertation.

L'avis de concertation préalable du public et la délibération du conseil communautaire du 16 octobre 2024 ont été affiché officiellement au siège de Valenciennes Métropole et en mairie de Valenciennes.

3.5.2.2. Le bilan de la concertation préalable du public

La concertation préalable s'est déroulée du 4 novembre au 9 décembre 2024.

Le dossier était disponible :

- en mairie de Valenciennes en version papier
- à la communauté d'agglomération Valenciennes Métropole en version papier et sur le site internet de Valenciennes Métropole.

Le public avait trois possibilités pour communiquer ses observations :

- sur l'adresse mail dédiée : 2 observations
- sur le registre mis à disposition en mairie de Valenciennes : aucune observation
- sur le registre mis à disposition à Valenciennes Métropole : aucune observation

3.5.2.3. Les observations formulées par le public

La 1ère observation évoque les interrogations qu'il peut y avoir autour des pollutions et nuisances qui pourraient être causées par ces nouveaux aménagements. En effet, la disparition des espaces de végétation aux abords de l'autoroute augmenterait les nuisances et pollutions impactant la santé des habitants des quartiers environnants. De plus, elle causerait la diminution de la présence de faune et flore sur le territoire. Une opposition est exprimée quant à la dérogation à la Loi Barnier qui est censée protéger les riverains en interdisant les constructions dans une bande de 100 mètres aux abords d'une autoroute.

La seconde observation porte également sur l'artificialisation des délaissés de l'autoroute et les conséquences que cela peut entraîner telles que, l'augmentation de la pollution de l'air, de la pollution sonore, du risque d'inondation ou de la diminution d'îlots de fraîcheur. Un questionnement sur la pertinence de l'emplacement du pôle logistique de l'hôpital est relevé. En effet, le pôle se retrouve relativement éloigné de l'hôpital. Cet éloignement peut entrainer une augmentation des rotations et voitures dans le quartier. Un questionnement sur l'utilité de construire de nouveaux locaux alors que beaucoup sont déjà vacants au sein de la commune est également posé. Enfin, une volonté de bâtiments pourvus de panneaux solaires et d'espaces végétalisés sur le site est exprimée.

3.5.2.4. La réponse du responsable du projet aux obs du public

En réponse à ces deux remarques, le responsable du projet a communiqué la réponse suivante (consultable en cliquant sur bilan de la concertation préalable) :

L'article L.111-8 du code de l'urbanisme offre la possibilité de déroger à cette règle d'inconstructibilité en précisant : « le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. »

Cette démarche permet notamment de requalifier des espaces délaissés en bordure de voirie ; cet objectif s'inscrit dans une optique de gestion économe de l'espace et de lutte contre la consommation d'espace agricole, en investissant des espaces aujourd'hui inutilisés. Elle permet d'améliorer l'entrée de ville, la connexion entre les différents quartiers, dans une optique de renouvellement urbain, de développement des transports en commun et des modes doux, en cohérence avec la politique menée par la collectivité depuis de nombreuses années.

Il est proposé de diminuer la bande d'inconstructibilité de 100 mètres à 30 mètres ; si cela parait plus permissif, dans les faits l'étude réalisée impose à l'aménageur une réelle prise en compte des enjeux liés :

- Aux nuisances : sonores, qualité de l'air, gestion des eaux ;
- À la sécurité routière,
- À la composition urbaine et architecturale,
- À la qualité de l'urbanisme et des paysages.

A noter que dans la bande de 100 mètres, aucune zone à vocation d'habitat n'est prévue mais des zones d'activités économiques et pôle multimodal. De plus, la dérogation ne concerne que cette zone UR.

Cette étude apporte donc des prescriptions supplémentaires, et de nouvelles contraintes au projet, afin d'assurer sa bonne intégration. Ces prescriptions sont détaillées dans l'étude Loi Barnier. Il faut préciser que le projet est également soumis à étude d'impact, dans laquelle les thématiques liées à la qualité de l'air et à la pollution ont été traitées. Une étude sur la qualité de l'air a été spécifiquement réalisée sur ce sujet. Cette étude d'impact applique le principe Eviter, Réduire, Compenser : en ce sens, elle vise à limiter les incidences du projet sur l'environnement et la population.

En matière d'accompagnement paysager, les aménagements paysagers des espaces publics totalisent environ 45 257 m², soit 19,9 % de la surface de l'opération dont : 745 arbres plantés, 14 439 m² de CA Valenciennes Métropole – Déclaration de projet – 8 massifs arbustifs et de massifs vivaces, 11 522 m² de boisements, 15 063 m ² de prairies, 4 233 m² de massifs végétalisés dans les noues.

La superficie totale des espaces verts (espaces publics et privés) est estimée à 6,57 ha. Une végétalisation conséquente est donc prévue, afin de favoriser la nature en ville.

Concernant la localisation du pôle logistique de l'Hôpital :

Au lancement de l'étude pré-opérationnelle du projet de restructuration de l'Entrée Nord, la volonté de Valenciennes Métropole était de créer une liaison, depuis le futur boulevard aménagé vers le Centre Hospitalier de Valenciennes. Des représentants du pôle hospitalier ont été rencontrés par Valenciennes Métropole et ont exprimé leur souhait d'extension de l'hôpital. En effet, ils s'interrogeaient sur la possibilité de créer de nouveaux locaux sur le site actuel ou sur l'opportunité de développer un programme de pôle logistique sur un tout nouveau terrain tout en restant à proximité de l'actuel hôpital. La deuxième option a été confirmée par le centre hospitalier. Un consensus a été trouvé avec Valenciennes Métropole pour céder à terme l'ilot E1 qui se trouve près des entrées et sorties d'autoroute (parcelle au sud-ouest de l'A23). Cette localisation est stratégique pour différentes raisons :

- Le futur pôle logistique qui répondra également aux besoins d'autres équipements hospitaliers, sera plus facilement accessible depuis l'autoroute A23
- La proximité au futur hub de mobilité et du tramway : le projet du CHV accueillera sur son futur site près de 200 salariés qui pourront s'y rendre via les transports publics.

- La superficie du site (3,7 ha) qui permet de développer le programme souhaité : blanchisserie, pharmacie, préparation des repas et de prévoir le stationnement nécessaire pour le personnel.

L'implantation du pôle logistique sur ce terrain relève également d'une cohérence urbaine car, sur cette première portion du boulevard, les activités économiques y sont développées. Par ailleurs, au plus près des habitations (au sein du quartier de La Plaine), le projet propose la construction de logements qui s'intègrent bien dans ce cadre résidentiel.

L'agglomération propose des solutions à mettre en œuvre afin de limiter les pollutions et nuisances.

- « Pour la prise en compte de la qualité de l'air, des gaz à effet de serre et de l'adaptation au changement climatique, la CAVM veille à ce que soient modélisées les concentrations de polluants au niveau des points d'exposition, et que la conception soit ajustée (recul d'une façade, orientation différente d'un bâtiment…) afin de limiter l'exposition des nouvelles populations.

- Les modélisations 2D déjà réalisées dans le cadre des études du projet sont prises en compte afin de permettre un premier arbitrage des aménagements à éviter/favoriser vis-à-vis de l'exposition des futures populations. Cette phase s'appuie également sur les mesures ERC préconisées en termes de qualité de l'air, pour définir les formes architecturales les plus favorables pour limiter l'exposition de la population à la pollution atmosphérique. Parmi ces mesures, doivent envisagés la mise en œuvre d'un dispositif de sensibilisation des populations sur la prévention en santé face à la pollution chronique ainsi que le suivi régulier de la qualité de l'air. À cette seconde fin, un emplacement est proposé à l'agence régionale de santé, six mois au moins avant la plus courte des deux dates suivantes : fin des travaux de voiries de la phase 1 ; démarrage de la première construction d'un bâtiment sur un lot. Afin de limiter l'exposition des nouvelles populations, la CAVM prend, avant la délivrance de toute autorisation d'urbanisme sur le périmètre autorisé, l'attache préalable de l'agence régionale de santé pour définir la méthodologie des modélisations et les paramètres à y prendre en compte. Par ailleurs, si dans un délai de 5 ans, à partir du démarrage des travaux autorisés par le présent arrêté, la demande d'autorisation de la phase 2 (cf : article 2) n'a pas été déposée, la CAVM réalise une modélisation en 3D de la pollution atmosphérique liée au projet. Les résultats sont fournis au préfet dans un délai d'un an.

- Si dans un délai de 5 ans, à partir du démarrage des travaux autorisés par le présent arrêté, la demande d'autorisation de la phase 2 (cf : article 2) n'a pas été déposée, la CAVM réalise d'un bilan carbone global (travaux de démolition, de construction, consommation d'énergie des nouvelles constructions, …). Les résultats sont fournis au préfet dans un délai d'un an. »

3.5.3. Les personnes publiques (C. urb., L132-7, L132-9)

3.5.3.1. Les personnes publiques concernées

La délibération (CC2024-122 et annexe – Visa préfecture : 18/10/2024) du conseil communautaire du 16 octobre 2024 a été notifiée aux personnes publiques associées (C. urb., L132-7 et L132-9). Les destinataires sont les suivants :

Liste des Personnes Publiques Associées (PPA)
Conformément aux articles L.153-11, L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme
Mai 2024

Préfecture du Nord
12, rue Jean Sans Peur – CS 20003 - 59039 LILLE Cedex

Sous-Préfecture de Valenciennes
6, avenue des Dentelières CS 40469 - 59322 VALENCIENNES Cedex

DDTM Monsieur le Directeur Départemental
62 boulevard de Belfort - CS 90007 - 59042 LILLE Cedex

DDTM Délégation Territoriale du Valenciennois
10 boulevard Carpeaux - BP60453 - 59322 VALENCIENNES CEDEX

Conseil Départemental du Nord
Hôtel du Département - Direction Planification - 51, Rue Gustave Delory - 59047 LILLE Cedex

Conseil Régional des Hauts de France
151, Avenue du Président Hoover - 59555 LILLE Cedex

SIMOUV - *Autorité Organisatrice des Transports - Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)*
540, rue du Président Lécuyer - BP 12 - 59880 SAINT-SAULVE

Chambre de Commerce - Grand Hainaut
3, Avenue du Sénateur Girard - BP 577 - 59308 VALENCIENNES Cedex

Chambre des Métiers
Commission d'Arrondissement de Valenciennes 383, rue des arts et métiers 59880 SAINT SAULVE

Chambre d'agriculture territoriale du Nord-Pas de Calais
56 Avenue Roger Salengro - BP80039 - 62051 SAINT LAURENT BLANGY Cedex

Chambre d'agriculture territoriale du Nord-Pas de Calais
56 Avenue Roger Salengro - BP80039 - 62051 SAINT LAURENT BLANGY Cedex

Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut
Maison du Parc - 357, rue Notre Dame d'Amour - 59230 SAINT-AMAND-LES-EAUX

SNCF Direction territoriale du NPDC – Monsieur le directeur
Immeuble Perspective - 7ème étage - 449 avenue Willy Brandt - 59 777 EURALILLE

En complément pour cette procédure :

Air Liquide
Rue Lucien Moreau - 59119 WAZIERS

ERDF Calais
63 rue de la commune de Paris - 62100 CALAIS

RTE Nord Est - GET Flandre-Hainaut
41 rue Ernest Macarez - 59300 VALENCIENNES

GDF - Gaz de France
Rue Maurice Caullery - Lieu dit ZI Dorihnies - 59500 DOUAI

GRT Gaz Région Nord Est
Boulevard de la République - Lieu dit ZI B - BP 34 - 62232 ANNEZIN

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord (SDIS)
18, Rue de Pas – CS 20068 - 59028 LILLE Cedex

Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut
Site minier de Wallers Arenberg rue Michel Rondet - BP 59 - 59135 WALLERS

Commission Locale de l'Eau du SAGE de l'Escaut
Syndicat Mixte Escaut et Affluents (SyMEA) - 30, avenue de Saint-Amand - 59300 VALENCIENNES

Par courrier en date du 22 novembre 2024, ces personnes publiques sont invitées à l'examen conjoint du 17 décembre 2024.

3.5.3.2. Compte rendu de l'examen conjoint

Une réunion d'examen conjoint des personnes publiques (C. urb., L 153-54 2°) a eu lieu le 17 décembre 2024.

Les remarques des personnes publiques associées présentes sont les suivantes :

Il est précisé que les projets d'équipements collectifs mentionnés dans la présentation sont d'ores et déjà réalisés.

Le **SIMOUV** (Syndicat Intercommunal de Mobilité et d'Organisation Urbaine du Valenciennois) rappelle que le développement des transports en commun et des modes doux est un axe fort du projet et témoigne de son intérêt général.

Le **PNR Scarpe-Escaut** s'interroge sur les mesures de compensation mises en place dans le cadre de l'étude d'impact. Ces dernières sont détaillées dans ladite étude.

Il est précisé que des mesures ont été inscrites au sein du dossier d'autorisation environnementale, par exemple un balisage pour protéger la petite faune pendant les travaux.

Il est fait mention du fait que la disposition sur les plaques bétons dans le règlement de la zone UR est surlignée en rouge ; il s'agit d'un reliquat d'une ancienne procédure d'évolution. La mise en compatibilité ne traite pas ce point. Cet élément sera remis en noir dans le dossier d'approbation.

La CA **Valenciennes Métropole** précise que les fiches de lots permettront de garantir la qualité architecturale des bâtiments.

DDTM :

Il est précisé que la procédure porte sur l'ensemble du périmètre du projet.

Observation CE

A notre demande (DP4)[21], le responsable du projet a précisé que : « Le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes comprend 2 phases opérationnelles (voir page 9 de la notice justifiant l'intérêt général du projet). Cette précision visait à indiquer que la DP MEC[22] porte sur tout le périmètre du projet c'est-à-dire les 2 phases opérationnelles. »

[21] Pièce jointe au dossier intitulé « 5ème partie – Pièces jointes/c. Réponses aux questions »
[22] DP MEC : déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi

Concernant la remarque de la MRAe « *Intégrer des prescriptions portant sur l'obligation d'installation d'équipements de production d'énergies renouvelables (EnR) dans l'OAP ou le règlement écrit, notamment pour les bâtiments tertiaires*, la DDTM confirme qu'il est mieux d'intégrer ces dispositions sous forme de renvoi vers la législation applicable plutôt que de reprendre mot à mot un texte législatif qui pourrait évoluer à l'avenir.

La DDTM rappelle que l'architecte-conseil de l'Etat peut être sollicité pour échanger.

La CA de la **Porte du Hainaut** (CAPH) n'a pas de remarque.

La CA Valenciennes Métropole précise que la commune de la **Sentinelle** (membre de la CAPH) a été associée dans le cadre du projet. En effet, le dossier d'enquête publique dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale a été mis à disposition du public au sein de la mairie avec une permanence tenue par le commissaire enquêteur au même titre que sur la commune de Valenciennes. Par ailleurs, La Sentinelle participe aux comités de suivi institutionnel mis en place par Valenciennes Métropole, qui rend compte de l'avancement des travaux de la phase 1 du projet.

La ville de **Valenciennes** souligne que l'ajout de l'étude loi Barnier et de *l'orientation d'aménagement et de programmation* (OAP) permet de mieux cadrer l'aménagement du site, et en facilitera l'instruction.

Le **département** du Nord n'a pas de remarque.

La **sous-préfecture** n'a pas de remarque.

3.5.3.3. Synthèse de la participation des autorités publiques

Personnes publiques		Destinataires de la délibération du 15/04/2024 (n° 2024-016)	Destinataires du courrier en date du 22/11/2024 examen préalable	Représentées à la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024	Avis écrit et signé de l'autorité administrative
C. urb., L132-7	Préfecture du Nord	Oui	Oui		Non
	DDTM Lille	Oui	Oui		Non
	DDTM Valenciennes	Oui	Oui	Oui	Non
	DRAC/UDAP (Code du patrimoine)	Non	Non	Non	Non
	Ss-pref Valenciennes	Oui	Oui	Oui	Non
	Région Hauts-de-France	Oui	Oui	Non	Non
	Département du Nord	Oui	Oui	Oui	Non
	Autorités organisatrices des transports (SIMOUV)	Oui	Oui	Oui	Non
	PLH (CA Valenciennes Métropole)				
	PNR Scarpe Escaut	Oui	Oui	Oui	Non
	CCI Grand Hainaut	Oui	Oui	Non	Non
	Chambre de métiers	Oui	Oui	Non	Non
	Chambre d'agriculture	Oui	Oui	Non	Non
	SNCF	Oui	Oui	Non	Non
C. urb., L 132-9	SCoT (SIMOUV)	Oui	Oui	Oui	Non
Ville de Valenciennes				Oui	Non
CAPH pr La Sentinelle			Oui	Oui	Non
CA Valenciennes Métropole				Oui	Non
Mission bassin minier				Excusé	Non
Air liquide		Oui	Oui	Non	Non
ERDF Calais		Oui	Oui	Non	Non
RTE Nord Est – GET Flandre-Hainaut		Oui	Oui	Non	Non
GDF-Gaz de France		Oui	Oui	Non	Non
GRT Gaz Région nord est		Oui	Oui	Non	Non
SDIS		Oui	Oui	Non	Non
SAGE de l'Escaut (SyMEA)		Oui	Oui	Non	Non

3.5.3.4. Réponses[23] CAVM aux observations CE

Réf.	Observations CE	Réponses CAVM et noms des pièces demandées
DP1	La délibération n° 2024-122 du 16 octobre 2024 (Visa Préfecture 18/10/2024) est notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme. Bien vouloir communiquer la liste avec justificatifs des PPA destinataires de la délibération.	Deux courriers ont été adressés aux PPA (la liste des PPA figure à la suite des courriers) : - Un premier avec la délibération initiale : DP1-0633_URB COURR NOTIF DP ENTREE NORD PPA - Un second avec la délibération rectificative qui ajoute les modalités de concertation préalable : DP1-0664 URB_COURR_CONSULTATION-DP-ENTREE-NORD-PPA Cet envoi officiel par courrier a été doublé de mails envoyés aux contacts dans les différentes structures/PPA pour l'organisation de l'examen conjoint : DP1-Mail CAVM aux PPA-10et112024
DP2	Bien vouloir transmettre la liste des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Vnf, Rte, Sncf, etc) sur le périmètre du projet qui ont été destinataires de la délibération n° 2024-122 du 16 octobre 2024 (Visa Préfecture 18/10/2024)	La liste de ces autorités figure à la suite des courriers : CF. observation DP1.
DP3	Bien vouloir transmettre les avis des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Vnf, Rte, Sncf, etc) sur le périmètre du projet.	Comme cela est indiqué dans la présentation de la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024 (diapo 33), seul RTE a fait un retour indiquant qu'aucun ouvrage appartenant à RTE ne se situe dans la zone de projet. Le mail envoyé par RTE le 5/12/2024 est en pièce jointe : DP3-Mail RTE suite consultation_05122024
DP4	Sur le PV de synthèse de la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024, à la p.3 il est écrit : « DDTM : Il est précisé que la procédure porte sur l'ensemble du périmètre du projet ». (Réceptionné par la CE le 27 janvier 2025) Bien vouloir communiquer toute information utile pour la compréhension de cette phrase.	Le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes comprend 2 phases opérationnelles (voir page 9 de la notice justifiant l'intérêt général du projet). Cette précision visait à indiquer que la DP MEC porte sur tout le périmètre du projet c'est-à-dire les 2 phases opérationnelles.
DP5	Suite à la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024, est-ce que les personnes publiques ont communiqué un avis signé ? Bien vouloir les transmettre.	Non, nous n'avons pas reçu d'avis signé suite à la réunion d'examen conjoint. La DP MEC ne nécessite pas d'autre consultation des personnes publiques associées. Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint reprend les avis et remarques des PPA. Il a été transmis à l'ensemble des PPA par mail le 15/01/2025 en les invitant à faire des compléments ou remarques : DP5-Mail CAVM aux PPA-PV examen conjoint-012025 Seule la DDTM a demandé une modification dans le compte-rendu : DP5-Mail DDTM sur PV examen conjoint-30012025

3.5.4. Observations CE sur la contribution des autorités publiques

Aucun avis par courrier officiel signé n'est joint au dossier.

Nous relevons entre autres l'absence d'avis des autorités publiques :

- au niveau des risques

- au niveau des gestionnaires des réseaux et canalisations

- au niveau du patrimoine (DRAC-UDAP)

- au niveau du SRADDET

- au niveau de l'activité économique (CCI, Chambre de métiers, région…)

Des éléments manquants devront être intégrés en veillant à la cohérence du projet. Il est en outre très regrettable qu'un dossier d'une telle importance soit mis à enquête sans avoir été examiné au préalable au titre du contrôle de légalité. En effet, il pourrait nous être demandé d'émettre un avis sur un dossier qui n'est pas légal.

Le projet « dérogation Loi Barnier » pour l'entrée Nord de Valenciennes vise à faciliter le dynamisme économique de Valenciennes, métropole fortement peuplée de jeunes. Au regard de l'article L132-7 du code de l'urbanisme, les chambres de commerce et d'industrie territoriales (C.com, L711-25, R711-33), les chambres de métiers (C.artisanat, R321-5) sont associées à l'élaboration du PLUi et assurent les liaisons avec les organisations professionnelles intéressées.[24] L'absence de ces organismes consulaires est à souligner.

[23] *Les pièces soulignées*

- *sont intégrées au rapport d'enquête dans un dossier séparé intitulé « 5ème partie – Pièces jointes /a. Réponses aux questions ».*
- *ont été mises en ligne sur le site de Valenciennes Métropole et sont directement consultables en cliquant sur :* E24-140_pieces demandees par CE_022025 - Fichiers - Plateforme de Collaboration

[24] https://outil2amenagement.cerema.fr/outils/la-chambre-commerce-et-dindustrie-cci

3.6. L'intérêt général du projet présenté par la CAVM

La finalité de la procédure de déclaration de projet (DP) d'intérêt général régie par l'article L300-6 du code de l'urbanisme est la mise en compatibilité simple et accélérée des documents d'urbanisme. Cette procédure permet :

- de se prononcer sur l'*intérêt général* d'une action, opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction (C. urb., L300-6). Elle est utilisée lorsque le projet vient porter atteinte à l'économie générale du *projet d'aménagement et de développement durables* (PADD).

- de mettre en compatibilité le document d'urbanisme avec un projet défini, et non l'inverse.

Il est nécessaire de démontrer le caractère d'*intérêt général du projet* de la restructuration de l'entrée nord de Valenciennes.

Dans son exposé joint au dossier d'enquête[25], la CAVM a développé les arguments suivants pour justifier l'intérêt général du projet.

Le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes présente un caractère d'intérêt général :

• il favorise le renouvellement urbain,
• il améliore les infrastructures et la desserte du territoire,
• il développe et en améliore les équipements publics,
• il contribue au développement économique ce qui favorise l'emploi et à la lutte contre le chômage et la précarité.

Le projet présenté peut être qualifié d'intérêt général dès lors qu'il permet la requalification d'une entrée de ville via un programme mixte de grande ampleur (logements, équipements, économie), en faveur du renouvellement urbain, tout en améliorant la connexion entre les quartiers.

Les points positifs :
• Requalification de l'entrée Nord de Valenciennes,
• Projet en faveur du renouvellement urbain
• Programme en faveur de la mixité fonctionnelle
• Développement et amélioration de l'offre en mobilité,
• Amélioration de la liaison entre les quartiers,
• Aucun impact sur des terres cultivées,
• L'étude loi Barnier permet la densification du site, en lien avec le principe de gestion économe de l'espace.
• Peu d'impact sur l'environnement.
• Impact modéré sur les services écosystémiques,
• Impact modéré sur la qualité de l'air,

Les points négatifs :
• Nuisances sonores prendre en compte avec la proximité de grands axes,
• Risques miniers à prendre en compte,
• Prise en compte des périmètres de protection autour des monuments classés ou inscrits.

[25] Dossier d'enquête, *Notice justifiant l'intérêt général du projet – Août 2024*, 35 pages.

3.7. Le cadre juridique

Par délibération du conseil communautaire de Valenciennes Métropole en date du 15 avril 2024 (Réf. : CC-2024-016 – Visa préfecture : 17/04/2024), le conseil communautaire de Valenciennes Métropole a prescrit la procédure de *déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi concernant la restructuration de l'entrée Nord de Valenciennes*.

Cette délibération a été complétée par celle du 16 octobre 2024 (Réf. : CC-2024-122) pour instaurer une procédure de concertation préalable, le projet devant faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Une délibération rectificative présentée en conseil communautaire du 16 octobre 2024 fixe les modalités de la concertation préalable (CC2024-122 – Visa préfecture : 18/10/2024).

Justifications juridiques de la démarche :

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation (C. urb., L111-6).

Le plan local d'urbanisme (…) peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages (C. urb., L111-8).

L'incompatibilité du projet avec l'article L111-6 nécessite une étude dérogatoire en application de la Loi Barnier (C. urb., L111-8) afin de réduire de 100 à 30 mètres la bande d'inconstructibilité depuis l'axe central de l'A23 et de justifier l'*intérêt général* du projet (C. urb., L300-6).

Cette formalité permet d'intégrer au PLUi :

- une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) reprenant les éléments de l'étude loi Barnier ;

- une modification de l'article relatif à l'implantation par rapport aux voies et emprises publiques du règlement écrit de la zone UR (secteurs de renouvellement urbain), autorisant un retrait minimal de 30 mètres par rapport à l'axe de l'A23.

Renvoi ci-dessus au chapitre :

1.4. Cadre juridique de l'enquête

1.4.3. Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi

1.4.3.1. Cadre juridique de la déclaration de projet (page 20)

1.4.3.2. L'encadrement de la construction le long de certains axes routiers (p. 24)

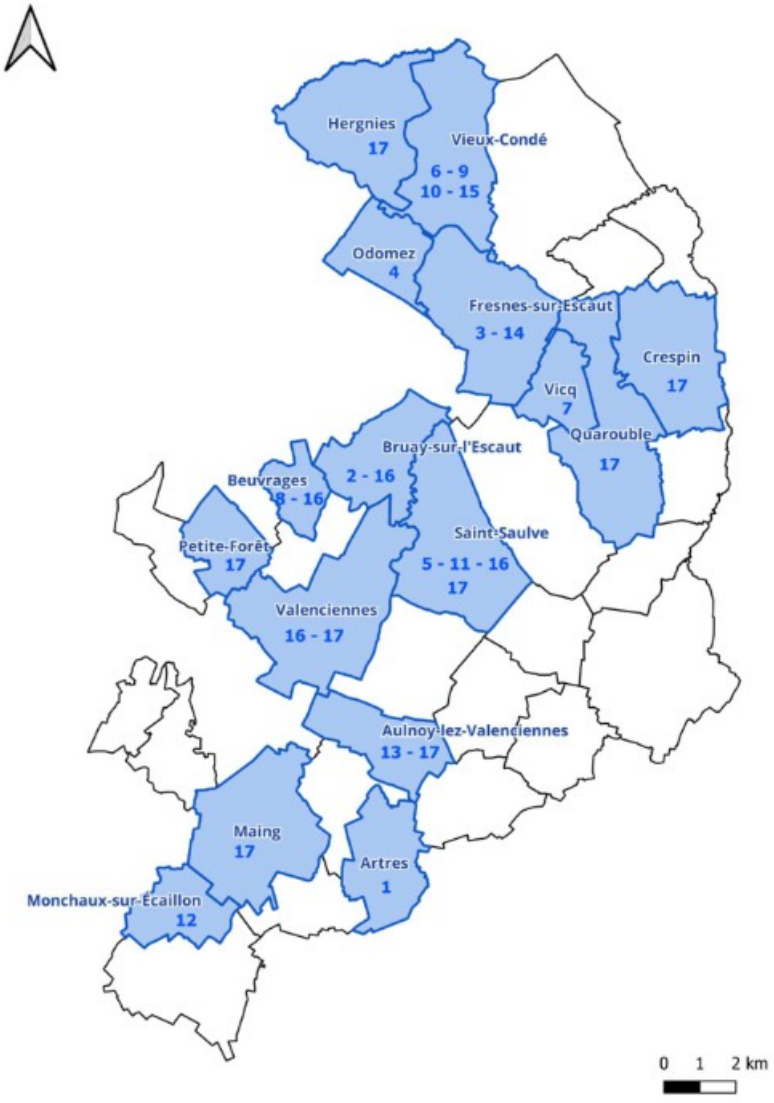
1.4.3.3. L'évaluation environnementale (page 25)

1.4.3.4. La concertation préalable (page 26)

4. Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes

4.1. Nature et objet des modifications

La procédure de MDC n° 2 a été engagée par arrêté n° 08-24 du 6 mai 2024. Les modifications apportées aux pièces réglementaires du PLUi concernent 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé.



Localisation des communes et sites faisant l'objet de la modification
(source : CAVM, Note de présentation non technique, p. 17, février 2025)

Les numéros sur la carte font référence aux tableaux de synthèse des 17 objets et la nature des modifications apportées aux pièces réglementaires présentés ci-après.

4.1.1. Les modifications

a) Les modifications de zonage

N°	Communes	Nature modification	Objet modification	Zones concernées	Pièces modifiées
1	Artres	Modification de zonage	Projet de renaturation d'une friche	UEa>N	Règlement Graphique
2	Bruay-sur-l'Escaut	Modification de zonage	Reclassement de la zone UGa en zone UZ	UGa>UZ	Règlement graphique
3	Fresnes-sur-Escaut	Modification de zonage	Réduction de la zone 2AU	2AU>N	Règlement Graphique
4	Odomez	Modification de zonage	Suppression de la zone 1AU suite étude zone humide	1AU>A	Règlement graphique Suppr. OAP
5	Saint-Saulve	Modification de zonage	Evolution du zonage du Château Fortier	UL>UA et N	Règlement Graphique
6	Vieux-Condé	Modification de zonage	Evolution du zonage d'une 2ème centralité	UCa>UAb	Règlement Graphique

b) Les corrections d'erreurs matérielles

N°	Communes	Nature modification	Objet modification	Zones concernées	Pièces modifiées
7	Vicq	Modification de zonage	Correction d'une erreur matérielle	Acn>UAb	Règlement graphique
8	Beuvrages	Modification de zonage	Correction d'une erreur matérielle liée à l'ER du contournement nord (en lien avec le point 15)	N>UC	Règlement graphique
9	Vieux-Condé	Modification de zonage	Correction d'une erreur matérielle	UMb>UC	Règlement graphique

c) Les ajouts d'éléments paysagers protégés au titre du L151-23

N°	Communes	Nature modification	Objet modification	Zones concernées	Pièces modifiées
10	Vieux-Condé	Patrimoine paysager	Complément d'une protection au titre du L151-23	L151-23	Règlement graphique Fiche patrimoine paysager
11	Saint-Saulve	Patrimoine paysager	Ajout d'une protection au titre du L151-23 (en lien avec le point 5)	L151-23	Règlement graphique Fiche patrimoine paysager

d) L'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU

N°	Communes	Nature modification	Objet modification	Zones concernées	Pièces modifiées
12	Monchaux-sur-Ecaillon	Ouverture à l'urbanisation de la moitié de la zone 2AU	Création de la zone 1AU Réalisation d'une OAP	2AU>1AU et Acn	Règlement graphique et OAP

e) Les modifications et créations d'emplacements réservés (ER) concernant les cimetières, et les ajustements de zonage inhérents

N°	Communes	Nature modification	Objet modification	Zones concernées	Pièces modifiées
13	Aulnoy-lez-Valenciennes	Emplacement réservé	Création d'un emplacement réservé pour le cimetière	ER n° 7 (en zone A)	Règlement graphique et liste des ER
14	Fresnes-sur-Escaut	Modification de zonage emplacement réservé	Modification du zonage et de l'emplacement réservé pour l'extension du cimetière	ER n° 8 UBc>UL	Règlement graphique et liste des ER
15	Vieux-Condé	Modification de zonage emplacement réservé	Suppression de l'emplacement réservé pour l'extension du cimetière et modification inhérente des zones urbaines	ER n° 4 UL>UCa + UAb UAb>UL	Règlement graphique et liste des ER

f) La suppression d'emplacements réservés (ER) au bénéfice du département concernant le contournement nord de Valenciennes

N°	Communes	Nature modification	Objet modification	Zones concernées	Pièces modifiées
16	Beuvrages	Mise à jour du PLUi en lien avec le contournement nord	Suppression d'emplacements réservés	ER n° 7 partiellement	Règlement graphique et liste des ER
16	Bruay-sur-l'Escaut	Mise à jour du PLUi en lien avec le contournement nord	Suppression d'emplacements réservés	ER 14, 15, 16, 17	Règlement graphique et liste des ER
16	Saint-Saulve	Mise à jour du PLUi en lien avec le contournement nord	Suppression d'emplacements réservés	ER 11	Règlement graphique et liste des ER
16	Valenciennes	Mise à jour du PLUi en lien avec le contournement nord	Suppression d'emplacements réservés	ER 14	Règlement graphique et liste des ER

g) La prise en compte du PLH 2024-2029 de Valenciennes Métropole

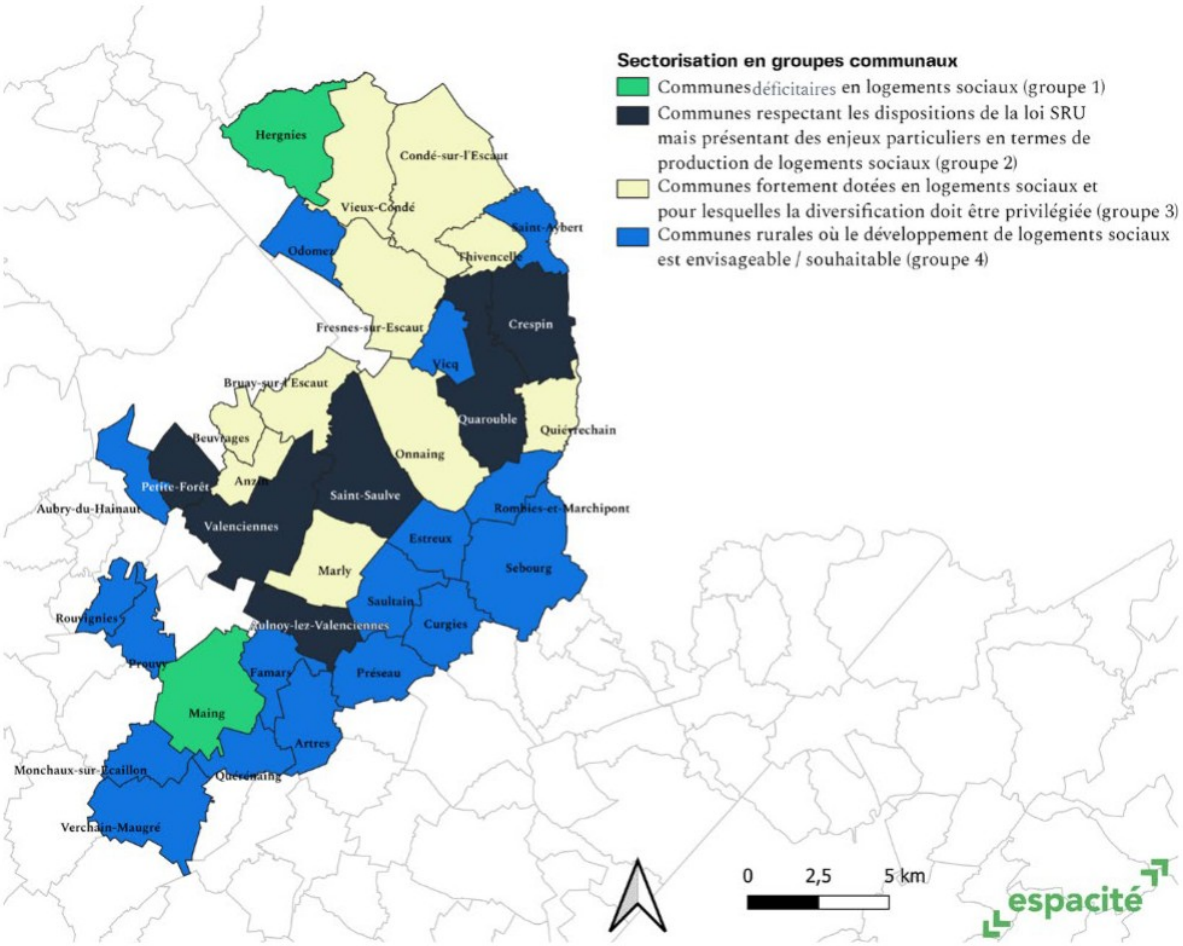
Elaboré en partenariat avec les communes, les opérateurs logements (publics et privés), les services de l'Etat et l'ensemble des acteurs du logement, le *programme local de l'habitat* (PLH) 2024-2029 de Valenciennes Métropole définit la stratégie habitat pour les 6 prochaines années sur l'ensemble du territoire des communes de l'intercommunalité.

Le *programme local de l'habitat* (PLH) 2024-2029 a été adopté par délibération du conseil communautaire en date du 5 décembre 2023.

Le programme est décliné selon les caractéristiques communales suivantes :

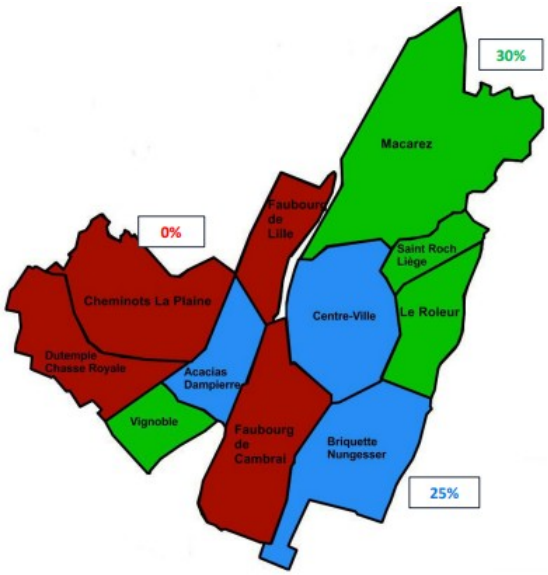
Groupe 1	Les communes déficitaires au regard de la loi SRU	Maing Hergnies
Groupe 2	Les communes où il convient de développer une offre locative sociale complémentaire	Valenciennes Saint-Saulve Aulnoy-lez-Valenciennes Petite-Forêt Crespin Quarouble
Groupe 3	Les communes où il convient de développer prioritairement une offre en diversification, notamment en accession sociale	Anzin Beuvrages Bruay-sur-l'Escaut Condé-sur-l'Escaut Vieux-Condé Thivencelle Marly Onnaing Quiévrechain
Groupe 4	Les autres communes où pourront être développées des opérations mixtes en location/accession en fonction des opportunités foncières	

.



Servitudes de mixité sociale (SMS) (C. urb., L151-15 et s.) sur le territoire des communes de Valenciennes Métropole

Source : dossier d'enquête – MDC n° 2 / Notice explicative p. 87



Pour la commune de Valenciennes, au regard des disparités infra-communales, il a été décidé de conduire la démarche à l'échelle des quartiers.

3 zonages ont été définis selon la carte ci-contre.

Ainsi ont été définis :

- 1 seuil de déclenchement unique à 40 logements
- 3 zonages et 3 taux minimum :

0 (rouge); ou 25% (bleu) ou 30% (vert)

(hors périmètre « quartier politique de la ville » (QPV) où le développement de logements locatifs sociaux n'est pas autorisé) dont 2 sont traduits en « servitudes de mixité sociale » (SMS)

Source : dossier d'enquête – MDC n° 2 / Notice explicative p. 91

L'ajout de *servitudes de mixité sociale* (SMS) pour prendre en compte le PLH (C. urb., L151-15 et s.) nécessite la modification du *règlement graphique* et du *règlement écrit* des zones urbaines et à urbaniser de huit communes des groupes 1 et 2

N°	Communes	Zones concernées	Servitude de mixité sociale (SMS)
17	Aulnoy-lez-Valenciennes	UAb/UBa/UBb/UCb/UCc/1AUa/2AU	Tout programme comprenant 25 logement et plus doit comporter au moins 25 % de logements locatifs sociaux
17	Crespin	UA/UB/UC/UMa/UMb/URb/1AU/2AU	Tout programme comprenant 20 logements et plus doit comporter au moins 30 % de logements locatifs sociaux
17	Hergnies	UA/UB/UCa/URc/1AU/2AU	Tout programme comprenant 12 logements et plus doit comporter au moins 50 % de logements locatifs sociaux
17	Maing	UAa/UB/UBc/UC/UCa/1AUa/2AU	Tout programme comprenant 8 logements et plus doit comporter au moins 50 % de logements locatifs sociaux
17	Petite-Forêt	UAc/UB/UC/1AU/2AU	Tout programme comprenant 25 logements et plus doit comporter au moins 30 % de logements locatifs sociaux
17	Quarouble	UA/UB/UCa/1AU	Tout programme comprenant 20 logements et plus doit comporter au moins 30 % de logements locatifs sociaux
17	Saint-Saulve	UA/UBb/UBc/UCb/UCc/UD/URb/1AU/2AU	Tout programme comprenant 40 logements et plus doit comporter au moins 25 % de logements locatifs sociaux
17	Valenciennes	Périmètre SMS 1 correspondant aux quartiers : Centre-ville/Briquette Nungesser/Acacias Dampierre	Tout programme comprenant 40 logements et plus doit comporter au moins 25 % de logements locatifs sociaux
17		Périmètre SMS 2 correspondant aux quartiers : Vignoble/Macarez/Saint Roch Liège/Le Roleur	Tout programme comprenant 40 logements et plus doit comporter au moins 30 % de logements locatifs sociaux

Une définition du logement locatif social est ajoutée dans le lexique figurant en annexe des dispositions générales du règlement :

LOGEMENT LOCATIF SOCIAL : logement financé par l'Etat (PLAI-PLUS-PLS) avec un loyer plafonné selon des critères de ressources. Ce logement est conventionné avec l'Etat (convention APL) et l'EPCI en délivre l'agrément.

h) Mises à jour des planches B « Risques »

Au regard des modifications de zonage ci-dessus, une mise à jour du fond de plan des planches B « Risques » a été réalisée pour les communes suivantes :

- Artres,
- Beuvrages
- Bruay-sur-l'Escaut
- Fresnes-sur-Escaut
- Monchaux-sur-Ecaillon
- Odomez
- Saint-Saulve
- Vicq
- Vieux-Condé

i) Le rapport de présentation du PLUi

Ces évolutions entraînent des mises à jour du rapport de présentation du PLUi (bilan des surfaces, liste des ER et des OAP…).

Les pièces concernées par les modifications sont les suivantes

- Les règlements graphiques (plans de zonage)
- Le règlement écrit (dispositions générales)
- Les OAP sectorielles
- Les fiches patrimoine paysager
- Le rapport de présentation

4.1.2. Récapitulatif de la MDC n° 2 par commune

N°	Communes	Nature modification	Objet modification	Zones concernées	Pièces modifiées
1	Artres	Modification de zonage	Projet de renaturation d'une friche	UEa>N	Règlement graphique
13	Aulnoy-lez-Valenciennes	Emplacement réservé	Création d'un emplacement réservé pour le cimetière	ER n° 7 (en zone A)	Règlement graphique et liste des ER
17	Aulnoy-lez-Valenciennes	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
8	Beuvrages	Modification de zonage	Correction d'une erreur matérielle liée à l'ER du contournement nord (en lien avec le point 15)	N>UC	Règlement graphique
16	Beuvrages	Mise à jour du PLUi en lien avec le contournement nord	Suppression d'emplacements réservés	ER n° 7 partiellement	Règlement graphique et liste des ER
2	Bruay-sur-l'Escaut	Modification de zonage	Reclassement de la zone Uga en zone UZ	UGa>UZ	Règlement graphique
16	Bruay-sur-l'Escaut	Mise à jour du PLUi en lien avec le contournement nord	Suppression d'emplacements réservés	ER 14, 15, 16, 17	Règlement graphique et liste des ER
17	Crespin	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
3	Fresnes-sur-Escaut	Modification de zonage	Réduction de la zone 2AU	2AU>N	Règlement graphique
14	Fresnes-sur-Escaut	Modification de zonage emplacement réservé	Modification du zonage et de l'emplacement réservé pour l'extension du cimetière	ER n° 8 - UBc>UL	Règlement graphique et liste des ER
17	Hergnies	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
17	Maing	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
12	Monchaux-sur-Ecaillon	Ouverture à l'urbanisation de la moitié de la zone 2AU	Création de la zone 1AU / Réalisation d'une OAP	2AU>1AU et Acn	Règlement graphique et OAP
4	Odomez	Modification de zonage	Suppression de la zone 1AU suite étude ZH	1AU>A	Règlement graphique et OAP
17	Petite-Forêt	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
17	Quarouble	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
5	Saint-Saulve	Modification de zonage	Evolution du zonage du Château Fortier	UL>UA et N	Règlement graphique
11	Saint-Saulve	Patrimoine paysager	Ajout d'une protection au titre du L151-23 (en lien avec le point 5)	L151-23	Règlement graphique - Fiche patrimoine paysager
16	Saint-Saulve	Mise à jour du PLUi en lien avec le contournement nord	Suppression d'emplacements réservés	ER 11	Règlement graphique et liste des ER
17	Saint-Saulve	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
16	Valenciennes	Mise à jour du PLUi en lien avec le contournement nord	Suppression d'emplacements réservés	ER 14	Règlement graphique et liste des ER
17	Valenciennes	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
7	Vicq	Modification de zonage	Correction d'une erreur matérielle	Acn>UAb	Règlement graphique
6	Vieux-Condé	Modification de zonage	Evolution du zonage d'une 2ème centralité	UCa>UAb	Règlement graphique
9	Vieux-Condé	Modification de zonage	Correction d'une erreur matérielle	UMb>UC	Règlement graphique
10	Vieux-Condé	Patrimoine paysager	Complément d'une protection au titre du L151-23	L151-23	Règlement graphique - Fiche patrimoine paysager
15	Vieux-Condé	Modification de zonage emplacement réservé	Suppression de l'emplacement réservé pour l'extension du cimetière et modification inhérente des zones urbaines	ER n° 4 - UL>UCa + Uab - UAb>UL	Règlement graphique et liste des ER

Les modifications sont présentées dans la notice explicative du dossier d'enquête et directement consultable sur le site internet de Valenciennes Métropole.

4.1.3. Caractéristiques spatiales du PLUi après la modification

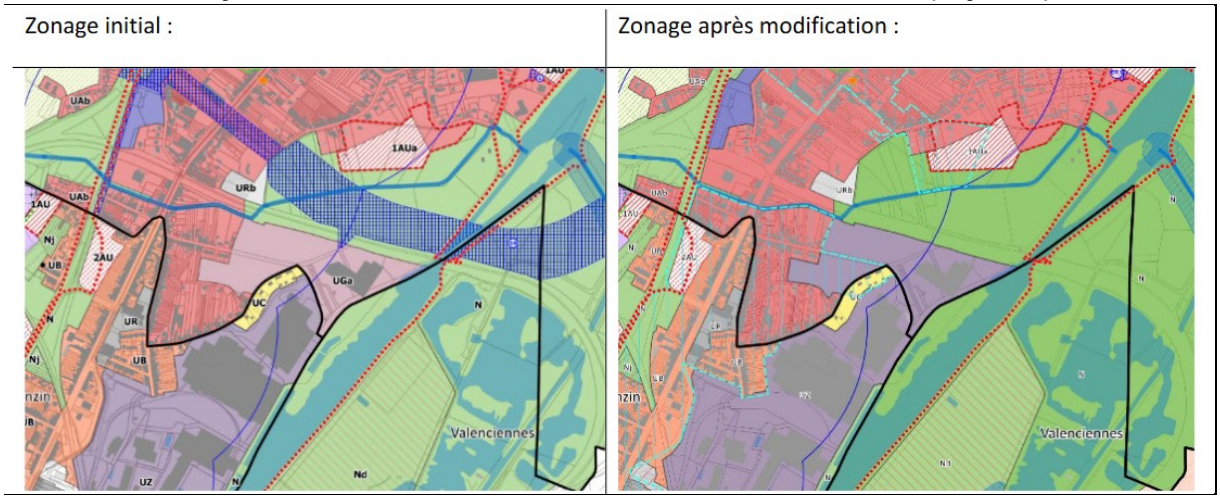
Superficie totale (en hectares)	26 377			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	7 610	28,85	7 606	28,84
zones 1 AU	279	1,05	280	1,05
zones 2 AU	175	0,69	171	0,65
zones A	12 195	46,23	12 197	46,24
zones N	6 118	23,19	6 121	23,21
Total	26 377	100	26 377	100

Source : Demande d'examen au cas par cas transmise suite aux observations de la CE

Réf : MDC2-10-202408_MDC2_PLUiCAVM_saisine-ae-annexe-2-Formulaire-PLU-MEF

4.2. Remarques CE

4.2.1. Bruay-sur-l'Escaut – Reclass. de la zone UGa de 8,56 ha en zone UZ (Objet n° 2)



Suite à cette évolution, 8,56 ha passent de la zone UGa (Zone commerciale d'intérêt local) à la zone UZ (Zone d'activités industrielles et logistique majeure). Source : MDC2 - Notice explicative p. 19



Les terrains concernés sont les parcelles cadastrées AT 502 de 2,378 ha, AT 520 de 1,7948 ha et leurs abords qui ne sont pas encore aménagés (périmètre orange ci-dessous) et également des emprises à l'est déjà construites (AV1 à 17) et abords. Ce qui correspond aux 8,56 ha qui passent de la zone UGa à UZ (périmètre bleu ci-dessous). Rép. CAVM



Source : MDC2 - Notice explicative p. 18 – vue depuis la rue Rénan vers l'est

Obs. CE :

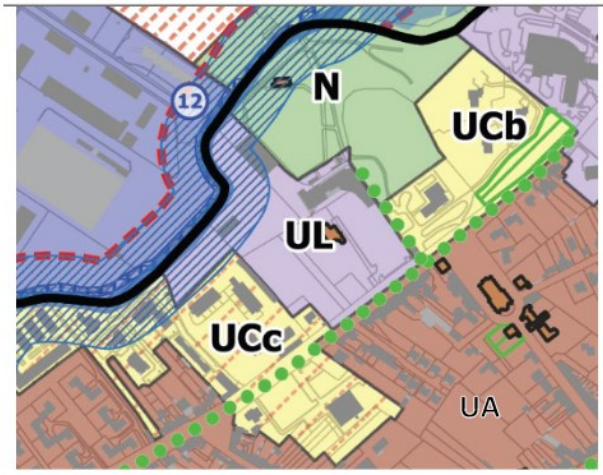
D'après Georisques, les parcelles sont concernées par des risques d'inondations, des sols pollués, des canalisations de transports de matières dangereuses.

D'après la notice de présentation, le secteur est bordé par la voie ferrée au nord, par l'Escaut canalisé à l'est, et est traversé par une ligne électrique aérienne.

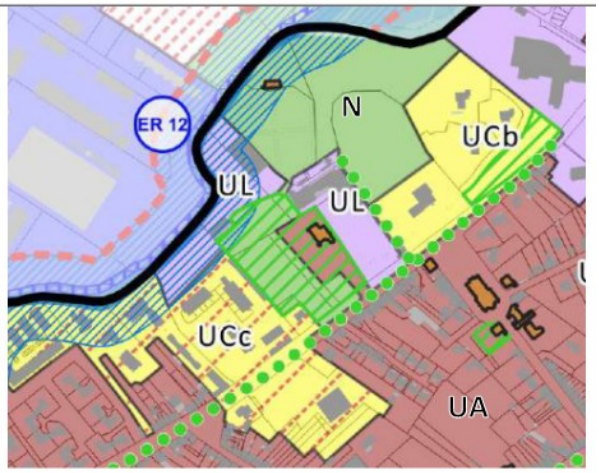
Le dossier n'intègre pas les avis des gestionnaires de l'eau, de la DDTM, de GRT Gaz, de RTE/ENEDIS, de VNF, de la Sncf. D'autre part, les avis des acteurs publics ayant compétences sur l'activité économique (CCI, chambre de métiers ainsi que la région) ne sont pas mentionnés dans le dossier.

4.2.2. Saint-Saulve – Reclass. zone UL en zones UA et N au niveau du Château Fortier (Objets n° 5-11)

Zonage initial :



Zonage après modification :



Suite à cette modification, 0,47 ha passent de la zone UL (zone urbaine spécifique dédiée aux équipements d'intérêt collectif, aux services publics…) à la zone UA (zone mixte centrale à vocation dominante d'habitat) et 1,14 ha sont classés en zone N.

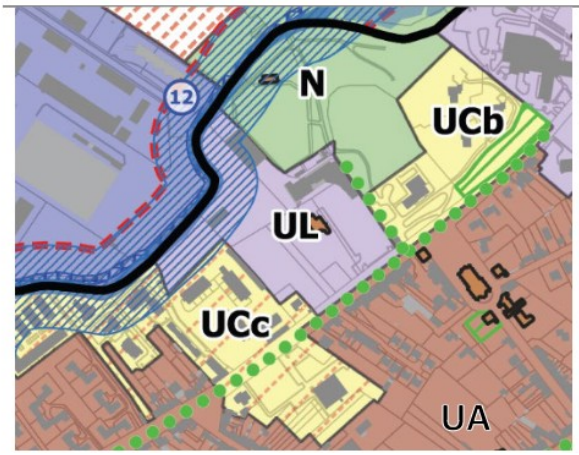
Source : MDC2 - Notice explicative p. 33

Le château Fortier est identifié dans le PLUi comme bâtiment remarquable identifié au titre de l'article L 151-19. Il appartient à la commune. Il était occupé par le Lycée Dampierre jusqu'en août 2024. La commune souhaite avoir plus de possibilités pour pérenniser l'utilisation de ce Bâtiment. Des travaux de rénovation sont envisagés.

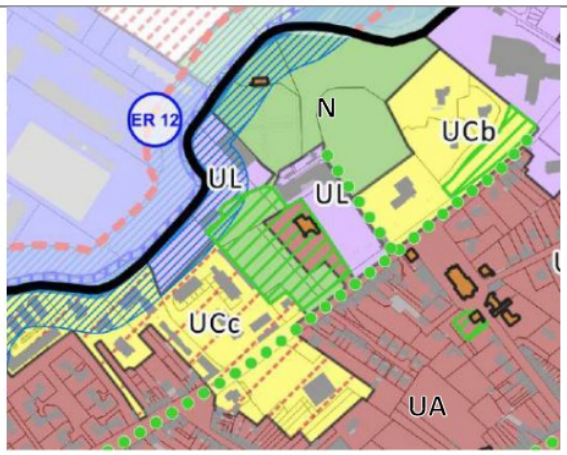
Le changement de zonage concerne la parcelle AB 346 sur laquelle se situe le château d'une zone UL en zone UA.

D'autre part, la commune souhaitant protéger le parc attenant au château, les parcelles AB 304, 347, 401, 402 et une partie des parcelles AB 306 et 307 sont reclassées en zone naturelle. Une protection de ce parc comme « espace végétal de qualité » est également mise en place au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.

Zonage initial :



Zonage après modification :



L'identification de ce parc en tant qu' »espace végétal de qualité » correspond à une hausse de 1,55 ha pour la protection au titre du L151-23 du code de l'urbanisme.

Source : MDC2 - Notice explicative p. 50

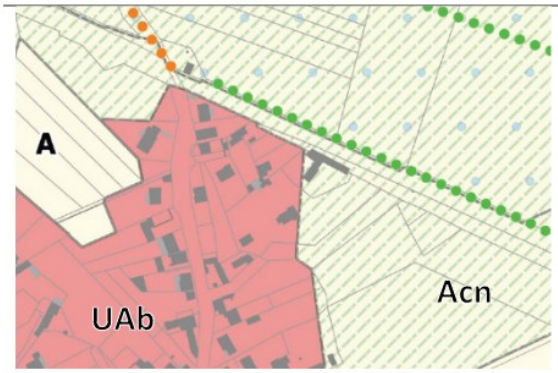
Obs. CE :

Le dossier ne contient pas l'avis des services de la DRAC/UDAP pour le site du Château Fortier.

4.2.3. Vicq – Correction d'une erreur matérielle (Objet n° 7)

Une partie de la parcelle cadastrée B 1234 accueillant une habitation, desservie par un chemin d'accès privé depuis la rue Basse, est classée en zone Acn alors qu'elle devrait être en zone UAb.

Zonage initial :



Zonage après modification :



La rectification de cette erreur matérielle revient à reclasser 0.09 ha de la parcelle en zone UAb, auparavant classée en Acn.

Cette modification n'a pas d'incidence sur la consommation d'espaces compte tenu du fait que l'habitation existait au moment de l'élaboration du PLUi.

Source : MDC2 - Notice explicative p. 39

Obs. CE :

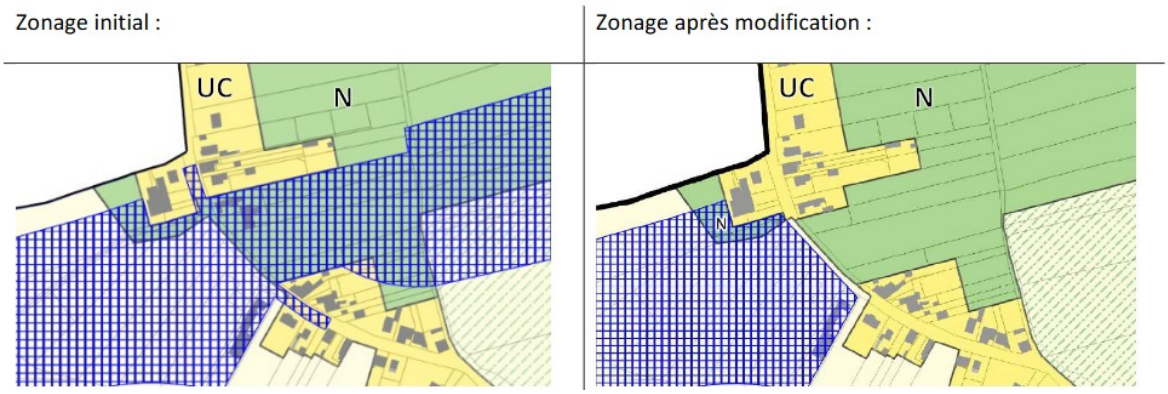
D'après le site Georisques, la parcelle B 1234 est concernée par une canalisation de transport de matières dangereuses et par des remontées de nappe. En plus, elle se trouve à la limite d'un périmètre de captage d'eau potable. Le dossier d'enquête ne contient pas les avis des autorités en charge de ces risques et servitudes.

4.2.4. Beuvrages – Correction d'une erreur matérielle (Objet n° 8)

Les parcelles A 83, 84 et 85, rue Victor Hugo, étaient concernées par l'emplacement réservé n° 7 au bénéfice du Département en lien avec le contournement Nord de Valenciennes. Ces parcelles ont ainsi été classées en zone naturelle lors de l'élaboration du PLUi. Pour autant, une habitation existante est implantée sur ces parcelles.

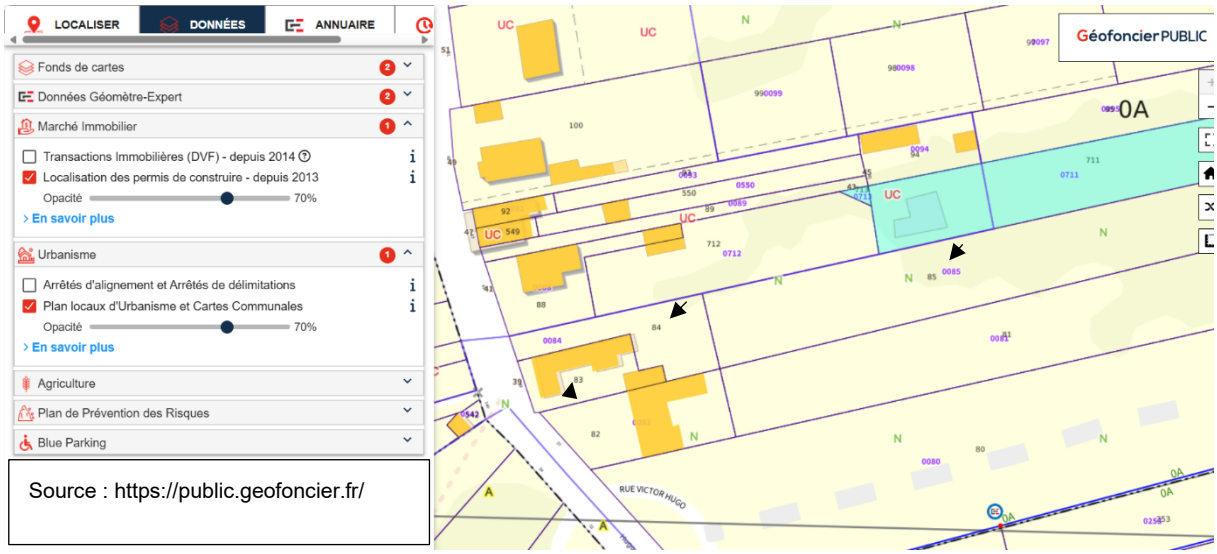
Aussi, compte tenu de la suppression d'une partie de l'emplacement réservé (cf. chapitre 2.16) et du classement des autres habitations de la rue Victor Hugo en zone UC, il convient de reclasser les parcelles 0A 83, 84 et une partie de l'OA 85 en zone UC. A noter que cette parcelle était déjà classée en zone UC dans le PLU de Beuvrages

Source : MDC2 - Notice explicative p. 40



La rectification de cette erreur matérielle revient à reclasser 0,1 ha en zone UC, auparavant classé en zone N.

Source : MDC2 - Notice explicative p. 42



Source : https://public.geofoncier.fr/

Obs. CE : Les parcelles A83, 84 et 85 sont situées dans le Marais de Beuvrages (d'après le site Geoportail) et sont concernées par le risque « remontée de nappes » (d'après le site Georisques).

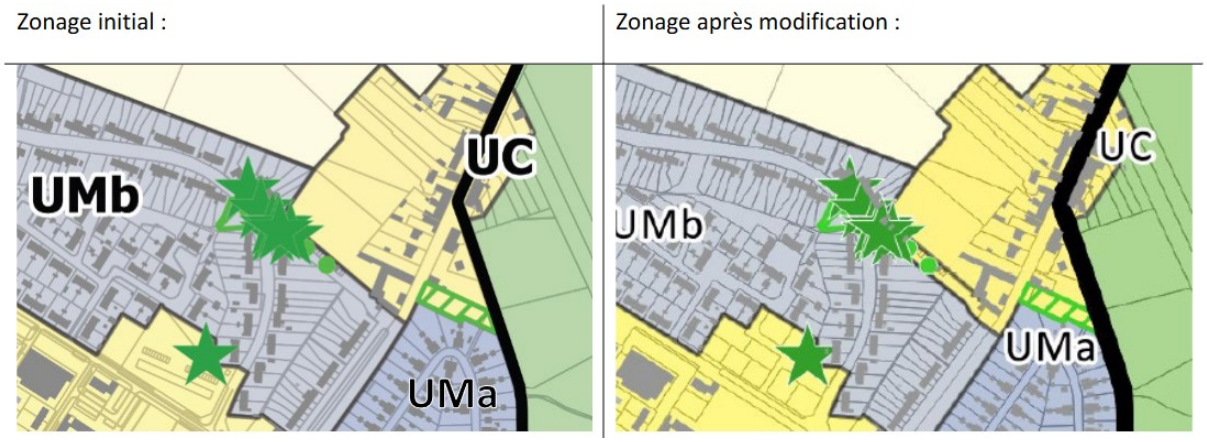
Le dossier ne présente pas l'avis des autorités publiques en charge de ce risque.

4.2.5. Vieux-Condé – Correction d'une erreur matérielle (Objet n° 9)

Les parcelles AL 75 à 97, classées en zone UMb, correspondent à des garages démolis depuis plusieurs années, rue de Normandie.

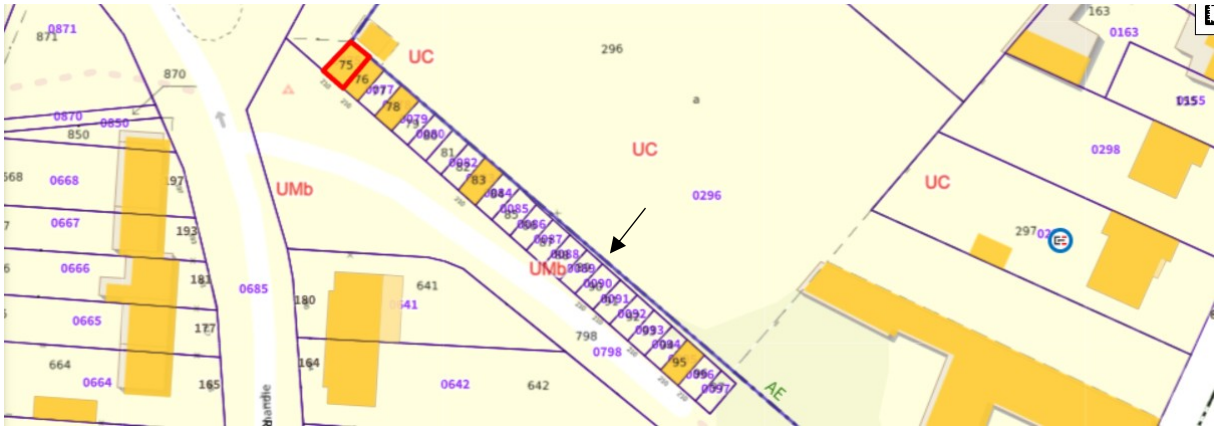
Le secteur UMb est un secteur à vocation d'habitat prenant la forme de cités minières et de cités ouvrières qui comprend les cités minières et ouvrières non inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco mais présentant une qualité patrimoniale et paysagère importante pour l'agglomération.

Pour faciliter l'opérationnalité de futurs aménagements, le responsable du projet demande le reclassement de ces parcelles en zone UC définie comme étant une zone urbaine mixte à vocation dominante d'habitat.



La rectification de cette erreur matérielle revient à reclasser un secteur de 0,21 ha en zone UC, auparavant classé en zone UMb

Source : MDC2 - Notice explicative p. 45



Source : https://public.geofoncier.fr

Obs. CE :
Les parcelles AL 75 à 97 83, A 84, A 85 sont concernées par :
. des remontées de nappes (d'après le site Georisques)
. une SUP AC 1 (monument historique).
Le dossier d'enquête ne contient pas l'avis :
. des autorités publiques en charge de l'eau
. de la DRAC/UDAP.

4.2.6. Monchaux- sur-Ecaillon – Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU (Objet n° 12)

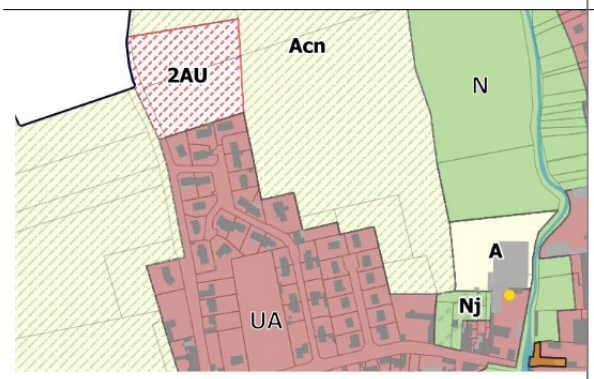
Ne disposant plus de foncier à urbaniser sur son territoire, la commune de Monchaux-sur-Ecaillon demande l'ouverture à l'urbanisation de sa zone 2AU.

Cette zone est située dans le prolongement du tissu urbain existant le long de la rue de Thiant-RD 40 A, en sortie de Monchaux-sur-Ecaillon, en direction de Thiant. Elle comprend le front à rue des parcelles ZA20 et ZA146, pour une superficie de 1,17 ha. Les parcelles sont actuellement à usage agricole de type terres labourables.

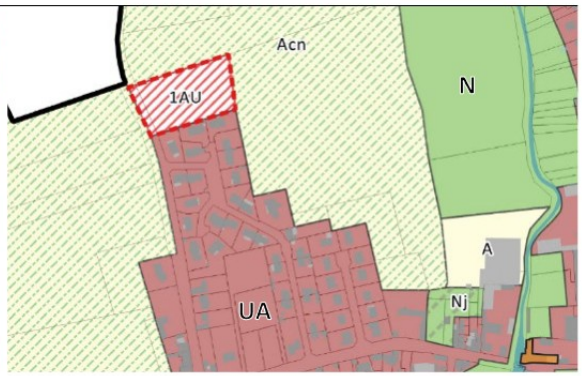
En application de la Loi Climat et Résilience et notamment du zéro artificialisation nette (ZAN), il a été acté de réduire de 50 % la zone 2AU de Monchaux-sur-Ecaillon en vue de son ouverture en zone 1AU.

La MDC comprend une OAP.

Zonage initial :



Zonage après modification



La zone 1AU se situe uniquement sur la parcelle ZA 146 et fait une superficie de 0.58 ha.

La partie nord de la zone 2AU (parcelle ZA 20) équivalent à une surface de 0.58 ha est reclassée en zone Acn, correspondant à un secteur agricole cœur de nature.

Source : MDC2 - Notice explicative p. 61

Obs. CE :
La parcelle ZA 146 est concernée par
. une ligne ERDF
. la RD 40A
. la trame verte et bleue (C.env., R 371-16 à R371-21)
Le dossier n'intègre pas l'avis
. de la région (CGCT, R4251-1 et s.)
. des autorités gérant les SUP (ERDF, département)
ainsi que l'avis de la CDPENAF

4.2.7. Aulnoy-lez-Valenciennes – Création d'un ER pr le nouveau cimetière (Objet n°13)

Au regard de l'article L2223-2 du CGCT, *le terrain consacré à l'inhumation des morts est cinq fois plus étendu que l'espace nécessaire pour y déposer le nombre présumé des morts qui peuvent y être enterrés chaque année*.

Pour les prochaines années, Aulnoy-lez-Valenciennes ne dispose plus suffisamment d'espace dans son cimetière communal dont la configuration ne permet pas de s'étendre davantage. La commune souhaite donc programmer à moyen terme la création d'un nouveau cimetière. Elle a choisi un site situé chemin des Bourgeois à Aulnoy-lez-Valenciennes situé au sud-ouest du territoire communal, en limite communale avec la commune de Trith-Saint-Léger, à proximité d'une zone résidentielle et d'une zone artisanale.

La création de cet emplacement réservé (ER) n'ouvre pas de nouveau droit à construire, elle permet de geler et réserver une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée. Des études complémentaires devront être réalisées et une procédure de création de cimetière mise en œuvre conformément au code général des collectivités territoriales.

Le site correspondant aux parcelles cadastrées :

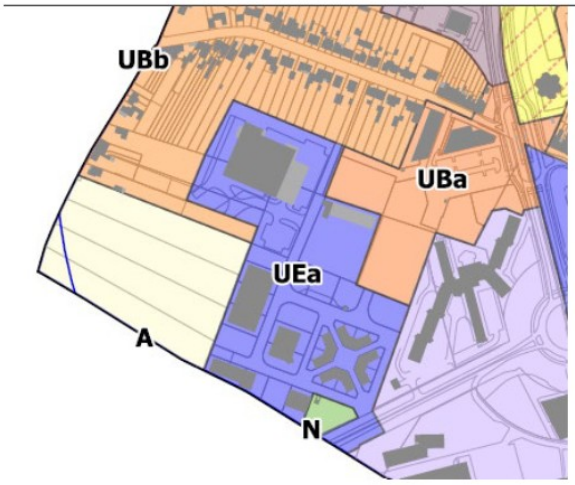
- AL 171 : 6 222 m²
- AL 103 : 6 568 m²
- AL 102 : 6 403 m²

Soit une surface totale de 19 193 m² classée en Zone agricole au PLUi.

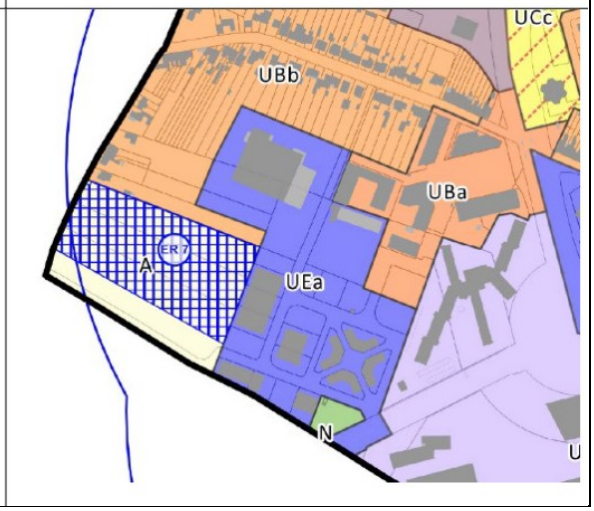


Source : MDC2 - Notice explicative p. 65

Zonage initial :



Zonage après modification :



L'emplacement réservé n°7 créé à destination de la commune d'Aulnoy-lez-Valenciennes avec comme vocation la création d'un cimetière, concerne les parcelles AL 171, AL 102 et 103. Il a une superficie 1,92 ha.

La création de cet emplacement réservé n'ouvre pas de nouveau droit à construire, elle permet de geler et réserver une emprise délimitée en vue d'un projet d'intérêt général. Une évolution ultérieure du zonage sera nécessaire pour mettre en œuvre ce projet après l'acquisition des terrains et la réalisation d'études complémentaires.

Source : MDC2 - Notice explicative p. 71

Obs. CE :

D'après les informations communiquées sur le site Géorisques, les parcelles AL 171, AL 103, AL 102 sont concernées par

. des canalisations de transport de matières dangereuses,

. des sols pollués.

Le 13/02/2025, de passage à Aulnoy-lez-Valenciennes pour la préparation de l'enquête, la CE a rencontré M. l'Adjoint aux travaux de la commune.

La discussion a porté sur

. la problématique des SUP et le manque d'informations à ce sujet,

. les difficultés à trouver des espaces disponibles pour assurer les obligations prévues aux articles L2223-1 et L2223-2 du CGCT.

La CE a demandé si au moment des études portant sur l'élaboration du PLUi, les obligations des communes et/ou de l'intercommunalité sur les cimetières ont été discutées. L'élu a répondu que cette question n'avait pas été discutée.

La CE, en raison des difficultés pour trouver des terrains disponibles, suggère que la solution pourrait être la création de cimetières intercommunaux.

4.2.8. Fresnes-sur-Escaut – Modif. d'un ER et du zonage pr extension du cimetière (Objet n° 14)

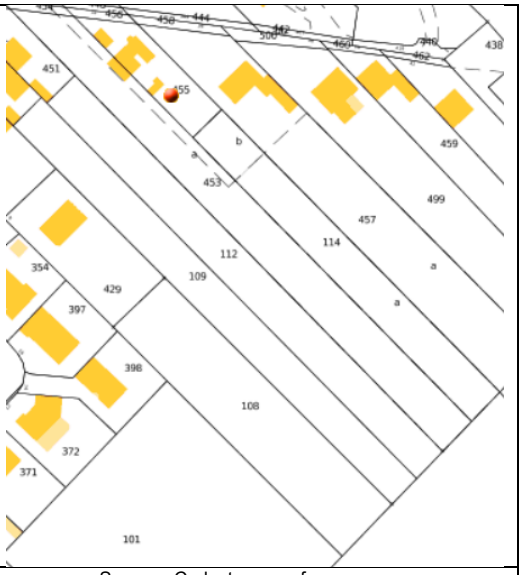
La commune de Fresnes-sur-Escaut a demandé la modification de l'emplacement réservé n° 8 destiné à l'extension du cimetière communal. L'extension est prévue sur les parcelles cadastrées AH 108p, 109p, 112p, 114p et 453p.

La forme actuelle de l'emplacement réservé (ER) ne permet pas une mise en œuvre efficiente de l'extension. Il est donc nécessaire de modifier les limites de l'ER n° 8.

Par ailleurs, la commune est propriétaire de la parcelle AH 108. Suite à l'arrêté préfectoral en date du 10 juillet 2024 portant autorisation d'extension du cimetière sur cette parcelle, l'emplacement réservé sur cette parcelle ne se justifie plus. Le reclassement de cette parcelle de la zone UBc en zone UL (zone urbaine spécifique dédiée aux équipements d'intérêt collectif, aux services publics et parapublics, ainsi qu'aux constructions et installations en lien avec les activités de loisirs et le tourisme) est adapté à l'occupation et à la vocation du terrain. Pour une cohérence à l'échelle territoriale du PLUi, les cimetières et les terrains destinés à leur extension sont classés en zone UL.

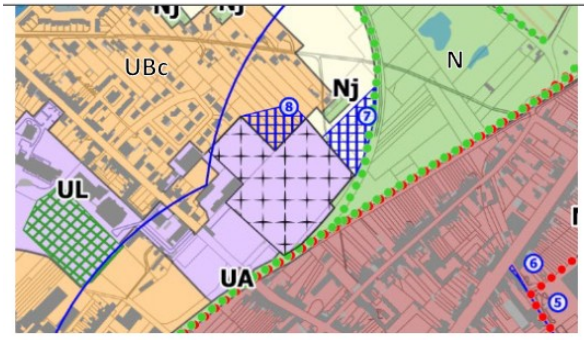


Source : MDC2 - Notice explicative p. 73

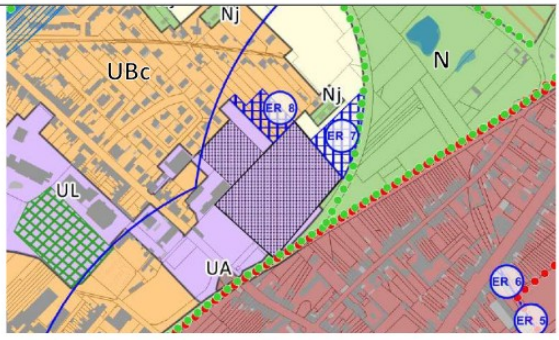


Source : Cadastre.gouv.fr

Zonage initial :



Zonage après modification :



Source : MDC2 - Notice explicative p. 75

Obs. CE :

D'après les informations entendues au cours des permanences à Fresnes-sur-Escaut,

La parcelle AH 455 est concernée par un forage de 9 m de profondeur qui permet l'alimentation en eau potable d'une famille dont l'habitation n'est pas desservie par le service public d'alimentation en eau potable.

Au regard de l'article L1321-6 du code de la santé publique : Les personnes responsables de la distribution d'eau sont les personnes publiques prévues au premier alinéa de l'article L2224-7-1 du code général des collectivités territoriales.

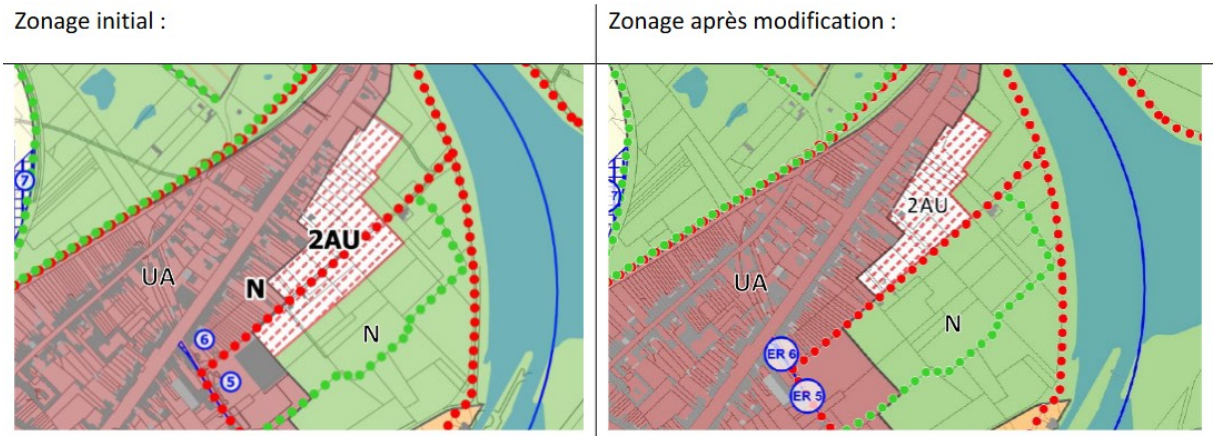
Le dossier ne contient pas d'avis du service en charge de la distribution de l'eau potable.

RENVOI A LA PAGE 122 CI-APRES (Analyse des observations)

4.2.9. Fresnes-sur-Escaut – Réduction de la zone 2AU dite des Petits Masys (Objet n° 3)

Dans le cadre de la Révision allégée concernant le reclassement du Château Renard (Château Désandrouin), l'équivalent d'une superficie de 5 287 m² en zone Nl 'zone naturelle à vocation de loisirs' (qui passe en zone urbaine) doit être reclassée en zone naturelle au titre des mesures compensatoires (Renvoi au titre 2, page 30 du présent rapport d'enquête).

Le principe appliqué est une compensation foncière avec un coefficient de 1,5 pour tout projet de reclassement en constructible d'un foncier situé en secteur naturel ou agricole. Les porteurs du projet (commune et Valenciennes Métropole) se sont engagés à reclasser une partie de la zone 2AU dite des « Petits Masys » en zone naturelle, pour compenser le reclassement du Château Renard (Château Désandrouin) en secteur urbain. La partie de zone déclassée sera zonée en secteur N (naturelle), comme les parcelles alentours avec un projet communal d'extension des jardins partagés et de développement de l'activité de maraichage dans cette zone.



Source : Notice explicative, p. 24

Observation CE

La démarche* « éviter-réduire-compenser » (ERC) *vise à concilier développement économique et enjeux environnementaux ; selon les cas, ce processus intègre la démarche "éviter, réduire, compenser" au regard de l'environnement (au sens global du terme) ou au regard de certaines composantes de l'environnement (ex : la biodiversité) d'après le CEREMA[26] et l'OFB[27].

A l'occasion de nos visites sur le terrain afin de visualiser pour comprendre le sens des modifications présentées dans la « MDC » notamment, à l'occasion de nos déplacements à Fresnes-sur-Escaut pour la tenue de nos permanences, nous avons remarqué le long du chemin dit des Masys, à proximité de la rectification « Objet n° 3 – Réduction de la zone 2AU dite des Petits Masys (…) d'1,15 ha initialement classés en zone 2AU qui sont reclassés en zone naturelle »[28], la présence de parcelles qui ne sont manifestement plus entretenues sur une étendue non négligeable.

La rectification « Objet n° 3 (…) » est citée comme étant une mesure compensatoire pour la réhabilitation du château Renard, objet de la « Révision allégée » de l'enquête publique unique portant sur 3 évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole.

[26] CEREMA - La séquence "éviter, réduire, compenser" (ERC) | Outils de l'aménagement
[27] OFB - Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser »
[28] Modification de droit commun n° 2 - notice explicative, p. 20

4.2.10. Remarques générales de la CE sur la MDC 2

Le relevé des remarques ci-dessus ne contient pas de manière exhaustive l'ensemble des objet de la « Modification de droit commun n° 2 » en raison du volume du dossier de l'enquête publique unique (EPU) portant sur 3 évolutions du PLUi et du temps limité pour restituer le rapport d'enquête unique et les trois avis.

Cependant, suite à ce relevé, nous constatons que la consultation des autorités publiques pourrait être insuffisante. Il nous serait demandé d'émettre un avis sur un projet présenté dans un dossier incomplet.

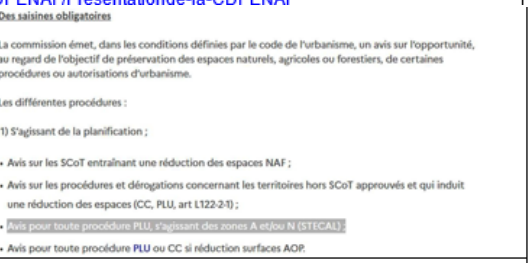
4.3. La séquence « éviter-réduire-compenser » (ERC)

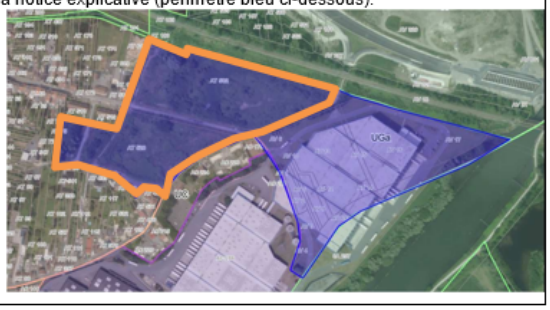
La démarche « éviter-réduire-compenser » (ERC) prévue pour chaque modification est présentée sur la notice explicative jointe au dossier consultable sur le site de Valenciennes Métropole.

4.4. La concertation et l'information préalable

4.4.1. Réponses CAVM aux Observations CE

En réponse aux observations de la commissaire enquêtrice, la CA Valenciennes Métropole a fourni les informations suivantes.

Réf.	Observations	Réponses CAVM et noms des pièces demandées
MDC2-1	Suite à la transmission à la Préfecture de l'arrêté n° 08-24 portant prescription de la modification de droit commun n° 2 du plan local d'urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole en date du 6 mai 2024 (Visa préfecture : 06/05/2024), je vous remercie de bien vouloir m'informer si des observations ont été formulées par les services de l'État et, le cas échéant me les communiquer.	Aucune observation n'a été reçue.
MDC2-2	Suite à la transmission à la Préfecture de la délibération (CC-2024046) du conseil communautaire en date du 26/06/2024 portant sur la modification de droit commun n° 2 du PLUi (Visa préfecture : 28/06/2024), je vous remercie de bien vouloir m'informer si des observations ont été formulées par les services de l'État et, le cas échéant me les communiquer.	Aucune observation n'a été reçue.
MDC2-3	Dans son avis 2024-8260, en date du 29 octobre 2024, l'autorité environnementale considère qu'« il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique ». **Bien vouloir préciser si au titre du contrôle de légalité, les services de l'État ont relevé des irrégularités sur la procédure mise en œuvre**.	Le contrôle de légalité intervient après l'approbation de la MDC. La DDTM n'a pas rendu d'avis sur la MDC2 suite à la consultation. Par ailleurs, lors de la réunion de présentation des objets de la MDC2 qui s'est déroulée le 18 octobre 2024 en amont de la phase de consultation, la DDTM n'a pas fait de remarques relatives à la procédure mise en œuvre : MDC2-3-20241018_URB_CR_REUNION-PPA-MDC2-PLUI-CAVM
MDC2-4	Bien vouloir préciser si la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CRPM, L112-1-1) a émis un avis (C. urb., L142-4 et L142-5) et, le cas échéant me le communiquer.	La CDPENAF n'a pas été consultée sur cette procédure compte tenu des objets qui ne portent pas sur la création de STECAL. Capture d'écran extraite du site : https://www.nord.gouv.fr/Actionsde-l-Etat/Amenagement-urbanisme-habitat-et-construction/Amenagement-urbanisme-et-planification/Espacesagricoles-Commission-departementale-de-preservation-desespaces-naturels-agricoles-et-forestiers-CDPENAF/Presentationde-la-CDPENAF  Des saisines obligatoires La commission émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des espaces naturels, agricoles ou forestiers, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. Les différentes procédures : 1) S'agissant de la planification ; • Avis sur les SCoT entraînant une réduction des espaces NAF ; • Avis sur les procédures et dérogations concernant les territoires hors SCoT approuvés et qui induit une réduction des espaces (CC, PLU, art L122-2-1) ; • Avis pour toute procédure PLU, s'agissant des zones A et/ou N (STECAL) ; • Avis pour toute procédure PLU ou CC si réduction surfaces AOP.
MDC2-5	Avant l'ouverture de l'enquête publique, le président de l'établissement public de coopération intercommunale notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification (C. urb., L153-40) Bien vouloir transmettre la liste des personnes publiques associées et des maires destinataires du projet de modification avec les justificatifs.	La liste des PPA ayant reçu la notification de la MDC2 figure à la suite du courrier MDC2-5-0660_Notification PPA_modif n°2 du PLUi La liste des communes ayant reçu la notification de la MDC2 figure à la suite du courrier MDC2-5-0661_NOTIFICATION MAIRES_dossier modif n°2 Cet envoi officiel par courrier a été doublé de mails envoyés aux contacts dans les différentes structures/PPA : MDC2-5-Mail_CAVM aux PPA-12122024 + aux communes : MDC2-5-Mail CAVM aux communes-18122024
MDC2-6	Bien vouloir préciser si un avis au titre du SRADDET (CGCT, R4251-2) a été émis et, le cas échéant me le transmettre.	La région n'a pas émis d'avis au titre du SRADDET.
MDC2-7	Bien vouloir préciser si un avis au titre du SDAGE a été émis et, le cas échéant me le transmettre.	Aucun avis n'a été émis au titre du SDAGE. La DDTM n'a pas rendu d'avis.
MDC2-8	Bien vouloir préciser si un avis au titre des obligations pour la protection du patrimoine culturel : éléments inscrits/classés monuments historiques (DRAC- UDAP) a été émis et, le cas échéant me le transmettre.	Aucun avis n'a été émis au titre des monuments historiques. Ni la DDTM ni la Mission Bassin Minier qui ont été consultées n'ont rendu d'avis. L'UDAP n'a pas été directement consulté pour cette procédure.

MDC2-9	Bien vouloir transmettre la liste des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Rte, Vnf, Sncf, etc) sur l'espace concerné par la MDC2 destinataires du projet et leurs avis.	La SNCF en tant que gestionnaire d'infrastructure ferroviaire fait partie des PPA (L132-7) et a été conviée à la réunion d'examen conjoint : cf. observation MDC2-5. Les autres gestionnaires n'ont pas été consultés. Toutefois en plus des PPA, d'autres organismes ont été consultés sur le projet de MDC 2 : Mission Bassin Minier, SDIS, EPCI voisins (CAPH, CAVM).
MDC2-10	Saisine Ae Formulaire - Annexe 2 - Examen au cas par cas (E) Cette saisine adressée à la MRAe pour avis (n° GARANCE 20248260) indique (en *italique* : réponse de CAVM aux questions du formulaire) : 4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique *Déclaration de projet, au titre du L300-6 du code de l'urbanisme* 4.3 Caractéristiques de la procédure 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure *Reclassement d'une emprise foncière de 3 500 m² attenante au complexe sportif de la commune de Sebourg issue d'un zonage NI en zonage UL (zone spécifique dédiée aux équipements d'intérêt collectif, aux services publics et parapublics, ainsi qu'aux constructions et installations en lien avec les activités de loisirs et le tourisme).* *4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L300-6-1° Création d'un centre d'incendie et de secours par le service départemental d'incendie et de secours du Nord sur la commune de Sebourg pour répondre aux besoins de la couverture opérationnelle des communes de Sebourg, Curgies, Jenlain, Eth et Bry. Ces 5 communes rurales voient leur population croître pour atteindre 7 235 habitants au recensement de 2019 et un territoire à couvrir pour le SDIS 59 de près de 32 km².* Cette « Annexe 2 - Examen au cas par cas », jointe au dossier, semble ne pas correspondre à la « Modification de droit commun n°2 » de l'enquête unique (E24- 140). Bien vouloir me communiquer toute information utile à la compréhension du document.	Effectivement, ce document concerne une précédente procédure d'évolution du PLUi. Malgré les recherches, je ne trouve pas d'explication à cette erreur. Le formulaire correspondant à la MDC 2 : MDC2-10202408_MDC2_PLUiCAVM_saisine-ae-annexe-2-Formulaire-PLUMEF
MDC2-11	Concernant la modification sur le territoire de Bruay-sur-l'Escaut (n° 2), dans la notice explicative p. 19 (en bas de page), il est indiqué que la superficie des parcelles AT 520 et AT 502 est 8,56 ha qui passent de la zone UGa à la zone UZ. Or, d'après le cadastre cette superficie est : AT 520 = 2 ha 37 ares 80 ca ; AT 502 = 1 ha 79 ares 48 ca. Bien vouloir communiquer toute information utile pour la compréhension.	Les superficies sont les suivantes : - parcelle AT 502 = 2,378 ha - parcelles AT 520 = 1,7948 ha Le reclassement en zone UZ concerne ces 2 parcelles et leurs abords qui ne sont pas encore aménagées (périmètre orange cidessous) mais également des emprises à l'est déjà construites (AV 1 à 17 et abords) ce qui explique les 8,56 ha. Ce sont donc bien 8,56 ha qui passent de la zone UGa à UZ comme indiqué page 19 de la notice explicative (périmètre bleu ci-dessous). 

Les pièces jointes à cette réponse sont intégrées au dossier intitulé : « 5ème partie – Pièces jointes / c. Réponses aux questions ». Elles ont été mises en ligne sur le site de Valenciennes Métropole.[29]

[29] Cliquer sur 05_Enquete publique unique 2025 - Fichiers - Plateforme de Collaboration – puis cliquer sur :



4.4.2. Avis de la MRAe (C. urb., R104-33)

En application du 2ème alinéa de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, vu le dossier d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) déposé le 9 septembre 2024 par Valenciennes Métropole relatif à la modification n° 2 de son PLUi, la MRAe a rendu un avis (Garance 2024-8260) en date du 29 octobre 2024.

Observations CE

La saisine de l'autorité environnementale jointe au dossier d'enquête (consultable sur le site de Valenciennes Métropole) ne correspond pas à la « modification de droit commun n° 2 » de la présente enquête.

Cette demande d'« Examen au cas par cas (…) en application des articles R104-33 à R104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme » jointe au dossier d'enquête correspond à celle d'une précédente enquête (Référence TA : E23-101 / 59 Enquête unique sur les projets d'évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole (Sebourg et Aulnoy-lez-Valenciennes).

Le responsable du projet a été interrogé à ce sujet.

Dans sa réponse aux observations (MDC2-10) de la commissaire enquêtrice, le responsable du projet a transmis une demande de saisine de l'autorité environnementale qui correspond à la modification de droit commune n° 2 de la présente enquête. Cette pièce mise en ligne est directement consultable sur le site de Valenciennes Métropole.

L'avis de la MRAe (n° GARANCE 2024-8260) du 29/10/2024 est le suivant :

La modification n° 2 du PLUi n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Après avoir cité l'objet de la modification n° 2 et considéré que :

- le cimetière actuel d'Aulnoy-lez-Valenciennes de 18 500 m² a fait l'objet d'une 1ère extension de 2 400 m² en 2010, puis d'une 2ème extension de 813 m² en 2022 et que le nouveaux cimetière va presque doubler la superficie de l'équipement existant ;

- une étude hydrogéologique devra être réalisée pour valider le choix de parcelle retenue pour l'implantation du nouveau cimetière d'Aulnoy-lez-Valenciennes ;

- il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique.

Observations CE

L'avis de la MRAe ne traite pas chaque élément composant la MDC2 bien que le terme « Considérant ce qui suit » rappelle l'objet de chaque élément de ladite modification n° 2.

Voir copie ci-dessous.

Considérant ce qui suit :

1. la modification n°2 a pour objet :

- le reclassement d'une zone UE en zone N en lien avec le projet de renaturation d'une friche à Artres
- le reclassement de la zone UGa en zone économique à vocation industrielle UZ à Bruay-sur-l'Escaut
- la réduction de la zone 2AU dite des « Petits Masys » pour compenser l'évolution de zonage prévue dans le cadre de la révision allégée relative au château Renard à Fresnes-sur-Escaut
- la suppression d'une zone 1AU caractérisée comme zone humide à Odomez
- le reclassement d'une partie de la zone UL en zones UA et N au niveau du château Fortier à Saint-Saulve
- le reclassement d'un secteur classé en zone UCa en zone UAb correspondant au quartier de la Solitude à Vieux-Condé
- des corrections d'erreurs matérielles à Vicq, Beuvrages et Vieux-Condé
- des ajouts d'éléments paysagers protégés au titre du L151-23 à Vieux-Condé et Saint-Saulve
- l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU à Monchaux-sur-Ecaillon de 0,58 hectare et la création d'une orientation d'aménagement et de programmation
- des modifications et création d'emplacements réservés concernant les cimetières et les ajustements de zonage inhérents à Aulnoy-lez-Valenciennes, Fresnes-sur-Escaut et Vieux-Condé
- la suppression d'emplacements réservés au bénéfice du département concernant le contournement nord de Valenciennes sur les quatre communes de Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Saint-Saulve, Valenciennes
- la mise en place de nouvelles servitudes de mixité sociale sur huit communes pour la prise en compte du Programme local de l'habitat 2024-2029 de Valenciennes Métropole ;

2. le cimetière actuel d'Aulnoy-lez-Valenciennes de 18 500 m² a fait l'objet d'une première extension de 2 400 m² en 2010, puis d'une deuxième extension de 813 m² en 2022 et le nouveau cimetière va presque doubler la superficie de l'équipement existant ;

3. une étude hydrogéologique devra être réalisée pour valider le choix de parcelle retenue pour l'implantation du nouveau cimetière d'Aulnoy-lez-Valenciennes ;

4. il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique ;

Rend l'avis qui suit :

La modification n°2 du plan local d'urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Source : avis de la MRAe (n° GARANCE 2024-8260) du 29/10/2024

4.4.3. La concertation préalable (C. urb., L103-2 et s.)

Le dossier d'enquête ne communique pas sur la concertation préalable ni sur le bilan de cette concertation préalable, la procédure mise en place étant une « modification de droit commun », les « textes réglementaires officiels » n'imposent pas cette formalité administrative.

4.4.4. Réunion des personnes publiques associées

Une réunion des personnes publiques associées s'est déroulée le 18 octobre 2024. Le compte-rendu ci-dessous a été communiqué par Valenciennes Métropole en réponse (MDC2-3) aux questions de la CE.

Pour faciliter la lecture des remarques, la CE a intégré les schémas figurant sur la notice explicative[30] pour les objets n° 1, 4, 5, 11, 12, 13.

COMPTE-RENDU de la réunion des Personnes Publiques Associées (PPA)
Modification de droit commun n°2 du PLUi de la CAVM

Objet de la réunion : Présentation des objets de la Modification de droit commun (MDC) n°2 du PLUi de Valenciennes Métropole

Date et Lieu : vendredi 18 octobre 2024 – 14h à 15h15 - Valenciennes Métropole

Présents : Voir feuille d'émargement en pièce jointe.

Pièces jointes : Support de présentation et feuille d'émargement.

La réunion est introduite par Madame M. (CAVM) qui rappelle l'objectif de cette réunion visant à présenter aux Personnes Publique Associées (PPA) les objets de la Modification de droit commun n°2 du PLUi.

Madame D. B. (CAVM) indique que cette rencontre se déroule en amont de la consultation officielle des PPA pour avis prévue mi-novembre / mi-décembre. Elle permettra de répondre aux éventuelles questions, recueillir des observations et attirer l'attention sur des enjeux particuliers.

Une version de travail de la notice explicative a été transmise aux PPA préalablement à cette rencontre.

1 / Contexte des évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole

Etat des lieux des procédures d'évolutions du PLUi Madame D. B. (CAVM) précise que :

La réunion d'examen conjoint concernant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi relative au projet de restructuration de l'Entrée nord de Valenciennes est envisagée avant les congés de Noël. Un mail sera envoyé prochainement aux partenaires pour fixer la date.

Les 2 nouvelles procédures prescrites lors du conseil communautaire du 16/10 seront prochainement notifiées aux PPA : une révision allégée et une déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLUi.

Madame M. (CAVM) explique que le nombre de procédures en cours peut paraître élevé mais cela s'explique notamment par le fait que certaines procédures ne peuvent avoir qu'un objet unique (Déclaration de Projet d'intérêt général avec mise en compatibilité et Révision Allégée).

[30] Accès direct à la Notice explicative mise en ligne sur le site de Valenciennes Métropole

Rappel des procédures de traitement des demandes d'évolution du PLUi et de compensation mis en place par Valenciennes Métropole : cf. présentation.

2 / Informations concernant la procédure de MDC n°2 du PLUi : cf. présentation

3 / Présentation des objets de la MDC n°2 du PLUi

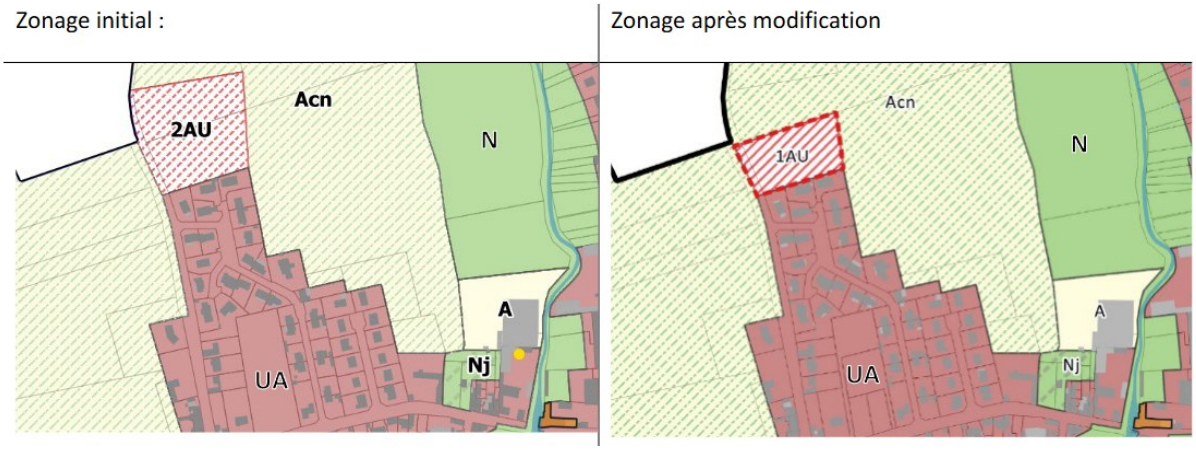
Madame D. B. (CAVM) présente les objets de MDC n°2 du PLUi de Valenciennes Métropole dans un ordre différent de celui de la notice (voir support de présentation en pièce jointe). Les participants sont invités à faire leurs remarques à chaque objet.

Objet n°17 / 8 COMMUNES : Mise en place de servitudes de mixité sociale (SMS) dans le cadre du PLH

Madame C. (PNR Scarpe Escaut) se demande si sur les 2 communes concernées qui font partie du PNR (Hergnies et Crespin), cette disposition ne concernera que les opérations importantes compte tenu du seuil de déclenchement.

Madame M. (CAVM) précise qu'au-delà des zones AU, cette disposition s'appliquera aux projets de renouvellement urbain.

Objet n°12 / MONCHAUX-SUR-ECAILLON : Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU



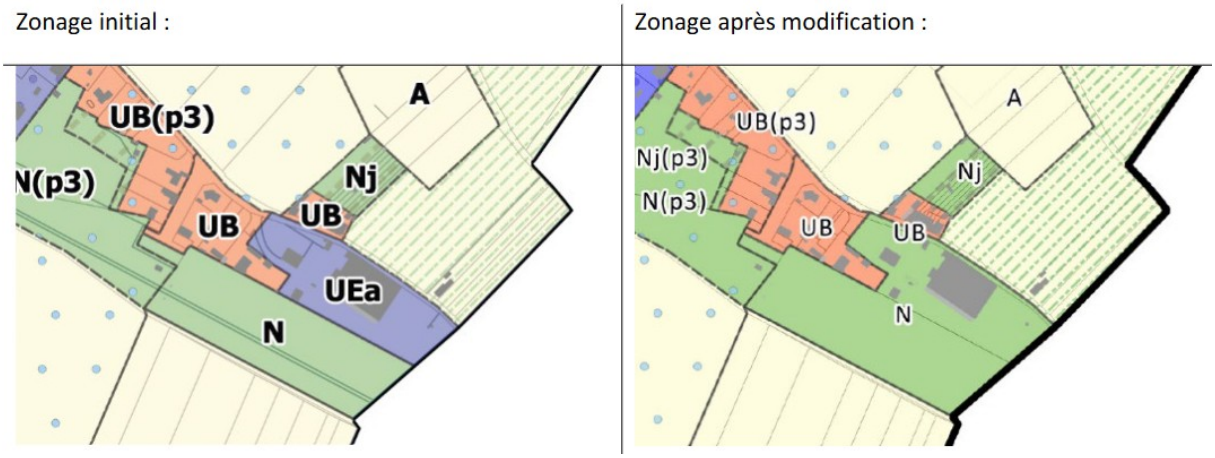
Objet n° 12 à Monchaux-sur-Ecaillon – Source : Notice explicative, p. 61

Madame C. (Département) indique que les services de l'arrondissement routier de Valenciennes n'ont pas été consultés mais le seront en vue de l'avis et qu'il sera demandé de les associer en amont du projet pour la sécurisation de l'accès depuis la Départementale.

Monsieur L. (Chambre d'agriculture) regrette cette urbanisation en continuité du village. Cette remarque avait déjà été faite lors de l'élaboration du PLUi. Il indique que la bande agricole restante sera difficilement exploitable. Il s'interroge également sur les besoins d'un nouveau lotissement sur la commune.

Madame D. B. (CAVM) indique que la commune ne disposait pas de zone 1AU dans le PLUi actuel et que les possibilités de construire dans les zones déjà urbanisées sont quasiment inexistantes (cf. analyse des disponibilités foncières dans la notice explicative).

Objet n°1 / ARTRES : Reclassement d'une zone UE en zone N en lien avec le projet de renaturation d'une friche



Objet 1 à Artres – Notice explicative, p. 16

Monsieur L. (Chambre d'agriculture) indique que la chambre d'agriculture est très vigilante sur les projets de renaturation car ces hectares seront repris sur d'autres espaces à l'avenir (dans le cadre de l'application du ZAN). Avant la renaturation, il est nécessaire d'envisager une autre destination pour réinvestir les friches.

Madame M. (CAVM) rappelle qu'avant d'envisager la renaturation, les autres destinations (habitat, activités) ont été étudiées pour ce site mais n'étaient pas adaptées compte tenu de sa situation et de ses caractéristiques. Elle indique que la renaturation est prévue sur 2 des 15 friches prioritaires définies par Valenciennes Métropole suite à l'étude stratégique : Artres et Crespin.

Monsieur L. (Chambre d'agriculture) pense que ce site aurait pu être adapté à un projet d'énergie renouvelable.

La CAVM indique que l'étude sur les friches a été réalisée avant la définition des zones d'accélération d'énergie renouvelable, mais que cette sortie a été envisagée sur certains sites.

Madame C. (PNR Scarpe Escaut) souhaiterait que la CAVM organise un comité technique pour présenter les avancées des études sur les friches prioritaires.

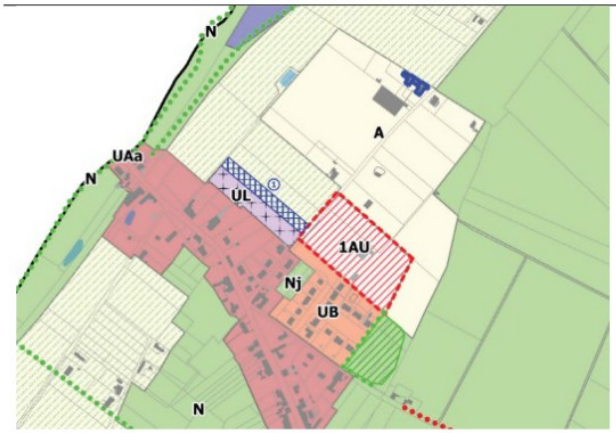
En réponse à la question du Département, il est précisé que la commune restera propriétaire des terrains après le portage de l'EPF.

Observation CE

Mme la Maire d'Artres a transcrit dans le registre d'enquête déposé en mairie d'Artres, la requête suivante : « Suite aux dernières informations reçues à propos de la zone à renaturer (friches à Artres), nous souhaitons que cette zone soit classée en 'zone naturelle polluée' » - parcelle AE 49 Artres.

Objet n°4 / ODOMEZ : Suppression d'une zone 1AU caractérisée comme zone humide

Zonage initial :



Zonage après modification :

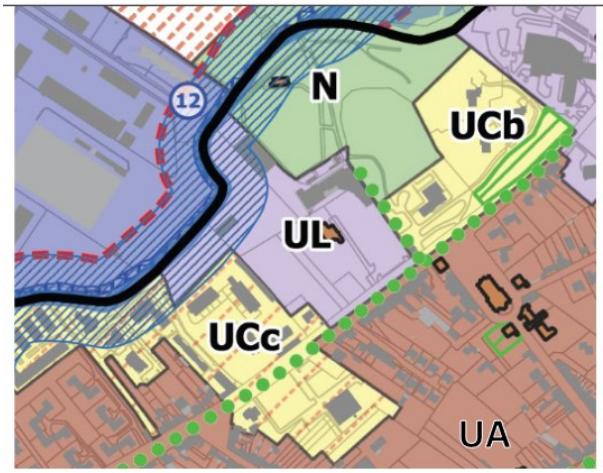


Objet 4 – Notice explicative, p. 29

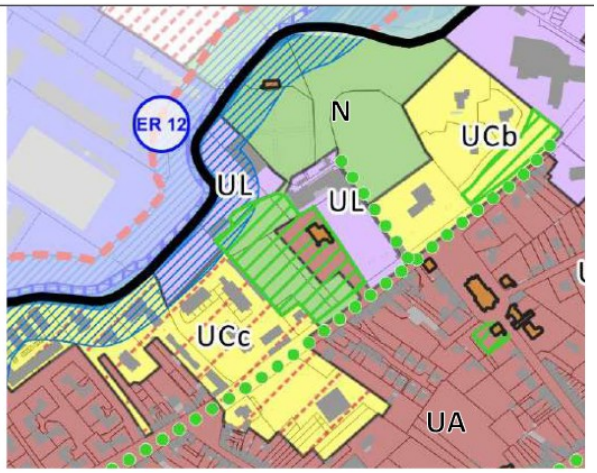
Monsieur L. (Chambre d'agriculture) indique que l'un des fils de l'exploitation agricole concernée (située sur une commune voisine) a un projet d'installation.

Objet n°11 / SAINT-SAULVE : Ajout d'une protection au titre du L151-23

Zonage initial :



Zonage après modification :

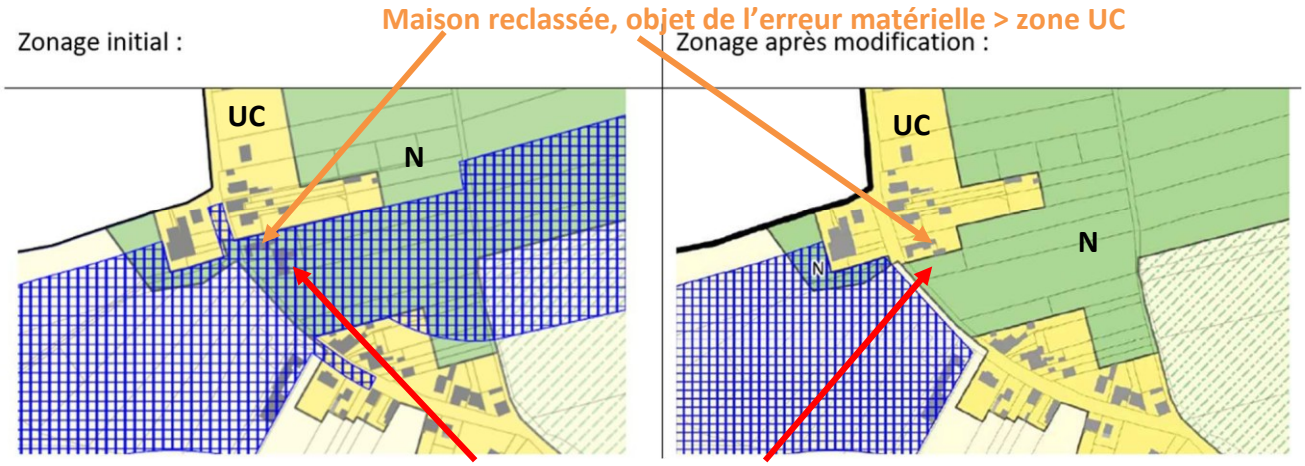


Objet 11 – Source : notice explicative p. 50

En réponse à la question du PNR Scarpe Escaut, il est précisé que le Château Fortier est d'ores et déjà protégé au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme.

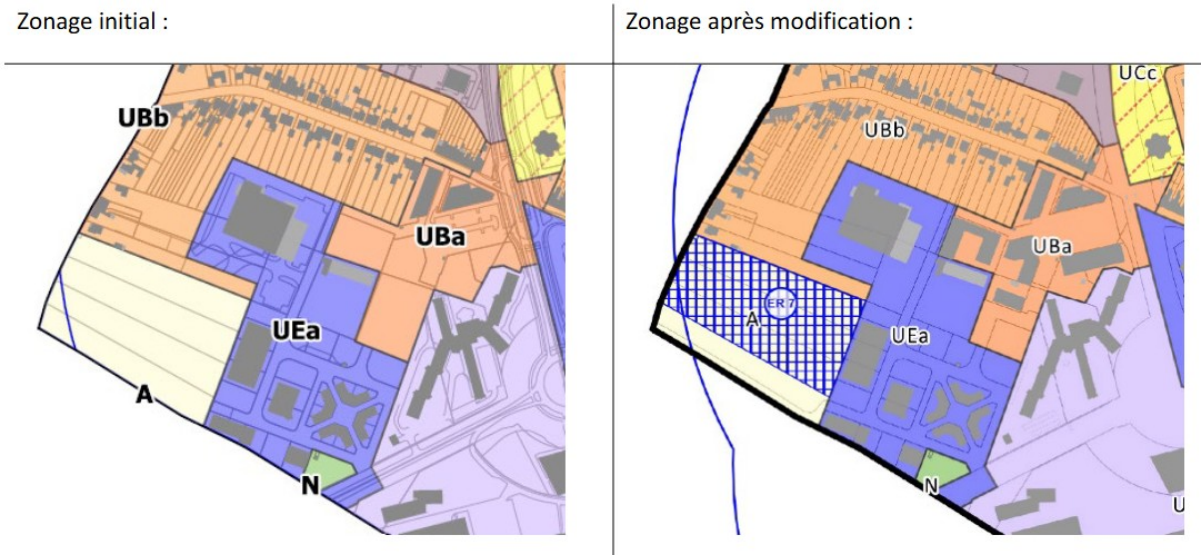
Objet n°8 / BEUVRAGES : Correction d'une erreur matérielle Précision d'explication :

Extrait du plan de zonage avant et après modification de la commune de Beuvrages (secteur 4 – planche A) :



Maison démolie, supprimée du fond de plan > zone N

Objet n°13 / AULNOY-LEZ-VALENCIENNES : Création d'un emplacement réservé pour le projet de nouveau cimetière



Objet 13 – Source : Notice explicative, p. 71

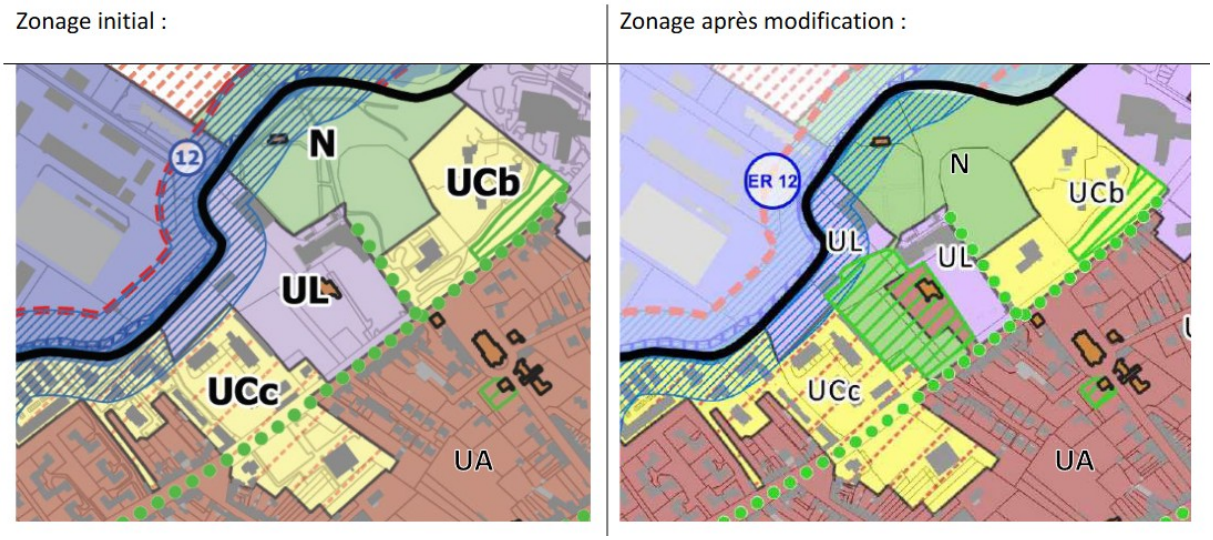
Ce projet avait été examiné par les PPA lors de la réunion d'examen conjoint du 8 septembre 2023. Suite à l'enquête publique fin 2023, plusieurs réserves de la commissaire enquêtrice ne pouvaient être levées. Il a été décidé d'un commun accord avec la commune de :

- Suspendre la procédure de déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLUi,
- Créer un emplacement réservé dans le cadre de la MDC2 afin d'avancer sur l'acquisition foncière des parcelles, préalable indispensable à la réalisation d'études complémentaires.

Monsieur L. (chambre d'agriculture) note que depuis la création de la voie douce reliant l'université à la gare de Trith-Saint-Léger, les parcelles agricoles sont enclavées.

Remarque générale

Madame T. (Département) indique que certains noms de zones n'apparaissent pas sur les extraits des plans de zonage (ex : objet n°5 à Saint-Saulve). La CAVM corrigera ce point.



Objet n°5 à Saint-Saulve – Source, Notice explicative, p. 33

Les PPA remercient la CAVM pour cette réunion et pour l'envoi des documents préparatoires en amont ce qui permet de préparer la rédaction de leur avis.

Les autres objets n'ont pas fait l'objet de remarques.

Remarque CE

A cette réunion d'examen du projet de Modification de droit commun n° 2 du PLUi concernant 16 communes, nous relevons :

- qu'aucun maire n'est présent ou représenté ou excusé ;

- que les préconisations de la chambre d'agriculture n'ont pas été reprises dans le projet.

4.4.5. Notification aux PPA et aux Maires des 16 communes (C. urb., L153-40)

Le projet a été notifié :

- par courrier posté daté du 10 décembre 2024 et par mail du 12 décembre 2024 aux personnes publiques associées,
- par courrier posté daté du 17 décembre 2024 et par mail du 18 décembre 2024 aux maires des 16 communes concernées.

D'après les pièces jointes au dossier d'enquête, les personnes publiques qui ont formulé une réponse écrite sont :

- La commune de Crespin (courriel) (pas de remarques),
- La commune de Beuvrages (courriel) (avis favorable),
- La commune de Bruay-sur-l'Escaut (observation),
- Le SIMOUV – porteur du SCoT - (avis favorable, observations et analyse technique correspondantes),
- Le département du Nord (la procédure ne porte pas atteinte aux prescriptions du département en matière d'aménagement),
- Le parc naturel régional Scarpe-Escaut (avis favorable).

Le mémoire en réponse aux avis des PPA et des communes de janvier 2025 de la CA de Valenciennes Métropole est le suivant :

Modification de droit commun n°2 du PLUi de Valenciennes Métropole
Synthèse des remarques des communes et réponses de Valenciennes Métropole

Communes	Date	Avis	Réponse Valenciennes Métropole
Beuvrages	20/12/2024 (email)	Favorable sans remarque	-
Bruay-sur-l'Escaut	13/01/2015 (courrier)	Intégrer une prescription limitant la hauteur des bâtiments entre 10 et 15 mètres pour garantir l'acceptabilité du projet par les riverains.	La hauteur souhaitée par la commune sera limitée dans le règlement de lotissement joint au permis d'aménager de la zone. Valenciennes Métropole, et notamment le service Développement économique, s'est engagée auprès de la commune en ce sens.
Crespin	14/01/2025 (email)	Pas de remarques	-

Modification de droit commun n°2 du PLUi de Valenciennes Métropole
Synthèse des remarques des Personnes Publiques Associées et réponses de Valenciennes Métropole

Communes	Date	Avis	Réponse Valenciennes Métropole
MRAE	29/10/2024 (mail)	Avis de non soumission à évaluation environnementale	-
Département du Nord	02/01/2025 (courrier)	Pas de remarque	-
SIMOUV	17/01/2025 (courrier)	Avis favorable avec observations : - Objet n°1 – Artres « le choix d'un « usage projeté de parc non ouvert au public de manière pérenne » interroge sur l'absence d'éléments. « Il serait utile de disposer du rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols ». - Objet n°12 – Monchaux-sur-Ecaillon Erreur d'identification d'une parcelle - Objet n°16 – Suppression ER Corriger n° de secteur de la planche de zonage - Objet n°17 – Servitude de mixité sociale « impossible identification des zones concernées dans la commune de Valenciennes »	→ La justification de la vocation de ce site sera complétée. → Sans objet pour la procédure. Pour information : le rapport triennal de la consommation d'ENAF sera présenté au conseil communautaire de Valenciennes Métropole en mars 2025. → cela sera corrigé → cela sera corrigé → Le tableau page 87 a bien été complété avec les 2 périmètres proposés sur Valenciennes dans le dossier transmis lors de la consultation des PPA.
PNR Scarpe Escaut	20/01/2025 (courrier)	Avis favorable sans remarque	-
Chambre d'agriculture		Pas de retour au 10/02/2025	

4.4.6. Synthèse de la participation des autorités publiques

		Autorités publiques	Représentés à la réunion du 18/10/2024	Destinataires notification du projet de la MDC 2[31]	Ont formulé une réponse jointe au dossier d'enquête
(C. urb., L 153-54 2°)	C. urb., L 132-7	DDTM Lille	Oui	Oui	
		DDTM Valenciennes	Oui	Oui	
		SDIS		Oui	Non
		DRAC/UDAP (C.patrimoine.)	Non	Non	Non
		Ss-pref Valenciennes	Non	Oui	Non
		Région Hauts-de-France (SRADDET)	Non	Oui	Non
		Département du Nord	Oui	Oui	Oui
		AOT (SIMOUV)			
		EPCI compétent PLH			
		PNR Scarpe Escaut	Oui	Oui	Oui
		CCI Grand Hainaut	Non	Oui	Non
		Chambre de métiers	Non	Oui	Non
		Chambre d'agriculture	Oui	Oui	Non
		SNCF	Non	Oui	Non
	C. urb., L 132-9	SCoT (SIMOUV)	Oui	Oui	Oui
		SAGE/SDAGE (SyMEA)	Non	Non	Non
C.patr., L612-1		Mission bassin minier	Excusée	Oui	Non
CRPM, L151-12-1-1		CDPENAF			Non
C.urb., L 153-40		CA Porte du Hainaut	Oui	Oui	Non
		CCnes Pays de Mormal		Oui	Non
		Artres		Oui	Non
		Aulnoy-lez-Valenciennes		Oui	Non
		Beuvrages		Oui	Oui
		Bruay-sur-l'Escaut		Oui	Oui
		Crespin		Oui	Oui
		Fresnes-sur-Escaut		Oui	Non
		Hergnies		Oui	Non
		Maing		Oui	Non
		Monchaux-sur-Ecaillon		Oui	Non
		Odomez		Oui	Non
		Petite-Forêt		Oui	Non
		Quarouble		Oui	Non
		Saint-Saulve		Oui	Non
		Valenciennes		Oui	Non
		Vicq		Oui	Non
		Vieux-Condé		Oui	Non
Gestionnaires des réseaux et canalisations (ERDF, RTE, GDF, GRT, VNF etc)			Non	Non	Non

[31] Le projet a été notifié :
- par courrier posté daté du 10 décembre 2024 et par mail du 12 décembre 2024 aux personnes publiques associées,
- par courrier posté daté du 17 décembre 2024 et par mail du 18 décembre 2024 aux maires des 16 communes concernées.

4.4.7. Chronologie de la procédure MDC n° 2

06/05/2024	Arrêté n° 08-24 portant prescription de la MDC n° 2 (Visa Préfecture 06/05/2024)
26/06/2024	Délibération (CC2024-046) portant sur la MDC 2 (Visa Préfecture 28/06/2024)
09/09/2024	Dépôt de la demande d'examen au cas par cas
18/10/2024	Réunion des personnes publiques
29/10/2024	Avis de la MRAe (n° GARANCE 2024-8260)
10/12/2024	Sollicitation du TA pour la désignation d'un commissaire enquêteur
10/12/2024 (courrier posté) 12/12/2024 (mail)	Notification arrêt de projet aux PPA
17/12/2024 (courrier posté) 18/12/2024 (mail)	Notification arrêt de projet aux maires des 16 cnes concernées
06/02/2025	Arrêté n° 02-25 portant ouverture de l'enquête publique unique
24/02/2025 au 26/03/2025	Enquête publique unique portant sur 3 évolutions du PLUi

4.5. La composition du dossier d'enquête MDC n° 2

Le dossier contenant les pièces communes aux trois évolutions du PLUi consultable et mis à disposition du public pendant toute l'enquête contient les six pièces suivantes :

- Une note d'information du public
- Courrier du 10/12/2024 au TA sollicitant la désignant d'un CE pour une EPU portant sur 3 évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole
- Note de présentation non technique de l'enquête publique unique
- Avis d'enquête publique unique
- Arrêté n° 02-25 d'ouverture d'enquête
- Décision E24-140/59 du TA

Le sommaire mentionnant la liste des documents intégré au dossier « modification de droit commun n° 2 » consultable et mis à disposition du public pendant toute l'enquête est le suivant (version numérique et version papier).

01 – Pièces administratives
- Arrêté de prescription de la modification du PLUi
- Délibération justifiant l'ouverture à l'urbanisation et annexes

02 – Notice explicative de la modification du PLUi
- Et ses annexes

03 – Pièces avant modification
1. Rapport de présentation
   - 1.2. Justifications
3. Règlement écrit
   - 3.1 Dispositions générales
   - 3.4 Fiches patrimoine paysager : Saint-Saulve et Vieux-Condé
4. Règlement graphique / planche A
   - Secteur 1 : Artres, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Vicq
   - Secteur 2 : Hergnies, Maing, Petite-Forêt, Quarouble,
   - Secteur 3 : Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Vieux-Condé

Secteur 4 : Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Saint-Saulve
Secteur 5 : Valenciennes
Risques / planche B : Artres, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Fresnes-sur-Escaut, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Saint-Saulve, Vicq, Vieux-Condé
5. OAP
OAP sectorielle : ODO 02 (Odomez)

04 – Pièces après modification
2. Rapport de présentation
1.2. Justifications
6. Règlement écrit
3.1 Dispositions générales
3.4 Fiches patrimoine paysager : Saint-Saulve et Vieux-Condé
7. Règlement graphique / planche A
Secteur 1 : Artres, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Vicq
Secteur 2 : Hergnies, Maing, Petite-Forêt, Quarouble,
Secteur 3 : Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Vieux-Condé
Secteur 4 : Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Saint-Saulve
Secteur 5 : Valenciennes
Risques / planche B : Artres, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Fresnes-sur-Escaut, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Saint-Saulve, Vicq, Vieux-Condé
8. OAP
OAP sectorielle : MON 01 (Monchaux-sur-Ecaillon)

05 – Consultation
Dossier de consultation et avis de la MRAE
Avis des Personnes Publiques Associées (PPA)
Avis des communes sollicitées
Synthèse des avis et mémoire en réponse

Analyse CE

D'après les pièces que nous avons réceptionnées et enregistrées pour mener l'enquête, le dossier Modification de droit commun n°2 du PLUi (MDC2) contient 1 947 pages. Malgré ce volume, il pourrait ne pas être complet. Le contenu détaillé est intégré au dossier intitulé « Dossier 5. Pièces jointes /a.Formalités ».

4.6. Le cadre juridique

La "modification de droit commun" est une procédure d'évolution rapide du plan local d'urbanisme. Conduite par l'établissement compétent en matière de PLUi, elle repose principalement sur la réalisation d'une enquête publique "environnementale". Cette modification de droit commun permet de faire évoluer le règlement (écrit et graphique), les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou le programme d'orientations et d'actions (POA) du PLUi.[32]

Les principaux textes de référence pour la procédure de *modification de droit commun du PLUi* sont les articles L 153-36, L 153-37, L 153-38, L 153-40, L 153-41, L 153-42, L 153-43 et R 153-8 du code de l'urbanisme.

Renvoi au chapitre 1.4.4. ci-dessus page 28.

[32] Source : CEREMA

5. Organisation et déroulement de l'enquête

5.1. Chronologie de la préparation et des démarches en cours d'enquête

Mercredi 18/12/2024	Contact du Tribunal administratif pour une EPU prévue de mi-février à mi-mars 2025 portant sur trois évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole. Réception du RNT de **194 pages** et confirmation de notre accord.
Lundi 06/01/2025	Conversation téléphonique avec la chargée de mission PLUi-urbanisme de Valenciennes Métropole.
Lundi 06/01/2025	Réception de la version numérique du dossier d'EPU, comprenant : - la déclaration de projet 559 pages - la révision allégée 937 pages - la modification de droit commun n°2 1 497 pages Soit un total de 2 993 pages Des pièces complémentaires au dossier seront transmises dans les prochains jours. A la demande de la MRAe, une étude d'impact mise à enquête E23-32/59 qui s'est déroulée du 15/06-13/07/2023 en application de l'arrêté préfectoral du 25/04/2023 contenant 1 735 pages sera ajoutée à la « déclaration de projet » (réceptionnée le 10 février). **Soit 2 993 pages + 1 735 pages = 4 728 pages au 10/02/2025.** D'autres pièces vont être ajoutées le 17 février ce qui porte le dossier d'EPU à environ **5 362 pages** (le 20/02/2025)
Mercredi 15/01/2025	Remise du dossier d'enquête version papier à la CA Valenciennes Métropole à la CE par la chargée de mission PLUi / Urbanisme
Lundi 27/01/2025	Visite succincte du territoire avant la réunion Réunion[33] à Valenciennes Métropole en présence de - la Chargée de mission PLUi / Urbanisme - la Directrice de l'Urbanisme – Service Planification
Jeudi 06/02/2025	Visite guidée[34] avec - la Chargée de mission PLUi / Urbanisme pour la totalité de la visite - la Cheffe de projet de l'aménagement de l'entrée nord de Valenciennes – pour la visite de ce projet (visite entrée nord de Valenciennes, Fresnes-sur-Escaut, Bruay-sur-l'Escaut, Odomez, Vieux-Condé, Aulnoy-lez-Valenciennes)
Lundi 10/02/2025	Echanges par téléphone et par courriel pour la mise au point de l'organisation de l'enquête[35] et la « complétude du dossier » Réception de la version numérique contenant 1735 pages de l'étude d'impact mise à enquête E23-32/59 qui s'est déroulée du 15/06-13/07/2023 en application de l'arrêté préfectoral du 25/04/2023 (à laquelle 54 pages vont être ajoutées le 17/02/25).

[33] Compte-rendu (3.1) intégré au dossier « 5ème partie – Pièces jointes /a. Formalités »
[34] Compte-rendu (3.2) intégré au dossier « 5ème partie – Pièces jointes /a. Formalités »
[35] Informations de la CAVM aux communes concernées (3.3, 3.4, 3.5) intégrées au dossier « 5ème partie – Pièces jointes /a. Formalités »

Jeudi 13/02/2025 Vendredi 14/02/2025	Visite de communes Vérification affichage Jeudi, la CE s'est présentée en mairies suivantes : Monchaux-sur-Ecaillon, Maing (rencontre de M. le Maire), Artres (rencontre de Mme le Maire), Aulnoy-lez-Valenciennes (rencontre de l'adjoint aux travaux) Hergnies Vendredi, Trith-Saint-Léger La Sentinelle Petite-Forêt Crespin Quarouble (rencontre M. le Maire) Vicq (mairie fermée)
Lundi 17/02/2025	A Valenciennes Métropole, signature et vérification : - des 17 registres d'enquête publique (REP) qui seront déposés dans les 16 mairies et à Valenciennes Métropole (siège de l'enquête). 3 REP contiennent 21 pages (édités par Sedi Uzès) et seront déposés au lieu des permanences de la commissaire enquêtrice. 14 REP contiennent 15 pages (édité par CAVM) et seront déposés dans les mairies n'accueillant pas de permanences. - 3 exemplaires du dossier d'enquête format papier destiné aux mairies de Valenciennes et de Fresnes-sur-Escaut et à Valenciennes Métropole (ces 3 lieux accueillant les permanences de la commissaire enquêtrice). - 3 exemplaires du dossier d'autorisation environnementale au titre des articles L181-1 et s. du code de l'environnement dont l'enquête publique s'est déroulée du 15 mai au 13 juin 2023 et suite à laquelle un arrêté préfectoral émettant un avis favorable a été signé en date du 24 août 2023 – ce dossier dont la CE n'a eu connaissance que le 10/02/2025 contient 1 735 pages dans son format numérique - vu les délais engagés, l'ampleur du dossier et sa très grande technicité, il n'a pas été possible de lire cette étude et de procéder à une vérification avant la signature. - réception de documents complémentaires à intégrer au dossier d'enquête. - finalité de l'organisation de l'enquête. La chargée de mission PLUi/urbanisme communique à la CE des documents complémentaires à intégrer au dossier qu'elle lui transmet en même temps par courriel : - la note de présentation non technique pour le dossier EPU

	Observations CE *Après lecture de ce document (le 19/02/2025), la CE relève que cette note de présentation non technique de l'EPU cite à la page 5* ***"les évolutions du PLUi intercommunal sous soumises à enquête publique dans les conditions prévues dans l'arrêté n° 31-23 du 4 février 2025 du Président de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole"*** *et qu'elle n'a pas été destinataire de cet arrêté. L'arrêté dont la CE a été destinataire est le n° 02-25 daté du 6 février 2025 (Visa Préfecture : 06/02/2025).* *Réponse : « Il s'agit d'une erreur de numéro (copier/coller non remplacé) (…) c'est bien l'arrêté n°02-25 du 6 février 2025. Je vais le corriger dans la version numérique. »*
	En plus, la chargée de mission PLUi/urbanisme nous communique : <u>Concernant le projet de modification de droit commun n° 2</u> - le sommaire des pièces du dossier (2 pages) - l'avis du département du Nord (1 page) <u>Concernant la Révision allégée</u> - le sommaire de la révision allégée (1 page) - l'avis du département pour la révision allégée (1page) <u>Concernant la déclaration de projet entraînant la mise en comptabilité du PLUi / restructuration de l'entrée nord de Valenciennes</u> - la liste des documents du dossier pour la déclaration de projet « restructuration de l'entrée Nord » (1 page) - le bilan de la concertation préalable - le procès-verbal de synthèse de la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024 <u>Concernant le dossier de demande d'autorisation environnementale</u> : - un dossier (35 pages) « restructuration de l'entrée nord mission de maîtrise d'œuvre » demande d'autorisation environnementale / volet n° 1 / pièce 4 / avis MRAe et mémoire en réponse associé daté du 12/04/2023 - déclaration de projet « Restructuration de l'entrée nord de Valenciennes » mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale (2 pages dont 1 portant les titres) non daté - un dossier (19 pages) « restructuration de l'entrée nord mission de maîtrise d'œuvre » demande d'autorisation environnementale / volet n° 1 / pièce 3 / Demande de compléments de la DDTM et mémoire en réponse associé daté du 12/04/2023
	Observation CE *Suite à la demande de la MRAe (Avis 2024-8261), le dossier de demande d'autorisation environnementale est mis à la disposition du public. Ce dossier concerne une précédente enquête qui s'est déroulée du 15 mai au 13 juin 2023 à la suite de laquelle un avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord a émis un avis favorable sur ce dossier (24/08/2023)*

Lundi 24/02/2025	Transmis par courriel Lettre n° 1 d'observations de la CE au responsable du projet concernant la complétude du dossier d'EPU portant sur trois évolutions du PLUi[36]
Lundi 24/02/2025	1ère permanence à la CA Valenciennes Métropole 9H–12H Après la permanence, visite sur le terrain : Aulnoy-lez-Valenciennes (MDC, objet n° 13) (absence d'affichage sur le site dédié au futur cimetière), Trith-Saint-Léger (limitrophe du futur cimetière d'Aulnoy)
Lundi 03/03/2025	Transmis par courriel Lettre n° 2 d'observations de la CE au responsable du projet concernant les informations numériques sur le site de Valenciennes Métropole[37]

Au· regard· de· l'article· 7· Modalités· de· participation· du· public· de· l'arrêté· n°· 02-25· du· président·de·Valenciennes·Métropole·en·date·du·6·février·2025,·il·est·stipulé°:¶
«°Pendant·la·durée·de·l'enquête,·le·public·pourra·émettre·ses·observations·(…)°:¶
-·Par·courrier·électronique·à·l'adresse·suivante°:¶
enquete-publique-evolplui24@valenciennes-metropole.fr¶
-·Sur·**les·registres·d'enquête·papiers·(…)·mis·à·disposition·au·siège·de·l'enquête·(…)·et·dans·les·mairies·des·16·communes·concernées·aux·jours·et·heures·habituels·d'ouverture·au·public.**¶
Le· site· https://www.valenciennes-metropole.fr/competences/amenagement-du-territoire/urbanisme·(voir·annexe·jointe)·indique°:¶


Formuler ses observations et propositions

- Par écrit sur les registres d'enquête en version papier déposés au siège de Valenciennes Métropole et dans les mairies de Fresnes-sur-Escaut et de Valenciennes, jours et heures habituels d'ouverture au public
- Par voie électronique : enquete-publique-evolplui@valenciennes-metropole.fr ¶

Je· vous· remercie· de· bien· vouloir· rectifier· les· anomalies· et· de· mentionner· les· dispositions·prévues·à·l'article·7·Modalités·de·participation·du·public·de·l'arrêté·n°·02-25·du·6·février·2025·portant·ouverture·de·l'enquête·publique·(Visa·Préfecture·06/02/2025).¤

Lundi 03/03/2025 A 16H00	La CE constate que l'adresse numérique de l'enquête a bien été rectifiée mais « les registres d'enquête papiers (…) mis à disposition(…) dans les 16 communes concernées » n'a pas été rectifié. ***Pendant toute l'enquête jusqu'à la clôture le 26 mars il a été écrit sur le site « par écrit sur les registres d'enquête en version papier déposés au siège de Valenciennes Métropole et dans les mairies de Fresnes-sur-Escaut, jours et heures habituels d'ouverture au public ».***
05/03/2025	Réception du mémoire de réponse du responsable du projet à la lettre 1 d'observations[38]
05/03/2025	Fresnes-sur-Escaut Visite du parc du Château Renard (RA), vérification de l'affichage 2ème permanence (9 H – 12 H)

[36] PJa 8 intégrée au dossier « 5ème partie – Pièces jointes /a. Formalités »
[37] PJc 1 intégrée au dossier « 5ème partie – Pièces jointes /c. Réponses aux questions »
[38] PJc 2 intégrée au dossier « 5ème partie – Pièces jointes /c. Réponses aux questions »

10/03/2025	Visite sur le terrain et vérification affichage : - Vicq (MDC, Objet n° 7), il n'y a pas d'information sur le terrain - Saint-Saulve (MDC, Objet n° 11), il n'y a pas d'information sur le terrain - Beuvrages (MDC, Objet n° 8), il n'y a pas d'information sur le terrain 3ème permanence à l'Hôtel de ville de Valenciennes (14 H – 17 H)
14/03/2025	Visite sur le terrain et vérification affichage : - Artres : rue de l'Eglise, cimetière, zone 1AU - Valenciennes (DP) : rues Madagascar, Lomprez, av. Desandrouin, quartier Chasse Royale, station Dutemple 4ème permanence à la CA Valenciennes Métropole (15H-18H) La CE demande une prolongation de 15 jours pour la remise du rapport d'enquête en raison de l'importance du dossier d'EPU.
19/03/2025	Conversation téléphonique entre Valenciennes Métropole et CE - Prolongation du délai pour la remise du rapport difficile en raison du calendrier de la CA - Discussion sur l'EPU
22/03/2025	Visite sur le terrain - Vieux Condé (MDC, Objets n° 6, 9, 10) - Fresnes-sur-Escaut (MDC, Objet n° 3), zone 2AU les Petits Masys 5ème permanence à Fresnes-sur-Escaut (09H-12H)
26/03/2025	6ème et dernière permanence à Valenciennes Métropole (14H-17H) Clôture de l'enquête à 18H00

Analyse CE

La lecture du dossier d'enquête a été laborieuse en raison de :

- la complexité juridique des procédures : « enquête publique unique » portant sur 3 évolutions du PLUi :

- « révision allégée »,

- « modification de droit commun » sur 16 communes,

- « déclaration de projet d'intérêt général » et « mise en compatibilité du PLUi »

- l'étendue du territoire concerné ;

- le volume du dossier :

- le nombre de pages communiquées en janvier 2025 (format numérique le 6 janvier 2025 ; format papier le 15 janvier complétée le 27 janvier 2025),

- le nombre de pages ajoutées le 17 février 2025 quelques jours avant l'enquête,

- le volume du dossier autorisation environnementale d'une précédente enquête ajouté suite à la demande de la MRAe (2024-8261) ;

Malgré le volume de l'ensemble des pièces composant « le dossier » :

- Enquête publique unique (EPU)	*33 pages*
- Révision allégée 1 (RA1)	*952 pages*
- Déclaration de projet (DP)	*641 pages*
+ étude d'impact	*1 789 pages*
- Modification de droit commun 2 (MDC2)	*1 947 pages*
Soit un total (au 20/02/2025) de	***5 362 pages***

le dossier pourrait ne pas être complet

Nous relevons l'absence :

- des avis des services de l'Etat : DDTM, préfecture, DRAC,

- des avis liés aux servitudes et aux obligations. Ces avis sont nécessaires pour assurer la cohésion du (des) projet(s) au sein des documents de planification.

5.2. Les modalités de l'EPU[39] prévues

Après concertation de la commissaire enquêtrice, les modalités de l'enquête ont été fixées par arrêté (PJa-2) en date du 6 février 2025 signé par M. le Président de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole (AR Préfecture : 06/02/2025). Elles sont les suivantes.

5.2.1. Dates de l'EPU

L'EPU a été prescrite du lundi 24 février à 9 H 00 jusqu'au mercredi 26 mars 2025 à 18 H 00 soit 31 jours consécutifs portant sur trois procédures d'évolution de Valenciennes Métropole :

- une révision allégée (RA1) concernant le reclassement du Château Renard à Fresnes-sur-Escaut ;
- une déclaration de projet d'intérêt général valant mise en compatibilité du PLUi concernant le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes ;
- une modification de droit commun n° 2 (MDC2) concernant 16 communes.

5.2.2. Siège de l'enquête publique

Le siège de l'EPU est fixé au siège de Valenciennes Métropole :

2, place de l'Hôpital Général
CS 60227
59305 VALENCIENNES Cedex

5.2.3. Consultation du dossier d'enquête publique

L'enquête est réalisée d'une part sous forme dématérialisée et d'autre part sur supports papier.

a) Les dossiers d'enquête publique sont consultables en version numérique sur le site internet suivant :

https://www.valenciennes-metropole.fr/competences/amenagement-du-territoire/urbanisme/



Capture écran – Source : https://www.valenciennes-metropole.fr/
Ce site est accessible 7j/7j et 24H/24H pendant la durée de l'enquête.

[39] EPU : enquête publique unique

Le public peut également consulter le dossier numériquement sur un poste informatique disponible au siège de l'enquête ainsi que dans les mairies concernées aux jours et heures d'ouverture habituels.

b) Les dossiers d'enquête publique en version papier sont consultables dans les mairies de Fresnes-sur-Escaut et de Valenciennes, aux jours et heures d'ouverture habituels, ainsi qu'au siège de l'enquête publique.

5.2.4. Modalités de participation du public

Pendant la durée de l'enquête, le public peut émettre ses observations :

- par courrier électronique à l'adresse suivante :

enquete-publique-evolplui24@valenciennes-metropole.fr;

- sur les registres d'enquête papiers établis sur feuillets non mobiles, côtés et paraphés par la commissaire enquêtrice, mis à disposition au siège de l'enquête et dans les mairies des 16 communes concernées aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- par voie postale en adressant un courrier à :

Mme la commissaire enquêtrice
Evolutions du PLUi de Valenciennes Métropole
Direction de l'Urbanisme
2, place de l'Hôpital Général
CS 60227
59305 Valenciennes Cedex

Les courriers adressés à la commissaire enquêtrice sont enregistrés et annexés au registre papier du siège de l'enquête.

Les observations électroniques sont consultables sur le site internet suivant :

https://www.valenciennes-metropole.fr/competences/amenagement-du-territoire/urbanisme/

Dès la publication de l'arrêté n° 02-25 d'organisation de l'enquête, et pendant la durée de l'enquête, toute personne peut, à ses frais, sur demande écrite adressée à Monsieur le Président de Valenciennes Métropole obtenir communication du dossier d'enquête publique.

Réponse de Valenciennes Métropole aux obs. de la CE transmises le 23/02/2025

Réf.	Observations CE	Réponses CAVM et noms des pièces demandées
EPU - 2	L'article 7 de l'arrêté n° 02-25 stipule « *Dès la publication de l'arrêté n° 02- 25 d'organisation de l'enquête, et pendant la durée de l'enquête, toute personne peut, à ses frais, sur demande écrite adressée à M. le Président de Valenciennes Métropole obtenir communication du dossier d'enquête publique* ». Bien vouloir préciser ce qui est aux frais de la personne qui souhaite consulter le dossier (est-ce les frais de photocopies ?)	Il s'agit des frais d'impression du ou des dossiers et de leur envoi.

5.2.5. Les permanences de la commissaire enquêtrice

Afin que le public puisse consulter le dossier, présenter ses observations et propositions (écrites ou orales), six permanences de la commissaire enquêtrice ont été organisées aux lieux, dates et heures suivants :

Commune/CAVM	Lieu	Date	Heures
Valenciennes Métropole	Siège	Lundi 24 février 2025	9H-12H
Fresnes-sur-Escaut	Mairie	Mercredi 5 mars 2025	9H-12H
Valenciennes	Mairie	Lundi 10 mars 2025	14H-17H
Valenciennes Métropole	Siège	Vendredi 14 mars 2025	15H-18H
Fresnes-sur-Escaut	Mairie	Samedi 22 mars 2025	9H-12H
Valenciennes Métropole	Siège	Mercredi 26 mars 2025	14H-17H

5.2.6. Publicité de l'enquête

L'avis au public (PJa - 4.1)[40] reprenant les indications de l'arrêté n° 02-25 du président de Valenciennes Métropole portant ouverture d'enquête est publié sous la forme suivante.

Insertion dans la presse régionale

La publicité est faite quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans deux journaux de la presse régionale :

- L'Observateur du Valenciennois des vendredis 07/02/2025 et 28/02/2025 (PJa - 4.2 et 4.4) ;
- La Voix du Nord du samedi 08/02/2025 et mercredi 26/02/2025 (PJa - 4.3 et 4.5).

Affichage légal des mairies et du siège de l'enquête

L'avis d'enquête publique (PJa - 4.1), est publié 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, à l'affichage officiel :

- du siège de Valenciennes Métropole
- des mairies des 16 communes de la CA Valenciennes Métropole concernées :
  - Artres
  - Aulnoy-lez-Valenciennes
  - Beuvrages
  - Bruay-sur-l'Escaut
  - Crespin
  - Fresnes-sur-Escaut
  - Hergnies
  - Maing
  - Monchaux-sur-Ecaillon
  - Odomez
  - Quarouble
  - Petite-Forêt
  - Saint-Saulve
  - Valenciennes
  - Vicq
  - Vieux-Condé
- des mairies de 2 communes de la CA Porte du Hainaut voisines de site du projet :
  - La Sentinelle (limitrophe de la « Déclaration de projet »
  - Trith-Saint-Léger (limitrophe de la « MDC2 – Objet n° 13 »

[40] Pièces jointes au dossier séparé intitulé : « 5ème partie – Pièces jointes /a. Formalités »

Sites internet des mairies et du siège de l'enquête

L'avis d'enquête est également publié sur les sites internet suivants :

- site de la communauté d'agglomération : https://valenciennes-metropole.fr
- site des mairies des 16 communes de la CA Valenciennes Métropole concernées.

5.2.7. Dispositions complémentaires

A la demande de la commissaire enquêtrice et en collaboration avec la chargée de mission PLUi/urbanisme de Valenciennes Métropole, les consignes pour l'information citoyenne de l'enquête et l'organisation de l'enquête ont été transmises aux représentants des 16 communes directement concernées par l'EPU, aux communes de Trith-Saint-Léger et de La Sentinelle (communes riveraines) par courriels de Valenciennes Métropole en date du 07/02/2025 et 10/02/2025.[41]

Les responsables des communes ont été informés :

- que la commissaire enquêtrice se tient à la disposition du public pour tout échange ou rencontre

Il leur a été donné des consignes

- pour l'affichage de l'arrêté d'ouverture d'enquête et l'affichage de l'avis (format papier) à l'affichage officiel,
- la publication de l'avis sur le site internet de la commune ainsi que sur les réseaux sociaux ou autres moyens d'information dont disposent la commune (Facebook, PanneauPocket, CityAll…).

Observations CE

La CE a demandé que les ayants-droits directement concernés par l'évolution du PLUi soient informés. Selon les responsables du projet, ce sont les mairies concernées qui se sont chargées de cette information.

Les ayants-droits relevant des communes de Fresnes-sur-Escaut et de Vieux-Condé rencontrés pendant l'enquête ont bien été destinataires d'un courrier de leur mairie les informant de la procédure.

Un rappel des consignes à l'ensemble des mairies concernées a été fait par le service urbanisme de la CA de Valenciennes Métropole pour l'organisation de la clôture de l'enquête.

Au registre d'enquête format papier mis à disposition du public à la CA de Valenciennes Métropole (siège de l'enquête) et dans chacune des 16 mairies précitées, une fiche « relation comptable des demandes de consultation du dossier de l'enquête hors permanences du commissaire enquêteur » a été annexée afin d'évaluer la participation du public.

[41] Pièces intégrées au dossier séparé intitulé : « 5ème partie - Pièces jointes / a - Formalités » :
3.3. Informations transmises par Valenciennes Métropole aux 16 mairies concernées par l'EPU ;
3.4. Informations transmises par Valenciennes Métropole à la mairie de Trith-Saint-Léger (MDC2) ;
3.5. Informations transmises par Valenciennes Métropole à la mairie de La Sentinelle (DP).

5.3. Déroulement des permanences

Conformément à l'arrêté d'ouverture d'enquête (PJa-2), la commissaire enquêtrice a assuré 6 permanences. A l'occasion des permanences, elle a procédé à la vérification de l'affichage, vérifié le dossier d'enquête et le registre d'enquête, optimisé ses déplacements par la visite les abords des lieux cités dans l'évolution du PLUi. Les salles des permanences étaient accessibles aux PMR, disposaient d'un bon confort et de la connexion à internet. L'accueil de la commissaire enquêtrice dans les 3 lieux a été assuré par les agents en charge de l'urbanisme avec lesquels elle a pu échanger et s'informer.

1ère Valenciennes Métropole – Lundi 24/02/2025 de 9H à 12H

Aucun visiteur ne s'est présenté à cette permanence.

Aucun pli n'a été réceptionné et aucune observation n'a été consignée sur le registre d'enquête.

2ème Fresnes-sur-Escaut – Mercredi 05/03/2025 de 9H à 12H

La commune de Fresnes-sur-Escaut est directement concernée par 2 évolutions du PLUi de l'enquête publique unique, à savoir :

- la révision allégée n° 1 concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut
- la modification de droit commun (MDC) notamment pour,
  - l'objet n° 3 « réduction de la zone 2AU dite des Petits Masys pour compenser l'évolution de zonage prévue dans le cadre de la révision allégée n° 1 relative au château Renard »,
  - l'objet n° 14 « Modification d'un emplacement réservé et du zonage pour l'extension du cimetière de Fresnes-sur-Escaut ».

L'agent en charge de l'urbanisme a présenté à la CE la copie des courriers adressés aux ayants-droits concernés par la modification du PLUi.

2 habitants de Fresnes-sur-Escaut se sont présentés pour prendre connaissance des projets concernant leur commune. Ils ont signalé leurs préoccupation sur :

- le projet d'extension du cimetière de Fresnes-sur-Escaut (emplacement réservé, programmation des travaux) ;
- sur une parcelle jouxtant l'emplacement réservé pour l'extension du cimetière, ils ont signalé un forage alimentant en eau potable leur habitation ;

et se sont informés sur l'utilisation du château Renard après la révision allégée.

Aucun pli n'a été réceptionné et aucune observation n'a été consignée sur le registre d'enquête.

3ème Valenciennes – Lundi 10/03/2025 de 14H à 17H

1 conseiller municipal d'une des seize communes concernées par la modification de droit commun (MDC) s'est présenté.

La discussion porte sur les points suivants :

- l'information sur cette enquête est insuffisante,
- les permanences sont difficilement accessibles aux administrés qui ne sont pas sur place, Valenciennes et Fresnes-sur-Escaut sont éloignées de certaines communes concernées par l'enquête,
- les horaires des permanences ne sont pas adaptés à tout public

- la difficulté d'accéder à l'information en raison du volume du dossier
- le règlement graphique de Artres, les problèmes de ruissellement et d'inondations, le territoire de la commune est concerné par le PPRi de la vallée de la Rhônelle

Aucun pli n'a été réceptionné et aucune observation n'a été consignée sur le registre d'enquête.

4ème Valenciennes Métropole – Vendredi 14/03/2025 de 15H à 18H

Aucun visiteur ne s'est présenté à cette permanence.

Aucun pli n'a été réceptionné et aucune observation n'a été consignée sur le registre d'enquête.

5ème Fresnes-sur-Escaut – Samedi 22/03/2025 de 9H à 12H

Quatre visiteurs se sont présentés à cette permanence :

- L'habitante de Fresnes-sur-Escaut qui s'était présentée à la permanence du 5 mars pour remettre 1 pli concernant le forage à proximité de l'emplacement réservé pour l'extension du cimetière ;
- 1 couple de propriétaires à Vieux-Condé et à Hergnies pour :
    - s'informer sur la modification de Vieux-Condé instaurant une protection au titre de l'article L151-23,
    - prendre connaissance du règlement cartographique de Hergnies ;
- 1 habitante de Hergnies pour :
    - prendre connaissance du règlement cartographique de Hergnies.

Ces trois derniers ont signalé s'être présentés en mairie de Fresnes samedi 15 mars, pensant qu'il y avait une permanence. En qualité d'ayants-droits, ils ont été avisés par courrier recommandé par la mairie de Vieux-Condé du projet concernant cette commune. Ils vont adresser leurs observations dans la messagerie dédiée à l'enquête.

6ème Valenciennes Métropole – Mercredi 26/03/2025 de 14H à 17H

Aucun visiteur ne s'est présenté à cette permanence.

Aucun pli n'a été réceptionné et aucune observation n'a été consignée sur le registre d'enquête.

5.4. Clôture de l'enquête

Le 26 mars 2025 à 18 heures, en application de l'arrêté n° 02-25 portant ouverture de l'enquête publique unique, le temps légal de l'enquête étant expiré, l'enquête a été clôturée. Le registre d'enquête déposé au siège de l'enquête a été récupéré par la commissaire enquêtrice après sa dernière permanence à la CA de Valenciennes Métropole. Le registre d'enquête déposé dans chacune des 16 mairies concernées a été récupéré par la commissaire enquêtrice le 27 mars (Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé) et le 28 mars (Artres).

L'adresse numérique dédiée à la réception des plis a été fermée après vérification par la commissaire enquêtrice.

Les 17 registres d'enquête ont été vérifiés et signés par la commissaire enquêtrice à la date et à l'heure de la clôture.

Les certificats d'affichage de la CA de Valenciennes Métropole, des 16 communes concernées (citées ci-dessus) et de la commune de Trith-Saint-Léger (commune limitrophe de la MDC objet n° 13 membre de la CA Porte du Hainaut) ont été récupérés et sont intégrés au dossier « 5ème partie – Pièces jointes /a. Formalités ».

Observation CE

Le certificat d'affichage de la mairie de La Sentinelle n'a pas été communiqué. Cependant, l'avis a bien été affiché à l'affichage officiel de la mairie.

5.5. Bilan de la participation du public

A l'issue de l'enquête publique après avoir,

- demandé au service de l'urbanisme les courriers adressés par voie postale à
  Mme la commissaire enquêtrice
  Evolutions du PLUi de Valenciennes Métropole
  Communauté d'agglomération Valenciennes Métropole
  Direction de l'urbanisme
  2, place de l'hôpital général
  CS 60227
  59305 VALENCIENNES CEDEX
- vérifié les 17 registres d'enquête publique,
- vérifié la messagerie dédiée à l'enquête (enquete-publique-evolplui24@valenciennes-metropole.fr),

le constat de la participation du public est le suivant.[42]

5.5.1. Les permanences

Les permanences				Nbre de visiteurs reçus	Nbre d'obs. transcrites REP	Nbre de plis réceptionnés	Réf. Pli	EPU	RA1	DP	MDC2	Objet de la conversation
CAVM	Lundi	24/02/2025	09H00-12H00	0	0	0						
Fresnes-sur-Escaut	Mercredi	05/03/2025	09H00-12H00	2	0	0					X	MDC - Fresnes
									X		X	RA - Fresnes
Valenciennes HdV	Lundi	10/03/2025	14H00-17H00	1	0	0		X				Information insuffisante Lieux de permanences Information sur le PLUi
CAVM	Vendredi	14/03/2025	15H00-18H00	0	0	0						
Fresnes-sur-Escaut	Samedi	22/03/2025	09H00-12H00	4	0	1	P1-Fresnes				X	MDC – Fresnes
											X	MDC - Vieux-Condé
											X	MDC – Hergnies
											X	MDC - Information tardive des ayants-droits
CAVM	Mercredi	26/03/2025	14H00-17H00	0	0	0						
				7*	0	1						

* dont une habitante s'est présentée aux 2 permanences de Fresnes-sur-Escaut

42

CAVM = Communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole
DP = Déclaration de projet
EPU = Enquête publique unique
HdV = Hôtel de ville
M = Messagerie électronique
MDC = Modification de droit commun
P = Pli remis directement à la commissaire enquêtrice
RA = Révision allégée
REP = Registre d'enquête publique

5.5.2. Les registres d'enquête publique

REP à disposition du public dans les mairies des 16 Communes et au siège de l'EPU	Date de récupération	Nbre d'observations transcrites	Réf	Nombre de plis joints	Réf	Relation comptable des demandes de consultation du dossier de l'enquête hors permanences du CE
Artres	28/03/2025	1	REP 1-Artres	0		1
Aulnoy-lez-Valenciennes	27/03/2025	0		0		0
Beuvrages	27/03/2025	0		0		0
Bruay-sur-l'Escaut	27/03/2025	0		0		0
Crespin	27/03/2025	0		0		0
Fresnes-sur-Escaut	27/03/2025	0		1	P 1-Fresnes	3
Hergnies	27/03/2025	0		0		0
Maing	27/03/2025	0		0		0
Monchaux-sur-Ecaillon	27/03/2025	0		0		0
Odomez	27/03/2025	0		0		0
Petite-Forêt	27/03/2025	0		0		0
Quarouble	27/03/2025	0		0		0
Saint-Saulve	27/03/2025	0		0		0
Valenciennes	27/03/2025	0		0		0
Vicq	27/03/2025	0		1	M 1-Vicq*	0
Vieux-Condé	27/03/2025	0		0		0
CA Valenciennes Métropole	26/03/2025	0		0		0
		1		2		4

* Le pli référencé M 1-Vicq a été réceptionné à la mairie de Vicq et dans la messagerie électronique de l'enquête

5.5.3. Le courrier électronique réceptionné à enquete-publique-evolplui24@valenciennes-metropole.fr

Contributeurs	Réf. Plis numériques	EPU	RA1	DP	MDC2
C. V et V	M 1-Vicq				1
U. T.					
SCA Artres	M 1-Artres				1
L. JL et M	M 1-Vieux-Condé				1
L. L - L. JL et M	M 1-Hergnies				1
D. C.	M 1-DP			1	
TOTAL				**1**	**4**

5.5.4. Le courrier adressé par voie postale

Aucun courrier adressé à la commissaire enquêtrice par voie postale au siège de l'enquête n'a été enregistré.

5.5.5. Récapitulatif des plis séparés et des observations transcrites

1 pli « format papier », 5 plis numériques et 1 observation transcrite dans un registre ont été enregistrés. Chaque pli et observation a été référencé.

▪	REP 1-Artres	Mme ANDRÉ, maire de Artres
▪	P 1-Fresnes	Mme DEFERNEZ
▪	M 1-Vicq	Mme URBACZKA - MMme CAMUS URBACZKA
▪	M 1-Artres	SCA Artres
▪	M 1-Vieux-Condé	MMme LEROY JL et M
▪	M 1-Hergnies	Mme LEROY L – MMme LEROY JL et M
▪	M 1-DP	Mme Desplancke

Le pli « M 1-Vicq » ayant été déposé en mairie et réceptionné dans la messagerie électronique de l'enquête n'est décompté qu'une fois.

L'analyse des observations transcrites figure au chapitre 6 ci-après.

5.6. Notification du procès-verbal des observations (C.urb., R123-18)

Conformément à l'article R. 123-18 du code de l'environnement, la commissaire enquêtrice a communiqué, le mardi 1er avril 2025, aux représentantes du service urbanisme de la Communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole le procès-verbal de synthèse des observations. Au procès-verbal est jointe la copie de l'ensemble des observations transcrites et annexées aux registres d'enquête ainsi que les observations numériques.[43]

5.7. Mémoire en réponse de la CA Valenciennes Métropole

Le mémoire en réponse de la CA de Valenciennes Métropole a été réceptionné le 10 avril 2025.[44]

5.8. Le commissaire enquêteur suppléant

Afin de permettre le suivi de la procédure en cas d'empêchement de la titulaire, le commissaire suppléant a été destinataire :

- du dossier d'enquête format numérique
- de l'arrêté n° 02-25 portant ouverture de l'enquête
- des questions adressées à la CA Valenciennes Métropole
- des réponses de la CA Valenciennes Métropole aux questions de la CE
- du PV (C. env., R 123-18)
- du mémoire de la CA Valenciennes Métropole en réponse au PV

5.9. Climat de l'enquête

L'enquête s'est déroulée avec une très faible participation du public.

Les contacts avec les agents du service urbanisme de la Communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole et des mairies des communes concernées par la procédure d'évolution du PLUi ont été constructifs.

La commissaire enquêtrice les remercie pour leur accueil et leur disponibilité.

[43] Ce document est intégré au dossier séparé intitulé : « 5ème partie – Pièces jointes / b. PV (C.env., R123-18) et mémoire de réponse »

[44] Idem

5.10. Observations et analyse sur l'organisation de l'enquête

Rappel sur la finalité du concept « enquête publique »

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement (…). Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision. (C. env., L123-1).

Il peut être procédé à une enquête unique lorsque les consultations du public de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public (C.env., L123-6).

Le commissaire enquêteur (…) conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet (…) et de participer effectivement au processus de décision. Il permet au public de faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier électronique de façon systématique ainsi que par toute autre modalité précisée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête (C.env., L123-13).

Le but du travail du commissaire enquêteur est de permettre au public d'avoir une bonne information du projet et de veiller aux bonnes conditions d'information et de participation du public.

L'accès à la version numérique du dossier par le grand public

L'accessibilité à la version numérique du dossier sur le site internet de la CA de Valenciennes Métropole demande une très grande dextérité, est compliqué pour le néophyte, nécessite un ordinateur très performant, et un temps disponible plus ou moins long. L'ouverture des fichiers « pdf » pour la consultation du contenu du dossier est parfois difficile. Vu le volume du dossier, trouver ce qu'on cherche demande aussi du temps, de la pratique, des connaissances administratives.

Cette remarque a été entendue au cours de l'enquête mais n'a pas été transcrite.

L'information sur l'accès aux registres d'enquête publique format papier

Les modalités de participation du public fixées à l'article 7 de l'arrêté n° 02-25 stipulent que « Pendant la durée de l'enquête, le public pourra émettre ses observations sur les registres d'enquête papier mis à disposition au siège de l'enquête et dans les mairies des 16 communes concernées aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Or jusqu'à la clôture le 26 mars il a été indiqué sur le site de Valenciennes Métropole « par écrit sur les registres d'enquête en version papier déposés au siège de Valenciennes Métropole et dans les mairies de Fresnes-sur-Escaut, jours et heures habituels d'ouverture au public ». [45]

L'information sur l'accès à l'adresse numérique de l'enquête

En début d'enquête, des difficultés sont apparues pour ouvrir la messagerie dédiée à la réception des observations du public. Le problème a été signalé et immédiatement rectifié.[46]

L'accès aux permanences de la commissaire enquêtrice

3 lieux ont été fixés pour les permanences :

- au siège de la CA de Valenciennes Métropole, 3 permanences (aucun visiteur ne s'y est présenté),

- à l'hôtel de ville de Valenciennes, 1 permanence (1 visiteur),

[45] PJc 1 intégrée au dossier « 5ème partie – Pièces jointes /c. Réponses aux questions »
[46] PJc 1 intégrée au dossier « 5ème partie – Pièces jointes /c. Réponses aux questions »

- à l'hôtel de ville de Fresnes-sur-Escaut, 2 permanences (5 visiteurs).

Les lieux des permanences, leur nombre et les horaires étaient insuffisants pour l'accès au grand public.

Concernant « la déclaration de projet », il aurait été opportun de prévoir des permanences dans le quartier « entrée Nord de Valenciennes ». Cette observation a été entendue mais pas transcrite.

Concernant « la modification de droit commun », des permanences dans les communes concernées auraient facilité la participation. Cette observation a été entendue mais pas transcrite.

L'information des riverains et des ayants-droits

L'information des riverains et des ayants-droits pourrait ne pas avoir été engagée de manière satisfaisante. Par ailleurs, de nombreux projets donnent lieu à enquête publique. Sur « le terrain », on retrouve l'affichage d'enquêtes passées et, d'enquêtes présentes et à venir. Ceci crée une réelle confusion pour les habitants.

Audition des maires

L'obligation de l'audition des maires dans le cadre d'une enquête publique portant sur l'évolution du PLUi n'est pas prévue par les textes malgré les enjeux communaux produits par les modifications. Toutefois, le commissaire enquêteur peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet (C. env., R123-16).

En raison des conditions de l'enquête publique unique (réf. E24-140) pour laquelle nous avons été désignée : désignation d'un commissaire enquêteur et non d'une commission d'enquête, volume du dossier d'enquête (5 400 pages), complexité du dossier (3 évolutions du PLUi pour une EPU[47]), étendue du territoire (16 communes), durée de l'enquête (31 jours), l'audition des maires ou de leurs représentants n'a pas été possible.

Information des conseils municipaux

Au regard de l'article L153-8 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme intercommunal est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, en collaboration avec les communes membres. L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres.

Au titre de l'article L153-40, avant l'ouverture de l'enquête publique du projet de modification, le président de l'établissement public de coopération intercommunale notifie le projet de modification aux maires des communes concernées par la modification. Au titre de l'article L153-33 du code de l'urbanisme, le projet de plan arrêté est soumis pour avis aux communes intéressées par la révision. La procédure portant sur une « modification de droit commun » concernant 16 communes de l'EPU ne serait pas concernée, n'étant pas une révision mais une modification.

L'information des élus municipaux a été une remarque entendue mais non transcrite au cours de l'enquête.

***Réunion publique** (C. env., R123-17)*

Au cours de la procédure d'enquête publique, il n'y a pas eu l'organisation d'une ou plusieurs réunions d'information et d'échange avec le public. Les conditions de l'enquête ne le permettaient pas pour les motifs cités ci-dessus.

[47] EPU : enquête publique unique

5.11. Chronologie des principales étapes de la procédure d'enquête

30/12/2024	Décision n°E24000140/59 désignation CE du TA de Lille
06/01/2025	Réception du dossier d'enquête (incomplet) format numérique
15/01/2025	Réception du dossier d'enquête format papier
27/01/2025	Réunion avec les représentantes de la CA Valenciennes Métropole
06/02/2025	Visite avec les représentantes de la CA Valenciennes Métropole
06/02/2025	Arrêté n° 02-25 de la CAVM portant ouverture de l'enquête
07/02/2025	1ère parution de l'avis dans l'Observateur du Valenciennois
08/02/2025	1ère parution de l'avis dans la Voix du Nord
17/02/2025	Signature du dossier et des 17 REP à Valenciennes Métropole
Lundi 24/02/2025 09H-12H	Ouverture de l'enquête à 9H00 1ère permanence au siège de la CA Valenciennes Métropole - Aucun visiteur
26/02/2025	2ème parution de l'avis dans la Voix du Nord
28/02/2025	2ème parution de l'avis dans l'Observateur du Valenciennois
Mercredi 05/03/2025 09H-12H	2ème permanence à la mairie de Fresnes-sur-Escaut - 2 visiteurs
Lundi 10/03/2025 14H-17H	3ème permanence à l'hôtel de ville de Valenciennes - 1 visiteur
Vendredi 14/03/2025 15H-18H	4ème permanence au siège de la CA Valenciennes Métropole - Aucun visiteur
Samedi 22/03/2025 09H-12H	5ème permanence à la mairie de Fresnes-sur-Escaut - 4 visiteurs
Mercredi 26/03/2025 14H-17H	6ème permanence au siège de la CA Valenciennes Métropole - Aucun visiteur
Mercredi 26/03/2025 à 18H00	Clôture de l'enquête
27 et 28/03	Récupération des REP des 16 communes
Mardi 01/04/2025	Notification du procès-verbal des observations (C. urb., R123-18)
Mercredi 09/04/2025	Réception du mémoire en réponse au procès-verbal des observations
29/04/2025	Restitution du rapport d'enquête avec les conclusions et avis

6. Analyse des observations transcrites

6.1. Révision allégée

Aucune observation écrite n'a été enregistrée pour cette évolution du PLUi

6.2. Déclaration de projet

A été réceptionnée dans la messagerie dédiée une seule requête dont l'autrice est la porte-parole des habitants du quartier. Lors de la concertation préalable, elle avait déjà fait connaître ses observations.

Réf. Obs.	Observations de la pétitionnaire
M 1-DP	Dans le cadre de la nouvelle consultation publique ouverte jusqu'au 26 mars concernant la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord de valenciennes, veuillez trouver mes observations qui font suite aux premières observations faites le 09/12/24 auxquelles vous avez apporté réponse dans le bilan de cette précédente concertation.

Réponse de la CA Valenciennes Métropole

Comme indiqué, ces observations reprennent celles exprimées lors de la concertation préalable auxquelles des réponses ont été apportées dans le bilan de la concertation.
Elles concernant davantage le projet pour lequel une concertation a été menée dont l'organisation de réunions publiques en 2022 et 2023.
Par ailleurs, certaines observations sont prises en compte dans les dispositions de l'OAP sur le secteur de projet.

Observations de la pétitionnaire suite aux réponses de la CA Valenciennes métropole dans le bilan de la concertation

***CE** : ces observations sont transcrites dans la requête numérique réceptionnée en fin d'enquête publique.*

CA Valenciennes Métropole

«A noter que dans la bande de 100 mètres, aucune zone à vocation d'habitat n'est prévue mais des zones d'activités économiques et pôle multimodal. De plus, la dérogation ne concerne que cette zone UR. »

Pétitionnaire

Artificialiser les délaissés de l'autoroute, même si ce n'est pas pour y construire des logements, c'est :

- Eliminer les arbres qui s'y trouvent et qui absorbent du CO2, c'est supprimer des écrans à la pollution de l'air pour les populations les plus proches, c'est donc exposer ces populations à une pollution accrue (Dutemple aux abords du tramway, La Plaine, Chasse Royale en particulier les élèves du collège Joséphine Baker et de son internat).
- Augmenter la pollution sonore par la suppression des arbres écrans.

CA Valenciennes Métropole

« En matière d'accompagnement paysager, les aménagements paysagers des espaces publics totalisent environ 45 257 m², soit 19,9 % de la surface de l'opération dont : 745 arbres plantés, 14 439 m² de CA Valenciennes Métropole – Déclaration de projet - 8 massifs arbustifs et de massifs vivaces, 11 522 m² de boisements, 15 063 m ² de prairies, 4 233 m² de massifs végétalisés dans les noues.

La superficie totale des espaces verts (espaces publics et privés) est estimée à 6,57 ha. Une végétalisation conséquente est donc prévue, afin de favoriser la nature en ville. »

Pétitionnaire

- Se priver d'ilôts de fraîcheur pour les hommes et la biodiversité locale alors que nous connaissons des épisodes caniculaires plus longs et plus fréquents en été. Certes, de nombreux arbres sont en train d'être plantés en ligne le long de la nouvelle voie, mais cela ne remplacera pas les ilots naturels et denses qui s'étaient constitués sur l'échangeur depuis 40 ans. De même, pourquoi avoir supprimé les rideaux d'arbres en bordure du collège ?

CA Valenciennes Métropole

« La proximité au futur hub de mobilité et du tramway : le projet du CHV accueillera sur son futur site près de 200 salariés qui pourront s'y rendre via les transports publics.
- La superficie du site (3,7 ha) qui permet de développer le programme souhaité : blanchisserie, pharmacie, préparation des repas et de prévoir le stationnement nécessaire pour le personnel. »

Pétitionnaire

- Construire le pôle logistique de l'hôpital près de la station de tramway Dutemple est une aberration car il sera éloigné de l'hôpital et les services de blanchisserie, etc. devront effectuer d'innombrables rotations dans la journée pour approvisionner l'hôpital, ce qui augmentera encore le nombre de véhicules circulant dans la quartier. Il eut été logique de le construire au plus près possible de l'hôpital.
- L'emplacement aura une emprise au sol importante et sera en plus doté d'un parking malgré la proximité du hub, ce qui supprimera tout espace naturel dans le secteur, malgré les arbres plantés qui seront simplement de l'aménagement paysager.

CA Valenciennes Métropole

« Parmi ces mesures, doivent envisagés la mise en œuvre d'un dispositif de sensibilisation des populations sur la prévention en santé face à la pollution chronique ainsi que le suivi régulier de la qualité de l'air. À cette seconde fin, un emplacement est proposé à l'agence régionale de santé, six mois au moins avant la plus courte des deux dates suivantes : fin des travaux de voiries de la phase 1 ; démarrage de la première construction d'un bâtiment sur un lot. Afin de limiter l'exposition des nouvelles populations, la CAVM prend, avant la délivrance de toute autorisation d'urbanisme sur le périmètre autorisé, l'attache préalable de l'agence régionale de santé pour définir la méthodologie des modélisations et les paramètres à y prendre en compte. Par ailleurs, si dans un délai de 5 ans, à partir du démarrage des travaux autorisés par le présent arrêté, la demande d'autorisation de la phase 2 (cf : article 2) n'a pas été déposée, la CAVM réalise une modélisation en 3D de la pollution atmosphérique liée au projet. Les résultats sont fournis au préfet dans un délai d'un an. »

Pétitionnaire

- Construire de nouveaux immeubles de bureaux sur les délaissés de l'autoroute est une absurdité car de nombreux locaux déjà terminés sont vacants dans la métropole de Valenciennes et d'autres sont actuellement en construction.

Observation CE

Afin de respecter les dispositifs publics relatifs à la sobriété foncière et à la lutte contre les friches urbaines, en partenariat avec les organismes consulaires (C. urb., L132-7), il serait utile de joindre le recensement des immeubles de bureaux vacants du territoire de Valenciennes Métropole avec une analyse sur leur potentiel d'utilisation, ainsi qu'une étude prospective sur les conséquences de l'occupation des locaux existants après l'ouverture de nouveaux bâtiments de même nature à l'entrée nord de Valenciennes.

Ces constructions vont être pourvues de parkings qui vont augmenter l'artificialisation de la zone et la circulation de véhicules dans celle-ci.

- Faire des mesures et de la prévention des populations n'y changera rien car le nombre de véhicules augmentera et la pollution avec. La population sensibilisée souhaitera juste déménager quand elle comprendra à quels risques on l'expose.

Il reste à espérer, puisque le projet se veut environnemental, que :

- ces nouveaux bâtiments devront être pourvus de panneaux solaires et/ou de toits blancs ou végétalisés ainsi que d'une climatisation naturelle.
- les terrains où seront implantés ces immeubles de bureaux et le pôle logistique de l'hôpital seront rapidement et abondamment végétalisés

Observations CE

Entendu et non transcrit au cours de l'enquête - Les habitants du quartier « entrée nord de Valenciennes » n'auraient pas été suffisamment informés sur l'enquête. En effet, il y a de nombreux affichages présentant des enquêtes passées (enquête publique pour le projet de ZAC entre autre). L'accès aux permanences soit à l'hôtel de ville de Valenciennes, soit au siège de la CA de Valenciennes Métropole, n'étaient pas pratiques en raison de l'éloignement du quartier et des horaires. De plus, la consultation du dossier format numérique sur le site internet demande une très grande habileté et n'était pas accessible à tous.

En raison de la complexité de l'enquête :

- enquête publique unique portant sur 3 évolutions du PLUi,

- étendue du territoire concerné par l'enquête (16 communes),

- durée de l'enquête (31 jours),

- désignation d'un seul commissaire enquêteur et non d'une commission d'enquête,

Il n'a pas été possible :

- d'organiser une réunion publique pour l'information de la population sur « la déclaration de projet pour la restructuration de l'entrée nord de Valenciennes »,

- de tenir dans le quartier des permanences avec des jours et horaires adaptés pour faciliter la participation des habitants.

Dans le cas présent, les modalités de l'enquête n'ont pas permis au public de prendre connaissance du projet et de participer en présentant des observations et des propositions.

C'est très regrettable.

6.3. Modification de droit commun (MDC)

6.3.1. Artres (friche Valboval)

Réf. Obs.	Réf. cadastre	Demande du pétitionnaire
REP1-Artres Mme la Maire	**AE 49**	Suite aux dernières informations reçues à propos de la zone à renaturer (friches à Artres), nous souhaitons que cette zone soit classée en « zone naturelle polluée ».

Projet de la modification objet n° 1 présenté à l'enquête

Zonage initial :



Zonage après modification :



Suite à cette modification, 1,48 ha (correspondant principalement à la parcelle AE 49 et la moitié de la voirie contigüe) de zone UEa sont reclassées en zone naturelle pour prendre en compte et inscrire dans la durée un projet de renaturation d'une friche.

Réponse de la CA Valenciennes Métropole

Positive. Compte tenu des dernières informations relatives à la pollution du site, la parcelle AE 49 correspondant à la friche Valboval sera reclassée en zone Np (*Np : secteur de pollution avérée ou suspectée où sont interdites toutes occupations et utilisations des sols des terrains*) en vue de l'approbation de la modification de droit commun.

La Chambre d'agriculture, en sa qualité de « Personne Publique » a communiqué qu'elle est très vigilante sur les projets de renaturation car ces hectares seront repris sur d'autres espaces à l'avenir (dans le cadre de l'application du ZAN) et qu'avant la renaturation, il est nécessaire d'envisager une autre destination pour réinvestir les friches. Ce site aurait pu être adapté à un projet d'énergie renouvelable.[48]

Analyse CE

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) dans son article 15 réaffirme le rôle des collectivités locales pour l'aménagement du territoire en donnant aux maires un nouveau dispositif de planification, la zone d'accélération de production d'énergies renouvelables (ZAER), qu'ils devront définir pour l'implantation de projets d'énergies renouvelables en fonction du potentiel de leur territoire, afin de répondre aux objectifs fixés par la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Suite à la promulgation de cette loi, la chambre d'agriculture est chargée de proposer au préfet un document cadre identifiant les « surfaces agricoles, naturelles et forestières » susceptibles d'accueillir des projets photovoltaïques au sol.

La proposition de la chambre d'agriculture de réinvestir les friches en projet susceptibles d'accueillir des projets photovoltaïques au sol pourrait répondre aux volontés ministérielles de l'Aménagement des territoires et de la Transition écologique imposant la « sobriété foncière » et la « production d'énergie renouvelable ».

[48] Réunion des personnes publiques sur le projet MDC le 18 octobre 2024. Compte rendu joint au dossier intitulé : « 5ème partie – Pièces jointes c/ Réponses aux questions », page 57

6.3.2. Fresnes-sur-Escaut

Réf. Obs.	Observations du pétitionnaire
P 1 – Fresnes-sur-Escaut Habitante	Sujet : modification du PLU Observations 1. Plan du cimetière actuel non conforme voir zone bleue 2. Suppression de la servitude actuelle le long du cimetière actuel parcelle 7 ? Non 3. Présence d'un puits (indiqué sur le plan)

Réponse de la CA Valenciennes Métropole

1. L'extrait de plan transmis n'est pas le bon. Il est issu de la version du zonage avant modification daté du 27/06/2023. Le plan modifié et actualisé par la modification de droit commun n° 2 est le suivant :



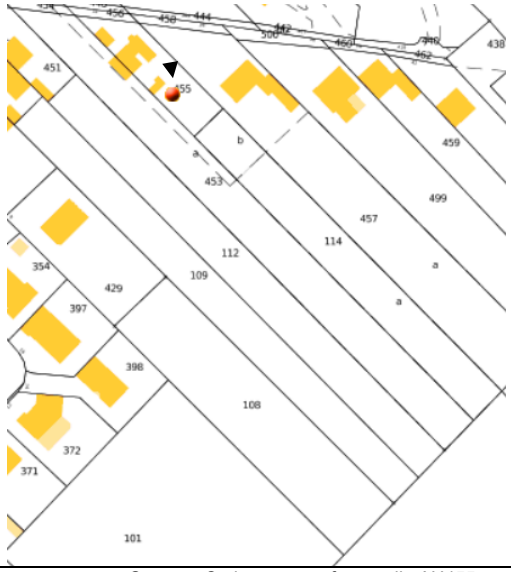
2. Hors enquête
3. Hors enquête.

Cette information a été portée à la connaissance de la commune.

Analyse CE

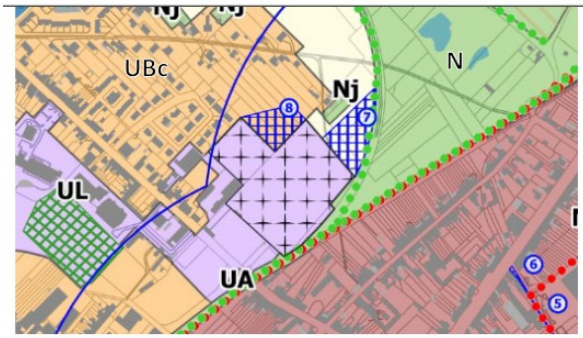


Source : MDC2 - Notice explicative p. 73

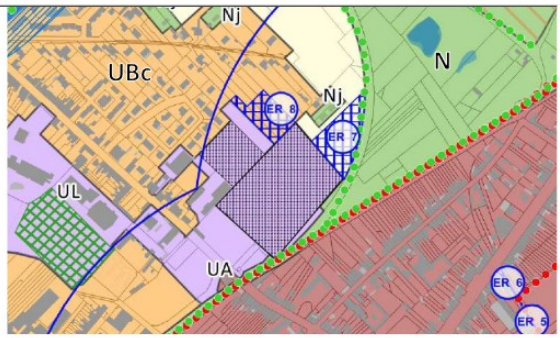


Source : Cadastre.gouv.fr-parcelle AH455

Zonage initial :



Zonage après modification :



Source : MDC2 - Notice explicative p. 75

La parcelle AH 455 est concernée par un forage de 9 m de profondeur qui permet l'alimentation en eau potable d'une famille dont l'habitation n'est pas desservie par le service public d'alimentation en eau potable alors qu'elle se trouve à l'intérieur de l'enveloppe urbaine du bourg de Fresnes.

Au regard ***de l'article L1321-6 du code de la santé publique : Les personnes responsables de la distribution d'eau sont les personnes publiques prévues au premier alinéa de l'article L2224-7-1 du code général des collectivités territoriales****.*

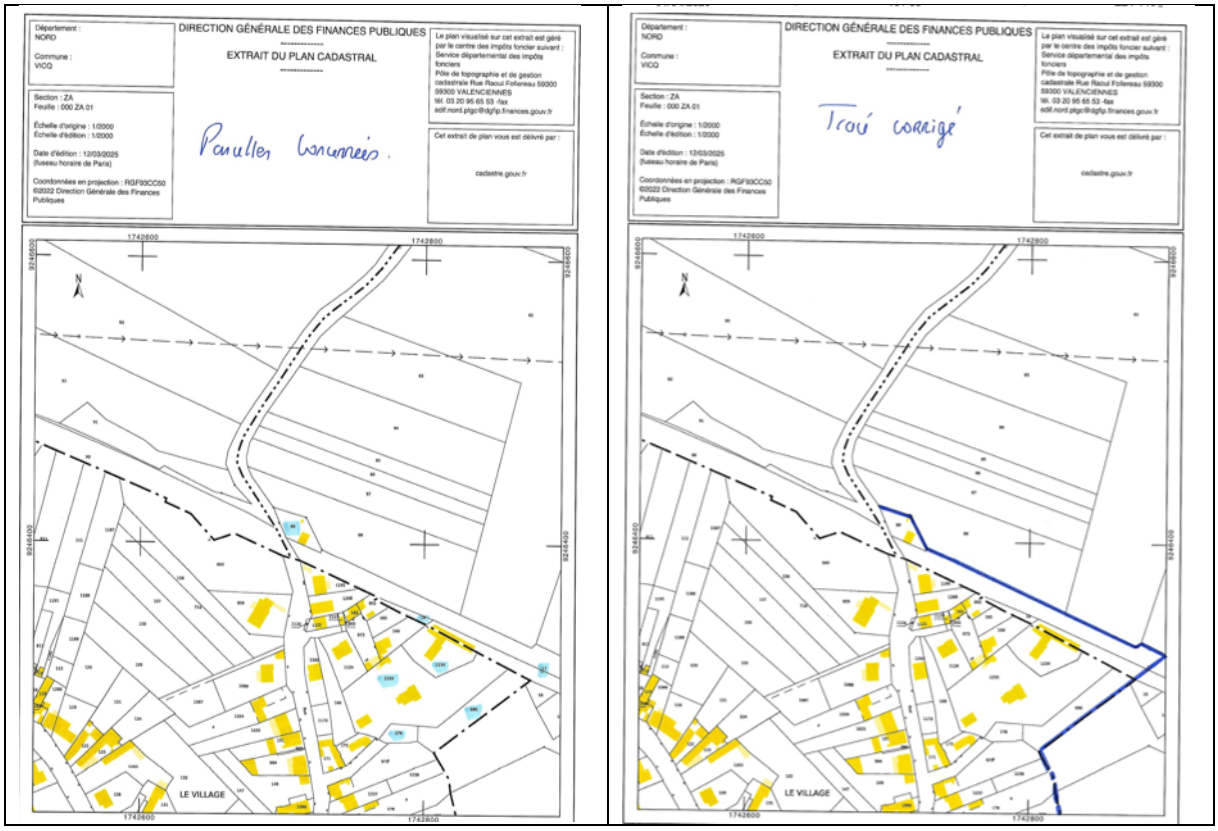
Les communes ou leurs établissements publics de coopération identifient sur leur territoire les personnes n'ayant pas accès, ou ayant un accès insuffisant, à l'eau potable ainsi que les raisons expliquant cette situation. Ce diagnostic territorial porte sur l'intégralité de la population présente sur leur territoire (CGCT, L2224-7-2).

Le dossier d'enquête MDC n° 2 ne contient pas l'avis de la collectivité (ou de l'EPCI) au titre de la compétence eau.

Au titre de l'article L101-2 al. 4 du code de l'urbanisme qui cite « La sécurité et la salubrité publiques » parmi les objectifs de l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme, la recherche d'une solution cohérente entre le projet d'extension du cimetière et l'accès à l'eau potable de cette habitation s'avère nécessaire.

6.3.3. Vicq

Réf. Obs.	Réf. cadastre	Observations du pétitionnaire
M 1-Vicq Propriétaires	B1233 B1234 B686 B176 ZA14 ZA17 ZA18 ZA19 ZA89	Sujet : demande de correction de zonage pour les parcelles sises à VICQ En qualité de propriétaires des terrains sis à VICQ 66, 50 et 52 rue basse, cadastrés section B n°1233, n°1234, n°686, n°176 et ZA n°14, n°17, n°18, n°19 et n°89, nous nous permettons de vous adresser la présente demande de correction de zonage dans le cadre de la modification du PLUi de Valenciennes. Après une analyse approfondie des documents d'urbanisme en vigueur, j'ai constaté une incohérence dans le zonage actuel de mes parcelles. En effet, le zonage actuel classé en zone naturelle et agricole (ACN) ne correspond pas à la réalité urbaine dans la mesure où nos terrains n'ont pas de vocation agricole. Ils sont construits depuis maintenant de nombreuses années et sont entourés de plusieurs parcelles agricoles exploitées. Il s'agit de plusieurs maisons à usage d'habitation qui sont donc impropres à l'activité que représente l'agriculture. Lesdits terrains sont tous viabilisés et accèdent à la voierie. En conséquence, force est de constater que le classement de nos parcelles en zone agricole constitue une erreur manifeste d'appréciation. Cela signifie que la décision de zonage est entachée d'une erreur suffisamment grossière pour être décelée à première vue. Je souhaite, en conséquence, afin de réparer l'erreur matérielle commise, solliciter une correction du tracé actuel afin que mes parcelles soient reclassées en zone UA lors de la prochaine modification du PLUi. Cette correction permettrait de mieux correspondre à la réalité actuelle des terrains mais aussi de leur environnement immédiat tel qu'ils étaient, pour la plupart, avant la modification tout en respectant les orientations générales du PLUi. Je joins à ce courrier les documents suivants pour appuyer ma demande : - Extrait cadastral des parcelles concernées (parcelles en fluo bleu) - Vues aériennes géoportail des terrains et de leur environnement (en jaune tracé actuel / en bleu barré : tracé à supprimer / en bleu continu : tracé corrigé demandé)



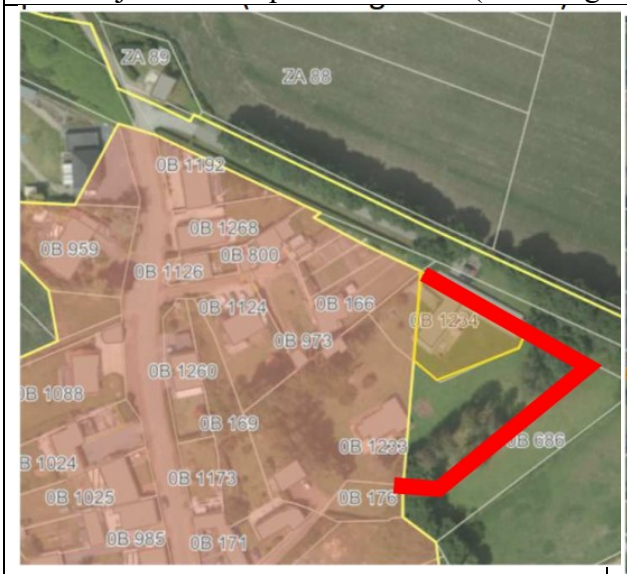


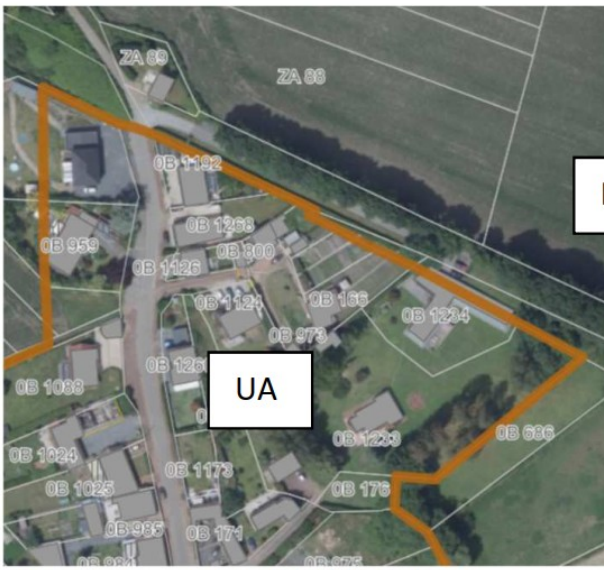
Trait A supprimer

- Vues aériennes géoportail des terrains et de leur environnement (en jaune tracé actuel / en bleu barré : tracé à supprimer /en bleu continu : tracé corrigé demandé)

Réponse de Valenciennes Métropole

Cette requête avait été faite dans le cadre de l'enquête publique relative à la modification de droit commun n° 1.
La correction de l'erreur matérielle dans le cadre de la modification de droit commun n° 2 se limite à reclasser en zone UAb l'habitation existante sur la parcelle B1234 et non les autres.
La limite de la zone UAb sera néanmoins rectifiée pour se caler à l'enveloppe urbaine du SCoT mais aussi au zonage du document d'urbanisme précédent (POS de Vicq). Il inclura ainsi le jardin de la parcelle B1233 (trait rouge ci-dessous).





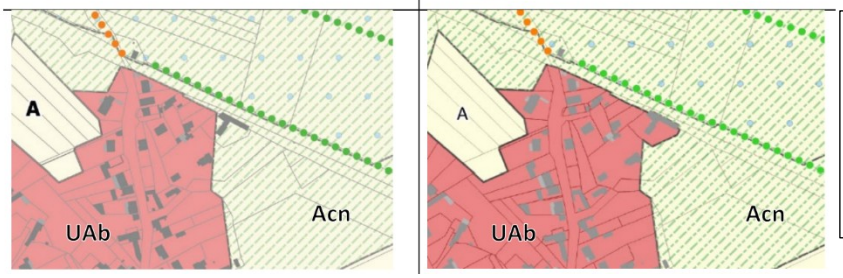
Extrait du zonage du POS de Vicq

Analyse CE

1. Les rectifications sollicitées :

a) Dans le dossier d'enquête publique, le projet présenté à la MDC n° 2, objet n° 7 « Vicq : correction d'une erreur matérielle », il est exposé les justifications suivantes : « La commune de Vicq a signalé une erreur matérielle dans le zonage communal. Une partie de la parcelle B 1234 accueillant une habitation a été classée en zone Acn lors de la définition du périmètre des zones alors qu'elle devrait être en zone UAb. Cette habitation est desservie par un chemin d'accès privé depuis la rue Basse ».

Zonage initial : | Zonage après modification :



Notice explicative
De la MDC n° 2
Objet n° 7, page 37
Correction d'une erreur matérielle

b) En réponse à la requête du pétitionnaire, la CA de Valenciennes Métropole ajoute en plus : « La limite de la zone UAb sera néanmoins rectifiée pour se caler à l'enveloppe urbaine du SCoT mais aussi au zonage du document d'urbanisme précédent (POS de Vicq). Il inclura ainsi le jardin de la parcelle B1233. »



Cartographie extraite du
Mémoire en réponse de la CA Valenciennes Métropole

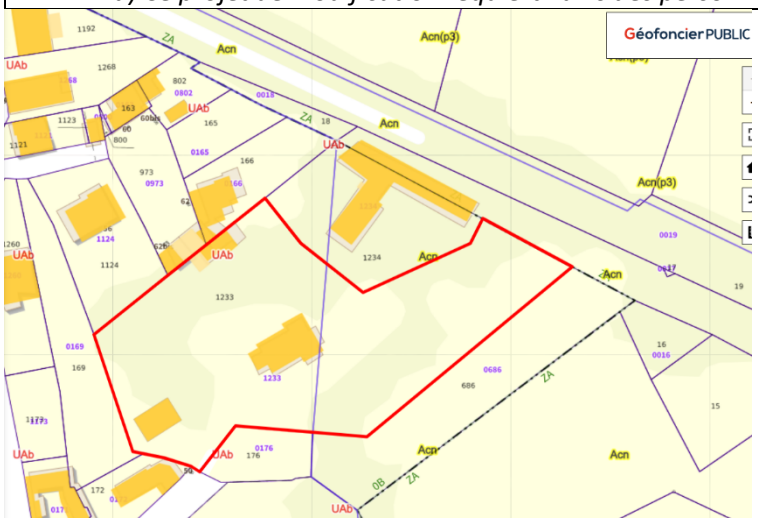
2. Observations CE

a) Le site Géorisques recense sur les parcelles cadastrées B1233 et B1234 des retraits gonflement d'argile, des remontées de nappe, une canalisation de transport de matières dangereuses.

b) Depuis l'approbation du POS de Vicq (avant la loi SRU de 2000), les critères pris en compte en matière d'urbanisme et d'environnement ont évolué (zones humides, sobriété foncière etc).

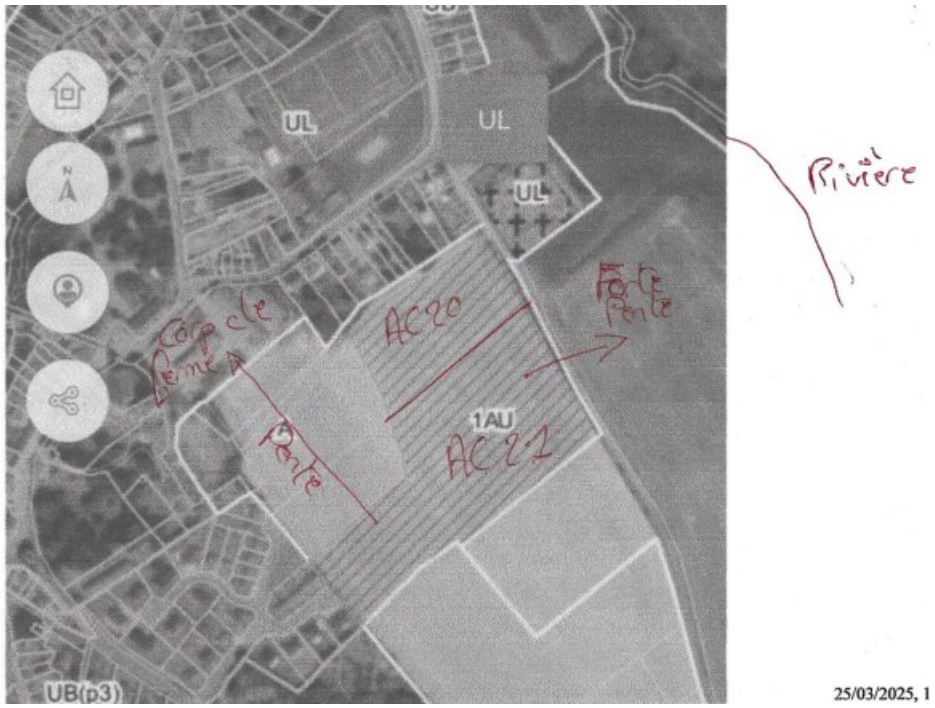
c) S'agissant d'une réduction d'un espace naturel, l'avis de la CDPENAF est nécessaire.

d) Ce projet de modification requiert l'avis des personnes publiques notamment de la DDTM.



https://www.geofoncier.fr/

6.3.4. Artres (zone 1AU)

Réf. Obs.	Réf. Cadastre	Observations du pétitionnaire
M 1-Artres Exploitant agricole	AC 21	Sujet : demande de classement de la parcelle AC 21 en zone agricole à Artres Concernant la parcelle AC 21 sur la commune d'Artres qui nous pose de gros problèmes d'inondations sur le corps de ferme (AC7) et la parcelle AC 21 qui sont accidentés. Ma parcelle ZD 43 est située en face de ma parcelle AC 21. La rivière passe en cas d'orages avec des très fortes précipitations, la Rhonelle débordera et mon champ sera inondé. Un énorme tuyau de gaz traverse la parcelle AC 21. Serait-il possible de laisser la parcelle AC 20 en zone AU et changer l'AC 21 en zone agricole. 

Réponse de Valenciennes Métropole

Hors enquête.

Cette information sera portée à la connaissance de la commune.

Analyse CE

Une partie du territoire de la commune d'Artres est compris dans le PPRi de la Rhônelle.

D'après le site Georisques, la parcelle AC 27 est concernée par les risques suivants :

- *Remontée de nappe*
- *Canalisations de transport de matière dangereuse*

Elle appartient à un office public de l'habitat depuis de nombreuses années et est classée en zone 1AU au PLUi.

Le projet de l'office de l'habitat sur cette parcelle est-il toujours d'actualité ?

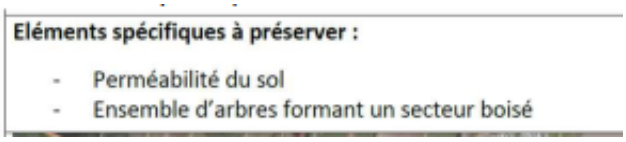
En raison des caractéristiques accidentogènes de la parcelle AC 27 (inondations, servitudes…), de la volonté publique de promouvoir la sobriété foncière et de protéger les « espaces naturels, agricoles et forestiers » (ENAF), la requête du pétitionnaire est justifiée et pourrait être intégrée à l'évolution du PLUi après avis des personnes publiques notamment de la chambre d'agriculture, de l'office public de l'habitat (propriétaire), de la DDTM, de la commune d'Artres.

6.3.5. Vieux-Condé

Réf. Obs.	Réf. Cadastre	Observations du pétitionnaire
M 1-Vieux-Condé Propriétaires	AT 672 AT 673	Sujet : protection au titre de l'article L 151-23 à Vieux-Condé Nous avons appris que le fond de ces parcelles se verrait identifié en tant qu'espace végétal de qualité à préserver au titre de l'article L 151-23 du Code de l'urbanisme. Ces logements sont occupés par des locataires et ils utilisent ces jardins à leur convenance : potager, plantation, poulailler, abri de jardin… Nous souhaitons donc qu'ils continuent à jouir de cette manière.

Réponse de la CA de Valenciennes Métropole

Les parcelles concernées restent classées en zone UAb où les constructions légères et les annexes sont autorisées. L'identification en tant qu'espace végétal de qualité au titre du L151-23 du code de l'urbanisme entraîne seulement les dispositions suivantes (extrait de la fiche descriptive) :

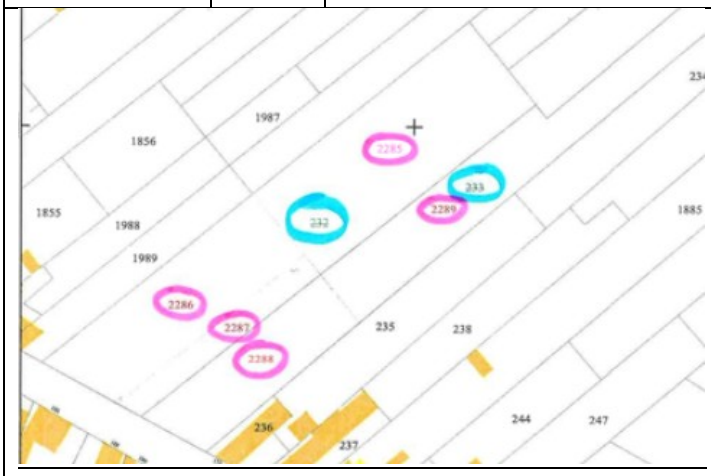


Observation CE

Nous prenons acte.

6.3.6. Hergnies

Réf. Obs.	Réf. Cadastre	Observations du pétitionnaire
M 1-Hergnies Propriétaire habitante	C2285 C2286 C2287 C2288 C2289	Sujet : reclassement parcelle bâtie à Hergnies Nous avons découvert lors de notre entrevue le 22/03/25 que ces parcelles C2285, C2286, C2287, C2288, C2289 avaient été classifiées par erreur en zone A, y compris la parcelle C2286 sur laquelle a été construite cette maison. Par ailleurs, la maison n'apparait pas sur le plan de zonage 2019 (...) mais avec les parcelles 232 et 233 en zone UB, et apparaît sur le PLUi 2021 avec les parcelles en zone A (...). Nous demandons donc que ces 5 parcelles soient rétablies en zone UB.



Extrait du plan cadastral



Zonage du PLUi 2021

Réponse de la CA de Valenciennes Métropole

Hors enquête.

Toutefois, concernant la maison bâtie sur la parcelle C232, il s'agit en effet d'une erreur matérielle qui sera corrigée dans une procédure ultérieure.

Observation CE *: Nous prenons acte.*

Conclusion du rapport d'enquête publique unique

Cette page clôt le rapport d'enquête publique unique relative à trois procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole :

1. Révision allégée n° 1 (RA1) concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut
2. Déclaration de projet (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes
3. Modification de droit commun n° 2 (MDC2) concernant 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé

Les avis figurent dans des documents séparés intitulés :

2. Conclusions et avis sur la *Révision allégée n° 1*
3. Conclusions et avis sur la *Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes*
4. Conclusions et avis sur la *Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes*

Les pièces jointes sont intégrées dans des dossiers séparés intitulés :

5. Pièces jointes :
    a. Formalités
    b. PV (C.env., R123-18) et Mémoire en réponse
    c. Réponses aux questions

Le 26 avril 2025



Marinette BRULÉ
Commissaire enquêtrice

Pièces jointes

5ème partie – Pièces jointes
a. Formalités [49]

1. Décision n° E24-140 du TA de nomination d'un CE du 30/12/2024 4
2. Arrêté n° 02-25 de CAVM d'ouverture de l'EPU du 06/02/2025 6
3. Préparation de l'enquête publique unique 15
   3.1. Compte rendu de la réunion avec la CAVM du 27/01/2025 15
   3.2. Compte rendu de la visite avec la CAVM du 06/02/2025 21
   3.3. Informations transmises par la CAVM aux 16 mairies concernées par l'EPU 26
   3.4. Informations transmises par la CAVM à la mairie de Trith-Saint-Léger (MDC2) 30
   3.5. Informations transmises par la CAVM à la mairie de La Sentinelle (DP) 32
4. Publicité de l'enquête 34
   4.1. Avis d'enquête affiché à l'affichage officiel des mairies et de la CAVM 34
   4.2. 1ère parution à L'Observateur du Valenciennois (7/2/2025) 35
   4.3. 1ère parution à La Voix du Nord (8/2/2025) 36
   4.4. 2ème parution à L'Observateur du Valenciennois (28/02/2025) 37
   4.5. 2ème parution à La Voix du Nord (26/02/2025) 38
5. Sommaires de la composition des dossiers 39
   5.1 Révision allégée n°1 (RA1) concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut 39
   5.2 Déclaration de projet (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée Nord à Valenciennes 40
   5.3 Modification de droit commun n° 2 (MDC2) concernant 16 communes 41
6. Flash de l'information numérique sur le site de Valenciennes Métropole 43
   6.1. Accès au dossier numérique 43
   6.2. Dossier EPU 46
   6.3. Dossier Révision allégée Château Renard à Fresnes-sur-Escaut 47
   6.4. Dossier Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi pour l'entrée nord de Valenciennes 49
   6.5. Dossier Modification de droit commun concernant 16 communes 55
7. Liste détaillée des pièces format papier réceptionnées par la CE 60
   7.1. Dossier EPU 60
   7.2. Dossier Révision allégée Château Renard à Fresnes-sur-Escaut 61
   7.3. Dossier Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi pour l'entrée nord de Valenciennes 62
   7.4. Annexe à la déclaration de projet - « étude d'impact de 2022 » 63
   7.5. Modification de droit commun concernant 16 communes 65
8. Courrier d'observations n° 1 à Valenciennes Métropole 68

[49] Les pièces jointes citées sont intégrées au dossier « 5ème partie – Pièces jointes / a. Formalités »

9. Courrier d'observations n° 2 à Valenciennes Métropole 74
10. Photos de l'affichage et de la publicité 81
11. Certificats d'affichage 114
11.1. Artres 114
11.2. Aulnoy-lez-Valenciennes 115
11.3. Beuvrages 116
11.4. Bruay-sur-l'Escaut 117
11.5. Crespin 118
11.6. Fresnes-sur-Escaut 119
11.7. Hergnies 120
11.8. Maing 121
11.9. Monchaux-sur-Ecaillon 122
11.10. Odomez 123
11.11. Petite-Forêt 124
11.12. Quarouble 125
11.13. Saint-Saulve 126
11.14. Valenciennes 127
11.15. Vicq 128
11.16. Vieux-Condé 129
11.17. CA Valenciennes Métropole (siège de l'enquête) 130
11.18. Trith-Saint-Léger 131
12. Procès-verbal des observations (C.env., R123-18) 132
12.1. Liste des pièces jointes au procès-verbal signé 132
12.2. PV signé le 1er avril 2025 132

5ème partie – Pièces jointes
b. Procès-verbal (C.env., R123-18) et Mémoire en réponse

[50]

1. Procès-verbal de communication des observations enregistrées au cours de l'enquête par la commissaire enquêtrice commenté et remis le 1er avril 2025
2. Mémoire en réponse de la CA Valenciennes Métropole réceptionné le 9 avril 2025

[50] Les pièces jointes citées sont intégrées au dossier « 5ème partie – Pièces jointes / b. PV (C.env., R123-18) et Mémoire de réponse »

5ème partie – Pièces jointes
c. Réponses aux questions [51]

1. **Courrier d'observations n° 2 à Valenciennes Métropole** 4
2. **Courrier d'observations n° 1 à Valenciennes Métropole** 8
3. **Réponse de Valenciennes Métropole aux observations n°1** 13

RA1-1-0606- notification-PPA-rev-allégée-LD 25
RA1-1-0607-notification-préfet-rev-allégée-LD 27
RA1-1-0608-notification-sous préfet-rev-allégée-LD 28
RA1-2_liste_COURR_PPA-DOSSIER-ARRETE-RA-PLUI-CAVM 29
RA1-2-0609-notif délib arrêté Rév allégée plui PPA 30
RA1-2-0610-Préfet notif délib arrêté Rév allégée Plui 31
RA1-2-Mail CAVM aux PPA 17et23112023 32
RA1-2-Mr Quenet notif délib arrêté Rév allégée plui 34
RA1-5-zonage-reglementaire-PPR_fresnes 35
RA1-6_Mail avis MBM-05122023 36
RA1-7_Mail avis DDTM-20122023 39
RA1-10_Mail DDTM sur CDPENAF-112023 40
DP1-0633 URB COURR NOTIF DP ENTREE NORD PPA 41
DP1-0664 URB_COURR_CONSULTATION-DP-ENTREE-NORD-PPA 42
DP1-Mail CAVM aux PPA-10et112024 49
DP3-Mail RTE suite consultation_05122024 51
DP5-Mail CAVM aux PPA-PV examen conjoint-012025 53
DP5-Mail DDTM sur PV examen conjoint-30012025 55
MDC2-3-20241018_URB_CR_REUNION-PPA-MDC2-PLUI-CAVM 57
MDC2-5-0660_Notification PPA modif n°2 du PLUi 62

[51] Les pièces jointes citées sont intégrées au dossier « 5ème partie – Pièces jointes / c. Réponses aux questions »

MDC2-5-0661 NOTIFICATION MAIRES dossier modif n°2 68

MDC2-5-Mail CAVM aux communes-18122024 70

MDC2-5-Mail CAVM aux PPA-12122024 71

MDC2-10-202408_MDC2_PLUiCAVM_saisine-ae-annexe-2-Formulaire-PLU-MEF 72

Sitographie

https://mondiagartif.beta.gouv.fr/project/130017/tableau-de-bord/artificialisation
https://outil2amenagement.cerema.fr
https://www.banatic.interieur.gouv.fr/intercommunalite/245901160-ca-valenciennes-metropole
https://www.cadastre.gouv.fr/
https://public.geofoncier.fr/
https://www.georisques.gouv.fr
https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=EPCI-245901160
https://www.legifrance.gouv.fr - Codes de l'urbanisme/de l'environnement/CGCT/Patrimoine/Rural
https://www.nord.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Amenagement-urbanisme-habitat-et-construction/Amenagement-urbanisme-et-planification/Les-documents-locaux-de-planification-PLU-i-PLU-Carte-Communale/Les-porter-a-connaissance-realises/Delegation-territoriale-de-VALENCIENNES/Elaboration-du-PLUI-C.A.V.M-Communaute-d-Agglomeration-Valenciennes-Metropole/Servitudes-d-utilite-publique
https://www.nord.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Amenagement-urbanisme-habitat-et-construction/Amenagement-urbanisme-et-planification/Les-documents-locaux-de-planification-PLU-i-PLU-Carte-Communale/Les-porter-a-connaissance-realises/Delegation-territoriale-de-VALENCIENNES/Elaboration-du-PLUI-C.A.V.M-Communaute-d-Agglomeration-Valenciennes-Metropole
https://www.nord.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Information-et-participation-du-public/CODERST/Seances-2023/Septembre
https://www.nord.gouv.fr/Services-de-l-Etat/Prefecture-et-sous-prefectures/Sous-prefectures/Arrondissement-de-Valenciennes
https://www.valenciennes-metropole.fr/
google
wikipedia
sites des communes de la CA de Valenciennes Métropole

Département du Nord
Arrondissement de Valenciennes
Communauté d'agglomération Valenciennes Métropole (CAVM)

Enquête publique unique
relative à trois procédures d'évolution
du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Valenciennes Métropole

1. **Révision allégée n° 1 (RA1) concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut**
2. **Déclaration de projet (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes**
3. **Modification de droit commun n° 2 (MDC2) concernant 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé**

(Enquête publique « Code de l'environnement »)

Dossier comprenant 5 parties

1. Rapport d'enquête unique
2. Conclusions et avis sur la *Révision allégée n° 1*
3. Conclusions et avis sur la *Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes*
4. Conclusions et avis sur la *Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes*
5. Pièces jointes :
   a. Formalités
   b. PV (C.env., R123-18) et Mémoire en réponse
   c. Réponses aux questions

2ème partie – Conclusions et avis sur la Révision allégée n° 1

Établi en 2 exemplaires

- Tribunal administratif de Lille
- Communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole (formats numérique et papier)

Références :

- Décision du Tribunal administratif de Lille du 30 décembre 2024 – dossier E24-140/59
- Arrêté n° 02-25 du président portant ouverture de l'enquête unique relative à trois procédures d'évolution du PLUi de Valenciennes Métropole en date du 6 février 2025 (Réception Sp : 06/02/2025)
- Code de l'environnement notamment les articles L123-1 et s., L123-6 et R123-7
- Code de l'urbanisme notamment, les articles L153-31 et s. (RA1) ; L300-6, L153-54 et s. (DP) ; R104-11 (Ee) ; L153-36 et s. (MDC2)
- Dossier numérique d'enquête publique consultable sur le lien suivant : https://www.valenciennes-metropole.fr/competences/amenagement-du-territoire/urbanisme/

Siège de l'enquête :	Valenciennes Métropole 2 Place de l'Hôpital Général CS 60227 59305 Valenciennes
Maître d'ouvrage des trois procédures :	Valenciennes Métropole (CAVM)
Service chargé de ces projets à la CAVM :	Direction de l'urbanisme (Tél : 03 27 096 170)
Commissaire enquêtrice titulaire :	Marinette BRULÉ

Sommaire

Conclusions 3
1.1. Le contexte 3
1.2. Le projet de reclassement du château Renard 5
1.3. Le dossier d'enquête RA1 7
1.4. Le déroulement de l'enquête 9
1.5. Synthèse de la contribution publique 10
1.5.1. Les personnes publiques 10
1.5.2. Les visiteurs 12
1.6. Les obligations de l'intercommunalité et les enjeux du projet 12
1.7. Evaluation du projet de RA 13
Avis 15

Conclusions

1.1. Le contexte

Située dans la Vallée de l'Escaut et à proximité de la frontière franco-belge, la commune de Fresnes-sur-Escaut recense 7 500 habitants et s'étend sur 1 177 hectares. Elle est une des 35 communes de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole (CAVM).

Son centre-ville est desservi par la ligne 2 du tramway qui relie Valenciennes à Condé-sur l'Escaut.

Au niveau des zonages d'étude[1], Fresnes-sur-Escaut appartient :

- à l'*unité urbaine* de Valenciennes,
- à l'*aire d'attraction* de Valenciennes,
- à la *zone d'emploi* de Valenciennes,
- au *bassin de vie* de Vieux-Condé.

Son territoire est concerné,

au niveau des documents à valeur supra-communale, par :

- le SRADDET des Hauts-de-France approuvé le 30 juin 2020
- le SCoT du Valenciennois approuvé le 21 février 2014
- le SDAGE Artois-Picardie
- le SAGE de l'Escaut
- le PPRi de l'Aunelle-Hogneau
- le PPRm du Pays de Condé
- la charte du Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut
- le PCAET de Valenciennes Métropole
- le PDU du Valenciennois
- le PLH de Valenciennes Métropole

au niveau des enjeux environnementaux, par :

- une zone Natura 2000 (ZBS Vallée de la Scarpe et de l'Escaut)
- une zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO Vallée de la Scarpe et de l'Escaut)
- cinq zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)
    - Massif forestier de Saint-Amand et ses lisières
    - Marais de Condé-sur-l'Escaut, étang d'Amaury et coupures de l'Escaut
    - Bois d'Emblise, marais du Moulin et marais Loumois
    - La plaine alluviale de la Scarpe entre Flines-lez-Râches et la Confluence avec l'Escaut
    - La basse vallée de l'Escaut entre Onnaing, Mortagne du Nord et la frontière belge
- une zone à dominante humide du SDAGE (ZDH)
- une zone à dominante humide du SDAGE (ZDH)

au niveau des enjeux patrimoniaux, par :

- des éléments du patrimoine industriel et minier inscrit au titre des Monuments historiques
- le patrimoine minier inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco (site classé et zone tampon)

au niveau des obligations liées à la frontière, par :

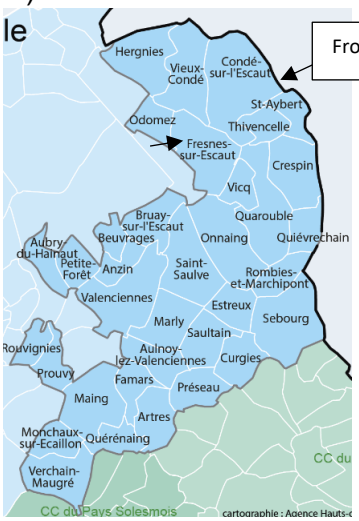
- la circulaire préfectorale en date du 8 avril 2008[2] (communes situées pour tout ou partie à moins de 5 km de la frontière belge)

[1] Commune de Fresnes-sur-Escaut | Insee

[2] https://www.nord.gouv.fr/contenu/telechargement/7790/47307/file/Courrier%20prefect.pdf

au niveau de l'urbanisme, par :

- le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole approuvé le 11 mars 2021 qui a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration (Avis n° 2020-4351 du 07/07/2020 de la MRAe).



***

Le **reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut** est l'objet de la procédure intégrée à l'enquête publique unique (C. env., L123-6, R123-7) qui porte sur trois procédures d'évolution du *plan local d'urbanisme intercommunal* (PLUi) de la *communauté d'agglomération* (CA) *Valenciennes Métropole* (Réf. E24-140) :

- La *révision allégée n° 1* (RA1) concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut ;
- La *déclaration de projet* (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes ;
- La *modification de droit commun n° 2* (MDC2) concernant 16 communes.

Le responsable et maître d'ouvrage de l'ensemble des procédures soumises à la présente enquête unique est la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole.

Les principaux textes de référence de l'*enquête unique* sont encadrés par les articles L123-6 et R123-7 du code de l'environnement qui prévoient notamment que :

- Il peut être procédé à une enquête unique lorsque les consultations du public de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.
- L'enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des consultations du public initialement requises.
- L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique.

La *révision allégée* du plan local d'urbanisme aussi appelée "révision avec examen conjoint" est une version allégée de la procédure de révision générale du PLUi. Les principaux textes de référence pour cette procédure sont les articles L153-31 à L153-35 du Code de l'Urbanisme.

1.2. Le projet de reclassement du château Renard

Le château Renard (ou château Désandrouin) dont la commune de Fresnes-sur-Escaut est propriétaire se trouve dans le parc Joliot Curie sur la parcelle cadastrée AR 258 classée dans le secteur Nl du PLUi qui correspond à un *secteur naturel comprenant les parcs et jardins publics, ainsi que des zones naturelles à vocation récréative, culturelle, touristique ou de loisirs*. Actuellement, il est occupé par l'école communale de musique.

Le château et ses abords sont à proximité de la place centrale où se trouve l'Hôtel de Ville classée en zone UA qui correspond à la *zone mixte centrale à vocation dominante d'habitat du centre-ville des communes urbaines du Pays de Condé et de l'est de la Communauté d'agglomération de Valenciennes* du PLUi approuvé.

Les éléments du château Désandrouin (château Renard) ont été inscrits au titre des monuments historiques (Réf. PA59000226) par arrêté préfectoral en date du 29 avril 2024 :

Le château Desandrouin, son parc avec ses fabriques (temple de l'Amour avec sa glacière, statue de Mars et Vénus, grotte, ponts) présentent du point de vue de l'histoire et/ou de l'art un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation, en tant que rare château du XIX^{ème} siècle dans le goût français, et comportant des éléments bâtis pittoresques dont le point d'orgue est le temple dit de l'Amour, type de folie très rare dans la région et d'une grande qualité malgré son attribution incertaine. L'ensemble témoigne aussi de l'importance de Fresnes-sur-Escaut dans le bassin minier, et de l'articulation entre le développement de l'industrie (ici verrière) et l'extraction de houille, sous l'impulsion de grandes familles d'industriels.

Sont inscrits au titre des monuments historiques les façades et toitures du château Desandrouin, ainsi que la totalité de son parc avec ses fabriques (temple de l'Amour avec sa glacière, statue de Mars et Vénus, Grotte, ponts).

Afin de permettre la réhabilitation du château, la commune de Fresnes-sur-Escaut a fait part de sa volonté de reclasser le château et ses abords en zone UA. Il est prévu :

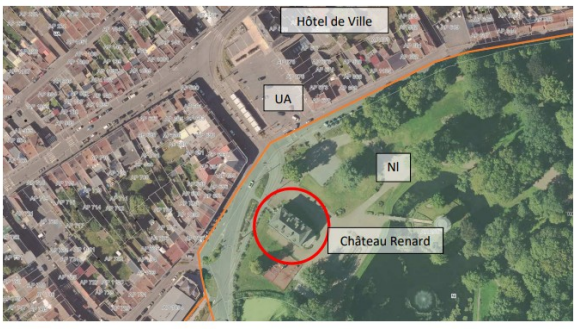
1) En 2024/2025, un nettoyage des façades, la réfection de la porte d'entrée principale, le traitement des bétons, feuillures, la reconstitution du perron et de la terrasse, ainsi que sa couverture, le remplacement de la toiture et des menuiseries suite au classement au titre des MH.

2) En 2026, des travaux de changement de destination à l'intérieur du bâtiment avec maintien de l'école de musique et l'implantation de nouvelles activités :

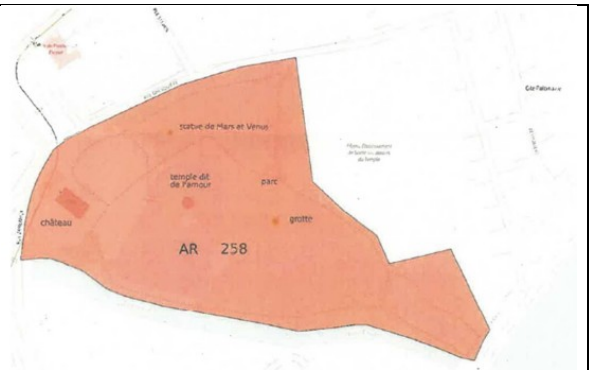
- création de 6 boxes de répétitions musicales,
- création d'un bar/brasserie (50 à 70 couverts) avec terrasse couverte,
- espace d'informations/d'exposition,
- espaces de gaming,
- espaces à louer.

et aménagement des espaces extérieurs.

L'ensemble de ces éléments nécessite de revoir la classification du secteur dans lequel se situe le château, au regard notamment des activités envisagées.

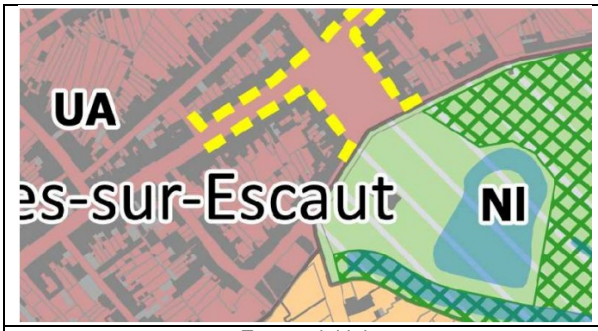


Source : dossier d'enquête/notice explicative, p. 5



Source : dossier d'enquête/notice explicative/plan annexé AP/p. 7
Parcelle cadastrée AR 258 (cadastre.gouv.fr)

Par délibération n° 2022-150 en date du 1er décembre 2022, Valenciennes Métropole a prescrit une révision allégée portant sur le reclassement du château Desandrouin (appelé également Château Renard) et d'une partie du parc attenant, d'un zonage Nl (secteur naturel à vocation de loisirs) en zone UA (tissu urbain mixte central). Après analyse de la demande et des besoins ciblés par la commune de Fresnes-sur-Escaut, il a été acté la **réduction du secteur Nl au profit de la zone UA sur une superficie de 5 287 m², comprenant le château et ses abords immédiats**.



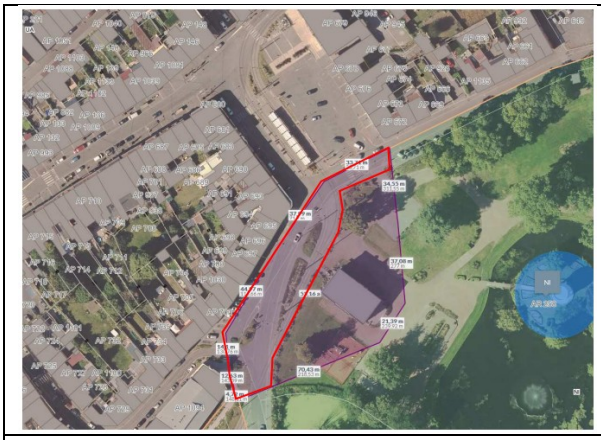
Zonage initial
Source : dossier d'enquête/notice explicative p. 13



Zonage modifié
Source : dossier d'enquête/notice explicative p. 13

Les mesures compensatoires

Sur les 5 287 m² comprenant le château et ses abords immédiats, environ 2 400 m² (en rouge ci-dessous) correspondent à la route et la voie de tramway, et ne constituent pas des espaces « naturels », malgré leur classement en secteur Nl.



Route et voie de tramway classée Nl dans le PLUi actuel
Source : dossier d'enquête/notice explicative p. 12

Ce secteur étant situé en dehors de l'enveloppe urbaine du *SCoT du Valenciennois*, son reclassement en zone urbaine a un impact sur les comptes-fonciers de la commune.

Dans l'objectif de la *loi climat et résilience* et notamment du *zéro artificialisation nette* (ZAN), Valenciennes Métropole applique le principe de la *compensation foncière* avec un *coefficient de 1,5* pour tout projet de reclassement en constructible d'un foncier situé en secteur naturel ou agricole.

La CA de Valenciennes Métropole et la commune de Fresnes-sur-Escaut se sont mises d'accord pour reclasser 1,15 ha initialement classés en zone 2AU dite des Petits Masys – située sur le territoire communal de Fresnes - en zone naturelle (N) pour compenser le reclassement du *château Renard (château Désandrouin)* en secteur urbain (UA). Cette partie reclassée en zone naturelle comme les parcelles à proximité a un projet communal d'extension des jardins partagés et de développement de l'activité de maraîchage. Cette évolution intervient dans la procédure de *modification de droit commun n° 2* (MDC2) du PLUi, une des trois évolutions de la présente *enquête unique*.

1.3. Le dossier d'enquête RA1

Le dossier consultable contenant les pièces communes aux trois évolutions du PLUi consultable et mis à disposition du public pendant toute l'enquête (format papier et format numérique) contient les six pièces suivantes :

- Une note d'information du public
- Courrier du 10/12/2024 au TA sollicitant la désignant d'un CE pour une EPU portant sur 3 évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole
- Note de présentation non technique de l'enquête publique unique
- Avis d'enquête publique unique
- Arrêté n° 02-25 d'ouverture d'enquête
- Décision E24-140/59 du TA

Le sommaire mentionnant la liste des documents intégré au dossier « Révision allégée concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut » consultable et mis à disposition du public pendant toute l'enquête est le suivant (version numérique et version papier)[3].

01 – Pièces administratives
- Délibération de prescription de la révision allégée du PLUi et son annexe
- Délibération d'arrêt-projet de la révision allégée du PLUi

02 – Notice explicative de la Révision allégée

03 – Pièces avant modification
- Rapport de présentation
- 1.2. Justifications
- Règlement graphique / planche A
- Secteur 3 : Fresnes-sur-Escaut

04 – Pièces après modification
- Rapport de présentation
- 1.2. Justifications
- Règlement graphique / planche A
- Secteur 3 : Fresnes-sur-Escaut

05 – Consultation
- Dossier de consultation et avis de la MRAE
- Support de présentation, avis et procès-verbal de la réunion d'examen conjoint avec les PPA

Le responsable du projet a transmis un mémoire de réponses aux questions suivantes.[4]

[3] D'après les pièces que nous avons réceptionnées, le dossier de la RA1 contient 952 pages.
Le contenu détaillé est intégré au dossier intitulé « Dossier 5. Pièces jointes /a.Formalités ».

[4] Les pièces jointes aux réponses sont intégrées au dossier intitulé « Dossier 5. Pièces jointes / c. Réponses aux questions ».
Elles ont été intégrées au site de Valenciennes Métropole dédié à l'enquête afin d'être directement consultables.

Réf.	Observations CE	Réponses CAVM et noms des pièces demandées
RA1-1	Bien vouloir transmettre la liste (avec pièces justificatives) des personnes publiques associées (C. urb., L153-34 articles L 132-7 et L 132-9) destinataires de la délibération du 1er décembre 2022 (n° 2022-150).	La liste des PPA ayant reçu la notification de la RA figure à la suite du courrier RA1-1-0606- notification-PPA-rev-allégée-LD + courrier au Préfet et sous-Préfet : RA1-1-0607-notification-préfet-rev-allégée-LD RA1-1-0608-notification-sousprefet-rev-allégée-LD
RA1-2	Bien vouloir transmettre la liste (avec pièces justificatives) des personnes publiques associées (C. urb., L153-34 articles L 132-7 et L 132-9) invitées à l'examen conjoint qui s'est tenu le 19/12/2023.	La liste des PPA ayant reçu le dossier d'arrêt-projet de la RA et invitées à la réunion d'examen conjoint figure dans le document : RA1-2 liste COURR PPA-DOSSIER-ARRETE-RA-PLUI-CAVM + courrier d'invitation des PPA : RA1-2-0609-notif délib arrêté Rév allégée plui PPA + courrier au Préfet : RA1-2-0610-Préfet notif délib arrêté Rév allégée Plui + courrier au sous-Préfet : RA1-2-Mr Quenet notif délib arrêté Rév allégée plui Cet envoi officiel par courrier a été doublé de mails envoyés aux contacts dans les différentes structures/PPA : RA1-2-Mail CAVM aux PPA 17et23112023
RA1-3	Bien vouloir transmettre la liste des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Vnf, Rte, Sncf, etc) qui pourraient concerner cet espace qui ont été destinataires de la délibération du 1er décembre 2022 (n° 2022-150).	La SNCF en tant que gestionnaire d'infrastructure ferroviaire fait partie des PPA (L132-7) et a été destinataire de la délibération : cf. observation RA1-1. Les autres gestionnaires n'ont pas été consultés.
RA1-4	Bien vouloir transmettre la liste des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Vnf, Rte, Sncf, etc) qui pourraient concerner cet espace qui ont été invitées à l'examen conjoint qui s'est tenu le 19/12/2023.	La SNCF en tant que gestionnaire d'infrastructure ferroviaire fait partie des PPA (L132-7) et a été conviée à la réunion d'examen conjoint : cf. observation RA1-2. A l'exception de l'UDAP (voir observation RA1-8), les autres gestionnaires n'ont pas été consultés. Toutefois en plus des PPA, d'autres organismes ont été consultés sur le projet de RA n°1 : Mission Bassin Minier, SDIS, CAPH, CLE SAGE Escaut.

RA1-5	D'après le site georisque.gouv.fr, le projet (parcelle cadastrée AR 258 – Fresnes- sur-Escaut) est en zone inondable. Est-ce que les autorités administratives compétentes à ce sujet ont été informées du projet ? Bien vouloir transmettre leur avis.	Le projet ne se situe pas dans une zone présentant un risque d'inondation par débordement d'un cours d'eau : le zonage réglementaire du PPR de l'Aunelle-Hogneau se trouve plus à l'est de la commune (voir carte : RA1-5-zonage-reglementairePPR fresnes). Le site du projet est néanmoins concerné par un risque de remontée de nappe : « zone potentiellement sujette aux débordements de nappe / fiabilité moyenne ». La DDTM n'a pas fait de remarques sur ce point.

RA1-6	Le compte rendu de l'examen conjoint signale que la Mission Bassin Minier a fait connaître ses observations par mail du 5 décembre 2023. Or cette pièce n'est pas jointe au dossier. Bien vouloir transmettre ce mail du 5 décembre 2023 de la Mission Bassin Minier.	Les remarques de la Mission Bassin Minier sont reprises dans le support de présentation et le procès-verbal de l'examen conjoint. Les échanges mails du 5/12/2023 sont dans le document suivant : RA1-6 Mail avis MBM-05122023 Il est à noter que depuis la réunion d'examen conjoint (le dossier était en cours à ce moment-là), le château a été inscrit au titre des Monuments Historiques par arrêté préfectoral en date du 29/04/2024, ce qui assure sa protection tout comme le projet de rénovation porté par la commune de Fresnes-sur-Escaut.
RA1-7	Le compte rendu de l'examen conjoint signale que la DDTM a fait connaître ses observations par mail du 20 décembre 2023. Or cette pièce n'est pas jointe au dossier. Bien vouloir transmettre ce mail du 20 décembre 2023 de la DDTM.	La DDTM n'était pas présente à la réunion PPA. Elle a néanmoins transmis un mail le lendemain : RA1-7 Mail avis DDTM-20122023 Les remarques de la DDTM sont reprises dans le procès-verbal de l'examen conjoint.
RA1-8	Est-ce que la DRAC-UDAP a été destinataire de la délibération du 1er décembre 2022 (n° 2022-150) de la CA Valenciennes Métropole ?	L'UDAP du Nord a été destinataire de la délibération et invité à la réunion d'examen conjoint → contact Etienne Dubois dans la liste de diffusion des mails : RA1-2-Mail CAVM aux PPA 17et23112023
RA1-9	Le château Desandrouin (appelé Château Renard) ainsi que son parc incluant le temple dit de l'Amour est inscrit au titre des monuments historiques par arrêté préfectoral en date du 29 avril 2024. Bien vouloir transmettre l'avis de l'ABF sur le projet de RA n° 1.	Malgré sa consultation (cf. observation RA1-8), l'ABF n'a pas transmis d'avis sur le projet de RA n°1.

RA1-10	Dans le cadre des procédures de modification simplifiée, la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers est saisie pour avis dans les conditions prévues à l'article L 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime (C. urb., L153-31) Est-ce que la CDPENAF a émis un avis ?	Il s'agit ici d'une procédure de révision allégée et non de modification simplifiée. L'article L153-31 évoque la procédure de modification simplifiée lorsqu'elle a pour objet de soutenir le développement de la production d'énergies renouvelables. Nous avions interrogé la DDTM concernant la consultation de la CDPENAF dans le cadre de la révision allégée portant sur le reclassement du château à Fresnes-sur-Escaut. Celle-ci nous a confirmé que la CDPENAF n'est pas consultée pour la réduction d'un STECAL : RA1-10 Mail DDTM sur CDPENAF-112023 Par conséquent, la CDPENAF n'a pas émis d'avis.
RA1-11	Bien vouloir transmettre l'avis (délibération) sur le projet de la commune de Fresnes-sur-Escaut (C. urb., L153-33)	Le projet de révision arrêté a été transmis à la commune de Fresnes-sur-Escaut qui était également présente lors de la réunion d'examen conjoint : RA1-2-Mail CAVM aux PPA 17et23112023 + procès-verbal et feuille d'émargement dans le dossier d'EP. Sauf erreur de notre part, l'avis de la commune via une délibération n'est pas imposé par le code de l'urbanisme. La révision est prescrite et le projet arrêté par délibération de l'organe délibérant de l'EPCI.

1.4. Le déroulement de l'enquête

L'EPU a été prescrite du lundi 24 février à 9 H 00 jusqu'au mercredi 26 mars 2025 à 18 H 00 soit 31 jours consécutifs portant sur trois procédures d'évolution de Valenciennes Métropole dont une révision allégée (RA1) concernant le reclassement du Château Renard à Fresnes-sur-Escaut. Le dossier d'enquête était consultable :

- en version numérique sur le site : https://www.valenciennes-metropole.fr/competences/amenagement-du-territoire/urbanisme/
- en version papier à l'hôtel de ville de Fresnes-sur-Escaut, de Valenciennes et au siège de l'enquête à la CA de Valenciennes Métropole.

L'hôtel de ville de Fresnes-sur-Escaut avait été retenu pour 2 permanences.

L'affichage (grand format sur fond jaune) à l'entrée du parc Joliot Curie, à l'entrée du Château Renard, à l'affichage officiel de l'hôtel de ville, ainsi que la publication dans la Voix du Nord et l'Observateur a permis au public d'être informé sur ce projet.

L'information a également été faite sur le site internet de la commune.

Pendant la durée de l'enquête, le public pouvait émettre ses observations :

- par courrier électronique à enquete-publique-evolplui24@valenciennes-metropole.fr;
- sur les registres d'enquête papiers mis à disposition au siège de l'enquête et dans les mairies des 16 communes concernées dont Fresnes-sur-Escaut ;
- par voie postale au siège de l'enquête.

Au cours de la procédure d'enquête publique, il n'y a pas eu l'organisation d'une ou plusieurs réunions d'information et d'échange avec le public (C. env., R123-17).

Conformément à l'article R123-18 du code de l'environnement, la commissaire enquêtrice a communiqué, le mardi 1er avril 2025, aux représentantes du service urbanisme de la Communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole le procès-verbal de synthèse des observations. Au procès-verbal est jointe la copie de l'ensemble des observations transcrites et annexées aux registres d'enquête ainsi que les observations numériques. Le mémoire en réponse de la CA de Valenciennes Métropole a été réceptionné le 10 avril 2025. [5]

Les modalités avec le déroulement de l'enquête publique unique sont exposées dans le Rapport d'enquête unique.[6]

[5] « 5ème partie – Pièces jointes / b. PV (C.env., R123-18) et mémoire de réponse »

[6] « 1ère partie – Rapport d'enquête unique »

1.5. Synthèse de la contribution publique

1.5.1. Les personnes publiques

La MRAe

Par décision n° 2023-6981 du 20 avril 2023, la MRAe a émis un avis conforme (C. urb., R104-33), *la révision allégée du PLUi de la CA de Valenciennes Métropole concernant la commune de Fresnes-sur-Escaut n'étant pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale*.

***Les personnes publiques** destinataires (C. urb., L153-11, L132-7 et L132-9) de la délibération[7] prescrivant la révision allégée du PLUi sont[8] :*

- Préfecture du Nord
- Sous-préfecture de Valenciennes
- DDTM Lille
- DDTM Délégation territoriale du Valenciennois
- Conseil départemental du Nord
- Conseil régional des Hauts-de-France
- SIMOUV – Autorité organisatrice des transports – Schéma de cohérence territoriale (SCoT)
- Chambre de Commerces
- Chambre des Métiers
- Chambre d'agriculture du Nord – Pas-de-Calais
- Parc naturel régional Scarpe-Escaut
- SNCF
- Service départemental d'incendie et de secours du Nord (SDIS)
- Mission du Bassin Minier Nord – Pas-de-Calais
- Communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut
- Syndicat Mixte Escaut et Affluents (SyMEA) - SAGE de l'Escaut

***L'examen conjoint des personnes publiques** (C. urb., L153-34, R153-12)*

L'examen conjoint s'est tenu le 19 décembre 2023.

La *chambre d'agriculture*, a fait connaître qu'elle n'avait pas d'observation particulière.

Par courriel du 5 décembre 2023, l'architecte de la *Mission Bassin Minier* (MBM), excusé à la réunion, propose que les éléments inscrits sur la liste du patrimoine mondial fassent l'objet d'une protection au titre de l'article L151-19. Ceci permettrait à la commune de garder une meilleure maîtrise du futur projet architectural. Par ailleurs, la loi LCAP de juillet 2016[9] demande que les documents d'urbanisme apportent une protection suffisante aux Biens Patrimoine mondial.

Le *département du Nord* demande d'associer les services de l'arrondissement routier aux réflexions et études dans l'éventualité où les accès seraient modifiés.

Le *PNR Scarpe Escaut* est favorable au projet

La *sous-préfecture* n'a pas de remarque sur le dossier sous réserve des éventuelles observations de la DDTM.

La communauté d'agglomération de la *Porte du Hainaut* (CAPH) n'a pas d'observations.

La *DDTM* par mail du 20 décembre 2023, par souci de cohérence et de bonne compréhension du public, conseille que la modification du PLUi relative à la compensation foncière (réduction de la zone 2AU dite des « Petits Masys ») et cette révision allégée (RA) soient concomitantes. (Cette modification est intégrée à la MDC2 de la présente EPU).

[7] Délibération du 1er décembre 2022 (n° 2022-150 – Visa Préf. 07/12/2022)
[8] Liste communiquée par la CAVM suite à la demande de la CE
[9] Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine

Récapitulatif de la participation des autorités publiques

Autorités publiques concernées		Destinataire de la délibération n° 2022-150 du 01/12/2022	Avis annexé au dossier d'enquête	Destinataires de la délibération n° 2023-125 du 05/12/2023 – arrêt de projet bilan de la concertation préalable	Représentés à la réunion d'examen conjoint du 19/12/2023
C. urb., L 132-7	Préfecture du Nord	Oui		Oui	Non
	DDTM	Oui	Courriel	Oui	Non
	Ss-pref Valenciennes	Oui			Oui
	Région Hauts-de-France	Oui	Non	Oui	Non
	Département du Nord	Oui	Oui	Oui	Oui
	Autorités organisatrices des transports (SIMOUV)*	Oui	Non	Oui	Non
	PDU (SIMOUV)*				
	PLH (Valenciennes Métropole)				
	PNR Scarpe Escaut	Oui	Non	Oui	Oui
	CCI Grand Hainaut	Oui	Non	Oui	Non
	Chambre de métiers	Oui	Non	Oui	Non
	Chambre d'agriculture	Oui	Oui	Oui	Excusé
	SNCF	Oui	Non	Oui	Non
SCoT (SIMOUV)* (C. urb., L 132-9)		Oui	Non	Oui	Non
Fresnes-sur-Escaut (C.urb., L153-33, L153-40)			Non*		Oui
CA Porte du Hainaut (CAPH)		Oui	Non	Oui	Excusé
Mission bassin minier (C. patr., L612-1)		Oui	Courriel	Oui	Excusé
Sage de l'Escaut		Oui	Non	Oui	Non
SDIS		Oui	Non	Oui	Non
CA Valenciennes Métropole (CAVM)					Oui
Gestionnaires des réseaux et canalisations		N'ont pas été consultés/pas d'avis			
DRAC/UDAP (Code du patrimoine)		N'ont pas été consultés/pas d'avis			

* Le SIMOUV : Syndicat Intercommunal de Mobilité et d'Organisation Urbaine du Valenciennois. Ses compétences sont les suivantes :

- l'étude, l'organisation, l'exploitation des transports urbains
- la réalisation des infrastructures nécessaires aux transports collectifs correspondants
- l'approbation, le suivi, la participation à la mise en oeuvre et la révision des dispositions du Plan de Déplacements Urbains (**PDU**)
- l'approbation, le suivi, la modification et la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (**SCoT**).

* Au regard de l'article C. urb., L153-33, le projet de plan arrêté est soumis pour avis aux communes intéressées par la révision. Il n'y a pas de délibération du conseil municipal de Fresnes-sur-Escaut jointe au dossier.

1.5.2. Les visiteurs

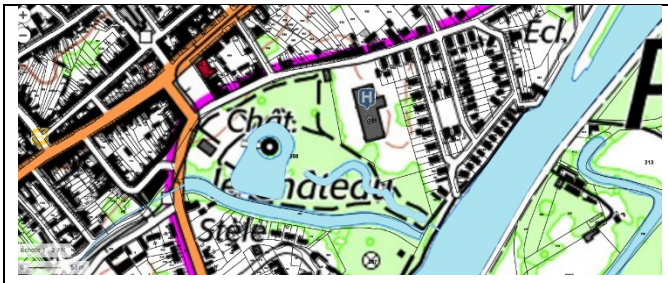
Au cours de l'enquête, un seul visiteur s'est présenté pour s'informer sur le projet. Aucune observation n'a été transcrite ou annexée au registre. Aucune observation n'a été réceptionnée par courrier et dans la messagerie électronique concernant la Révision Allégée portant sur la restructuration du « château Renard ».

Pendant la phase de concertation préalable, aucune observation sur ce projet de révision allégée n'avait été enregistrée.

1.6. Les obligations de l'intercommunalité et les enjeux du projet

La problématique de l'eau

Le château Renard se trouve dans le parc Joliot Curie (parcelle cadastrée AR 258). D'après les informations relevées sur la cartographie du site geoportail.gouv.fr, la parcelle cadastrée AR 258 se trouve à proximité d'un réseau hydrographique dense. Un risque d'inondation est mentionné à cette adresse sur le site georisque.gouv.fr.



Source : https://www.geoportail.gouv.fr/



Source : https://www.georisques.gouv.fr/

Les autorités publiques ayant en charge les problématiques de l'eau au titre du SDAGE et du SAGE de l'Escaut n'ont pas émis d'avis.

La servitude AC1 relative aux monuments historiques

Par arrêté préfectoral en date du 29 avril 2024, des éléments du château Désandrouin (dit château Renard) ont été inscrits au titre des monuments historiques (PA59000226).

La DRAC-UDAP n'a pas émis d'avis sur le projet de restructuration du château Désandrouin (dit château Renard).

« Afin d'anticiper tout conflit potentiel entre les différentes législations applicables (code du patrimoine, code de l'environnement et code de l'urbanisme), les services départementaux de l'architecture et du patrimoine doivent assurer le « porter à connaissance » le plus large possible et participer auprès des différentes autorités compétentes à l'élaboration des documents d'urbanisme (réunions d'élaboration ou de révision (…) des PLU), en vue de faire connaître les prescriptions qui pourront s'appliquer aux immeubles situés dans les espaces protégés au sein des PLU ». (Rép. à QE n° 7508 publiée au JO de l'AN du 15/01/2008, p. 362).

1.7. Evaluation du projet de RA

Les obligations posées par la loi sont-elles respectées ?

L'article *L101-2* du code de l'urbanisme, vise les objectifs à atteindre en matière d'urbanisme dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :
- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, notamment les services aux familles, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

Au regard de l'article L101-2-1, l'atteinte des objectifs mentionnés au 6° bis résulte de l'équilibre entre :

1° La maîtrise de l'étalement urbain ;
2° Le renouvellement urbain ;
3° L'optimisation de la densité des espaces urbanisés ;
4° La qualité urbaine ;
5° La préservation et la restauration de la biodiversité et de la nature en ville ;
6° La protection des sols des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
7° La renaturation des sols artificialisés.
(…).

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

Analyse bilancielle du projet

Au niveau des ***avantages***, nous relevons

- la volonté
  - de requalifier un immeuble ancien en état d'abandon dans le centre du bourg et proche de la station de tramway (Ligne 2 Valenciennes – Vieux-Condé) ;
  - de développer des services de proximité récréatifs et culturels ;
  - d'héberger l'école de musique dans de meilleures conditions de confort ;
  - au titre des mesures compensatoires,

la volonté de promouvoir des activités familiales et des animations pédagogiques auprès du jeune public sur l'alimentation, l'autonomie alimentaire, la connaissance de l'environnement, en reclassant 1,15 ha initialement classés en zone 2AU dite des Petits Masys en zone naturelle (N) pour un projet communal d'extension des jardins partagés et de développement de l'activité de maraîchage.

Au niveau des ***inconvénients***, nous relevons que,

- le dossier n'est pas finalisé. Il manque des avis de personnes publiques notamment au titre du SDAGE-SAGE, ainsi qu'au titre de la servitude AC 1 et des Monuments Historiques.
- l'ajout de ces avis pourrait remettre en cause l'équilibre général du projet.

Avis

Vu l'arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole (CAVM) en date du 6 février 2025 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique unique relative à trois procédures d'évolution du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Valenciennes Métropole dont *la Révision allégée n°1 concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut* ;

Sous réserve de la légalité de la procédure ;

En qualité de Commissaire enquêtrice désignée par l'arrêté précité pour conduire l'enquête en question ;

Sur la forme et la procédure de l'enquête « Révision allégée n° 1 »

Considérant

- que les conditions de l'enquête ont respecté la législation et la réglementation en vigueur pour ce qui concerne les avis de publicité dans la presse, l'affichage à l'affichage officiel de la mairie de Fresnes-sur-Escaut et au siège de l'enquête ;
- que l'information a été mise sur le site internet de la mairie de Fresnes-sur-Escaut ;
- que l'avis « grand format sur fond jaune » a été apposé sur le lieu du reclassement du château Renard et qu'il était visible de l'extérieur ;
- qu'un dossier version papier était mis à disposition en mairie de Fresnes-sur-Escaut ;
- que deux permanences dans cette mairie se sont déroulées dans de bonnes conditions d'organisation ;

Sur le fond de l'enquête

Vu

- la délibération (CC n° 2023-125) du CC de la CAVM approuvant l'arrêt de projet de la Révision allégée et dressant le bilan de la concertation préalable en date du 5 décembre 2023 ;
- la composition du dossier d'arrêt de projet ;
- le mémoire en réponse de la CAVM aux questions de la commissaire enquêtrice[10] ;
- l'avis n° 2023-6981de la MRAe de non soumission du projet à évaluation environnementale en date du 20 avril 2023 ;
- le compte rendu de l'examen conjoint qui s'est déroulé le 19 décembre 2023 ;
- le rapport d'enquête unique ;
- le mémoire en réponse de la CAVM au procès-verbal des observations (C.env., R123-18)[11] ;
- l'arrêté préfectoral d'inscription au titre des monuments historiques du Château Desandrouin et son parc à Fresnes-sur-Escaut du 29 avril 2024 ;

[10] Dossier intitulé « 5ème partie – Pièces jointes /c. Réponses aux questions »

[11] Dossier intitulé « 5ème partie – Pièces jointes /b. PV (C.env., R123-18) et Mémoire en réponse »

Après

- étude des pièces composant le dossier présenté à l'enquête ;
- visite de la commune et plus particulièrement des lieux faisant l'objet de l'enquête ;
- analyse :
  - de ce que nous avons entendu pendant l'enquête ;
  - du compte rendu de l'examen conjoint et des avis des personnes publiques ;
  - de la liste des autorités publiques ayant participé à l'élaboration du projet ;
  - des mémoires en réponse du responsable du projet ;
- analyse générale du projet ;

Considérant

- que la contribution des personnes publiques à l'élaboration du projet est incomplète notamment, l'absence d'avis de la DRAC-UDAP et des autorités ayant en charge le SDAGE et le SAGE ;
- que la prise en compte des avis de ces personnes publiques, pour atteindre les objectifs de « développement durable » visés à l'article L101-2 et L101-2-1 du code de l'urbanisme, pourrait remettre en cause l'économie générale du projet de Révision allégée n° 1 ;

Nous émettons un AVIS DÉFAVORABLE

à l'arrêt de projet de Révision Allégée n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole *concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut* (E24-140 / 59).

Le 26 avril 2024



Marinette BRULÉ
Commissaire enquêtrice

Département du Nord
Arrondissement de Valenciennes
Communauté d'agglomération Valenciennes Métropole (CAVM)

Enquête publique unique
relative à trois procédures d'évolution
du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Valenciennes Métropole

1. **Révision allégée n° 1 (RA1) concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut**
2. **Déclaration de projet (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes**
3. **Modification de droit commun n° 2 (MDC2) concernant 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé**

(Enquête publique « Code de l'environnement »)

Dossier comprenant 5 parties

1. Rapport d'enquête unique
2. Conclusions et avis sur la *Révision allégée n° 1*
3. Conclusions et avis sur la *Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes*
4. Conclusions et avis sur la *Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes*
5. Pièces jointes :
   a. Formalités
   b. PV (C.env., R123-18) et Mémoire en réponse
   c. Réponses aux questions

3ème partie – Conclusions et avis sur la Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes

Établi en 2 exemplaires

- Tribunal administratif de Lille
- Communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole (formats numérique et papier)

Références :

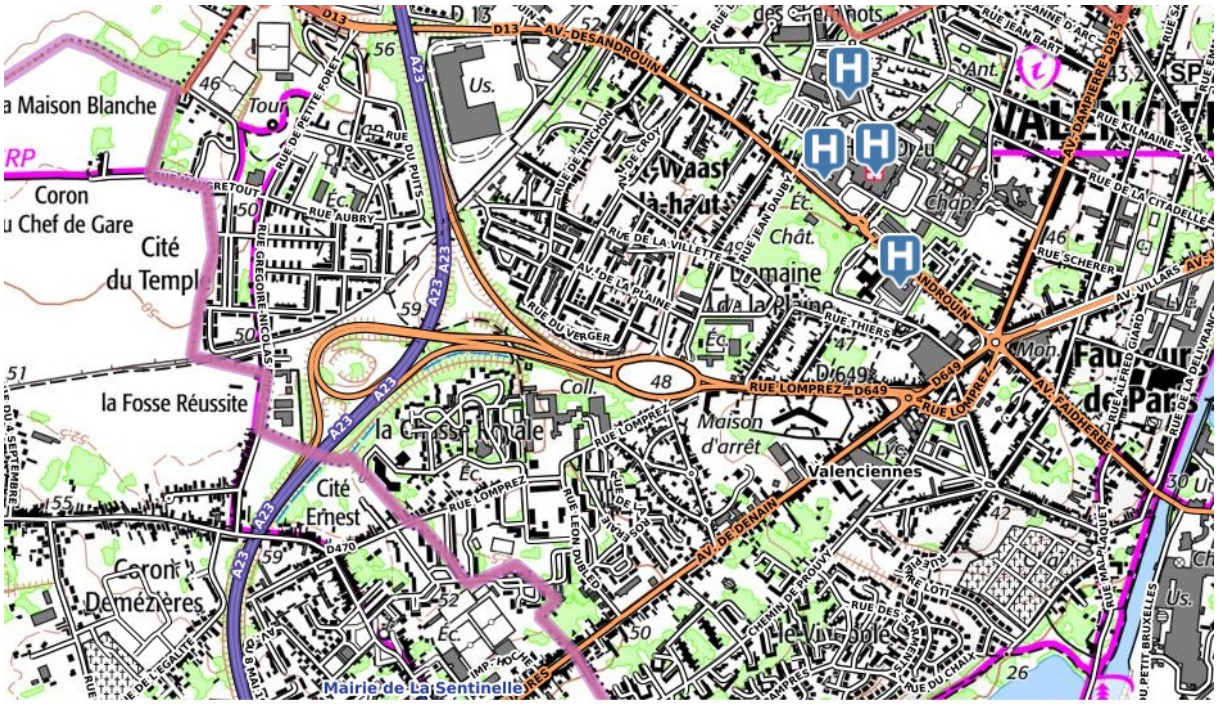
- Décision du Tribunal administratif de Lille du 30 décembre 2024 – dossier E24-140/59
- Arrêté n° 02-25 du président portant ouverture de l'enquête unique relative à trois procédures d'évolution du PLUi de Valenciennes Métropole en date du 6 février 2025 (Réception Sp : 06/02/2025)
- Code de l'environnement notamment les articles L123-1 et s., L123-6 et R123-7
- Code de l'urbanisme notamment, les articles L153-31 et s. (RA1) ; L300-6, L153-54 et s. (DP) ; R104-11 (Ee) ; L153-36 et s. (MDC2)
- Dossier numérique d'enquête publique consultable sur le lien suivant : https://www.valenciennes-metropole.fr/competences/amenagement-du-territoire/urbanisme/

Siège de l'enquête :	Valenciennes Métropole 2 Place de l'Hôpital Général CS 60227 59305 Valenciennes
Maître d'ouvrage des trois procédures :	Valenciennes Métropole (CAVM)
Service chargé de ces projets à la CAVM :	Direction de l'urbanisme (Tél : 03 27 096 170)
Commissaire enquêtrice titulaire :	Marinette BRULÉ

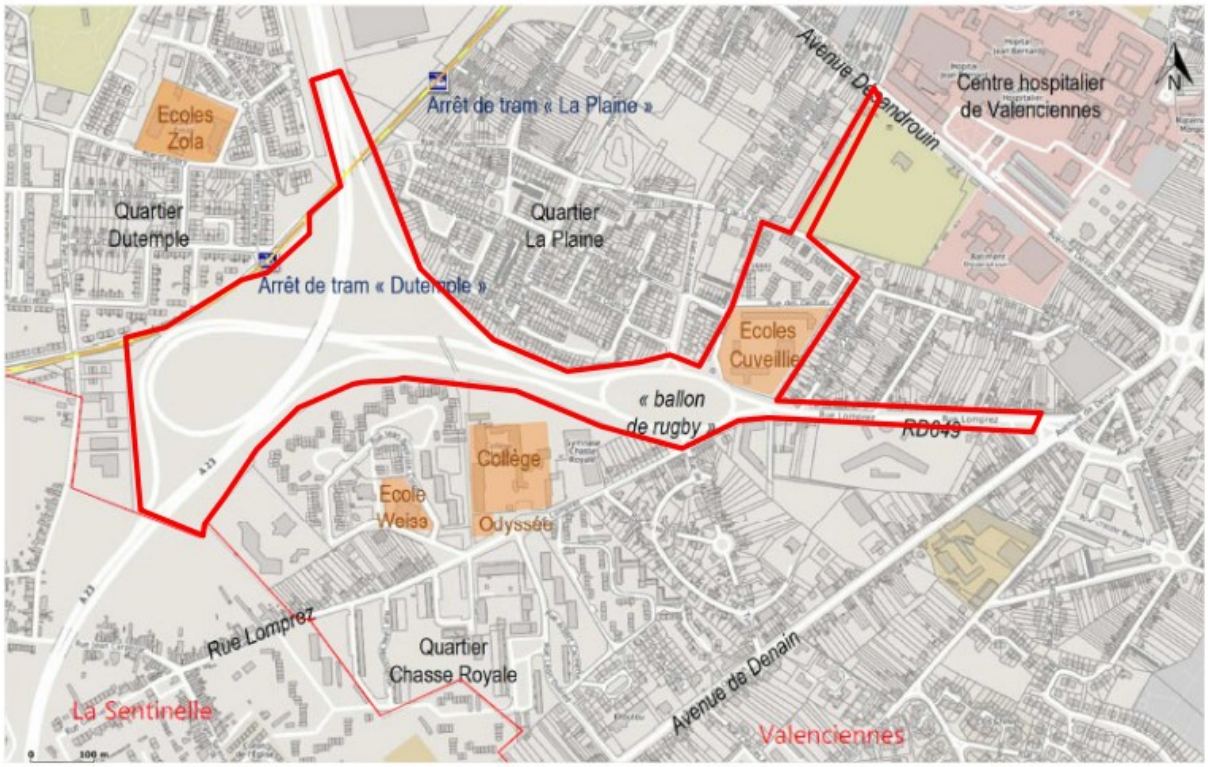
Sommaire

Cartographie 3
Conclusions 5
1.1. Le projet et son contexte 5
1.1.1. Les interlocuteurs du projet pour l'enquête 5
1.1.2. Les enjeux du projet 5
1.1.3. Description du projet 5
1.1.4. Programmation des travaux 6
1.1.5. Les procédures administratives passées, en cours et à venir 6
1.2. Le cadre juridique 8
1.2.1. Les actes réglementaires 8
1.2.2. Les textes législatifs et réglementaires 8
1.3. La mise en compatibilité du PLUi (C.urb., L153-54 et s.) 9
1.4. L'évaluation environnementale et l'avis de la MRAe 9
1.5. Consultation et concertation préalables 11
1.5.1. La concertation préalable du public (C. urb., L103-1 et s.) 11
1.5.2. Les personnes publiques 13
1.6. Le dossier d'enquête 17
1.6.1. Composition du dossier 17
1.6.2. Questions au responsable du projet 18
1.7. Le déroulement de l'enquête 19
1.7.1. L'arrêté prescrivant l'enquête 19
1.7.2. L'information du public 19
1.7.3. Réception des observations du public 20
1.7.4. Bilan de la participation du public 21
1.8. Analyse des observations écrites 22
1.9. Analyse générale de la déclaration de projet 24
1.9.1. Le choix d'une enquête publique unique 24
1.9.2. La contribution des autorités publiques 24
1.9.3. Le dossier d'enquête 25
1.9.4. L'accessibilité du public à la connaissance d'un projet de l'EPU 25
1.9.5. L'enchevêtrement des procédures 26
1.9.6. L'accès du public à l'information et aux permanences 26
1.9.7. L'impact du projet sur l'environnement 27
1.9.8. L'intérêt du projet au niveau des services hospitaliers 28
1.9.9. L'intérêt du projet au niveau de l'emploi 28
1.9.10. Les obligations posées par la loi sont-elles respectées ? 28
1.10. Analyse bilancielle de l'intérêt général du projet 29
Avis sur l'intérêt général du projet 30
Avis sur la mise en compatibilité du PLUi 32

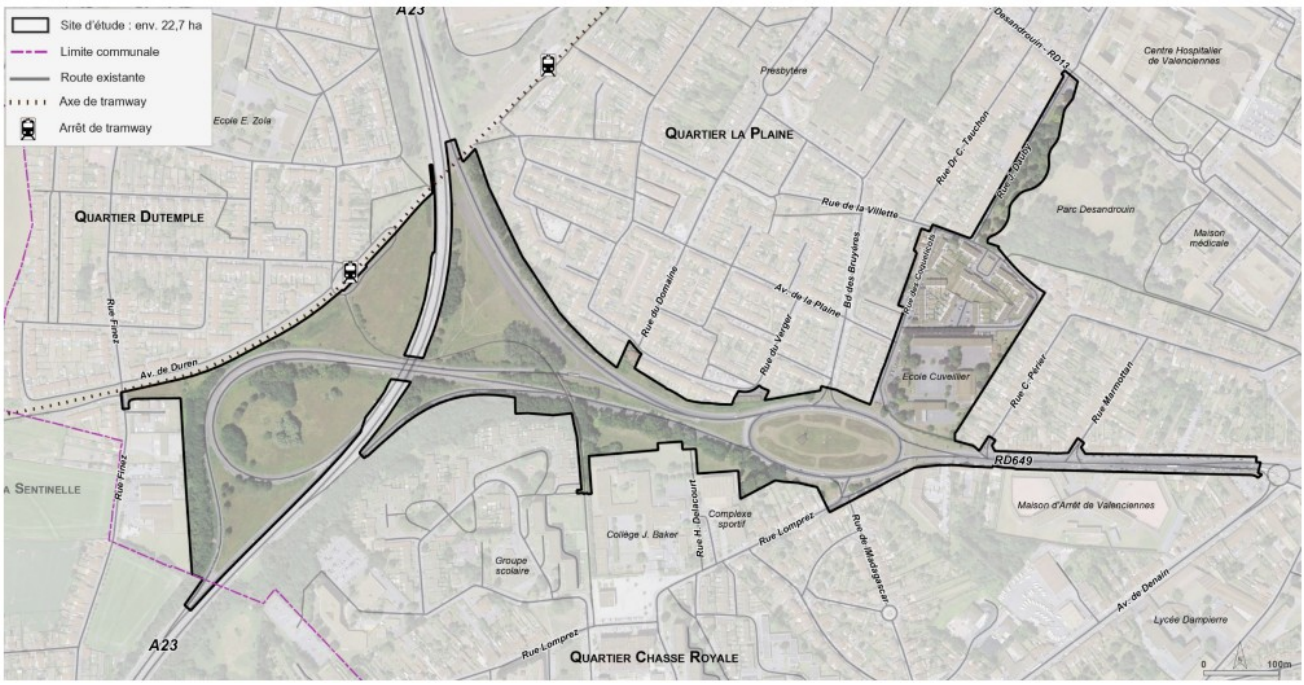
Cartographie



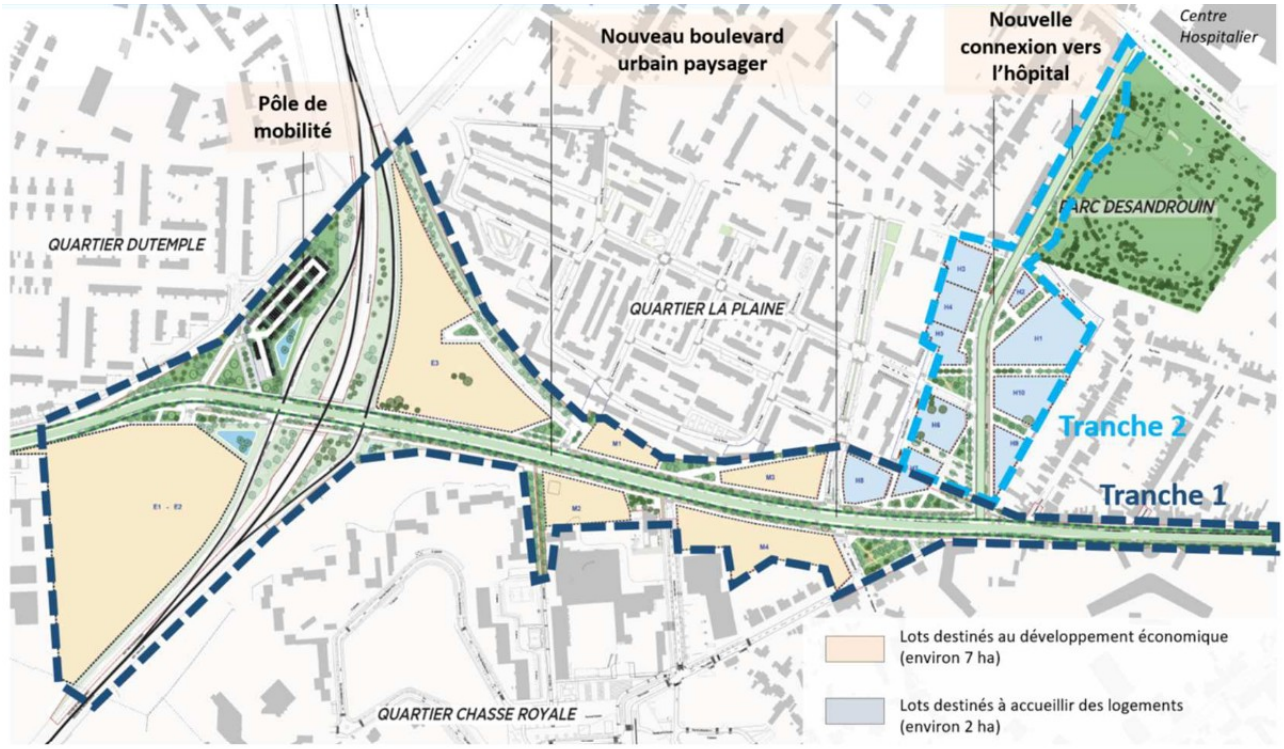
Carte topographique – entrée nord de Valenciennes
Source : https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/carte-topographique-ign (14/01/2024)



Plan de situation / projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes
Source : dossier d'enquête – CC-2024-122-Délib. Annexe



Localisation du projet au sein des quartiers et infrastructures routières proches
Source : dossier d'enquête DP – étude Loi Barnier, p. 5, Urbycom



Plan général d'aménagement
Source : Note de présentation non technique, p. 11

Conclusions

1.1. Le projet et son contexte

1.1.1. Les interlocuteurs du projet pour l'enquête

Créée en décembre 2000, la communauté d'agglomération (CA) Valenciennes Métropole regroupe 35 communes, s'étend sur 26 391 hectares, recense 193 856 habitants, une densité de 735 habitants / km², 80 408 emplois.[1]

Le projet de **restructuration de l'entrée Nord de Valenciennes a été déclaré d'intérêt communautaire** par délibération du conseil communautaire en date du 28 novembre 2020. [2]

Le maître d'ouvrage et responsable du projet est la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole (CAVM) représentée pour ce dossier par la Direction de l'Urbanisme de l'intercommunalité (Tél. 03 27 096 170).

Le siège de l'enquête publique est fixé à la Communauté d'agglomération Valenciennes Métropole (CAVM)

1.1.2. Les enjeux du projet

Le projet de restructuration de l'entrée nord de l'agglomération valenciennoise depuis l'A23 sortie n° 11 est situé à proximité :

- des *quartiers résidentiels, La Plaine, Saint Waast, Dutemple, Chasse Royale* qui ont fait / font l'objet de travaux de renouvellement urbain et d'aménagement,
- du *centre hospitalier de Valenciennes*,
- d'équipements publics scolaires ou culturels de secteur : collège Joséphine Backer, Odyssée, etc.

D'après l'exposé présenté au dossier d'enquête, le projet a pour enjeux :

- d'améliorer l'image de l'entrée de Valenciennes
- de poursuivre la mutation urbaine en assurant le lien entre les quartiers :
- de développer une programmation complémentaire à celles des quartiers
- de développer les transports en commun et les modes actifs de déplacement
- de répondre aux besoins de développement du centre hospitalier de Valenciennes

1.1.3. Description du projet

Le projet vise à **transformer un aménagement routier constitué de l'échangeur autoroutier n° 11 de l'autoroute A23 et de la rue Lomprez (RD649) en un boulevard urbain d'entrée de ville**, permettant de relier les ensembles résidentiels entre eux et d'engager des programmes de développement économique et de logements en entrée de ville et d'agglomération.

Ce désenclavement vers le nord, vers les quartiers de la Plaine et Dutemple, situés de l'autre côté du diffuseur autoroutier nécessite la restructuration de l'échangeur autoroutier et de la RD649. Le projet s'étend de l'entrée de Valenciennes depuis l'A23 (sortie n° 11) jusqu'au carrefour entre la RD649 (Rue Lomprez) et l'avenue de Denain.

---

[1] Sources :
https://www.banatic.interieur.gouv.fr/intercommunalite/245901160-ca-valenciennes-metropole
https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=EPCI-245901160

[2] Source : délibération du conseil communautaire du 18 octobre 2024 - CC-2024-122-Prescription de la déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLUi - Entrée nord de Valenciennes (AR SP : 18/10/2024)

La superficie totale de la **zone projet** est de **22,64 ha**. Le projet consiste à :

- recréer quatre nouvelles bretelles resserrées d'entrée et de sortie de l'A23 pour libérer du foncier,
- requalifier la rue de Lomprez sur 1 500 mètres linéaires, afin d'irriguer les quartiers de la Plaine, de Chasse Royale et du Dutemple, avec la création d'un pôle de mobilité,
- créer une liaison directe avec l'hôpital,
- créer 35 000 m² de surface de plancher correspondant à 552 logements pour 35 000 m² de plancher et 78 000 m² de surface de bureaux.

En matière d'**accompagnement paysager**, les aménagements paysagers des espaces publics totalisent environ 45 257 m² (4,52 hectares), soit 19,9 % de la surface de l'opération (zone projet = 22,64 ha) dont :

- 754 arbres plantés,
- 14 439 m² de massifs arbustifs et de massifs vivaces,
- 11 522 m² de boisements,
- 15 063 m² de prairies,
- 4 233 m² de massifs végétalisés dans les noues.

La superficie totale des espaces verts (espaces publics et privés) est estimée à 6,57 ha.

1.1.4. Programmation des travaux

Le projet d'une emprise totale de 22,64 ha est découpé en 2 phases.

La phase 1, d'une surface opérationnelle de 18,1 ha, comprend l'aménagement de l'échangeur de l'autoroute et du boulevard.

La phase 2, d'une surface opérationnelle de 4,6 ha, comprend la liaison vers le centre hospitalier ainsi que la création des nouvelles liaisons vers le quartier de la Plaine. Ce secteur est actuellement occupé par la Cité des Rapatriés appartenant à la SIGH (société immobilière du Grand Hainaut) et l'école Elémentaire Siméon Cuveillier.

1.1.5. Les procédures administratives passées, en cours et à venir

1.1.5.1. Procédures menées pour la mise en œuvre des travaux de la phase 1

Pour démarrer la 1ère phase des travaux au 4ème trimestre 2023, les procédures engagées ont été les suivantes :

a) Le dossier d'autorisation environnementale unique

Il porte l'ensemble des procédures suivantes :

- la *demande d'autorisation* au titre des articles L214-1 à 6 du code de l'environnement (surface du projet supérieure à 20 hectares),
- le projet est soumis à *étude d'impact*, relatif aux rubriques 6, 39, 41, 47 de l'article R122-2 du code de l'environnement,
- la demande d'*autorisation de défrichement* relatif aux articles L214.13 et L 341.3 du code forestier.

Cette demande d'autorisation a été déposée en juillet 2022, puis complétée en octobre 2022. La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) a rendu un avis (C. env., R122-6) - (avis n° 2022-6838 adopté le 7 février 2023). L'enquête publique a eu lieu du 15 mai au 13 juin 2023. L'*arrêté préfectoral d'autorisation environnementale concernant la restructuration de l'entrée Nord de Valenciennes depuis l'A23 - phase 1* a été signé le 6 octobre 2023.

b) Le dossier de ZAC

En parallèle, Valenciennes Métropole a lancé la procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC). Les principales étapes :

- délibération sur les modalités de concertation en juin 2021,
- concertation du public du 7 avril au 13 juin 2023, avec la tenue d'une réunion publique le 22 mai 2023,
- délibération du bilan de la concertation préalable en juin 2023,
- participation du public par voie électronique (PPVE) du 28 juillet 2023 au 18 septembre 2023,
- délibération de la synthèse de la PPVE par le conseil communautaire du 10 octobre 2023,
- délibération pour la création et la réalisation de la ZAC, prévue au conseil communautaire du 10 octobre 2023.

1.1.5.2. Procédures à venir pour la réalisation des travaux de la phase 2

Afin de réaliser les travaux de la phase 2, les procédures à venir sont les suivantes :

a) Modification du périmètre de ZAC

Pour intégrer la phase 2, il est nécessaire de modifier le périmètre de la ZAC. Cette procédure sera mise en place par différentes étapes, à savoir :

- les temps de concertation
- les délibérations prises par la collectivité pour la création et la réalisation de la ZAC.

b) Dossier d'autorisation environnementale Phase 1 + Phase 2

Le dépôt du dossier d'AUE intégrant la phase 1 et 2 de l'opération au titres des articles L214-1 à 6 du code de l'environnement est « prévu en 2024 ».

c) Procédure de déclaration d'utilité publique (DUP)

Une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) sera menée afin d'acquérir les parcelles privées pour créer les liaisons vers le Nord.

d) Dépôt d'un permis d'aménager au regard de la localisation du projet dans le périmètre SPR

La collectivité envisage la réalisation de travaux dans le parc Désandrouin. Au sens du nouvel article L631-1 du code du patrimoine, cet espace classé *zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager* (ZPPAUP) est devenu un *site patrimonial remarquable* (SPR). Cela impose :

- l'avis de l'ABF sur toute demande d'autorisation d'urbanisme,
- le dépôt d'un permis d'aménager pour des travaux visant l'élargissement d'une voie en application de l'article R421-1 du code de l'urbanisme.

1.1.5.3. Procédure complémentaire à mener pour la réalisation des travaux de la phase 1

Une procédure complémentaire pour la réalisation des travaux de *restructuration de l'entrée nord de Valenciennes* de la phase 1 est à mener dans le cadre de la dérogation sollicitée par Valenciennes Métropole pour permettre les constructions dans la bande des 100 mètres aux abords de l'autoroute. Une partie des lots du projet implantés sur les délaissés de l'autoroute étant concernée par une bande d'inconstructibilité (C.urb., L111-6).

Le porteur du projet propose de diminuer cette bande d'inconstructibilité de 100 mètres à 30 mètres (Loi Barnier) afin de permettre l'implantation de zones d'activités économiques et un pôle multimodal.

Cette formalité est l'objet de la présente enquête qui porte sur la procédure de déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLUi de la CA de Valenciennes Métropole.

1.2. Le cadre juridique

1.2.1. Les actes réglementaires

Par *délibération* du 15 avril 2024 (Réf. : CC-2024-016 – Visa préf. : 17/04/2024), le conseil communautaire de Valenciennes Métropole a prescrit la procédure de *déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi concernant la restructuration de l'entrée Nord de Valenciennes*.

Une *délibération rectificative* présentée en conseil communautaire du 16 octobre 2024 (Réf. : CC-2024-122 – Visa préf. : 18/10/2024) fixe les modalités de la concertation préalable, le projet devant faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Par *décision n° E24000140/59* du 30 décembre 2024[3], le Tribunal administratif de Lille a désigné Mme Marinette BRULÉ en qualité de commissaire enquêtrice titulaire pour l'enquête publique unique ayant pour objet :

1. Déclaration de projet entraînant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole pour la restructuration de l'entrée nord de Valenciennes et l'évaluation environnementale et comprenant une évaluation environnementale ;
2. Modification de droit commun n° 2 du PLUi de Valenciennes Métropole ;
3. Révision allégée du PLUi de Valenciennes Métropole pour le reclassement du Château Renard à Fresnes-sur-Escaut.

Par *arrêté n° 02-25 de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole* en date du 6 février 2025 (Visa Pref. : 06/02/2025), l'enquête publique a été prescrite pendant 31 jours consécutifs, du 24 février à 9H00 au 26 mars 2025 à 18H00 portant sur les trois procédures d'évolution du PLUi de Valenciennes Métropole.

1.2.2. Les textes législatifs et réglementaires

a) Une enquête publique unique (EPU) pour 3 évolutions du PLUi

Les principaux textes de référence de l'*enquête unique* sont encadrés par les articles L123-6 et R123-7 du code de l'environnement.

En application de l'article L123-6 du code de l'environnement, il peut être procédé à une enquête publique unique lorsque :

- la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs consultations du public dont l'une au moins en application de l'article L123-2,
- les consultations du public de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des consultations du public initialement requises (C. env., R123-7).

b) Cadre juridique de la déclaration de projet (DP) emportant mise en compatibilité du PLUi

La DP « code de l'urbanisme » est une procédure permettant de mettre en compatibilité de manière simple et accélérée les documents d'urbanisme locaux avec un projet d'aménagement d'intérêt général. [4]

[3] PJ au dossier « 5ème partie – Pièces jointes a / Formalités »

[4] CEREMA - https://outil2amenagement.cerema.fr/

Les principaux textes de référence encadrant la déclaration de projet entraînant la mise en compatibilité du PLUi sont les articles L 300-6, L 153-54 à L 153-59 et R 153-15 à R 153-17 du code de l'urbanisme.

c) L'encadrement juridique de la constructibilité le long de *certains axes routiers*

L'encadrement de la constructibilité le long de certains axes routiers [5] (appelé « amendement Dupont » ou « Loi Barnier ») est un principe général du règlement national d'urbanisme (RNU) qui interdit -sauf exceptions- les constructions et installations en dehors des espaces urbanisés des communes, dans une bande de :

- 100 m de part et d'autre de l'axe des autoroutes, routes express et déviations (au sens du code de la voirie routière)
- et de 75 m de part et d'autre de l'axe des autres routes à grande circulation (RGC).

Il peut être dérogé à ce principe par le PLUi (C.urb., L111-6 à L111-10).

d) L'évaluation environnementale

Une partie des lots du projet de restructuration de l'**entrée Nord de Valenciennes**, implantée sur les délaissés de l'autoroute, concernée par « l'étude **loi Barnier »,** fait l'objet d'une *évaluation environnementale* (C.urb., R104-11) dans le cadre de la procédure d'évolution du PLUi.

e) La concertation préalable

La procédure d'évolution du PLUi, étant soumise à une *évaluation environnementale* (C.urb., R104-11, R104-13), fait l'objet d'une concertation préalable (C. urb., L103-1 et s.).

1.3. La mise en compatibilité du PLUi (C.urb., L153-54 et s.)

La mise en compatibilité du PLUi relative à la déclaration de projet comprend :

- **La réalisation d'une étude loi Barnier (C. urb., L. 111-6, L111-8)**
- **La création d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP),**
- **La modification de l'article relatif à l'implantation par rapport aux voies et emprises publiques du règlement écrit de la *zone UR*, autorisant un retrait minimal de 30 mètres par rapport à l'axe de l'A23.**

1.4. L'évaluation environnementale et l'avis de la MRAe

Le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes est soumis à ***évaluation environnementale systématique***. Ce projet réduit une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels et l'emprise concernée dépasse les seuils fixés par l'article R104-11–II-2 du code de l'urbanisme.

Conformément aux textes en vigueur, une évaluation environnementale est jointe au dossier d'enquête. Elle étudie l'environnement dans son ensemble et intègre le projet dans cet environnement.

L'évaluation environnementale présente une analyse des impacts des modifications du PLUi nécessaires au projet et les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation prises (p. 255 et s.).

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) a rendu un avis (n° 2024-8261) adopté le 22 novembre 2024).

[5] Source : CEREMA L'encadrement de la constructibilité le long de certains axes routiers (dit "amendement Dupont") | Outils de l'aménagement

La CA Valenciennes Métropole, responsable du projet, a communiqué un mémoire de réponse à l'avis de l'Autorité environnementale qui a été joint au dossier consultable par le public.

Remarque MRAe	Réponses Valenciennes Métropole
L'autorité environnementale recommande de joindre au dossier l'étude d'impact de 2022 et le mémoire en réponse à ***l'avis de l'autorité environnementale n° 2022-6338 du 7 février 2023 portant sur cette étude.***	L'étude d'impact de 2022 ainsi que le mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale n° 2022-6338 du 7 février 2023 seront joints au dossier d'enquête publique.
L'autorité environnementale recommande d'actualiser le résumé non technique après avoir complété l'évaluation environnementale.	Le résumé non technique sera actualisé avec les compléments ajoutés à l'évaluation environnementale en vue de l'approbation de la mise en compatibilité du PLUi
L'autorité environnementale recommande de prévoir dans l'OAP l'obligation de végétaliser les espaces verts avec des essences non susceptibles de provoquer des réactions allergiques.	L'OAP et l'étude Loi Barnier ainsi que le règlement écrit, prévoient la plantation d'essences locales. Une mention relative au guide d'information « Végétation en Ville » du réseau national de surveillance aérobiologique pourra être faite. Cette mention sera ajoutée dans l'OAP.
L'autorité environnementale recommande d'intégrer des prescriptions portant sur l'obligation d'installation d'équipements de production d'énergies renouvelables (EnR) dans l'OAP ou le règlement écrit, notamment pour les bâtiments tertiaires.	Des recommandations portant sur l'installation d'équipements de production d'énergies renouvelables seront ajoutées pour les bâtiments tertiaires dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation.

1.5. Consultation et concertation préalables

1.5.1. La concertation préalable du public (C. urb., L103-1 et s.)

Au cours de la concertation préalable du public qui s'est déroulée du 4 novembre au 9 décembre 2024, deux observations ont été réceptionnées.

La 1ère observation évoque les interrogations qu'il peut y avoir autour des pollutions et nuisances qui pourraient être causées par ces nouveaux aménagements. En effet, la disparition des espaces de végétation aux abords de l'autoroute augmenterait les nuisances et pollutions impactant la santé des habitants des quartiers environnants. De plus, elle causerait la diminution de la présence de faune et flore sur le territoire. Une opposition est exprimée quant à la dérogation à la Loi Barnier qui est censée protéger les riverains en interdisant les constructions dans une bande de 100 mètres aux abords d'une autoroute.

La seconde observation porte également sur l'artificialisation des délaissés de l'autoroute et les conséquences que cela peut entraîner telles que, l'augmentation de la pollution de l'air, de la pollution sonore, du risque d'inondation ou de la diminution d'îlots de fraîcheur. Un questionnement sur la pertinence de l'emplacement du pôle logistique de l'hôpital est relevé. En effet, le pôle se retrouve relativement éloigné de l'hôpital. Cet éloignement peut entrainer une augmentation des rotations et voitures dans le quartier. Un questionnement sur l'utilité de construire de nouveaux locaux alors que beaucoup sont déjà vacants au sein de la commune est également posé. Enfin, une volonté de bâtiments pourvus de panneaux solaires et d'espaces végétalisés sur le site est exprimée.

En réponse à ces deux remarques, le responsable du projet a communiqué la réponse suivante.

L'article L.111-8 du code de l'urbanisme offre la possibilité de déroger à cette règle d'inconstructibilité en précisant : « le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. »

Cette démarche permet notamment de requalifier des espaces délaissés en bordure de voirie ; cet objectif s'inscrit dans une optique de gestion économe de l'espace et de lutte contre la consommation d'espace agricole, en investissant des espaces aujourd'hui inutilisés. Elle permet d'améliorer l'entrée de ville, la connexion entre les différents quartiers, dans une optique de renouvellement urbain, de développement des transports en commun et des modes doux, en cohérence avec la politique menée par la collectivité depuis de nombreuses années.

Il est proposé de diminuer la bande d'inconstructibilité de 100 mètres à 30 mètres ; si cela parait plus permissif, dans les faits l'étude réalisée impose à l'aménageur une réelle prise en compte des enjeux liés :

- Aux nuisances : sonores, qualité de l'air, gestion des eaux ;
- À la sécurité routière,
- À la composition urbaine et architecturale,
- À la qualité de l'urbanisme et des paysages.

A noter que dans la bande de 100 mètres, aucune zone à vocation d'habitat n'est prévue mais des zones d'activités économiques et pôle multimodal. De plus, la dérogation ne concerne que cette zone UR.

Cette étude apporte donc des prescriptions supplémentaires, et de nouvelles contraintes au projet, afin d'assurer sa bonne intégration. Ces prescriptions sont détaillées dans l'étude Loi Barnier. Il faut préciser que le projet est également soumis à étude d'impact, dans laquelle les thématiques liées

à la qualité de l'air et à la pollution ont été traitées. Une étude sur la qualité de l'air a été spécifiquement réalisée sur ce sujet. Cette étude d'impact applique le principe Eviter, Réduire, Compenser : en ce sens, elle vise à limiter les incidences du projet sur l'environnement et la population.

En matière d'accompagnement paysager, les aménagements paysagers des espaces publics totalisent environ 45 257 m², soit 19,9 % de la surface de l'opération dont : 745 arbres plantés, 14 439 m² de CA Valenciennes Métropole – Déclaration de projet – 8 massifs arbustifs et de massifs vivaces, 11 522 m² de boisements, 15 063 m ² de prairies, 4 233 m² de massifs végétalisés dans les noues.

La superficie totale des espaces verts (espaces publics et privés) est estimée à 6,57 ha. Une végétalisation conséquente est donc prévue, afin de favoriser la nature en ville.

Concernant la localisation du pôle logistique de l'Hôpital :

Au lancement de l'étude pré-opérationnelle du projet de restructuration de l'Entrée Nord, la volonté de Valenciennes Métropole était de créer une liaison, depuis le futur boulevard aménagé vers le Centre Hospitalier de Valenciennes. Des représentants du pôle hospitalier ont été rencontrés par Valenciennes Métropole et ont exprimé leur souhait d'extension de l'hôpital. En effet, ils s'interrogeaient sur la possibilité de créer de nouveaux locaux sur le site actuel ou sur l'opportunité de développer un programme de pôle logistique sur un tout nouveau terrain tout en restant à proximité de l'actuel hôpital. La deuxième option a été confirmée par le centre hospitalier. Un consensus a été trouvé avec Valenciennes Métropole pour céder à terme l'ilot E1 qui se trouve près des entrées et sorties d'autoroute (parcelle au sud-ouest de l'A23). Cette localisation est stratégique pour différentes raisons :

- Le futur pôle logistique qui répondra également aux besoins d'autres équipements hospitaliers, sera plus facilement accessible depuis l'autoroute A23
- La proximité au futur hub de mobilité et du tramway : le projet du CHV accueillera sur son futur site près de 200 salariés qui pourront s'y rendre via les transports publics.
- La superficie du site (3,7 ha) qui permet de développer le programme souhaité : blanchisserie, pharmacie, préparation des repas et de prévoir le stationnement nécessaire pour le personnel.

L'implantation du pôle logistique sur ce terrain relève également d'une cohérence urbaine car, sur cette première portion du boulevard, les activités économiques y sont développées. Par ailleurs, au plus près des habitations (au sein du quartier de La Plaine), le projet propose la construction de logements qui s'intègrent bien dans ce cadre résidentiel.

L'agglomération propose des solutions à mettre en œuvre afin de limiter les pollutions et nuisances.

- « Pour la prise en compte de la qualité de l'air, des gaz à effet de serre et de l'adaptation au changement climatique, la CAVM veille à ce que soient modélisées les concentrations de polluants au niveau des points d'exposition, et que la conception soit ajustée (recul d'une façade, orientation différente d'un bâtiment…) afin de limiter l'exposition des nouvelles populations.
- Les modélisations 2D déjà réalisées dans le cadre des études du projet sont prises en compte afin de permettre un premier arbitrage des aménagements à éviter/favoriser vis-à-vis de l'exposition des futures populations. Cette phase s'appuie également sur les mesures ERC préconisées en termes de qualité de l'air, pour définir les formes architecturales les plus favorables pour limiter l'exposition de la population à la pollution atmosphérique. Parmi ces mesures, doivent envisagés la mise en œuvre d'un dispositif de sensibilisation des populations sur la prévention en santé face à la pollution chronique ainsi que le suivi régulier de la qualité de l'air. À cette seconde fin, un emplacement est proposé à l'agence régionale de santé, six mois au moins avant la plus courte des deux dates suivantes : fin des travaux de voiries de la phase 1 ; démarrage de la première construction d'un bâtiment sur un lot. Afin de limiter l'exposition des nouvelles populations, la CAVM prend, avant la délivrance de toute autorisation d'urbanisme sur le périmètre autorisé, l'attache préalable de l'agence régionale de santé pour définir la méthodologie des modélisations et les paramètres à y prendre en compte. Par ailleurs, si dans un délai de 5 ans, à partir du démarrage des travaux autorisés par le présent arrêté, la demande d'autorisation de la phase 2 (cf : article 2) n'a pas été déposée, la CAVM réalise une modélisation en 3D de la pollution atmosphérique liée au projet. Les résultats sont fournis au préfet dans un délai d'un an.
- Si dans un délai de 5 ans, à partir du démarrage des travaux autorisés par le présent arrêté, la demande d'autorisation de la phase 2 (cf : article 2) n'a pas été déposée, la CAVM réalise d'un bilan carbone global (travaux de démolition, de construction, consommation d'énergie des nouvelles constructions, …). Les résultats sont fournis au préfet dans un délai d'un an. »

1.5.2. Les personnes publiques

1.5.2.1. Notification aux personnes publiques

Par délibération en date du 15 avril 2024, la CA Valenciennes Métropole a prescrit la déclaration de projet (DP) d'intérêt général emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Valenciennes Métropole concernant le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes (CC2024-016 et annexe – Visa préfecture : 17/04/2024).

Une délibération rectificative présentée en conseil communautaire du 16 octobre 2024 fixe les modalités de la concertation préalable (CC2024-122 et annexe – Visa préfecture : 18/10/2024).

Ces délibérations ont été notifiées aux personnes publiques suivantes :

- Préfecture du Nord
- Sous-préfecture de Valenciennes
- DDTM Lille
- DDTM Délégation territoriale du Valenciennois
- Conseil départemental du Nord
- Conseil régional des Hauts-de-France
- SIMOUV (Autorité organisatrice des transports – SCoT)
- Chambre de commerce – Grand Hainaut
- Chambre des métiers
- Chambre d'agriculture territoriale du Nord – Pas-de-Calais
- Parc naturel régional Scarpe-Escaut
- SNCF Direction territoriale du NPDC
- Air Liquide
- ERDF Calais
- RTE Nord Est – GET Flandre-Hainaut
- GDF – Gaz de France
- GRT Gaz Région Nord Est
- Service départemental d'incendie et de secours du Nord (SDIS)
- Communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut
- Commission locale de l'eau du SAGE de l'Escaut (SYMEA)

1.5.2.2. Compte rendu de l'examen conjoint

Par courrier en date du 22 novembre 2024, ces personnes publiques ont été invitées à l'examen conjoint du 17 décembre 2024 (C. urb., L 153-54 2°).

Les remarques des personnes publiques associées présentes sont les suivantes.

Il est précisé que les projets d'équipements collectifs mentionnés dans la présentation sont d'ores et déjà réalisés.

Le **SIMOUV** (Syndicat Intercommunal de Mobilité et d'Organisation Urbaine du Valenciennois) rappelle que le développement des transports en commun et des modes doux est un axe fort du projet et témoigne de son intérêt général.

Le **PNR Scarpe-Escaut** s'interroge sur les mesures de compensation mises en place dans le cadre de l'étude d'impact. Ces dernières sont détaillées dans ladite étude.

Il est précisé que des mesures ont été inscrites au sein du dossier d'autorisation environnementale, par exemple un balisage pour protéger la petite faune pendant les travaux.

Il est fait mention du fait que la disposition sur les plaques bétons dans le règlement de la zone UR est surlignée en rouge ; il s'agit d'un reliquat d'une ancienne procédure d'évolution. La mise en compatibilité ne traite pas ce point. Cet élément sera remis en noir dans le dossier d'approbation.

La CA **Valenciennes Métropole** précise que les fiches de lots permettront de garantir la qualité architecturale des bâtiments.

DDTM :

Il est précisé que la procédure porte sur l'ensemble du périmètre du projet.

Observation CE

A notre demande (DP4)[6], le responsable du projet a précisé que : « Le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes comprend 2 phases opérationnelles (voir page 9 de la notice justifiant l'intérêt général du projet). Cette précision visait à indiquer que la DP MEC[7] porte sur tout le périmètre du projet c'est-à-dire les 2 phases opérationnelles. »

Concernant la remarque de la MRAe « *Intégrer des prescriptions portant sur l'obligation d'installation d'équipements de production d'énergies renouvelables (EnR) dans l'OAP ou le règlement écrit, notamment pour les bâtiments tertiaires*, la DDTM confirme qu'il est mieux d'intégrer ces dispositions sous forme de renvoi vers la législation applicable plutôt que de reprendre mot à mot un texte législatif qui pourrait évoluer à l'avenir.

La DDTM rappelle que l'architecte-conseil de l'Etat peut être sollicité pour échanger.

La CA de la **Porte du Hainaut** (CAPH) n'a pas de remarque.

La CA Valenciennes Métropole précise que la commune de la **Sentinelle** (membre de la CAPH) a été associée dans le cadre du projet. En effet, le dossier d'enquête publique dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale a été mis à disposition du public au sein de la mairie avec une permanence tenue par le commissaire enquêteur au même titre que sur la commune de Valenciennes. Par ailleurs, La Sentinelle participe aux comités de suivi institutionnel mis en place par Valenciennes Métropole, qui rend compte de l'avancement des travaux de la phase 1 du projet.

La ville de **Valenciennes** souligne que l'ajout de l'étude loi Barnier et de *l'orientation d'aménagement et de programmation* (OAP) permet de mieux cadrer l'aménagement du site, et en facilitera l'instruction.

Le **département** du Nord n'a pas de remarque.

La **sous-préfecture** n'a pas de remarque.

[6] Pièce jointe au dossier intitulé « 5ème partie – Pièces jointes/c. Réponses aux questions »

[7] DP MEC : déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi

1.5.2.3. Synthèse de la participation des autorités publiques

Personnes publiques		Destinataires de la délibération du 15/04/2024 (n° 2024-016)	Destinataires du courrier en date du 22/11/2024 examen préalable	Représentées à la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024	Avis écrit et signé de l'autorité administrative
C. urb., L132-7	Préfecture du Nord	Oui	Oui		Non
	DDTM Lille	Oui	Oui		Non
	DDTM Valenciennes	Oui	Oui	Oui	Non
	DRAC/UDAP (Code du patrimoine)	Non	Non	Non	Non
	Ss-pref Valenciennes	Oui	Oui	Oui	Non
	Région Hauts-de-France	Oui	Oui	Non	Non
	Département du Nord	Oui	Oui	Oui	Non
	Autorités organisatrices des transports (SIMOUV)	Oui	Oui	Oui	Non
	PLH (CA Valenciennes Métropole)				
	PNR Scarpe Escaut	Oui	Oui	Oui	Non
	CCI Grand Hainaut	Oui	Oui	Non	Non
	Chambre de métiers	Oui	Oui	Non	Non
	Chambre d'agriculture	Oui	Oui	Non	Non
	SNCF	Oui	Oui	Non	Non
C. urb., L 132-9	SCoT (SIMOUV)	Oui	Oui	Oui	Non
Ville de Valenciennes				Oui	Non
CAPH pr La Sentinelle			Oui	Oui	Non
CA Valenciennes Métropole				Oui	Non
Mission bassin minier				Excusé	Non
Air liquide		Oui	Oui	Non	Non
ERDF Calais		Oui	Oui	Non	Non
RTE Nord Est – GET Flandre-Hainaut		Oui	Oui	Non	Non
GDF-Gaz de France		Oui	Oui	Non	Non
GRT Gaz Région nord est		Oui	Oui	Non	Non
SDIS		Oui	Oui	Non	Non
SAGE de l'Escaut (SyMEA)		Oui	Oui	Non	Non

1.5.2.4. Réponses CAVM aux observations CE[8]

Réf.	Observations CE	Réponses CAVM et noms des pièces demandées
DP1	La délibération n° 2024-122 du 16 octobre 2024 (Visa Préfecture 18/10/2024) est notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme. Bien vouloir communiquer la liste avec justificatifs des PPA destinataires de la délibération.	Deux courriers ont été adressés aux PPA (la liste des PPA figure à la suite des courriers) : - Un premier avec la délibération initiale : DP1-0633_URB COURR NOTIF DP ENTREE NORD PPA - Un second avec la délibération rectificative qui ajoute les modalités de concertation préalable : DP1-0664 URB_COURR_CONSULTATION-DP-ENTREE-NORD-PPA Cet envoi officiel par courrier a été doublé de mails envoyés aux contacts dans les différentes structures/PPA pour l'organisation de l'examen conjoint : DP1-Mail CAVM aux PPA-10et112024
DP2	Bien vouloir transmettre la liste des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Vnf, Rte, Sncf, etc) sur le périmètre du projet qui ont été destinataires de la délibération n° 2024-122 du 16 octobre 2024 (Visa Préfecture 18/10/2024)	La liste de ces autorités figure à la suite des courriers : CF. observation DP1.
DP3	Bien vouloir transmettre les avis des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Vnf, Rte, Sncf, etc) sur le périmètre du projet.	Comme cela est indiqué dans la présentation de la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024 (diapo 33), seul RTE a fait un retour indiquant qu'aucun ouvrage appartenant à RTE ne se situe dans la zone de projet. Le mail envoyé par RTE le 5/12/2024 est en pièce jointe : DP3-Mail RTE suite consultation_05122024
DP4	Sur le PV de synthèse de la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024, à la p.3 il est écrit : « DDTM : Il est précisé que la procédure porte sur l'ensemble du périmètre du projet ». (Réceptionné par la CE le 27 janvier 2025) Bien vouloir communiquer toute information utile pour la compréhension de cette phrase.	Le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes comprend 2 phases opérationnelles (voir page 9 de la notice justifiant l'intérêt général du projet). Cette précision visait à indiquer que la DP MEC porte sur tout le périmètre du projet c'est-à-dire les 2 phases opérationnelles.
DP5	Suite à la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024, est-ce que les personnes publiques ont communiqué un avis signé ? Bien vouloir les transmettre.	Non, nous n'avons pas reçu d'avis signé suite à la réunion d'examen conjoint. La DP MEC ne nécessite pas d'autre consultation des personnes publiques associées. Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint reprend les avis et remarques des PPA. Il a été transmis à l'ensemble des PPA par mail le 15/01/2025 en les invitant à faire des compléments ou remarques : DP5-Mail CAVM aux PPA-PV examen conjoint-012025 Seule la DDTM a demandé une modification dans le compte-rendu : DP5-Mail DDTM sur PV examen conjoint-30012025

[8] *Les pièces soulignées*

- *sont intégrées au rapport d'enquête dans un dossier séparé intitulé « 5ème partie – Pièces jointes /a. Réponses aux questions ».*
- *ont été mises en ligne sur le site de Valenciennes Métropole et sont directement consultables en cliquant sur :* E24-140_pieces demandees par CE_022025 - Fichiers - Plateforme de Collaboration

1.6. Le dossier d'enquête

1.6.1. Composition du dossier

Le dossier d'enquête portant sur la **Déclaration de projet (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes** est directement consultable sur le site de Valenciennes Métropole en cliquant sur le lien suivant : 07_DP ENTREE NORD - Fichiers - Plateforme de Collaboration

Le dossier contenant les pièces communes aux trois évolutions du PLUi consultable et mis à disposition du public pendant toute l'enquête contient les six pièces suivantes :

- Une note d'information du public
- Courrier du 10/12/2024 au TA sollicitant la désignant d'un CE pour une EPU portant sur 3 évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole
- Note de présentation non technique de l'enquête publique unique
- Avis d'enquête publique unique
- Arrêté n° 02-25 d'ouverture d'enquête
- Décision E24-140/59 du TA

Le sommaire mentionnant la liste des documents intégré au dossier « déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi pour la Restructuration de l'entrée nord de Valenciennes » consultable et mis à disposition du public pendant toute l'enquête est le suivant (version numérique et version papier).

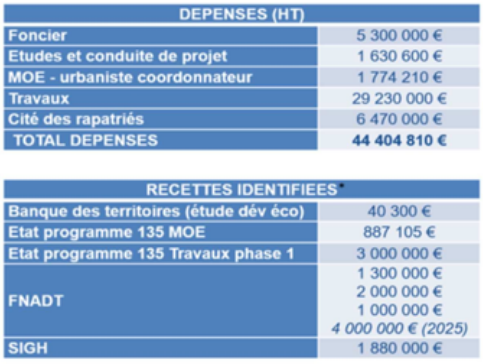
01 – Dossier administratif
- Délibération de prescription de la déclaration de projet et son annexe
- Délibération rectificative et son annexe

02 – Dossier technique
- 1- Notice justifiant l'intérêt général et la mise en compatibilité du PLUi
- 2- Notice de mise en compatibilité
- 3- Evaluation environnementale
- 4- Résumé non technique
- 5- Etude loi Barnier Entrée nord Valenciennes
- 6- Orientation d'Aménagement et de Programmation
- 7.1 Dispositions Générales modifiées
- 7.2 Règlement écrit zone UR modifié
- 8- Règlement graphique planche A de Valenciennes modifié

03 – Consultation
- Sollicitation et avis de la MRAE
- Bilan de la concertation préalable
- Support de présentation de la réunion d'examen conjoint avec les PPA
- Avis et procès-verbal de la réunion d'examen conjoint avec les PPA

Annexes
- Etude d'impact, avis de la MRAE n°2022-6338 du 7 février 2023 rendu dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau portant sur la phase 1 du projet et mémoire en réponse.

1.6.2. Questions au responsable du projet[9]

Réf.	Observations CE	Réponses CAVM et noms des pièces demandées
DP1	La délibération n° 2024-122 du 16 octobre 2024 (Visa Préfecture 18/10/2024) est notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme. Bien vouloir communiquer la liste avec justificatifs des PPA destinataires de la délibération.	Deux courriers ont été adressés aux PPA (la liste des PPA figure à la suite des courriers) : - Un premier avec la délibération initiale : DP1-0633_URB COURR NOTIF DP ENTREE NORD PPA - Un second avec la délibération rectificative qui ajoute les modalités de concertation préalable : DP1-0664 URB_COURR_CONSULTATION-DP-ENTREE-NORD-PPA Cet envoi officiel par courrier a été doublé de mails envoyés aux contacts dans les différentes structures/PPA pour l'organisation de l'examen conjoint : DP1-Mail CAVM aux PPA-10et112024
DP2	Bien vouloir transmettre la liste des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Vnf, Rte, Sncf, etc) sur le périmètre du projet qui ont été destinataires de la délibération n° 2024-122 du 16 octobre 2024 (Visa Préfecture 18/10/2024)	La liste de ces autorités figure à la suite des courriers : CF. observation DP1.
DP3	Bien vouloir transmettre les avis des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Vnf, Rte, Sncf, etc) sur le périmètre du projet.	Comme cela est indiqué dans la présentation de la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024 (diapo 33), seul RTE a fait un retour indiquant qu'aucun ouvrage appartenant à RTE ne se situe dans la zone de projet. Le mail envoyé par RTE le 5/12/2024 est en pièce jointe : DP3-Mail RTE suite consultation_05122024
DP4	Sur le PV de synthèse de la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024, à la p.3 il est écrit : « DDTM : Il est précisé que la procédure porte sur l'ensemble du périmètre du projet ». (Réceptionné par la CE le 27 janvier 2025) Bien vouloir communiquer toute information utile pour la compréhension de cette phrase.	Le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes comprend 2 phases opérationnelles (voir page 9 de la notice justifiant l'intérêt général du projet). Cette précision visait à indiquer que la DP MEC porte sur tout le périmètre du projet c'est-à-dire les 2 phases opérationnelles.
DP5	Suite à la réunion d'examen conjoint du 17/12/2024, est-ce que les personnes publiques ont communiqué un avis signé ? Bien vouloir les transmettre.	Non, nous n'avons pas reçu d'avis signé suite à la réunion d'examen conjoint. La DP MEC ne nécessite pas d'autre consultation des personnes publiques associées. Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint reprend les avis et remarques des PPA. Il a été transmis à l'ensemble des PPA par mail le 15/01/2025 en les invitant à faire des compléments ou remarques : DP5-Mail CAVM aux PPA-PV examen conjoint-012025 Seule la DDTM a demandé une modification dans le compte-rendu : DP5-Mail DDTM sur PV examen conjoint-30012025
DP6	Bien vouloir transmettre le bilan financier prévisionnel de l'opération	 **DEPENSES (HT)** Foncier 5 300 000 € Etudes et conduite de projet 1 630 600 € MOE - urbaniste coordonnateur 1 774 210 € Travaux 29 230 000 € Cité des rapatriés 6 470 000 € **TOTAL DEPENSES 44 404 810 €** **RECETTES IDENTIFIEES*** Banque des territoires (étude dév éco) 40 300 € Etat programme 135 MOE 887 105 € Etat programme 135 Travaux phase 1 3 000 000 € FNADT 1 300 000 € / 2 000 000 € / 1 000 000 € / *4 000 000 € (2025)* SIGH 1 880 000 € * : En ce qui concerne les recettes, Valenciennes Métropole poursuit la recherche de financements extérieurs (Etat, Département, Europe, etc.)

[9] *Les pièces soulignées sont intégrées au rapport d'enquête dans un dossier séparé intitulé « 5ème partie – Pièces jointes /c. Réponses aux questions ». Ces pièces ont été mises en ligne sur le site de Valenciennes Métropole et sont directement consultables en cliquant sur :* E24-140_pieces demandees par CE_022025 - Fichiers - Plateforme de Collaboration

1.7. Le déroulement de l'enquête

1.7.1. L'arrêté prescrivant l'enquête

Après concertation de la commissaire enquêtrice, l'enquête publique unique a été prescrite du lundi 24 février à 9 H 00 jusqu'au mercredi 26 mars 2025 à 18 H 00 soit 31 jours consécutifs portant sur trois procédures d'évolution de Valenciennes Métropole :

- une révision allégée (RA1) concernant le reclassement du Château Renard à Fresnes-sur-Escaut ;
- une déclaration de projet d'intérêt général valant mise en compatibilité du PLUi concernant le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes ;
- une modification de droit commun n° 2 (MDC2) concernant 16 communes.

1.7.2. L'information du public

La publicité est parue aux annonces légales de :

- L'Observateur du Valenciennois des vendredis 07/02/2025 et 28/02/2025 ;
- La Voix du Nord du samedi 08/02/2025 et mercredi 26/02/2025.

L'avis d'enquête publique a été publié 15 jours avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, à l'affichage officiel :

- du siège de Valenciennes Métropole
- des mairies des 16 communes de la CA Valenciennes Métropole concernées :
    - Artres
    - Aulnoy-lez-Valenciennes
    - Beuvrages
    - Bruay-sur-l'Escaut
    - Crespin
    - Fresnes-sur-Escaut
    - Hergnies
    - Maing
    - Monchaux-sur-Ecaillon
    - Odomez
    - Quarouble
    - Petite-Forêt
    - Saint-Saulve
    - Valenciennes
    - Vicq
    - Vieux-Condé
- des mairies de 2 communes de la CA Porte du Hainaut voisines de site du projet :
    - La Sentinelle (limitrophe de la « Déclaration de projet »
    - Trith-Saint-Léger (limitrophe de la « MDC2 – Objet n° 13 »

L'avis d'enquête a également été publié sur les sites internet de la communauté d'agglomération : https://valenciennes-metropole.fr et des mairies des 16 communes de la CA Valenciennes Métropole concernées.

Concernant le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes, un panneau d'affichage de l'avis a été posé à la station de tramway Dutemple, et un autre au passage pour piétons.

Les dossiers d'enquête publique étaient consultables en version numérique sur le site internet https://www.valenciennes-metropole.fr/competences/amenagement-du-territoire/urbanisme/

Le public pouvait également consulter le dossier numériquement sur un poste informatique disponible au siège de l'enquête ainsi que dans les mairies concernées aux jours et heures d'ouverture habituels.

Les dossiers d'enquête publique en version papier étaient consultables dans les mairies de Fresnes-sur-Escaut et de Valenciennes, aux jours et heures d'ouverture habituels, ainsi qu'au siège de l'enquête publique.

La commissaire enquêtrice n'a pas organisé de **réunion publique** (C. env., R123-17).

1.7.3. Réception des observations du public

Le public pouvait émettre ses observations :

- par courrier électronique à : enquete-publique-evolplui24@valenciennes-metropole.fr;
- sur les registres d'enquête format papier[10], mis à disposition au siège de l'enquête et dans les mairies des 16 communes concernées ;
- par voie postale en adressant un courrier à :

Mme la commissaire enquêtrice
Evolutions du PLUi de Valenciennes Métropole
Direction de l'Urbanisme
2, place de l'Hôpital Général
CS 60227

- aux six permanences assurées par la commissaire enquêtrice :

Commune/CAVM	Lieu	Date	Heures
Valenciennes Métropole	Siège	Lundi 24 février 2025	9H-12H
Fresnes-sur-Escaut	Mairie	Mercredi 5 mars 2025	9H-12H
Valenciennes	Mairie	Lundi 10 mars 2025	14H-17H
Valenciennes Métropole	Siège	Vendredi 14 mars 2025	15H-18H
Fresnes-sur-Escaut	Mairie	Samedi 22 mars 2025	9H-12H
Valenciennes Métropole	Siège	Mercredi 26 mars 2025	14H-17H

[10] Une fiche « relation comptable des demandes de consultation du dossier de l'enquête hors permanences du commissaire enquêteur » a été annexée à chaque registre d'enquête afin d'évaluer la participation du public

1.7.4. Bilan de la participation du public

A l'issue de l'enquête publique après avoir,

- demandé au service de l'urbanisme les courriers adressés par voie postale
- vérifié les 17 registres d'enquête publique,
- vérifié la messagerie dédiée à l'enquête (enquete-publique-evolplui24@valenciennes-metropole.fr),

le constat de la participation du public est le suivant.

Aux trois permanences tenues au siège de Valenciennes Métropole, aucun visiteur ne s'est présenté.

A la permanence tenue à l'hôtel de ville de Valenciennes, un visiteur s'est présenté, mais sa visite ne concernait pas le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes.

En dehors des permanences de la commissaire enquêtrice, aucun visiteur ne s'est présenté au siège de l'enquête ou dans un autre lieu pour consulter le dossier d'enquête format papier.

Aucune observation concernant la DP n'a été transcrite sur les registres d'enquête déposés au siège et dans les mairies concernées par l'enquête publique unique.

Aucun courrier adressé à la commissaire enquêtrice par voie postale au siège de l'enquête n'a été enregistré.

Un pli numérique (Réf. M 1-DP) a été réceptionné à enquete-publique-evolplui24@valenciennes-metropole.fr.

*L'autrice porte-parole des habitants du quartier avait fait connaître ses observations lors de la concertation préalable. Ses observations reprennent les réponses faites par la CAVM pendant la concertation préalable.**

Conformément à l'article R123-18 du code de l'environnement, la commissaire enquêtrice a communiqué, le mardi 1er avril 2025, aux représentantes du service urbanisme de la Communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole le procès-verbal de synthèse des observations. Au procès-verbal est jointe la copie de l'ensemble des observations transcrites et annexées aux registres d'enquête ainsi que les observations numériques.[11]

Le mémoire en réponse de la CA de Valenciennes Métropole a été réceptionné le 10 avril 2025.

[11] Document intégré au dossier intitulé : « 5ème partie – Pièces jointes / b. PV (C.env., R123-18) et mémoire de réponse »

1.8. Analyse des observations écrites

Réf. Obs.	Observations de la pétitionnaire[12]
M1-DP	Dans le cadre de la nouvelle consultation publique ouverte jusqu'au 26 mars concernant la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord de valenciennes, veuillez trouver mes observations qui font suite aux premières observations faites le 09/12/24 auxquelles vous avez apporté réponse dans le bilan de cette précédente concertation.
Réponse de la CA Valenciennes Métropole (mémoire en réponse EPU E24-140) Comme indiqué, ces observations reprennent celles exprimées lors de la concertation préalable auxquelles des réponses ont été apportées dans le bilan de la concertation. Elles concernant davantage le projet pour lequel une concertation a été menée dont l'organisation de réunions publiques en 2022 et 2023. Par ailleurs, certaines observations sont prises en compte dans les dispositions de l'OAP sur le secteur de projet.	

Observations de la pétitionnaire suite aux réponses de la CA Valenciennes métropole dans le bilan de la concertation

CA Valenciennes Métropole

«A noter que dans la bande de 100 mètres, aucune zone à vocation d'habitat n'est prévue mais des zones d'activités économiques et pôle multimodal. De plus, la dérogation ne concerne que cette zone UR. »

Pétitionnaire

Artificialiser les délaissés de l'autoroute, même si ce n'est pas pour y construire des logements, c'est :

- Eliminer les arbres qui s'y trouvent et qui absorbent du CO2, c'est supprimer des écrans à la pollution de l'air pour les populations les plus proches, c'est donc exposer ces populations à une pollution accrue (Dutemple aux abords du tramway, La Plaine, Chasse Royale en particulier les élèves du collège Joséphine Baker et de son internat).
- Augmenter la pollution sonore par la suppression des arbres écrans.

CA Valenciennes Métropole

« En matière d'accompagnement paysager, les aménagements paysagers des espaces publics totalisent environ 45 257 m², soit 19,9 % de la surface de l'opération dont : 745 arbres plantés, 14 439 m² de CA Valenciennes Métropole – Déclaration de projet - 8 massifs arbustifs et de massifs vivaces, 11 522 m² de boisements, 15 063 m ² de prairies, 4 233 m² de massifs végétalisés dans les noues.

La superficie totale des espaces verts (espaces publics et privés) est estimée à 6,57 ha. Une végétalisation conséquente est donc prévue, afin de favoriser la nature en ville. »

Pétitionnaire

- Se priver d'ilôts de fraîcheur pour les hommes et la biodiversité locale alors que nous connaissons des épisodes caniculaires plus longs et plus fréquents en été. Certes, de nombreux arbres sont en train d'être plantés en ligne le long de la nouvelle voie, mais cela ne remplacera pas les ilots naturels et denses qui s'étaient constitués sur l'échangeur depuis 40 ans. De même, pourquoi avoir supprimé les rideaux d'arbres en bordure du collège ?

[12] Courrier numérique intégré au dossier intitulé « 3ème partie – Pièces jointes /b. PV et mémoire en réponse »

CA Valenciennes Métropole

« La proximité au futur hub de mobilité et du tramway : le projet du CHV accueillera sur son futur site près de 200 salariés qui pourront s'y rendre via les transports publics.
- La superficie du site (3,7 ha) qui permet de développer le programme souhaité : blanchisserie, pharmacie, préparation des repas et de prévoir le stationnement nécessaire pour le personnel. »

Pétitionnaire

- Construire le pôle logistique de l'hôpital près de la station de tramway Dutemple est une aberration car il sera éloigné de l'hôpital et les services de blanchisserie, etc. devront effectuer d'innombrables rotations dans la journée pour approvisionner l'hôpital, ce qui augmentera encore le nombre de véhicules circulant dans la quartier. Il eut été logique de le construire au plus près possible de l'hôpital.
- L'emplacement aura une emprise au sol importante et sera en plus doté d'un parking malgré la proximité du hub, ce qui supprimera tout espace naturel dans le secteur, malgré les arbres plantés qui seront simplement de l'aménagement paysager.

CA Valenciennes Métropole

« Parmi ces mesures, doivent envisagés la mise en œuvre d'un dispositif de sensibilisation des populations sur la prévention en santé face à la pollution chronique ainsi que le suivi régulier de la qualité de l'air. À cette seconde fin, un emplacement est proposé à l'agence régionale de santé, six mois au moins avant la plus courte des deux dates suivantes : fin des travaux de voiries de la phase 1 ; démarrage de la première construction d'un bâtiment sur un lot. Afin de limiter l'exposition des nouvelles populations, la CAVM prend, avant la délivrance de toute autorisation d'urbanisme sur le périmètre autorisé, l'attache préalable de l'agence régionale de santé pour définir la méthodologie des modélisations et les paramètres à y prendre en compte. Par ailleurs, si dans un délai de 5 ans, à partir du démarrage des travaux autorisés par le présent arrêté, la demande d'autorisation de la phase 2 (cf : article 2) n'a pas été déposée, la CAVM réalise une modélisation en 3D de la pollution atmosphérique liée au projet. Les résultats sont fournis au préfet dans un délai d'un an. »

Pétitionnaire

- Construire de nouveaux immeubles de bureaux sur les délaissés de l'autoroute est une absurdité car de nombreux locaux déjà terminés sont vacants dans la métropole de Valenciennes et d'autres sont actuellement en construction.

Observation CE

Afin de respecter les dispositifs publics relatifs à la sobriété foncière et à la lutte contre les friches urbaines, en partenariat avec les organismes consulaires (C. urb., L132-7), il serait utile de joindre le recensement des immeubles de bureaux vacants du territoire de Valenciennes Métropole avec une analyse sur leur potentiel d'utilisation, ainsi qu'une étude prospective sur les conséquences de l'occupation des locaux existants après l'ouverture de nouveaux bâtiments de même nature à l'entrée nord de Valenciennes.

Ces constructions vont être pourvues de parkings qui vont augmenter l'artificialisation de la zone et la circulation de véhicules dans celle-ci.

- Faire des mesures et de la prévention des populations n'y changera rien car le nombre de véhicules augmentera et la pollution avec. La population sensibilisée souhaitera juste déménager quand elle comprendra à quels risques on l'expose.

Il reste à espérer, puisque le projet se veut environnemental, que :

- ces nouveaux bâtiments devront être pourvus de panneaux solaires et/ou de toits blancs ou végétalisés ainsi que d'une climatisation naturelle.
- les terrains où seront implantés ces immeubles de bureaux et le pôle logistique de l'hôpital seront rapidement et abondamment végétalisés

1.9. Analyse générale de la déclaration de projet

1.9.1. Le choix d'une enquête publique unique

L'enquête publique unique (EPU) porte sur trois procédures d'évolution du *plan local d'urbanisme intercommunal* (PLUi) de la *communauté d'agglomération* (CA) *Valenciennes Métropole* :

- La *révision allégée n° 1* (RA1) concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut ;
- La *déclaration de projet* (DP) valant mise en compatibilité du *plan local d'urbanisme intercommunal* (PLUi) pour le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes ;
- La *modification de droit commun n° 2* (MDC2) concernant 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé.

En application de l'article L123-6 du code de l'environnement, il peut être procédé à une enquête publique unique (EPU) lorsque :

- la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs consultations du public dont l'une au moins en application de l'article L123-2,
- les consultations du public de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

Bien que manifestement décidée dans un but de simplification administrative, la conduite de cette EPU n'a pas été faite de manière satisfaisante.

Les difficultés de cette EPU ont pour origine :

- L'opacité juridique des 3 évolutions du PLUi dans une seule enquête
- Un territoire étendu allant de Moncheaux-sur-Ecaillon à Hergnies
- La désignation d'un seul commissaire enquêteur et non d'une commission d'enquête
- La durée de l'enquête (31 jours) trop courte
- Le nombre de permanences fixées à 6 (insuffisantes)
- Le volume du dossier d'enquête : en tout 5 400 pages
- Le dossier d'enquête incomplet malgré son volume (il manque des avis de personnes publiques)
- La compréhension des trois évolutions du PLUi en un temps limité

Par ailleurs, il est très regrettable de ne pas connaître l'avis des services de l'Etat pour la mise en œuvre de cette procédure au titre de l'application de l'article L123-6 du code de l'environnement.

1.9.2. La contribution des autorités publiques

Nous avons relevé qu'aucun avis d'autorité publique sous forme de courrier officiel signé n'était joint au dossier sauf celui de la MRAe.

Les avis retenus sont ceux entendus qui ont été transcrits dans le compte-rendu de l'examen conjoint.

Nous relevons entre autres l'absence d'avis des autorités publiques :

- au niveau des risques,
- au niveau des gestionnaires des réseaux et canalisations,

- au niveau du patrimoine (DRAC-UDAP),
- au niveau du SRADDET,
- au niveau de l'activité économique (CCI, Chambre de métiers…) :

Le projet « dérogation Loi Barnier » pour l'entrée Nord de Valenciennes vise à faciliter le dynamisme économique de Valenciennes. Au regard de l'article L132-7 du code de l'urbanisme, les chambres de commerce et d'industrie territoriales (C.com, L711-25, R711-33), les chambres de métiers (C.artisanat, R321-5) sont associées à l'élaboration du PLUi et assurent les liaisons avec les organisations professionnelles intéressées.[13]

1.9.3. Le dossier d'enquête

Le dossier d'enquête unique pour trois évolutions du PLUi comprend :

- Enquête publique unique (EPU) :	33 pages
- Révision allégée n° 1 (RA1) :	952 pages
- Déclaration de projet :	641 pages
+ étude d'impact (à la demande de la MRAe)	1 789 pages
- Modification de droit commun n° 2 (MDC2) :	1 947 pages
Soit (estimation au 20/02/2025)	**5 362 pages**

Cependant, ce dossier n'étant pas complet, le responsable du projet a transmis un mémoire de réponse avec des pièces complémentaires à la demande de la CE.

L'étude d'impact de 2022 avec le mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale n° 2022-6338 du 7 février 2023 a été jointe au dossier d'enquête suite à la recommandation de la MRAe. Ainsi pour la d**éclaration de projet (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes**, le nombre de pages enregistré s'élève à 2 430 pages dont 1 789 pages d'étude d'impact.

La lecture et la compréhension d'un tel dossier demande du temps.

Le volume du dossier, l'opacité juridique des trois procédures, la technicité de l'étude d'impact, occultent la compréhension du projet.

1.9.4. L'accessibilité du public à la connaissance d'un projet de l'EPU

L'enquête publique a pour rôle de : « permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer au processus de décision ».

il peut être procédé à une enquête publique unique (C. env., L123-6) lorsque :

- la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs consultations du public dont l'une au moins en application de l'article L123-2,
- les consultations du public de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

Bien que prévue par les textes en vigueur, en raison de la complexité de son contenu, l'enquête unique pour « cette enquête portant sur 3 évolutions du PLUi de la CA de Valenciennes Métropole » n'encourage pas l'accès du public à la connaissance du projet.

[13] https://outil2amenagement.cerema.fr/outils/la-chambre-commerce-et-dindustrie-cci

1.9.5. L'enchevêtrement des procédures

Pour sa restructuration, le périmètre de l'entrée nord de Valenciennes connaît de nombreuses procédures administratives avec enquêtes publiques précédées d'une concertation préalable du public et d'une consultation des personnes publiques (renvoi ci-dessus au chapitre : 1.1.5. Les procédures administratives passées, en cours et à venir).

Cet enchevêtrement pourrait être source de confusion et gêner la bonne information ainsi que la participation du public. Exemple, à l'occasion de nos visites sur le terrain, nous avons relevé qu'il y avait des avis d'enquête portant sur un projet de ZAC notamment à l'intérieur du périmètre concerné par la présente enquête - déclaration de projet «Loi Barnier » pour la restructuration de l'entrée nord de Valenciennes.

Un intérêt local (sur le périmètre d'un quartier) peut ne pas être un intérêt général (sur un périmètre d'une unité urbaine). Le projet « DP pour la restructuration de l'entrée nord de Valenciennes » vise à **autoriser un retrait minimal de 30 mètres par rapport à l'axe de l'A23 du règlement écrit de la zone UR.** Cette « zone UR » concerne les quartiers bénéficiant du dispositif NPNRU, c'est-à-dire que ces quartiers (qui se trouvent à l'entrée nord) connaissent un fort renouvellement urbain avec des immeubles d'habitation et des équipements publics récents. Des remarques (entendues mais non transcrites) pendant l'enquête portent sur l'incompréhension d'une partie de la population qui habite et/ou qui fréquente ces quartiers en raison du manque de cohérence des projets.

La désignation d'un garant pour l'ensemble du programme « restructuration de l'entrée nord de Valenciennes » faciliterait la cohésion de l'information et la participation des habitants.

1.9.6. L'accès du public à l'information et aux permanences

L'enquête publique est une procédure de démocratie participative. Elle doit être accessible à tout citoyen. Tout citoyen doit pouvoir être informé sur le projet. Tout citoyen doit pouvoir s'exprimer et être entendu par le commissaire enquêteur.

Eu égard à l'article L123-6 2, il peut être procédé à une enquête unique lorsque les consultations du public de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

Le dossier de l'enquête unique contenait 5 400 pages dont 2400 contenues dans le dossier « déclaration de projet pour la restructuration de l'entrée nord de Valenciennes ».

L'accès au dossier numérique exige une bonne expérience de l'utilisation du matériel informatique et d'internet. La consultation du dossier numérique n'était pas accessible à tous.

Le dossier format papier était déposé au siège de l'enquête, à l'hôtel de ville de Valenciennes, et à l'hôtel de ville de Fresnes-sur-Escaut.

En raison de l'éloignement du quartier par rapport aux lieux des permanences et des horaires, les permanences n'étaient pas pratiques :

Commune/CAVM	Lieu	Date	Heures	Visiteurs	Objet
Valenciennes Métropole	Siège	Lundi 24 février 2025	9H-12H	Aucun	
Fresnes-sur-Escaut	Mairie	Mercredi 5 mars 2025	9H-12H	2	MDC-RA
Valenciennes	Mairie	Lundi 10 mars 2025	14H-17H	1	MDC
Valenciennes Métropole	Siège	Vendredi 14 mars 2025	15H-18H	Aucun	
Fresnes-sur-Escaut	Mairie	Samedi 22 mars 2025	9H-12H	4	MDC
Valenciennes Métropole	Siège	Mercredi 26 mars 2025	14H-17H	Aucun	

En raison de la complexité de l'enquête :

- enquête publique unique portant sur 3 évolutions du PLUi,
- étendue du territoire concerné par l'enquête (16 communes),
- durée de l'enquête (31 jours),
- désignation d'un seul commissaire enquêteur et non d'une commission d'enquête,

Il n'a pas été possible :

- d'organiser une réunion publique pour l'information de la population sur « la déclaration de projet pour la restructuration de l'entrée nord de Valenciennes »,
- de tenir dans le quartier des permanences avec des jours et horaires adaptés (en fin de journée, en fin de semaine) pour faciliter la participation des habitants.

Dans le cas présent, les modalités de l'enquête n'ont pas permis au public de prendre connaissance du projet et de participer en présentant des observations et des propositions. C'est très regrettable.

1.9.7. L'impact du projet sur l'environnement

a) L'évaluation environnementale était jointe au dossier et mise à la disposition du public pour être consultée. Elle est très technique et très détaillée.

b) En **autorisant un retrait minimal de 30 mètres par rapport à l'axe de l'A23 du règlement écrit de la zone UR**, le porteur de projet souhaite l'ouverture de nouveaux immeubles à vocation tertiaire. Au niveau de la séquence ERC (éviter, réduire, compenser), l'aspect « effet domino » sur les immeubles actuellement disponibles n'est pas développé.

Il serait donc justifié, ***afin de respecter les dispositifs publics relatifs à la sobriété foncière et à la lutte contre les friches urbaines, en partenariat avec les organismes consulaires (C. urb., L132-7), de joindre le recensement des immeubles de bureaux vacants du territoire de Valenciennes Métropole avec une analyse sur leur potentiel d'utilisation, ainsi qu'une étude prospective sur les conséquences de l'occupation des locaux existants après l'ouverture de nouveaux bâtiments de même nature à l'entrée nord de Valenciennes.***

c) L'effet « artificialisation » est subjectif. A notre point de vue, il y a une très forte artificialisation des sols à l'entrée nord de Valenciennes et aux alentours. La qualité de l'air n'est pas satisfaisante d'après les organismes officiels. Tout ce qui augmenterait les risques de pollution est à éviter (imperméabilisation des sols, circulation). Or le projet pourrait augmenter l'imperméabilisation des sols, et augmenter les flux de circulation. En plus, il pourrait avoir pour conséquences la désertification d'immeubles à vocation tertiaire implantés ailleurs.

d) Le quartier est très bien desservi en transports en commun (tramway, bus), et en pistes cyclables. Cependant la circulation automobile pourrait être plus importante en cas d'implantation du pôle logistique de l'hôpital à proximité de la station Dutemple, et de nouveaux immeubles de bureau.

Les conséquences anticipées au niveau du périmètre de l'entrée nord de Valenciennes (déplacements et nouveaux immeubles) seraient intéressantes à analyser. Il permettrait d'établir le résultat positif ou négatif sur la problématique de la qualité de l'air, les émissions de polluants atmosphériques, de gaz à effet de serre et la diminution des capacités de stockage de carbone. Et d'étudier si les mesures compensatoires au niveau du périmètre de l'entrée nord sont suffisantes.

1.9.8. L'intérêt du projet au niveau des services hospitaliers

Le projet présente un intérêt majeur pour le centre hospitalier de Valenciennes (3ème CH de la région) dont le nouveau schéma directeur immobilier a programmé l'agrandissement. En externalisant certaines activités logistiques au niveau de l'entrée Nord de Valenciennes, l'espace libéré sur le site central de l'hôpital devrait permettre le développement d'offres de soins supplémentaires, et la conduite de divers aménagements.

Force est de constater qu'au cours de l'enquête, aucun représentant du monde hospitalier ne s'est manifesté. De plus, au titre de la concertation et de la consultation préalable, le dossier ne contient pas d'avis des services hospitaliers ou de l'ARS.

1.9.9. L'intérêt du projet au niveau de l'emploi

La création de nouveaux immeubles de bureau va être une opportunité pour l'emploi dans le quartier. Plusieurs questions se posent :

Est-ce que ce sont les habitants du quartier qui occuperont ces emplois ?

Est-ce que ce sont des entreprises qui « changent seulement d'adresse » entraînant le changement du lieu d'emploi des personnes en activité ?

Combien d'emplois réels seront créés ? (diminution du nombre d'emplois sur les sites de départ des entreprises « - » nouveaux emplois sur le site nouvellement aménagé)

Quels seront les avantages et les inconvénients liés aux déplacements domicile-travail : véhicule individuel, transport en commun, mode doux (pollution, qualité de vie) ?

1.9.10. Les obligations posées par la loi sont-elles respectées ?

L'article *L101-2* du code de l'urbanisme, vise les objectifs à atteindre en matière d'urbanisme dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :
- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, notamment les services aux familles, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols (…) ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (…) ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive (…).

1.10. Analyse bilancielle de l'intérêt général du projet

Suite à notre analyse générale, notre constat sur l'intérêt général du projet visant à **autoriser un retrait minimal de 30 mètres par rapport à l'axe de l'A23 du règlement écrit de la zone UR** pour la restructuration de l'entrée nord de Valenciennes est le suivant :

Au niveau des **avantages**,

• il accélère le renouvellement urbain,
• il améliore les infrastructures et la desserte du territoire,
• il améliore la connexion entre les quartiers,
• il développe les équipements du centre hospitalier de Valenciennes,
• il ne présente aucun impact sur des terres cultivées,
• il permet la densification du site, en lien avec le principe de gestion économe de l'espace.

Au niveau des **inconvénients**

• il pourrait ne pas être accepté par les habitants et les employés du quartier
• il manque de transparence en raison de la combinaison
. de l'enchevêtrement des procédures de concertation et d'enquêtes publiques sur le même périmètre
. du volume du dossier de l'EPU (5 400 pages)
. de l'opacité juridique des 3 évolutions du PLUi contenues dans l'EPU
. de la haute technicité de l'étude d'impact
• la contribution des personnes publiques est incomplète, il manque des avis des autorités publics au niveau
. des risques
. des gestionnaires des réseaux et canalisations
. du patrimoine (DRAC-UDAP)
. des acteurs économiques
. du monde hospitalier et/ou de l'ARS
• il pourrait être la cause de développement de friches tertiaires suite à la délocalisation d'entreprises
• il pourrait augmenter, dans le quartier, les déplacements « domicile-travail » en voitures individuelles
• il augmente l'effet artificialisation du quartier
• il dégrade la qualité de l'air du quartier
• il augmente les émissions de polluants atmosphériques, de gaz à effet de serre et diminue des capacités de stockage de carbone
• il prévoit très peu de mesures compensatoires au niveau du quartier déjà fortement urbanisé par des immeubles récents suite à la mise en œuvre du NPNRU

Après ce bilan, nous pouvons conclure que le projet d'évolution du PLUi de la CA de Valenciennes Métropole intitulé « Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée Nord de Valenciennes » qui vise à autoriser un retrait minimal de 30 mètres par rapport à l'axe de l'A23 du règlement écrit de la zone UR, tel qu'il a été proposé à l'enquête présente plus d'inconvénients que d'avantages.

Avis sur l'intérêt général du projet

Vu

- l'arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole (CAVM) en date du 6 février 2025 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique unique relative à trois procédures d'évolution du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Valenciennes Métropole dont *la Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes* ;

- le rapport d'enquête publique unique (Réf. : E24-140 / 59) ;

- les conclusions de l'enquête portant sur *la Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes* ;

Sous réserve de la légalité de la procédure ;

En qualité de Commissaire enquêtrice désignée par l'arrêté précité pour conduire l'enquête en question ;

Sur la forme et la procédure de l'enquête « Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée Nord de Valenciennes »

Considérant que,

- l'organisation de l'enquête dans le cadre d'une EPU n'a pas contribué à améliorer l'information et la participation du public,

- les conditions de l'enquête n'ont pas permis au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer au processus de décision, en raison de la combinaison des éléments suivants :

- L'opacité juridique des 3 évolutions du PLUi regroupées dans une enquête publique unique (EPU),

- Le volume du dossier d'EPU (5 400 pages dont 2 400 pour « la déclaration de projet »),

- Les modalités de l'enquête qui n'ont pas permis

. de fixer des permanences dans une annexe de la mairie dans le quartier nord de Valenciennes avec des jours et horaires adaptés à tout public, et de mettre à disposition un dossier d'enquête format papier dans ce lieu,

. l'organisation d'une réunion publique,

. l'accès à la consultation du dossier numérique de manière satisfaisante,

. d'avoir une information suffisante sur l'enquête en général ;

<u>Sur le fond de l'enquête</u>

Vu

- la *délibération* du 15 avril 2024 (Réf. : CC-2024-016 – Visa préf. : 17/04/2024) du conseil communautaire de Valenciennes Métropole prescrivant la procédure de *déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi concernant la restructuration de l'entrée Nord de* Valenciennes,

- la *délibération rectificative* du 16 octobre 2024 (Réf. : CC-2024-122 – Visa préf. : 18/10/2024) du conseil communautaire fixant les modalités de la concertation préalable, le projet devant faire l'objet d'une évaluation environnementale,
- l'avis n° 2024-8261 du 22 novembre 2024 de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe),
- le bilan de la concertation préalable du public,
- le compte rendu de l'examen conjoint du 22 novembre 2024,
- le bilan de la consultation préalable des autorités publiques,
- la composition du dossier d'enquête,
- les observations recueillies pendant l'enquête
- le mémoire en réponse de la CAVM Métropole aux questions,[14]
- le procès-verbal de synthèse des observations (C.env., R123-18),[15]
- le mémoire en réponse de la CAVM au procès-verbal des observations,
- le rapport d'enquête unique ;

Après

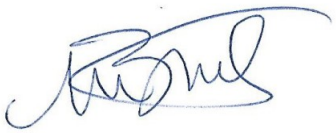
- étude des pièces composant le dossier présenté à l'enquête,
- visite de l'entrée Nord de Valenciennes,
- analyse des pièces visées ci-dessus,
- analyse générale du projet,[16]
- analyse bilancielle de l'intérêt général du projet ;[17]

Considérant

- que le projet visant à autoriser un retrait minimal de 30 mètres par rapport à l'axe de l'A23 du règlement écrit de la zone UR du PLUi, présente plus d'inconvénients que d'avantages et, qu'en conséquences il ne peut être déclaré d'intérêt général ;

Nous émettons un **AVIS DÉFAVORABLE** à la « Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée Nord de Valenciennes » présentée dans le dossier de l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 février au 26 mars 2025 (Réf. E24-140 / 59).

Le 27 avril 2024



Marinette BRULÉ
Commissaire enquêtrice

[14] Dossier intitulé « 5ème partie – Pièces jointes/c. Réponses aux questions »
[15] Dossier intitulé « 5ème partie – Pièces jointes /b. PV (C.env., R123-18) et Mémoire en réponse »
[16] Chapitre 1.9 ci-dessus
[17] Chapitre 1.10 ci-dessus

Avis sur la mise en compatibilité du PLUi

Vu

- l'arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole (CAVM) en date du 6 février 2025 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique unique relative à trois procédures d'évolution du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Valenciennes Métropole dont *la Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes* ;

- le rapport d'enquête publique unique (Réf. : E24-140 / 59) ;

- les conclusions et l'avis de l'enquête portant sur *la Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes* ;

Sous réserve de la légalité de la procédure ;

En qualité de Commissaire enquêtrice désignée par l'arrêté précité pour conduire l'enquête en question ;

Sur la forme et la procédure de l'enquête « Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée Nord de Valenciennes »

Considérant que,

- l'organisation de l'enquête dans le cadre d'une EPU n'a pas contribué à améliorer l'information et la participation du public,

- les conditions de l'enquête n'ont pas permis au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer au processus de décision, - L'opacité juridique des 3 évolutions du PLUi regroupées dans une enquête publique unique (EPU) ;

Sur le fond de l'enquête

Considérant

- les éléments qui ont conduit à l'avis défavorable à la déclaration d'intérêt général visant à autoriser un retrait minimal de 30 mètres par rapport à l'axe de l'A23 du règlement écrit de la zone UR du PLUi de Valenciennes Métropole pour le projet de restructuration de l'entrée Nord de Valenciennes »

Nous émettons un **AVIS DÉFAVORABLE** à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole présentée dans le dossier « Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée Nord de Valenciennes » de l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 février au 26 mars 2025 (Réf. E24-140 / 59).

Le 27 avril 2025



Marinette BRULÉ
Commissaire enquêtrice

Département du Nord
Arrondissement de Valenciennes
Communauté d'agglomération Valenciennes Métropole (CAVM)

Enquête publique unique
relative à trois procédures d'évolution
du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Valenciennes Métropole

1. **Révision allégée n° 1 (RA1) concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut**
2. **Déclaration de projet (DP) valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes**
3. **Modification de droit commun n° 2 (MDC2) concernant 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé**

(Enquête publique « Code de l'environnement »)

Dossier comprenant 5 parties

1. Rapport d'enquête unique
2. Conclusions et avis sur la *Révision allégée n° 1*
3. Conclusions et avis sur la *Déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLUi pour le projet de restructuration de l'entrée nord à Valenciennes*
4. Conclusions et avis sur la *Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes*
5. Pièces jointes :
   a. Formalités
   b. PV (C.env., R123-18) et Mémoire en réponse
   c. Réponses aux questions

4ème partie – Conclusions et avis sur la *Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes*

Établi en 2 exemplaires

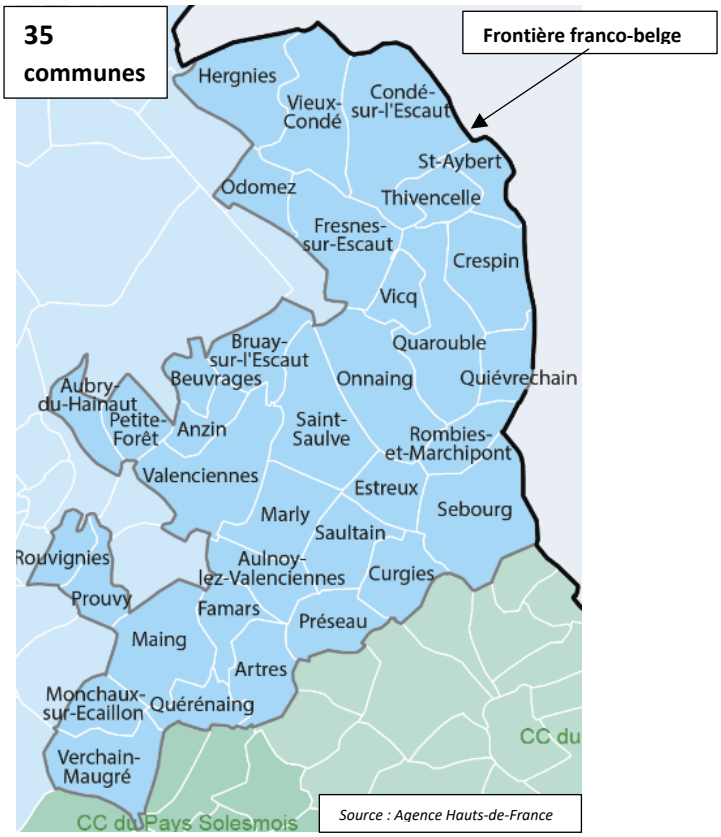
- Tribunal administratif de Lille
- Communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole (formats numérique et papier)

Références :

- Décision du Tribunal administratif de Lille du 30 décembre 2024 – dossier E24-140/59
- Arrêté n° 02-25 du président portant ouverture de l'enquête unique relative à trois procédures d'évolution du PLUi de Valenciennes Métropole en date du 6 février 2025 (Réception Sp : 06/02/2025)
- Code de l'environnement notamment les articles L123-1 et s., L123-6 et R123-7
- Code de l'urbanisme notamment, les articles L153-31 et s. (RA1) ; L300-6, L153-54 et s. (DP) ; R104-11 (Ee) ; L153-36 et s. (MDC2)
- Dossier numérique d'enquête publique consultable sur le lien suivant : https://www.valenciennes-metropole.fr/competences/amenagement-du-territoire/urbanisme/

Siège de l'enquête :	Valenciennes Métropole 2 Place de l'Hôpital Général CS 60227 59305 Valenciennes
Maître d'ouvrage des trois procédures :	Valenciennes Métropole (CAVM)
Service chargé de ces projets à la CAVM :	Direction de l'urbanisme (Tél : 03 27 096 170)
Commissaire enquêtrice titulaire :	Marinette BRULÉ





CA Valenciennes Métropole

193 676 habitants

263,9 km² soit 26 391 ha

735 habitants/km²

8 000 ha artificialisés environ

30% de surface artificialisée

80 400 emplois

SCoT approuvé en 2014

PLUi approuvé en 2021

11 évolutions PLUi approuvées et/ou en cours

Les **35 communes** de **Valenciennes Métropole** (CAVM) et leur nombre d'**habitants**

Anzin	13 511
Artres	1 084
Aubry-du-Hainaut	1 740
Aulnoy-lez-Valenciennes	7 193
Beuvrages	6 827
Bruay-sur-l'Escaut	11 632
Condé-sur-l'Escaut	9 349
Crespin	4 575
Curgies	1 386
Estreux	978
Famars	2 527
Fresnes-sur-Escaut	7 513
Hergnies	4 505
Maing	4 020
Marly	12 088
Monchaux-sur-Écaillon	593
Odomez	945
Onnaing	8 635

Petite-Forêt	5 098
Préseau	2 104
Prouvy	2 222
Quarouble	3 170
Quérenaing	873
Quiévrechain	6 119
Rombies-et-Marchipont	752
Rouvignies	663
Saint-Aybert	332
Saint-Saulve	11 262
Saultain	2 557
Sebourg	2 014
Thivencelle	826
Valenciennes	43 468
Verchain-Maugré	1 114
Vicq	1 488
Vieux-Condé	10 513

Sources : https://www.valenciennes-metropole.fr/
https://www.banatic.interieur.gouv.fr/intercommunalite/
https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr/(décembre 2024)

Table des matières

Conclusions ... 5
1.1. Le contexte ... 5
1.1.1. Historique du PLUi ... 5
1.1.2. Les obligations de la MDC n° 2 du PLUi ... 5
1.2. Le projet ... 7
1.3. Le cadre juridique ... 9
1.4. Réponses de la CAVM ... 11
1.5. La concertation et l'information préalable ... 13
1.5.1. Avis de la MRAe (C. urb., R104-33) ... 13
1.5.2. La concertation préalable (C. urb., L103-2 et s.) ... 15
1.5.3. Réunion des personnes publiques associées ... 15
1.5.4. Notification aux PPA et aux Maires des 16 communes (C. urb., L153-40) ... 21
1.5.5. Synthèse de la participation des autorités publiques ... 22
1.6. La composition du dossier d'enquête MDC n° 2 ... 23
1.7. La séquence « éviter-réduire-compenser » (ERC) ... 24
1.8. Analyse non exhaustive d'éléments de la MDC n°2 ... 25
1.8.1. Bruay-sur-l'Escaut – Reclass. de la zone UGa de 8,56 ha en zone UZ (Objet n° 2) ... 25
1.8.2. Saint-Saulve – Reclass. zone UL en zones UA et N au niveau du Château Fortier (Objets n° 5-11) 26
1.8.3. Vicq – Correction d'une erreur matérielle (Objet n° 7) ... 27
1.8.4. Beuvrages – Correction d'une erreur matérielle (Objet n° 8) ... 28
1.8.5. Vieux-Condé – Correction d'une erreur matérielle (Objet n° 9) ... 29
1.8.6. Monchaux- sur-Ecaillon – Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU (Objet n° 12) 30
1.8.7. Aulnoy-lez-Valenciennes – Création d'un ER pr le nouveau cimetière (Objet n°13) ... 31
1.8.8. Fresnes-sur-Escaut – Modif. d'un ER et du zonage pr extension du cimetière (Objet n° 14) ... 33
1.8.9. Fresnes-sur-Escaut – Réduction de la zone 2AU dite des Petits Masys (Objet n° 3) ... 34
1.8.10. Remarques générales sur la MDC n° 2 ... 35
1.9. Analyse des demandes des visiteurs ... 36
1.9.1. Artres (friche Valboval) ... 36
1.9.2. Fresnes-sur-Escaut ... 37
1.9.3. Vicq ... 39
1.9.4. Artres (zone 1AU) ... 42
1.9.5. Vieux-Condé ... 43
1.9.6. Hergnies ... 44
1.10. Le déroulement de l'enquête ... 45

1.10.1. L'arrêté prescrivant l'enquête 45
1.10.2. L'information du public 45
1.10.3. Réception des observations du public 46
1.10.4. Le bilan de la participation du public à la MDC n° 2 47
1.11. Analyse générale de la modification de droit commun n°2 49
1.11.1. Le choix d'une enquête publique unique 49
1.11.2. La participation du public 49
1.11.3. La procédure « modification de droit commun » 51
1.11.4. La contribution des autorités publiques 52
1.12. Evaluation du projet du plan local d'urbanisme 53
Avis 55

Conclusions

1.1. Le contexte

Le projet de *modification de droit commun n° 2* (MDC2) du plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole concerne 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé.

Il est porté par la CA de Valenciennes Métropole, représentée pour ce dossier par la Direction de l'Urbanisme de l'intercommunalité.

1.1.1. Historique du PLUi

Créée en décembre 2000, la communauté d'agglomération (CA) Valenciennes Métropole, qui regroupe 35 communes, s'étend sur 26 391 hectares, recense 193 856 habitants, 80 408 emplois, exerce la compétence *plan local d'urbanisme intercommunal* (C. urb., L 153-1) approuvé le 11 mars 2021.

La MRAe a rendu un avis n° 2020-4351 le 07/07/2020 sur l'évaluation environnementale.

Depuis l'approbation du PLUi initial, quatre évolutions approuvées sont opposables[1] :

Procédure	Date opposabilité	Objets
Modification simplifiée	25/07/2022	Correction d'erreurs matérielles Ajout de 2 dossiers Loi Barnier Ajout des fiches patrimoines
Modification de droit commun n° 1	01/09/2023	Corrections d'erreurs matérielles Evolutions du zonage Evolutions du règlement Suppression d'une OAP
Déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLUi concernant la construction d'un nouveau centre d'incendie et de secours (CIS) à Sebourg	10/06/2024	Création d'une zone UL (équipements publics) pour la construction d'un CIS à Sebourg
Mise à jour n° 1 des annexes	05/07/2024	Servitudes T1 et INT1 Monument Historique RLPi Périmètres ZAC Périmètres lotissement Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)

1.1.2. Les obligations de la MDC n° 2 du PLUi

Au niveau des documents de rang supérieur

- le *SRADDET* des *Hauts-de-France* approuvé le 30/06/ 2020 (CGCT, R4251-2 et s.) ;
- le *SCoT du Valenciennois* (C. urb., L143-16) approuvé le 21 février 2014 dont la révision a été prescrite le 13 décembre 2022, porté par le *syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois* (SIMOUV) ;
- le *PDU du Valenciennois*, porté par le *syndicat intercommunal de mobilité et d'organisation urbaine du Valenciennois* (SIMOUV) autorité organisatrice de la mobilité (C. transp., L1231-1, L1231-8, L1231-14 à L1231-16) ;
- le *PLH 2024-2029* adopté le 05/12/2023 porté par *Valenciennes Métropole* ;
- le *PCAET 2020-2026* porté par *Valenciennes Métropole* ;
- la *charte du parc naturel régional* Scarpe-Escaut porté par le *syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional Scarpe-Escaut* (13 communes de Valenciennes Métropole adhèrent au PNR) ;
- le *SDAGE* du bassin Artois-Picardie 2022-2027 et son plan de gestion des risques d'inondation (*Agence de l'eau)* ;

[1] Source : dossier d'enquête, *Modification de droit commun n° 2 - Notice explicative*, p. 5

- le *SAGE de l'Escaut* porté par le *syndicat mixte Escaut et affluents* (SYMEA) ;
- le *SAGE de la Scarpe Aval* porté par le *syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional Scarpe-Escaut ;*

Au niveau de l'environnement

- 2 sites désignés Natura 2000 (C.env., L414-1) :
  « Forêts de Raismes/Saint-Amand/Wallers et Marchiennes et plaine alluviale de la Scarpe » (FR3100507),
  « Vallée de la Scarpe et de l'Escaut » (FR3112005) ;
- des zones humides (C.env., L211-1) ;
- la trame verte et bleue (C.env., L371-1) ;
- 10 ZNIEFF de type 1, et 2 ZNIEFF de type 2 (C.env., L411-1) ;
- des espaces naturels sensibles (C.env., L113-8)
  « Chabaud-Latour à Condé-sur-l'Escaut et les prairies et marais de la fosse Saint Pierre »
  « Amaury site nature à Hergnies et Vieux-Condé »
  « Peupleraies du Bas Escaut à Bruay-sur-Escaut et Raismes »
  « Les prés Lecomte à Onnaing »
  « Les Viviers à Maing et Prouvy » ;
- des sites classés ou inscrits (C.env., L341-1 et L341-2) ;

Au niveau du patrimoine

- 16 éléments classés et 45 éléments inscrits aux Monuments Historiques (C. patrimoine, L621-30 et L621-31) ;
- la ZPPAUP de Valenciennes (C. patrimoine, L. 631-1 et L. 632-2) ;
- le classement UNESCO de 34 biens miniers en tant que paysage culturel : terrils, chevalements, cités minières ;

Au niveau des plans de prévention

- le *PPRi de la vallée de la Rhônelle* et de ses affluents – AP du 24/05/2022 ;
- le *PPRi de la vallée de l'Aunelle et de l'Hogneau* – AP du 18/07/2016 ;
- le *PPRi de la vallée de l'Ecaillon* – AP du 07/09/2017 et modifié le 21/01/2025 ;
- les axes de ruissellement et les zones d'accumulation identifiés par la DDTM du Nord ;
- le plan de prévention des risques des mouvements de terrains (PPRMT) – AP du 21/01/2008, modifié le 13/06/2013 ;
- le plan de prévention des risques miniers du Pays de Condé – AP du 06/07/2018 ;
- le plan de prévention des risques miniers « Couronne de Valenciennes » - AP du 06/07/2018 ;
- le plan de prévention des risques technologiques – AP du 13/12/2011 ;

Les évolutions du PLUi doivent être compatibles avec

- les SUP (C. urb., L151-43, R151-51 et s., R151-32, R153-18) notamment les servitudes liées aux réseaux et canalisations : canalisations souterraines, lignes aériennes, voies ferrées, voies de communication routières, captage, cours d'eau (RTE, VNF, GRTgaz, SNCF etc) ;
- les enjeux de la préservation de la ressource en eau potable ;
- la réglementation des installations classées pour l'environnement (ICPE) ;
- les obligations diverses connues et/ou en vigueur liées aux risques ;
- ***les obligations liées à la frontière*** (C. urb., L131-9 et s.)[2]

sont concernées les communes situées pour tout ou partie à moins de 5 km de la frontière belge : Crespin, Vicq, Fresnes-sur-Escaut, Odomez, Hergnies, Vieux-Condé ;

- ***les obligations concernant les cimetières*** (CGCT, L2223-1, L2223-2, L2223-5, SUP INT1).

Le PLUi doit être cohérent avec ces obligations qui s'imposent aux communes et aux intercommunalités.

[2] https://www.nord.gouv.fr/contenu/telechargement/7790/47307/file/Courrier%20prefect.pdf

1.2. Le projet

Les modifications apportées aux pièces réglementaires du PLUi concernent 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé.

La modification est composée des 17 objets suivants (chaque objet est numéroté) :

1. Reclassement d'une friche en zone naturelle (Artres)
2. Reclassement d'une zone économique (Bruay-sur-l'Escaut)
3. Réduction d'une zone 2AU et modification d'un emplacement réservé (Fresnes-sur-Escaut)
4. Suppression d'une zone 1AU (Odomez)
5. Reclassement d'une zone UL et ajout d'un patrimoine paysager (Saint-Saulve)
6. Reclassement d'une zone urbaine, modification d'un emplacement réservé et ajout d'un patrimoine protégé (Vieux-Condé)

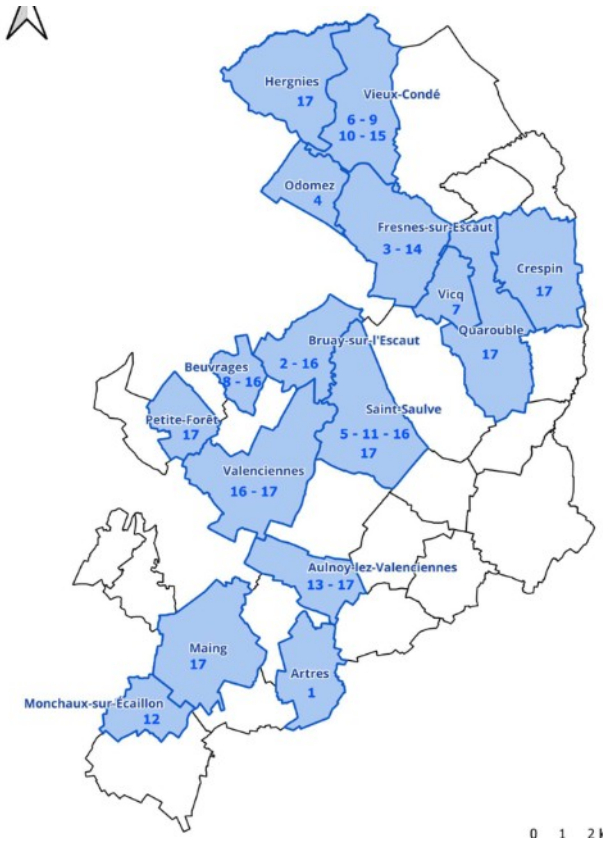
7 à 9. Corrections d'erreurs matérielles (Beuvrages, Vicq, Vieux-Condé

10 et 11. Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU (Monchaux-sur-Ecaillon)

13 à 15. Création et modifications d'emplacements réservés (Aulnoy-lez-Valenciennes, Fresnes-sur-Escaut, Vieux-Condé)

16. Suppression d'emplacements réservés (4 communes : Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Saint-Saulve, Valenciennes)

17. Mise en place de servitudes de mixité sociale (8 communes : Hergnies, Maing, Crespin, Quarouble, Petite-Forêt, Saint-Saulve, Valenciennes, Aulnoy-lez-Valenciennes)



Localisation des communes et sites faisant l'objet de la modification (source : CAVM, Note de présentation non technique, p. 17, février 2025)

Les numéros sur la carte font référence aux 17 objets de modifications apportées aux pièces réglementaires présentés ci-après.

Récapitulatif de la MDC n° 2 par commune

N°	Communes	Nature modification	Objet modification	Zones concernées	Pièces modifiées
1	Artres	Modification de zonage	Projet de renaturation d'une friche	UEa>N	Règlement graphique
13	Aulnoy-lez-Valenciennes	Emplacement réservé	Création d'un emplacement réservé pour le cimetière	ER n° 7 (en zone A)	Règlement graphique et liste des ER
17	Aulnoy-lez-Valenciennes	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
8	Beuvrages	Modification de zonage	Correction d'une erreur matérielle liée à l'ER du contournement nord (en lien avec le point 15)	N>UC	Règlement graphique
16	Beuvrages	Mise à jour du PLUi en lien avec le contournement nord	Suppression d'emplacements réservés	ER n° 7 partiellement	Règlement graphique et liste des ER
2	Bruay-sur-l'Escaut	Modification de zonage	Reclassement de la zone Uga en zone UZ	UGa>UZ	Règlement graphique
16	Bruay-sur-l'Escaut	Mise à jour du PLUi en lien avec le contournement nord	Suppression d'emplacements réservés	ER 14, 15, 16, 17	Règlement graphique et liste des ER
17	Crespin	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
3	Fresnes-sur-Escaut	Modification de zonage	Réduction de la zone 2AU	2AU>N	Règlement graphique
14	Fresnes-sur-Escaut	Modification de zonage emplacement réservé	Modification du zonage et de l'emplacement réservé pour l'extension du cimetière	ER n° 8 - UBc>UL	Règlement graphique et liste des ER
17	Hergnies	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
17	Maing	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
12	Monchaux-sur-Ecaillon	Ouverture à l'urbanisation de la moitié de la zone 2AU	Création de la zone 1AU / Réalisation d'une OAP	2AU>1AU et Acn	Règlement graphique et OAP
4	Odomez	Modification de zonage	Suppression de la zone 1AU suite étude ZH	1AU>A	Règlement graphique et OAP
17	Petite-Forêt	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
17	Quarouble	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
5	Saint-Saulve	Modification de zonage	Evolution du zonage du Château Fortier	UL>UA et N	Règlement graphique
11	Saint-Saulve	Patrimoine paysager	Ajout d'une protection au titre du L151-23 (en lien avec le point 5)	L151-23	Règlement graphique - Fiche patrimoine paysager
16	Saint-Saulve	Mise à jour du PLUi en lien avec le contournement nord	Suppression d'emplacements réservés	ER 11	Règlement graphique et liste des ER
17	Saint-Saulve	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
16	Valenciennes	Mise à jour du PLUi en lien avec le contournement nord	Suppression d'emplacements réservés	ER 14	Règlement graphique et liste des ER
17	Valenciennes	Prise en compte du PLH	Ajout de servitudes de mixité sociale sur les communes des groupes 1 et 2	Zones urbaines et à urbaniser	Règlement graphique - Règlement écrit
7	Vicq	Modification de zonage	Correction d'une erreur matérielle	Acn>UAb	Règlement graphique
6	Vieux-Condé	Modification de zonage	Evolution du zonage d'une 2ème centralité	UCa>UAb	Règlement graphique
9	Vieux-Condé	Modification de zonage	Correction d'une erreur matérielle	UMb>UC	Règlement graphique
10	Vieux-Condé	Patrimoine paysager	Complément d'une protection au titre du L151-23	L151-23	Règlement graphique - Fiche patrimoine paysager
15	Vieux-Condé	Modification de zonage emplacement réservé	Suppression de l'emplacement réservé pour l'extension du cimetière et modification inhérente des zones urbaines	ER n° 4 - UL>UCa + Uab - UAb>UL	Règlement graphique et liste des ER

1.3. Le cadre juridique

L'enquête publique portant sur la *modification de droit commun n° 2* (MDC2) concernant 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé est réalisée dans le cadre de L'enquête publique unique (EPU) qui porte sur trois procédures d'évolution du *plan local d'urbanisme intercommunal* (PLUi) de la *communauté d'agglomération* (CA) *Valenciennes Métropole* :

- La *révision allégée n° 1* (RA1) concernant le reclassement du château Renard à Fresnes-sur-Escaut ;
- La *déclaration de projet* (DP) valant mise en compatibilité du *plan local d'urbanisme intercommunal* (PLUi) pour le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes ;
- La *modification de droit commun n° 2* (MDC2).

La *procédure de MDC n° 2 a été engagée par arrêté* n° 08-24 du 6 mai 2024 du président de la CA de Valenciennes Métropole.

L'enquête publique a été prescrite par arrêté n° 02-25 du 6 février 2025 du président de la CA de Valenciennes Métropole

L'*enquête publique unique* (EPU) est encadrée par les articles L123-6 et R123-7 du code de l'environnement.

Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs consultations du public dont l'une au moins en application de l'article L123-2, il peut être procédé à une enquête publique unique lorsque les consultations du public de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que **l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public**. L'enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des consultations du public initialement requises C. env., L123-6).

L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique (C. env., R123-7).

La "modification de droit commun" est une procédure d'évolution rapide du plan local d'urbanisme. Conduite par l'établissement compétent en matière de PLUi, elle repose principalement sur la réalisation d'une enquête publique "environnementale". Cette modification de droit commun permet de faire évoluer le règlement (écrit et graphique), les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou le programme d'orientations et d'actions (POA) du PLUi.[3]

Les principaux textes de référence pour la procédure de *modification de droit commun du PLUi* sont les articles L153-36, L153-37, L153-38, L153-40, L153-41, L153-42, L153-43 et R153-8 du code de l'urbanisme.

[3] Source : CEREMA

C. urb., L153-36

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application du I de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale (…) décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

C. urb., L153-37

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale (…) qui établit le projet de modification.

C. urb., L153-38

Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent (…) justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

C. urb., L153-40

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale (…) notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

C. urb., L153-41

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale (…) lorsqu'il a pour effet:

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

> C. urb., L131-9
>
> Les dispositions du plan local d'urbanisme tenant lieu de programme local de l'habitat prennent en compte toute nouvelle obligation applicable aux communes du territoire intercommunal en application des articles L. 302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation, dans un délai de deux ans, ou de trois ans si cette mise en compatibilité implique une révision du plan local d'urbanisme. Lorsque, dans ces délais, l'établissement public de coopération intercommunale n'a pas modifié ou révisé le plan local d'urbanisme tenant lieu de programme local de l'habitat, ou lorsqu'il a explicitement notifié au représentant de l'Etat sa volonté de ne pas procéder à cette modification ou révision, il est fait application du dernier alinéa du II de l'article L. 302-4 du même code, pour les prélèvements opérés sur les communes du territoire intercommunal en application de l'article L. 302-7 dudit code.

C. urb., L153-42

Lorsque la modification d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

C. urb., L153-43

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale (…).

C. urb., R153-8

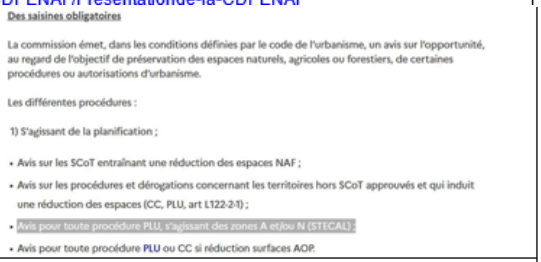
Le dossier soumis à l'enquête publique est composé des pièces mentionnées à l'article R. 123-8 du code de l'environnement et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure.

Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune par le préfet.

1.4. Réponses de la CAVM

En réponse aux observations de la commissaire enquêtrice, la CA Valenciennes Métropole a fourni les informations suivantes[4]

Réf.	Observations CE	Réponses CAVM et noms des pièces demandées
EPU - 1	Suite à la transmission à la Préfecture de l'arrêté n° 02-25 portant ouverture de l'EPU relative à trois procédures d'évolution du PLUi de Valenciennes Métropole en date du 6 février 2025, je vous remercie de bien vouloir m'informer si des observations ont été formulées par les services de l'État et, le cas échéant me les communiquer	Aucune observation n'a été reçue. A noter que le délai de 2 mois du déféré préfectoral n'est pas purgé sur cet acte. Nous vous informerons si nous recevons une observation.

Réf.	Observations	Réponses CAVM et noms des pièces demandées
MDC2-1	Suite à la transmission à la Préfecture de l'arrêté n° 08-24 portant prescription de la modification de droit commun n° 2 du plan local d'urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole en date du 6 mai 2024 (Visa préfecture : 06/05/2024), je vous remercie de bien vouloir m'informer si des observations ont été formulées par les services de l'État et, le cas échéant me les communiquer.	Aucune observation n'a été reçue.
MDC2-2	Suite à la transmission à la Préfecture de la délibération (CC-2024046) du conseil communautaire en date du 26/06/2024 portant sur la modification de droit commun n° 2 du PLUi (Visa préfecture : 28/06/2024), je vous remercie de bien vouloir m'informer si des observations ont été formulées par les services de l'État et, le cas échéant me les communiquer.	Aucune observation n'a été reçue.
MDC2-3	Dans son avis 2024-8260, en date du 29 octobre 2024, l'autorité environnementale considère qu'« il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique ». **Bien vouloir préciser si au titre du contrôle de légalité, les services de l'État ont relevé des irrégularités sur la procédure mise en œuvre**.	Le contrôle de légalité intervient après l'approbation de la MDC. La DDTM n'a pas rendu d'avis sur la MDC2 suite à la consultation. Par ailleurs, lors de la réunion de présentation des objets de la MDC2 qui s'est déroulée le 18 octobre 2024 en amont de la phase de consultation, la DDTM n'a pas fait de remarques relatives à la procédure mise en œuvre : MDC2-3-20241018_URB_CR_REUNION-PPA-MDC2-PLUI-CAVM
MDC2-4	Bien vouloir préciser si la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CRPM, L112-1-1) a émis un avis (C. urb., L142-4 et L142-5) et, le cas échéant me le communiquer.	La CDPENAF n'a pas été consultée sur cette procédure compte tenu des objets qui ne portent pas sur la création de STECAL. Capture d'écran extraite du site : https://www.nord.gouv.fr/Actionsde-l-Etat/Amenagement-urbanisme-habitat-et-construction/Amenagement-urbanisme-et-planification/Espacesagricoles-Commission-departementale-de-preservation-desespaces-naturels-agricoles-et-forestiers-CDPENAF/Presentationde-la-CDPENAF  Des saisines obligatoires La commission émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des espaces naturels, agricoles ou forestiers, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. Les différentes procédures : 1) S'agissant de la planification ; • Avis sur les SCoT entraînant une réduction des espaces NAF ; • Avis sur les procédures et dérogations concernant les territoires hors SCoT approuvés et qui induit une réduction des espaces (CC, PLU, art L122-2-1) ; • Avis pour toute procédure PLU, s'agissant des zones A et/ou N (STECAL) ; • Avis pour toute procédure PLU ou CC si réduction surfaces AOP.
MDC2-5	Avant l'ouverture de l'enquête publique, le président de l'établissement public de coopération intercommunale notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification (C. urb., L153-40) Bien vouloir transmettre la liste des personnes publiques associées et des maires destinataires du projet de modification avec les justificatifs.	La liste des PPA ayant reçu la notification de la MDC2 figure à la suite du courrier MDC2-5-0660_Notification PPA_modif n°2 du PLUi La liste des communes ayant reçu la notification de la MDC2 figure à la suite du courrier MDC2-5-0661_NOTIFICATION MAIRES dossier modif n°2 Cet envoi officiel par courrier a été doublé de mails envoyés aux contacts dans les différentes structures/PPA : MDC2-5-Mail_CAVM aux PPA-12122024 + aux communes : MDC2-5-Mail CAVM aux communes-18122024

[4] Renvoi au dossier intitulé « 5ème partie – Pièces jointes / c. Réponses aux questions »

MDC2-6	Bien vouloir préciser si un avis au titre du SRADDET (CGCT, R4251-2) a été émis et, le cas échéant me le transmettre.	La région n'a pas émis d'avis au titre du SRADDET.
MDC2-7	Bien vouloir préciser si un avis au titre du SDAGE a été émis et, le cas échéant me le transmettre.	Aucun avis n'a été émis au titre du SDAGE. La DDTM n'a pas rendu d'avis.
MDC2-8	Bien vouloir préciser si un avis au titre des obligations pour la protection du patrimoine culturel : éléments inscrits/classés monuments historiques (DRAC- UDAP) a été émis et, le cas échéant me le transmettre.	Aucun avis n'a été émis au titre des monuments historiques. Ni la DDTM ni la Mission Bassin Minier qui ont été consultées n'ont rendu d'avis. L'UDAP n'a pas été directement consulté pour cette procédure.
MDC2-9	Bien vouloir transmettre la liste des autorités gérant des infrastructures générant des servitudes (GRT Gaz, Rte, Vnf, Sncf, etc) sur l'espace concerné par la MDC2 destinataires du projet et leurs avis.	La SNCF en tant que gestionnaire d'infrastructure ferroviaire fait partie des PPA (L132-7) et a été conviée à la réunion d'examen conjoint : cf. observation MDC2-5. Les autres gestionnaires n'ont pas été consultés. Toutefois en plus des PPA, d'autres organismes ont été consultés sur le projet de MDC 2 : Mission Bassin Minier, SDIS, EPCI voisins (CAPH, CAVM).
MDC2-10	Saisine Ae Formulaire - Annexe 2 - Examen au cas par cas (E) Cette saisine adressée à la MRAe pour avis (n° GARANCE 20248260) indique (en *italique* : réponse de CAVM aux questions du formulaire) : 4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique *Déclaration de projet, au titre du L300-6 du code de l'urbanisme* 4.3 Caractéristiques de la procédure 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure *Reclassement d'une emprise foncière de 3 500 m² attenante au complexe sportif de la commune de Sebourg issue d'un zonage NI en zonage UL (zone spécifique dédiée aux équipements d'intérêt collectif, aux services publics et parapublics, ainsi qu'aux constructions et installations en lien avec les activités de loisirs et le tourisme).* *4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L300-6-1° Création d'un centre d'incendie et de secours par le service départemental d'incendie et de secours du Nord sur la commune de Sebourg pour répondre aux besoins de la couverture opérationnelle des communes de Sebourg, Curgies, Jenlain, Eth et Bry. Ces 5 communes rurales voient leur population croître pour atteindre 7 235 habitants au recensement de 2019 et un territoire à couvrir pour le SDIS 59 de près de 32 km².* Cette « Annexe 2 - Examen au cas par cas », jointe au dossier, semble ne pas correspondre à la « Modification de droit commun n°2 » de l'enquête unique (E24- 140). Bien vouloir me communiquer toute information utile à la compréhension du document.	Effectivement, ce document concerne une précédente procédure d'évolution du PLUi. Malgré les recherches, je ne trouve pas d'explication à cette erreur. Le formulaire correspondant à la MDC 2 : MDC2-10202408_MDC2_PLUiCAVM_saisine-ae-annexe-2-Formulaire-PLUMEF
MDC2-11	Concernant la modification sur le territoire de Bruay-sur-l'Escaut (n° 2), dans la notice explicative p. 19 (en bas de page), il est indiqué que la superficie des parcelles AT 520 et AT 502 est 8,56 ha qui passent de la zone UGa à la zone UZ. Or, d'après le cadastre cette superficie est : AT 520 = 2 ha 37 ares 80 ca ; AT 502 = 1 ha 79 ares 48 ca. Bien vouloir communiquer toute information utile pour la compréhension.	Les superficies sont les suivantes : - parcelle AT 502 = 2,378 ha - parcelles AT 520 = 1,7948 ha Le reclassement en zone UZ concerne ces 2 parcelles et leurs abords qui ne sont pas encore aménagées (périmètre orange cidessous) mais également des emprises à l'est déjà construites (AV 1 à 17 et abords) ce qui explique les 8,56 ha. Ce sont donc bien 8,56 ha qui passent de la zone UGa à UZ comme indiqué page 19 de la notice explicative (périmètre bleu ci-dessous). 

Les pièces jointes à cette réponse sont intégrées au dossier intitulé : « 5ème partie – Pièces jointes / c. Réponses aux questions ». Elles ont été mises en ligne sur le site de Valenciennes Métropole.

1.5. La concertation et l'information préalable

1.5.1. Avis de la MRAe (C. urb., R104-33)

La demande d'« Examen au cas par cas (…) en application des articles R104-33 à R104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme » jointe au dossier d'enquête correspondait à celle d'une précédente enquête (Référence TA : E23-101 / 59 Enquête unique sur les projets d'évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole (Sebourg et Aulnoy-lez-Valenciennes). Dans sa réponse aux observations (MDC2-10) de la commissaire enquêtrice, le responsable du projet a transmis une demande de saisine de l'autorité environnementale qui correspond à la modification de droit commune n° 2 de la présente enquête. Cette pièce a été mise en ligne sur le site de Valenciennes Métropole.

L'avis de la MRAe (Garance 2024-8260) du 29/10/2024 est le suivant :

La modification n° 2 du PLUi n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Après avoir cité l'objet de la modification n° 2 et considéré que :

- le cimetière actuel d'Aulnoy-lez-Valenciennes de 18 500 m² a fait l'objet d'une 1ère extension de 2 400 m² en 2010, puis d'une 2ème extension de 813 m² en 2022 et que le nouveaux cimetière va presque doubler la superficie de l'équipement existant ;

- une étude hydrogéologique devra être réalisée pour valider le choix de parcelle retenue pour l'implantation du nouveau cimetière d'Aulnoy-lez-Valenciennes ;

- il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique.

L'avis n° 2024-8260 du 29/10/2024 de la MRAe (voir copie page suivante) ne traite pas chaque élément composant la MDC n°2 bien que le terme « Considérant ce qui suit » rappelle l'objet de chaque élément de ladite modification n° 2. Il traite seulement le projet concernant le cimetière d'Aulnoy-les-Valenciennes.

Pour l'élaboration du PLUi approuvé en mars 2021, la MRAe a rendu un avis n° 2020-4351 le 07/07/2020 sur l'évaluation environnementale. Cet avis de 2020 traite des éléments qui sont proposés à la « modification de droit commun n° 2 ».

Considérant ce qui suit :

1. la modification n°2 a pour objet :

- le reclassement d'une zone UE en zone N en lien avec le projet de renaturation d'une friche à Artres
- le reclassement de la zone UGa en zone économique à vocation industrielle UZ à Bruay-sur-l'Escaut
- la réduction de la zone 2AU dite des « Petits Masys » pour compenser l'évolution de zonage prévue dans le cadre de la révision allégée relative au château Renard à Fresnes-sur-Escaut
- la suppression d'une zone 1AU caractérisée comme zone humide à Odomez
- le reclassement d'une partie de la zone UL en zones UA et N au niveau du château Fortier à Saint-Saulve
- le reclassement d'un secteur classé en zone UCa en zone UAb correspondant au quartier de la Solitude à Vieux-Condé
- des corrections d'erreurs matérielles à Vicq, Beuvrages et Vieux-Condé
- des ajouts d'éléments paysagers protégés au titre du L151-23 à Vieux-Condé et Saint-Saulve
- l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU à Monchaux-sur-Ecaillon de 0,58 hectare et la création d'une orientation d'aménagement et de programmation
- des modifications et création d'emplacements réservés concernant les cimetières et les ajustements de zonage inhérents à Aulnoy-lez-Valenciennes, Fresnes-sur-Escaut et Vieux-Condé
- la suppression d'emplacements réservés au bénéfice du département concernant le contournement nord de Valenciennes sur les quatre communes de Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Saint-Saulve, Valenciennes
- la mise en place de nouvelles servitudes de mixité sociale sur huit communes pour la prise en compte du Programme local de l'habitat 2024-2029 de Valenciennes Métropole ;

2. le cimetière actuel d'Aulnoy-lez-Valenciennes de 18 500 m² a fait l'objet d'une première extension de 2 400 m² en 2010, puis d'une deuxième extension de 813 m² en 2022 et le nouveau cimetière va presque doubler la superficie de l'équipement existant ;

3. une étude hydrogéologique devra être réalisée pour valider le choix de parcelle retenue pour l'implantation du nouveau cimetière d'Aulnoy-lez-Valenciennes ;

4. il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique ;

Rend l'avis qui suit :

La modification n°2 du plan local d'urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Source : avis de la MRAe (n° GARANCE 2024-8260) du 29/10/2024

1.5.2. La concertation préalable (C. urb., L103-2 et s.)

Le dossier d'enquête ne communique pas sur la concertation préalable ni sur le bilan de cette concertation préalable, la procédure mise en place étant une « modification de droit commun », les « textes réglementaires officiels » n'imposent pas cette formalité administrative.

1.5.3. Réunion des personnes publiques associées

Une réunion des personnes publiques associées s'est déroulée le 18 octobre 2024. Le compte-rendu ci-dessous a été communiqué par Valenciennes Métropole en réponse (MDC2-3) aux questions de la CE.

Pour faciliter la lecture des remarques, la CE a intégré les schémas figurant sur la notice explicative[5] pour les objets n° 1, 4, 5, 11, 12, 13.

COMPTE-RENDU de la réunion des Personnes Publiques Associées (PPA)
Modification de droit commun n°2 du PLUi de la CAVM

Objet de la réunion : Présentation des objets de la Modification de droit commun (MDC) n°2 du PLUi de Valenciennes Métropole

Date et Lieu : vendredi 18 octobre 2024 – 14h à 15h15 - Valenciennes Métropole

Présents : Voir feuille d'émargement en pièce jointe.

Pièces jointes : Support de présentation et feuille d'émargement.

La réunion est introduite par Madame M. (CAVM) qui rappelle l'objectif de cette réunion visant à présenter aux Personnes Publique Associées (PPA) les objets de la Modification de droit commun n°2 du PLUi.

Madame D. B. (CAVM) indique que cette rencontre se déroule en amont de la consultation officielle des PPA pour avis prévue mi-novembre / mi-décembre. Elle permettra de répondre aux éventuelles questions, recueillir des observations et attirer l'attention sur des enjeux particuliers.

Une version de travail de la notice explicative a été transmise aux PPA préalablement à cette rencontre.

1 / Contexte des évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole

Etat des lieux des procédures d'évolutions du PLUi Madame D. B. (CAVM) précise que :

La réunion d'examen conjoint concernant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi relative au projet de restructuration de l'Entrée nord de Valenciennes est envisagée avant les congés de Noël. Un mail sera envoyé prochainement aux partenaires pour fixer la date.

Les 2 nouvelles procédures prescrites lors du conseil communautaire du 16/10 seront prochainement notifiées aux PPA : une révision allégée et une déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLUi.

Madame M. (CAVM) explique que le nombre de procédures en cours peut paraître élevé mais cela s'explique notamment par le fait que certaines procédures ne peuvent avoir qu'un objet unique (Déclaration de Projet d'intérêt général avec mise en compatibilité et Révision Allégée).

[5] Accès direct à la Notice explicative mise en ligne sur le site de Valenciennes Métropole

Rappel des procédures de traitement des demandes d'évolution du PLUi et de compensation mis en place par Valenciennes Métropole : cf. présentation.

2 / Informations concernant la procédure de MDC n°2 du PLUi : cf. présentation

3 / Présentation des objets de la MDC n°2 du PLUi

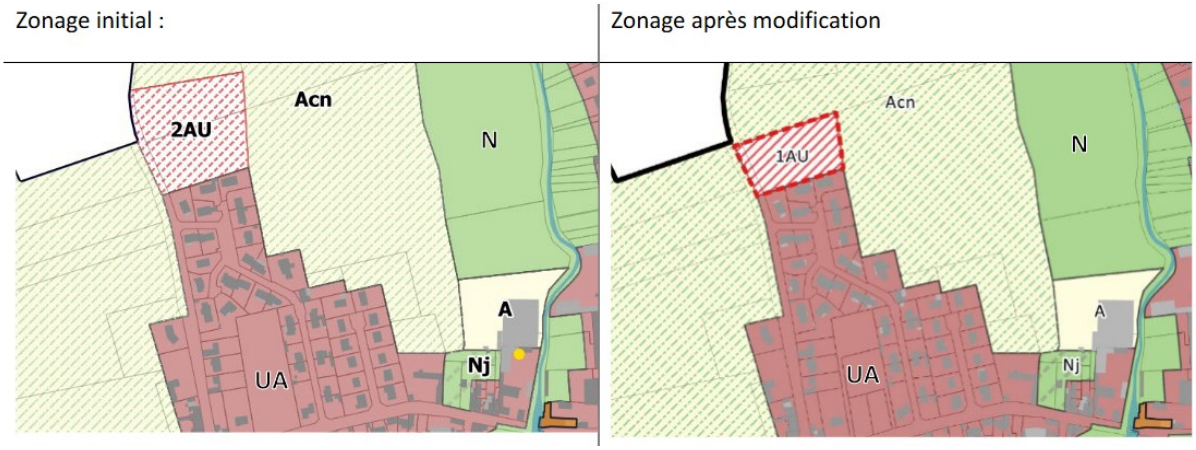
Madame D. B. (CAVM) présente les objets de MDC n°2 du PLUi de Valenciennes Métropole dans un ordre différent de celui de la notice (voir support de présentation en pièce jointe). Les participants sont invités à faire leurs remarques à chaque objet.

Objet n°17 / 8 COMMUNES : Mise en place de servitudes de mixité sociale (SMS) dans le cadre du PLH

Madame C. (PNR Scarpe Escaut) se demande si sur les 2 communes concernées qui font partie du PNR (Hergnies et Crespin), cette disposition ne concernera que les opérations importantes compte tenu du seuil de déclenchement.

Madame M. (CAVM) précise qu'au-delà des zones AU, cette disposition s'appliquera aux projets de renouvellement urbain.

Objet n°12 / MONCHAUX-SUR-ECAILLON : Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU



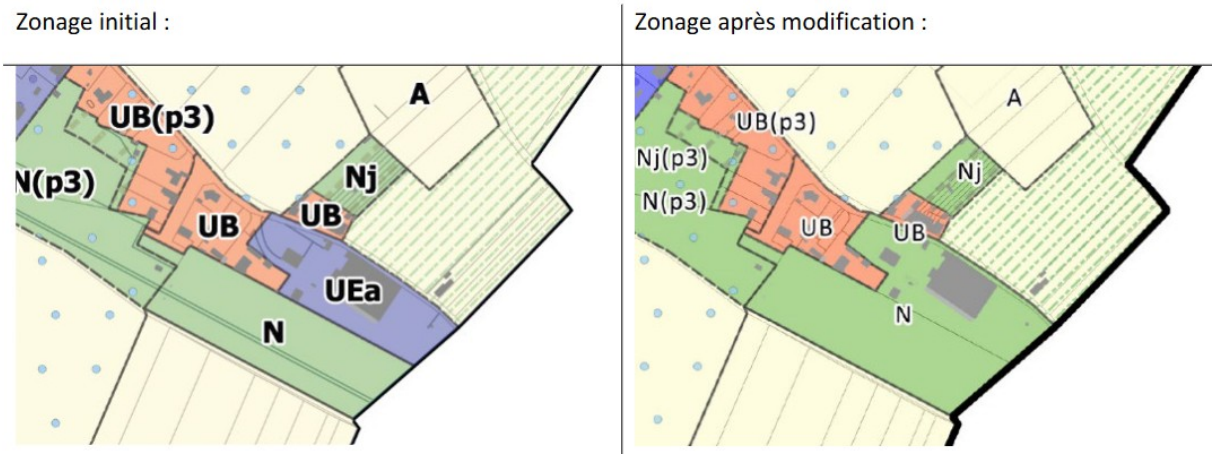
Objet n° 12 à Monchaux-sur-Ecaillon – Source : Notice explicative, p. 61

Madame C. (Département) indique que les services de l'arrondissement routier de Valenciennes n'ont pas été consultés mais le seront en vue de l'avis et qu'il sera demandé de les associer en amont du projet pour la sécurisation de l'accès depuis la Départementale.

Monsieur L. (Chambre d'agriculture) regrette cette urbanisation en continuité du village. Cette remarque avait déjà été faite lors de l'élaboration du PLUi. Il indique que la bande agricole restante sera difficilement exploitable. Il s'interroge également sur les besoins d'un nouveau lotissement sur la commune.

Madame D. B. (CAVM) indique que la commune ne disposait pas de zone 1AU dans le PLUi actuel et que les possibilités de construire dans les zones déjà urbanisées sont quasiment inexistantes (cf. analyse des disponibilités foncières dans la notice explicative).

Objet n°1 / ARTRES : Reclassement d'une zone UE en zone N en lien avec le projet de renaturation d'une friche



Objet 1 à Artres – Notice explicative, p. 16

Monsieur L. (Chambre d'agriculture) indique que la chambre d'agriculture est très vigilante sur les projets de renaturation car ces hectares seront repris sur d'autres espaces à l'avenir (dans le cadre de l'application du ZAN). Avant la renaturation, il est nécessaire d'envisager une autre destination pour réinvestir les friches.

Madame M. (CAVM) rappelle qu'avant d'envisager la renaturation, les autres destinations (habitat, activités) ont été étudiées pour ce site mais n'étaient pas adaptées compte tenu de sa situation et de ses caractéristiques. Elle indique que la renaturation est prévue sur 2 des 15 friches prioritaires définies par Valenciennes Métropole suite à l'étude stratégique : Artres et Crespin.

Monsieur L. (Chambre d'agriculture) pense que ce site aurait pu être adapté à un projet d'énergie renouvelable.

La CAVM indique que l'étude sur les friches a été réalisée avant la définition des zones d'accélération d'énergie renouvelable, mais que cette sortie a été envisagée sur certains sites.

Madame C. (PNR Scarpe Escaut) souhaiterait que la CAVM organise un comité technique pour présenter les avancées des études sur les friches prioritaires.

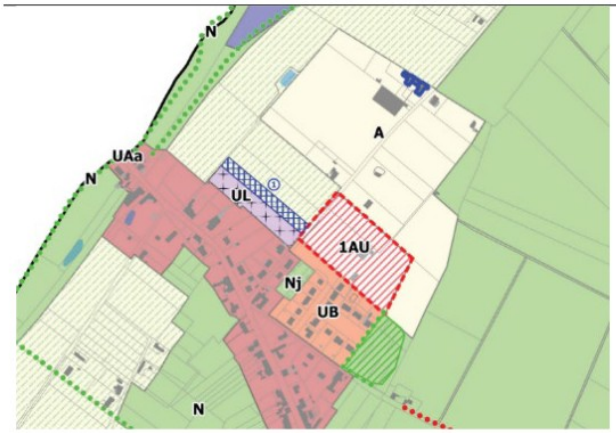
En réponse à la question du Département, il est précisé que la commune restera propriétaire des terrains après le portage de l'EPF.

Observation CE

Mme la Maire d'Artres a transcrit dans le registre d'enquête déposé en mairie d'Artres, la requête suivante : « Suite aux dernières informations reçues à propos de la zone à renaturer (friches à Artres), nous souhaitons que cette zone soit classée en 'zone naturelle polluée' » - parcelle AE 49 Artres.

Objet n°4 / ODOMEZ : Suppression d'une zone 1AU caractérisée comme zone humide

Zonage initial :



Zonage après modification :

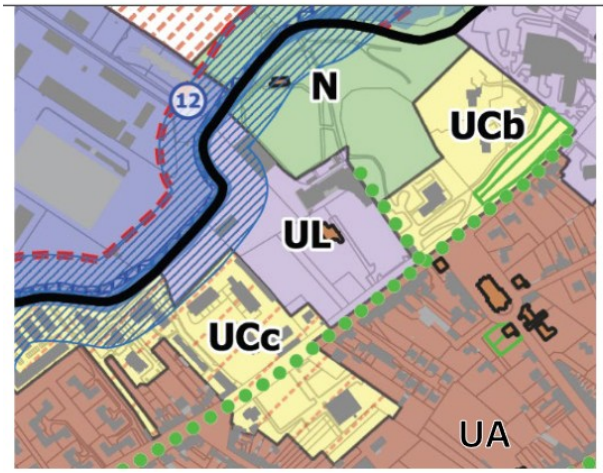


Objet 4 – Notice explicative, p. 29

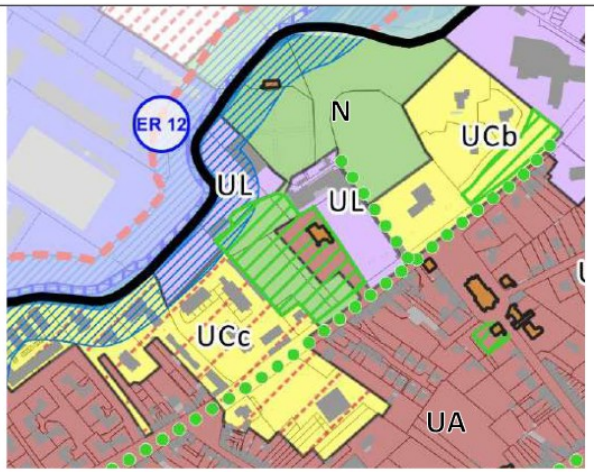
Monsieur L. (Chambre d'agriculture) indique que l'un des fils de l'exploitation agricole concernée (située sur une commune voisine) a un projet d'installation.

Objet n°11 / SAINT-SAULVE : Ajout d'une protection au titre du L151-23

Zonage initial :



Zonage après modification :

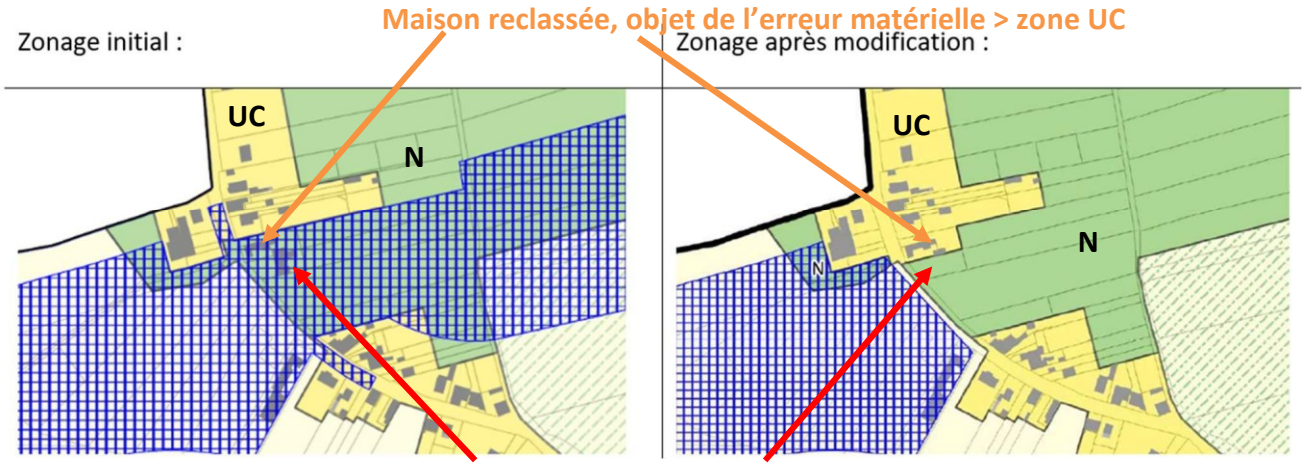


Objet 11 – Source : notice explicative p. 50

En réponse à la question du PNR Scarpe Escaut, il est précisé que le Château Fortier est d'ores et déjà protégé au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme.

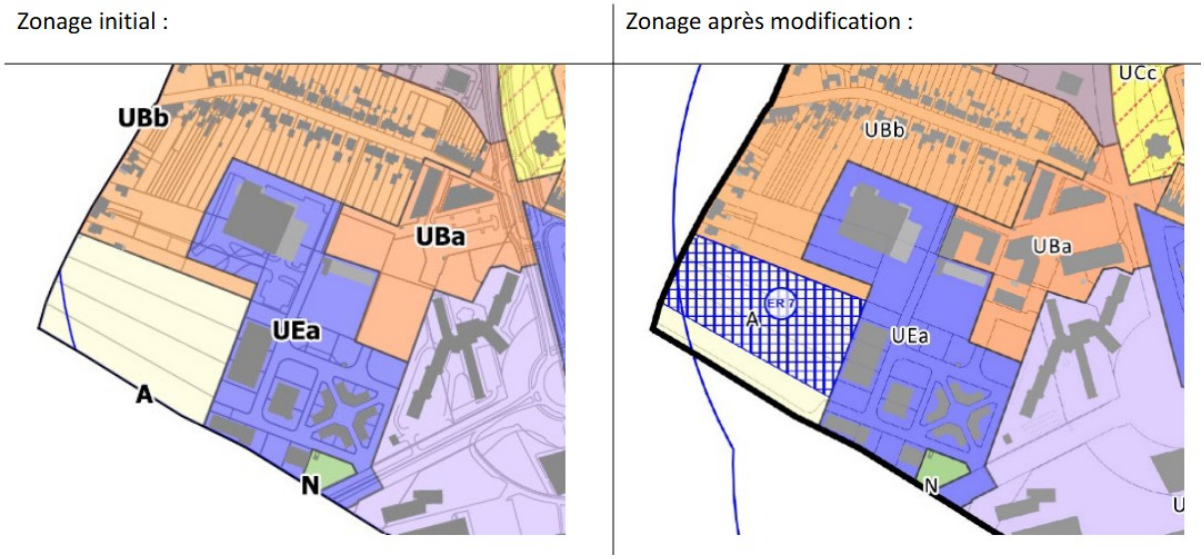
Objet n°8 / BEUVRAGES : Correction d'une erreur matérielle Précision d'explication :

Extrait du plan de zonage avant et après modification de la commune de Beuvrages (secteur 4 – planche A) :



Maison démolie, supprimée du fond de plan > zone N

Objet n°13 / AULNOY-LEZ-VALENCIENNES : Création d'un emplacement réservé pour le projet de nouveau cimetière



Objet 13 – Source : Notice explicative, p. 71

Ce projet avait été examiné par les PPA lors de la réunion d'examen conjoint du 8 septembre 2023. Suite à l'enquête publique fin 2023, plusieurs réserves de la commissaire enquêtrice ne pouvaient être levées. Il a été décidé d'un commun accord avec la commune de :

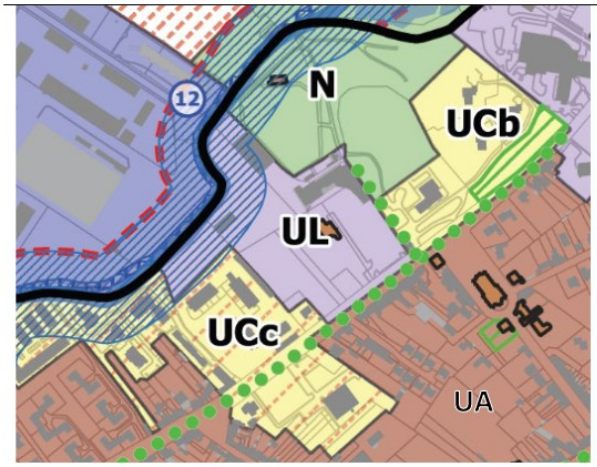
- Suspendre la procédure de déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLUi,
- Créer un emplacement réservé dans le cadre de la MDC2 afin d'avancer sur l'acquisition foncière des parcelles, préalable indispensable à la réalisation d'études complémentaires.

Monsieur L. (chambre d'agriculture) note que depuis la création de la voie douce reliant l'université à la gare de Trith-Saint-Léger, les parcelles agricoles sont enclavées.

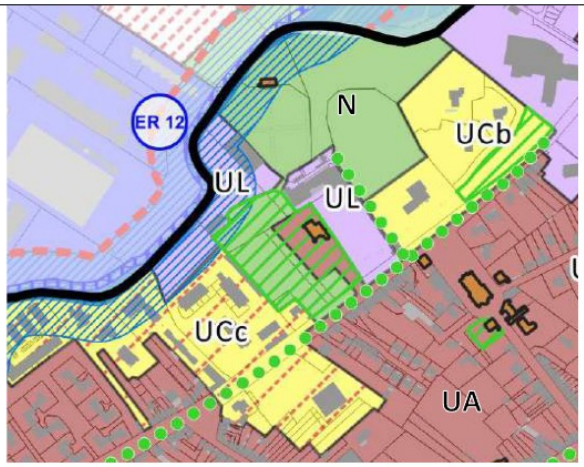
Remarque générale

Madame T. (Département) indique que certains noms de zones n'apparaissent pas sur les extraits des plans de zonage (ex : objet n°5 à Saint-Saulve). La CAVM corrigera ce point.

Zonage initial :



Zonage après modification :



Objet n°5 à Saint-Saulve – Source, Notice explicative, p. 33

Les PPA remercient la CAVM pour cette réunion et pour l'envoi des documents préparatoires en amont ce qui permet de préparer la rédaction de leur avis.

Les autres objets n'ont pas fait l'objet de remarques.

A cette réunion d'examen du projet de Modification de droit commun n° 2 du PLUi concernant 16 communes, aucun maire n'est présent ou représenté ou excusé.

1.5.4. Notification aux PPA et aux Maires des 16 communes (C. urb., L153-40)

Le projet a été notifié :

- par courrier posté daté du 10 décembre 2024 et par mail du 12 décembre 2024 aux personnes publiques associées,
- par courrier posté daté du 17 décembre 2024 et par mail du 18 décembre 2024 aux maires des 16 communes concernées.

D'après les pièces jointes au dossier d'enquête, les personnes publiques qui ont formulé une réponse écrite sont :

- La commune de Crespin (courriel) (pas de remarques),
- La commune de Beuvrages (courriel) (avis favorable),
- La commune de Bruay-sur-l'Escaut (observation),
- Le SIMOUV – porteur du SCoT - (avis favorable, observations et analyse technique correspondantes),
- Le département du Nord (la procédure ne porte pas atteinte aux prescriptions du département en matière d'aménagement),
- Le parc naturel régional Scarpe-Escaut (avis favorable).

Le mémoire en réponse aux avis des PPA et des communes de janvier 2025 de la CA de Valenciennes Métropole est le suivant :

Modification de droit commun n°2 du PLUi de Valenciennes Métropole Synthèse des remarques des communes et réponses de Valenciennes Métropole			
Communes	**Date**	**Avis**	**Réponse Valenciennes Métropole**
Beuvrages	20/12/2024 (email)	Favorable sans remarque	-
Bruay-sur-l'Escaut	13/01/2015 (courrier)	Intégrer une prescription limitant la hauteur des bâtiments entre 10 et 15 mètres pour garantir l'acceptabilité du projet par les riverains.	La hauteur souhaitée par la commune sera limitée dans le règlement de lotissement joint au permis d'aménager de la zone. Valenciennes Métropole, et notamment le service Développement économique, s'est engagée auprès de la commune en ce sens.
Crespin	14/01/2025 (email)	Pas de remarques	-

Modification de droit commun n°2 du PLUi de Valenciennes Métropole Synthèse des remarques des Personnes Publiques Associées et réponses de Valenciennes Métropole			
Communes	**Date**	**Avis**	**Réponse Valenciennes Métropole**
MRAE	29/10/2024 (mail)	Avis de non soumission à évaluation environnementale	-
Département du Nord	02/01/2025 (courrier)	Pas de remarque	-
SIMOUV	17/01/2025 (courrier)	Avis favorable avec observations : - Objet n°1 – Artres « le choix d'un « usage projeté de parc non ouvert au public de manière pérenne » interroge sur l'absence d'éléments. « Il serait utile de disposer du rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols ». - Objet n°12 – Monchaux-sur-Ecaillon Erreur d'identification d'une parcelle - Objet n°16 – Suppression ER Corriger n° de secteur de la planche de zonage - Objet n°17 – Servitude de mixité sociale « impossible identification des zones concernées dans la commune de Valenciennes »	→ La justification de la vocation de ce site sera complétée. → Sans objet pour la procédure. Pour information : le rapport triennal de la consommation d'ENAF sera présenté au conseil communautaire de Valenciennes Métropole en mars 2025. → cela sera corrigé → cela sera corrigé → Le tableau page 87 a bien été complété avec les 2 périmètres proposés sur Valenciennes dans le dossier transmis lors de la consultation des PPA.
PNR Scarpe Escaut	20/01/2025 (courrier)	Avis favorable sans remarque	-
Chambre d'agriculture		Pas de retour au 10/02/2025	

1.5.5. Synthèse de la participation des autorités publiques

		Autorités publiques	Représentés à la réunion du 18/10/2024	Destinataires notification du projet de la MDC 2[6]	Ont formulé une réponse jointe au dossier d'enquête
(C. urb., L 153-54 2°)	C. urb., L 132-7	DDTM Lille	Oui	Oui	
		DDTM Valenciennes	Oui	Oui	
		SDIS		Oui	Non
		DRAC/UDAP (C.patrimoine.)	Non	Non	Non
		Ss-pref Valenciennes	Non	Oui	Non
		Région Hauts-de-France (SRADDET)	Non	Oui	Non
		Département du Nord	Oui	Oui	Oui
		AOT (SIMOUV)			
		EPCI compétent PLH			
		PNR Scarpe Escaut	Oui	Oui	Oui
		CCI Grand Hainaut	Non	Oui	Non
		Chambre de métiers	Non	Oui	Non
		Chambre d'agriculture	Oui	Oui	Non
		SNCF	Non	Oui	Non
	C. urb., L 132-9	SCoT (SIMOUV)	Oui	Oui	Oui
		SAGE/SDAGE (SyMEA)	Non	Non	Non
C.patr., L612-1		Mission bassin minier	Excusée	Oui	Non
CRPM, L151-12-1-1		CDPENAF			Non
C.urb., L 153-40		CA Porte du Hainaut	Oui	Oui	Non
		CCnes Pays de Mormal		Oui	Non
		Artres		Oui	Non
		Aulnoy-lez-Valenciennes		Oui	Non
		Beuvrages		Oui	Oui
		Bruay-sur-l'Escaut		Oui	Oui
		Crespin		Oui	Oui
		Fresnes-sur-Escaut		Oui	Non
		Hergnies		Oui	Non
		Maing		Oui	Non
		Monchaux-sur-Ecaillon		Oui	Non
		Odomez		Oui	Non
		Petite-Forêt		Oui	Non
		Quarouble		Oui	Non
		Saint-Saulve		Oui	Non
		Valenciennes		Oui	Non
		Vicq		Oui	Non
		Vieux-Condé		Oui	Non
Gestionnaires des réseaux et canalisations (ERDF, RTE, GDF, GRT, VNF etc)			Non	Non	Non

[6] Le projet a été notifié :
- par courrier posté daté du 10 décembre 2024 et par mail du 12 décembre 2024 aux personnes publiques associées,
- par courrier posté daté du 17 décembre 2024 et par mail du 18 décembre 2024 aux maires des 16 communes concernées.

1.6. La composition du dossier d'enquête MDC n° 2

Le dossier contenant les pièces communes aux trois évolutions du PLUi consultable et mis à disposition du public pendant toute l'enquête contient les six pièces suivantes :

- Une note d'information du public
- Courrier du 10/12/2024 au TA sollicitant la désignant d'un CE pour une EPU portant sur 3 évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole
- Note de présentation non technique de l'enquête publique unique
- Avis d'enquête publique unique
- Arrêté n° 02-25 d'ouverture d'enquête
- Décision E24-140/59 du TA

Le sommaire mentionnant la liste des documents intégré au dossier « modification de droit commun n° 2 » consultable et mis à disposition du public pendant toute l'enquête est le suivant (version numérique et version papier).

01 – Pièces administratives
Arrêté de prescription de la modification du PLUi
Délibération justifiant l'ouverture à l'urbanisation et annexes
02 – Notice explicative de la modification du PLUi
Et ses annexes
03 – Pièces avant modification
1. Rapport de présentation
1.2. Justifications
3. Règlement écrit
3.1 Dispositions générales
3.4 Fiches patrimoine paysager : Saint-Saulve et Vieux-Condé
4. Règlement graphique / planche A
Secteur 1 : Artres, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Vicq
Secteur 2 : Hergnies, Maing, Petite-Forêt, Quarouble,
Secteur 3 : Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Vieux-Condé
Secteur 4 : Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Saint-Saulve
Secteur 5 : Valenciennes
Risques / planche B : Artres, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Fresnes-sur-Escaut, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Saint-Saulve, Vicq, Vieux-Condé
5. OAP
OAP sectorielle : ODO 02 (Odomez)
04 – Pièces après modification
2. Rapport de présentation
1.2. Justifications
6. Règlement écrit
3.1 Dispositions générales
3.4 Fiches patrimoine paysager : Saint-Saulve et Vieux-Condé
7. Règlement graphique / planche A
Secteur 1 : Artres, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Vicq
Secteur 2 : Hergnies, Maing, Petite-Forêt, Quarouble,
Secteur 3 : Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Vieux-Condé
Secteur 4 : Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Saint-Saulve
Secteur 5 : Valenciennes

Risques / planche B : Artres, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Fresnes-sur-Escaut, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Saint-Saulve, Vicq, Vieux-Condé

8. OAP

OAP sectorielle : MON 01 (Monchaux-sur-Ecaillon)

05 – Consultation

Dossier de consultation et avis de la MRAE

Avis des Personnes Publiques Associées (PPA)

Avis des communes sollicitées

Synthèse des avis et mémoire en réponse

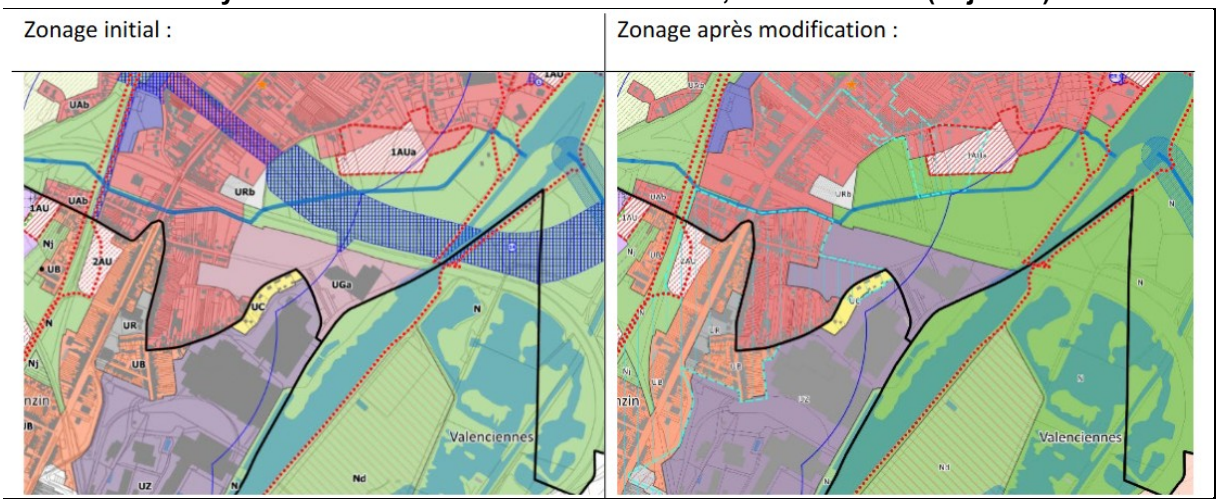
D'après les pièces que nous avons réceptionnées et enregistrées pour mener l'enquête, le dossier Modification de droit commun n°2 du PLUi (MDC2) contient 1 947 pages. Malgré ce volume, il pourrait ne pas être complet. Le contenu détaillé est intégré au dossier intitulé « Dossier 5. Pièces jointes /a.Formalités ».

1.7. La séquence « éviter-réduire-compenser » (ERC)

La démarche « éviter-réduire-compenser » (ERC) prévue pour chaque modification est présentée sur la notice explicative jointe au dossier consultable sur le site de Valenciennes Métropole.

1.8. Analyse non exhaustive d'éléments de la MDC n°2

1.8.1. Bruay-sur-l'Escaut – Reclass. de la zone UGa de 8,56 ha en zone UZ (Objet n° 2)



Suite à cette évolution, 8,56 ha passent de la zone UGa (Zone commerciale d'intérêt local) à la zone UZ (Zone d'activités industrielles et logistique majeure). Source : MDC2 - Notice explicative p. 19



Les terrains concernés sont les parcelles cadastrées AT 502 de 2,378 ha, AT 520 de 1,7948 ha et leurs abords qui ne sont pas encore aménagés (périmètre orange ci-dessous) et également des emprises à l'est déjà construites (AV1 à 17) et abords. Ce qui correspond aux 8,56 ha qui passent de la zone UGa à UZ (périmètre bleu ci-dessous). Rép. CAVM



Source : MDC2 - Notice explicative p. 18 – vue depuis la rue Rénan vers l'est

Obs. CE :

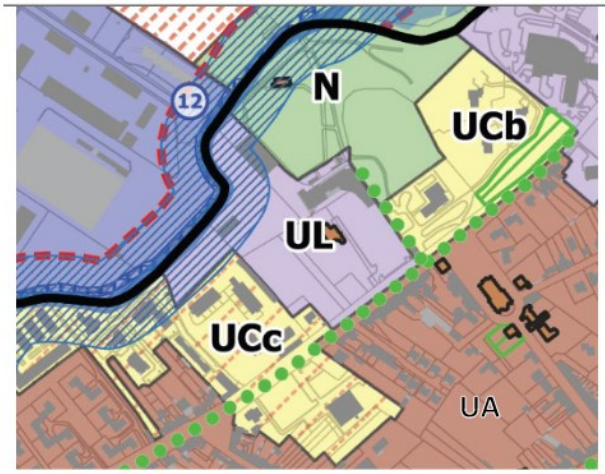
D'après Georisques, les parcelles sont concernées par des risques d'inondations, des sols pollués, des canalisations de transports de matières dangereuses.

D'après la notice de présentation, le secteur est bordé par la voie ferrée au nord, par l'Escaut canalisé à l'est, et est traversé par une ligne électrique aérienne.

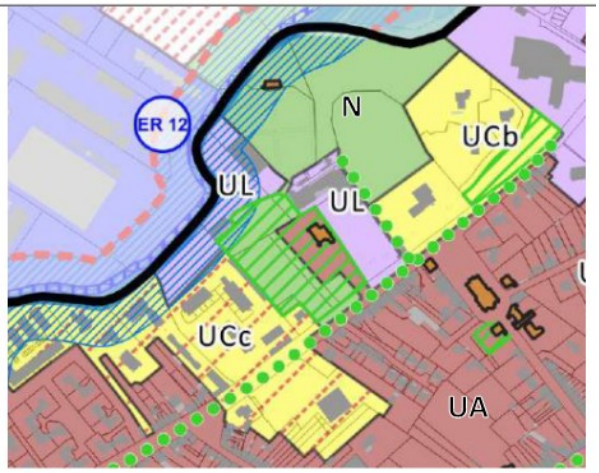
Le dossier n'intègre pas les avis des gestionnaires de l'eau, de la DDTM, de GRT Gaz, de RTE/ENEDIS, de VNF, de la Sncf. D'autre part, les avis des acteurs publics ayant compétences sur l'activité économique (CCI, chambre de métiers ainsi que la région) ne sont pas mentionnés dans le dossier.

1.8.2. Saint-Saulve – Reclass. zone UL en zones UA et N au niveau du Château Fortier (Objets n° 5-11)

Zonage initial :



Zonage après modification :



Suite à cette modification, 0,47 ha passent de la zone UL (zone urbaine spécifique dédiée aux équipements d'intérêt collectif, aux services publics…) à la zone UA (zone mixte centrale à vocation dominante d'habitat) et 1,14 ha sont classés en zone N.

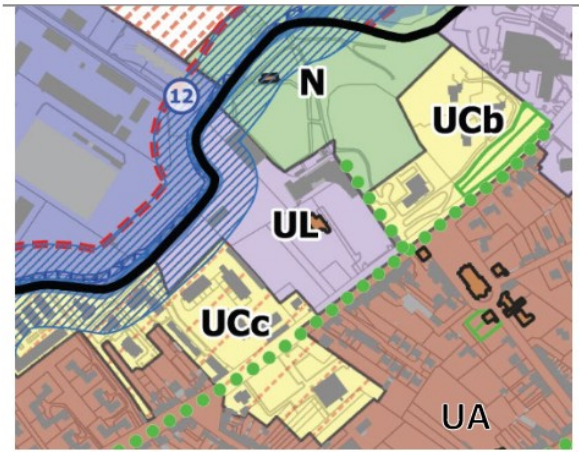
Source : MDC2 - Notice explicative p. 33

Le château Fortier est identifié dans le PLUi comme bâtiment remarquable identifié au titre de l'article L 151-19. Il appartient à la commune. Il était occupé par le Lycée Dampierre jusqu'en août 2024. La commune souhaite avoir plus de possibilités pour pérenniser l'utilisation de ce Bâtiment. Des travaux de rénovation sont envisagés.

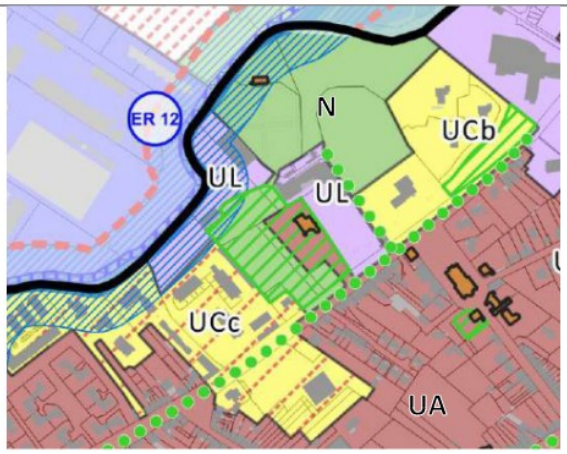
Le changement de zonage concerne la parcelle AB 346 sur laquelle se situe le château d'une zone UL en zone UA.

D'autre part, la commune souhaitant protéger le parc attenant au château, les parcelles AB 304, 347, 401, 402 et une partie des parcelles AB 306 et 307 sont reclassées en zone naturelle. Une protection de ce parc comme « espace végétal de qualité » est également mise en place au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.

Zonage initial :



Zonage après modification :



L'identification de ce parc en tant qu' »espace végétal de qualité » correspond à une hausse de 1,55 ha pour la protection au titre du L151-23 du code de l'urbanisme.

Source : MDC2 - Notice explicative p. 50

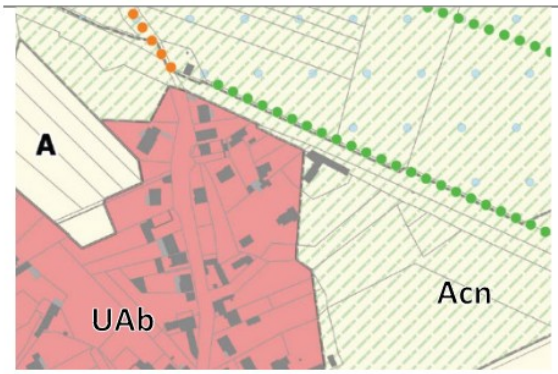
Obs. CE :

Le dossier ne contient pas l'avis des services de la DRAC/UDAP pour le site du Château Fortier.

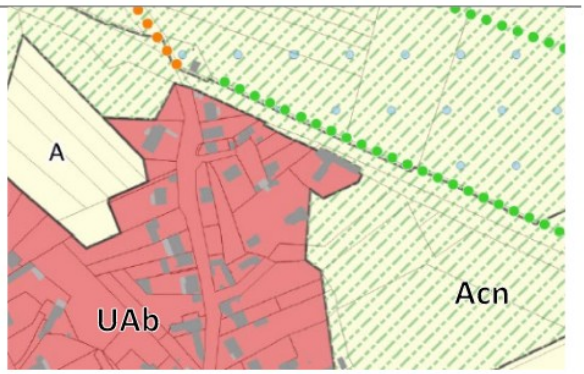
1.8.3. Vicq – Correction d'une erreur matérielle (Objet n° 7)

Une partie de la parcelle cadastrée B 1234 accueillant une habitation, desservie par un chemin d'accès privé depuis la rue Basse, est classée en zone Acn alors qu'elle devrait être en zone UAb.

Zonage initial :



Zonage après modification :



La rectification de cette erreur matérielle revient à reclasser 0.09 ha de la parcelle en zone UAb, auparavant classée en Acn.

Cette modification n'a pas d'incidence sur la consommation d'espaces compte tenu du fait que l'habitation existait au moment de l'élaboration du PLUi.

Source : MDC2 - Notice explicative p. 39

Obs. CE :

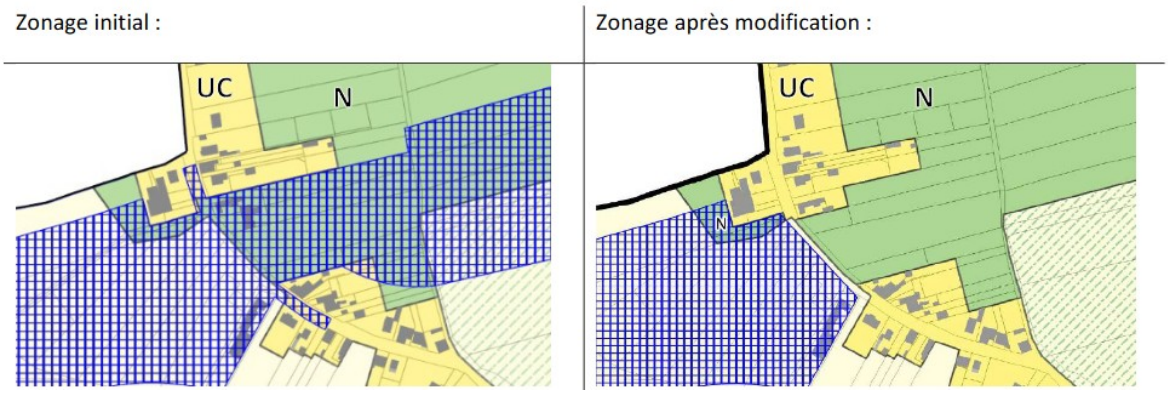
D'après le site Georisques, la parcelle B 1234 est concernée par une canalisation de transport de matières dangereuses et par des remontées de nappe. En plus, elle se trouve à la limite d'un périmètre de captage d'eau potable. Le dossier d'enquête ne contient pas les avis des autorités en charge de ces risques et servitudes.

1.8.4. Beuvrages – Correction d'une erreur matérielle (Objet n° 8)

Les parcelles A 83, 84 et 85, rue Victor Hugo, étaient concernées par l'emplacement réservé n° 7 au bénéfice du Département en lien avec le contournement Nord de Valenciennes. Ces parcelles ont ainsi été classées en zone naturelle lors de l'élaboration du PLUi. Pour autant, une habitation existante est implantée sur ces parcelles.

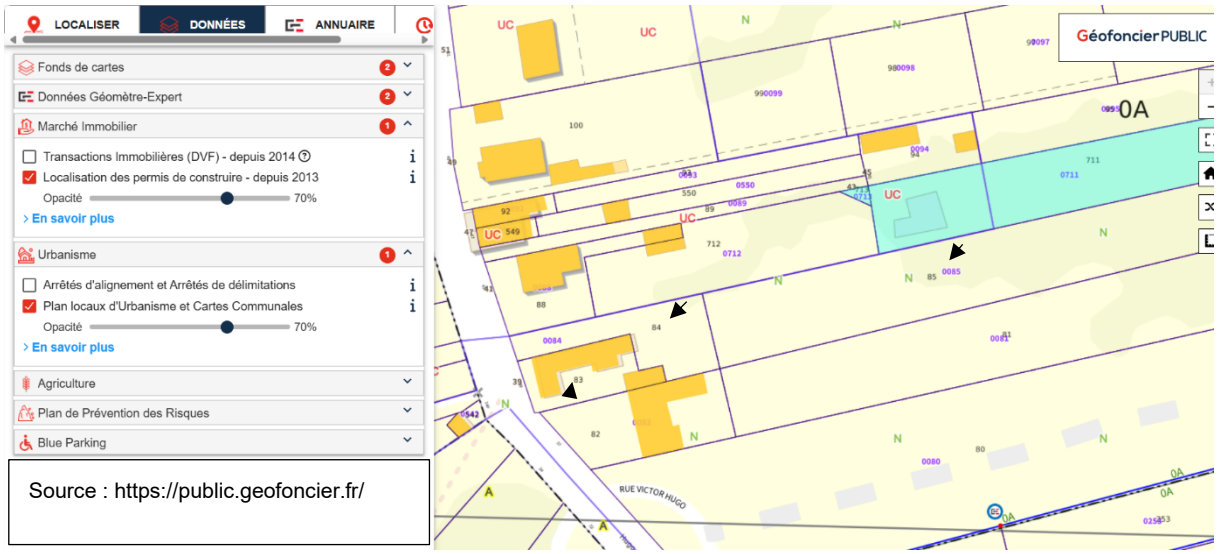
Aussi, compte tenu de la suppression d'une partie de l'emplacement réservé (cf. chapitre 2.16) et du classement des autres habitations de la rue Victor Hugo en zone UC, il convient de reclasser les parcelles 0A 83, 84 et une partie de l'OA 85 en zone UC. A noter que cette parcelle était déjà classée en zone UC dans le PLU de Beuvrages

Source : MDC2 - Notice explicative p. 40



La rectification de cette erreur matérielle revient à reclasser 0,1 ha en zone UC, auparavant classé en zone N.

Source : MDC2 - Notice explicative p. 42



Source : https://public.geofoncier.fr/

Obs. CE : Les parcelles A83, 84 et 85 sont situées dans le Marais de Beuvrages (d'après le site Geoportail) et sont concernées par le risque « remontée de nappes » (d'après le site Georisques).

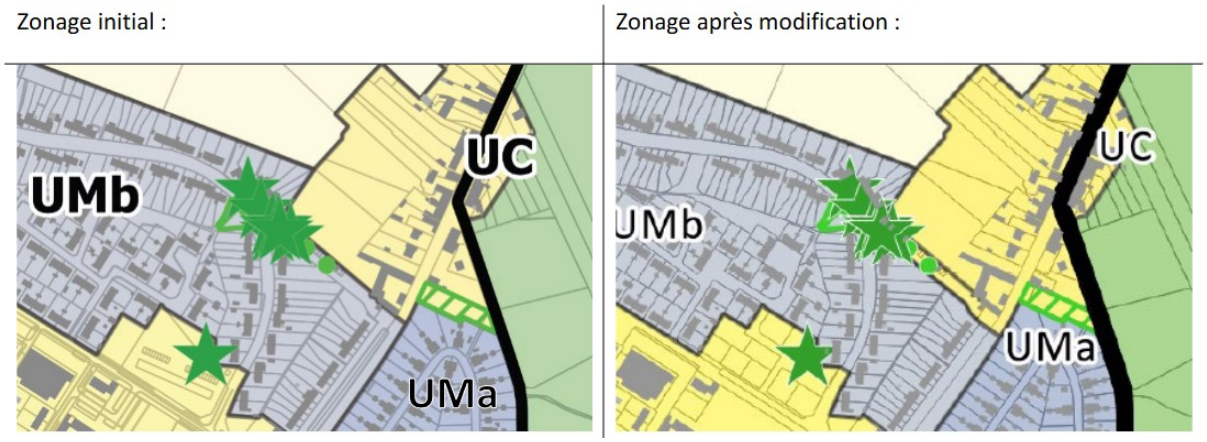
Le dossier ne présente pas l'avis des autorités publiques en charge de ce risque.

1.8.5. Vieux-Condé – Correction d'une erreur matérielle (Objet n° 9)

Les parcelles AL 75 à 97, classées en zone UMb, correspondent à des garages démolis depuis plusieurs années, rue de Normandie.

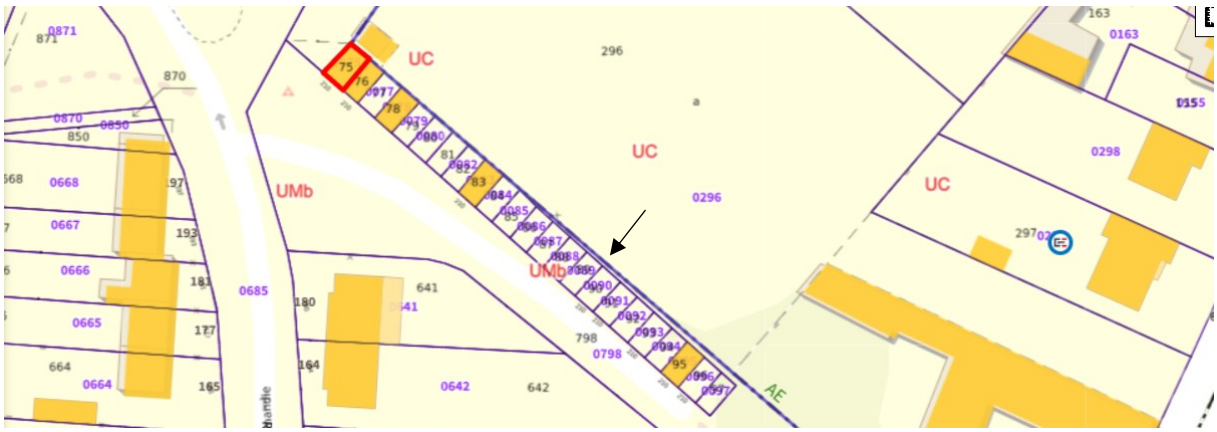
Le secteur UMb est un secteur à vocation d'habitat prenant la forme de cités minières et de cités ouvrières qui comprend les cités minières et ouvrières non inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco mais présentant une qualité patrimoniale et paysagère importante pour l'agglomération.

Pour faciliter l'opérationnalité de futurs aménagements, le responsable du projet demande le reclassement de ces parcelles en zone UC définie comme étant une zone urbaine mixte à vocation dominante d'habitat.



La rectification de cette erreur matérielle revient à reclasser un secteur de 0,21 ha en zone UC, auparavant classé en zone UMb

Source : MDC2 - Notice explicative p. 45



Source : https://public.geofoncier.fr

Obs. CE :
Les parcelles AL 75 à 97 83, A 84, A 85 sont concernées par :
. des remontées de nappes (d'après le site Georisques)
. une SUP AC 1 (monument historique).
Le dossier d'enquête ne contient pas l'avis :
. des autorités publiques en charge de l'eau
. de la DRAC/UDAP.

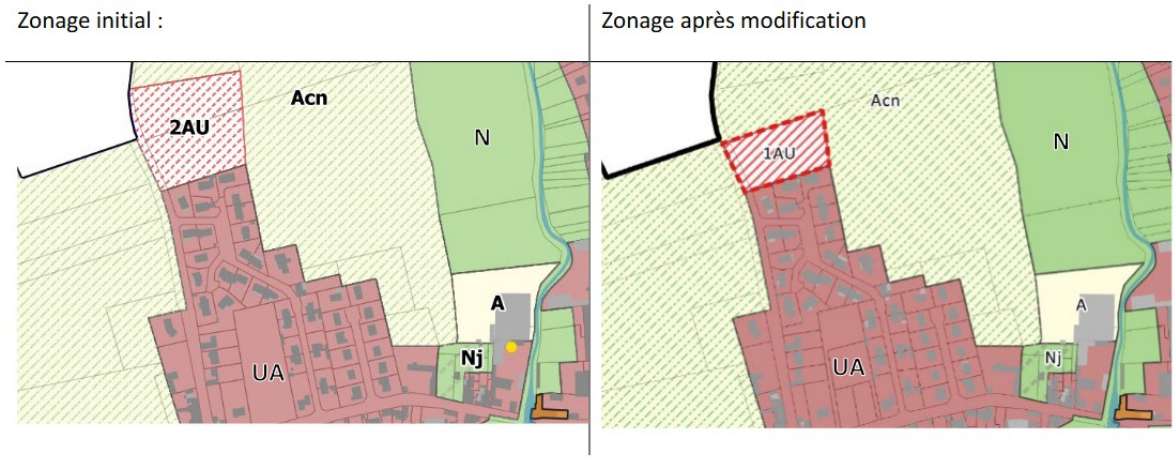
1.8.6. Monchaux- sur-Ecaillon – Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU (Objet n° 12)

Ne disposant plus de foncier à urbaniser sur son territoire, la commune de Monchaux-sur-Ecaillon demande l'ouverture à l'urbanisation de sa zone 2AU.

Cette zone est située dans le prolongement du tissu urbain existant le long de la rue de Thiant-RD 40 A, en sortie de Monchaux-sur-Ecaillon, en direction de Thiant. Elle comprend le front à rue des parcelles ZA20 et ZA146, pour une superficie de 1,17 ha. Les parcelles sont actuellement à usage agricole de type terres labourables.

En application de la Loi Climat et Résilience et notamment du zéro artificialisation nette (ZAN), il a été acté de réduire de 50 % la zone 2AU de Monchaux-sur-Ecaillon en vue de son ouverture en zone 1AU.

La MDC comprend une OAP.



La zone 1AU se situe uniquement sur la parcelle ZA 146 et fait une superficie de 0.58 ha.

La partie nord de la zone 2AU (parcelle ZA 20) équivalent à une surface de 0.58 ha est reclassée en zone Acn, correspondant à un secteur agricole cœur de nature.

Source : MDC2 - Notice explicative p. 61

Obs. CE :
La parcelle ZA 146 est concernée par
. une ligne ERDF
. la RD 40A
. la trame verte et bleue (C.env., R 371-16 à R371-21)
Le dossier n'intègre pas l'avis
. de la région (CGCT, R4251-1 et s.)
. des autorités gérant les SUP (ERDF, département)
ainsi que l'avis de la CDPENAF

1.8.7. Aulnoy-lez-Valenciennes – Création d'un ER pr le nouveau cimetière (Objet n°13)

Au regard de l'article L2223-2 du CGCT, *le terrain consacré à l'inhumation des morts est cinq fois plus étendu que l'espace nécessaire pour y déposer le nombre présumé des morts qui peuvent y être enterrés chaque année*.

Pour les prochaines années, Aulnoy-lez-Valenciennes ne dispose plus suffisamment d'espace dans son cimetière communal dont la configuration ne permet pas de s'étendre davantage. La commune souhaite donc programmer à moyen terme la création d'un nouveau cimetière. Elle a choisi un site situé chemin des Bourgeois à Aulnoy-lez-Valenciennes situé au sud-ouest du territoire communal, en limite communale avec la commune de Trith-Saint-Léger, à proximité d'une zone résidentielle et d'une zone artisanale.

La création de cet emplacement réservé (ER) n'ouvre pas de nouveau droit à construire, elle permet de geler et réserver une emprise délimitée en vue d'une affectation prédéterminée. Des études complémentaires devront être réalisées et une procédure de création de cimetière mise en œuvre conformément au code général des collectivités territoriales.

Le site correspondant aux parcelles cadastrées :

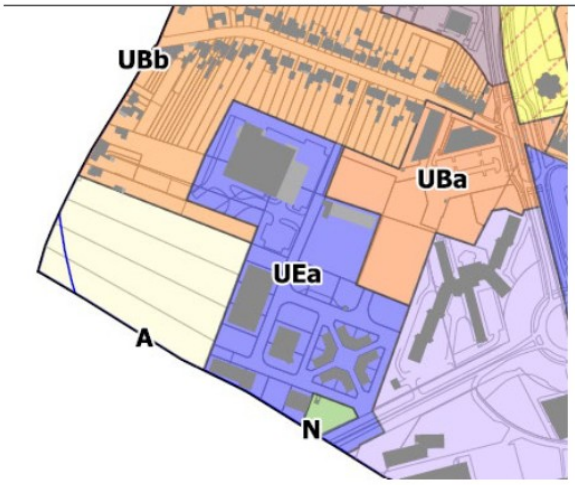
- AL 171 : 6 222 m²
- AL 103 : 6 568 m²
- AL 102 : 6 403 m²

Soit une surface totale de 19 193 m² classée en Zone agricole au PLUi.

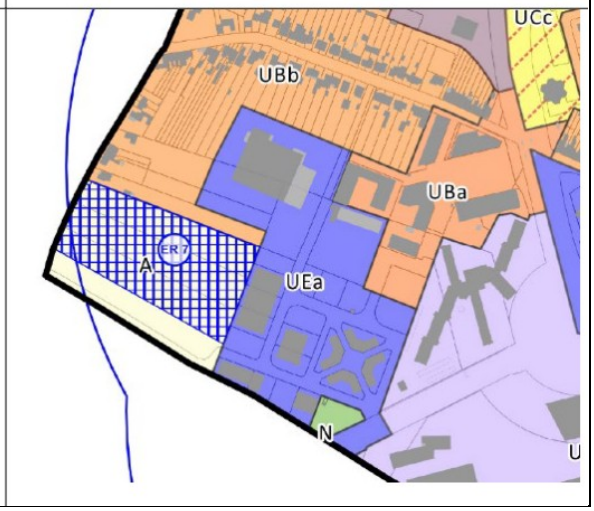


Source : MDC2 - Notice explicative p. 65

Zonage initial :



Zonage après modification :



L'emplacement réservé n°7 créé à destination de la commune d'Aulnoy-lez-Valenciennes avec comme vocation la création d'un cimetière, concerne les parcelles AL 171, AL 102 et 103. Il a une superficie 1,92 ha.

La création de cet emplacement réservé n'ouvre pas de nouveau droit à construire, elle permet de geler et réserver une emprise délimitée en vue d'un projet d'intérêt général. Une évolution ultérieure du zonage sera nécessaire pour mettre en œuvre ce projet après l'acquisition des terrains et la réalisation d'études complémentaires.

Source : MDC2 - Notice explicative p. 71

Obs. CE :

D'après les informations communiquées sur le site Géorisques, les parcelles AL 171, AL 103, AL 102 sont concernées par

. des canalisations de transport de matières dangereuses,

. des sols pollués.

Le 13/02/2025, de passage à Aulnoy-lez-Valenciennes pour la préparation de l'enquête, la CE a rencontré M. l'Adjoint aux travaux de la commune.

La discussion a porté sur

. la problématique des SUP et le manque d'informations à ce sujet,

. les difficultés à trouver des espaces disponibles pour assurer les obligations prévues aux articles L2223-1 et L2223-2 du CGCT.

La CE a demandé si au moment des études portant sur l'élaboration du PLUi, les obligations des communes et/ou de l'intercommunalité sur les cimetières ont été discutées. L'élu a répondu que cette question n'avait pas été discutée.

La CE, en raison des difficultés pour trouver des terrains disponibles, suggère que la solution pourrait être la création de cimetières intercommunaux.

1.8.8. Fresnes-sur-Escaut – Modif. d'un ER et du zonage pr extension du cimetière (Objet n° 14)

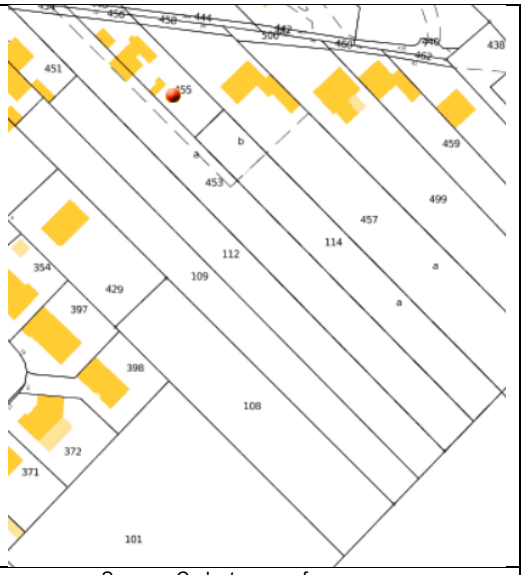
La commune de Fresnes-sur-Escaut a demandé la modification de l'emplacement réservé n° 8 destiné à l'extension du cimetière communal. L'extension est prévue sur les parcelles cadastrées AH 108p, 109p, 112p, 114p et 453p.

La forme actuelle de l'emplacement réservé (ER) ne permet pas une mise en œuvre efficiente de l'extension. Il est donc nécessaire de modifier les limites de l'ER n° 8.

Par ailleurs, la commune est propriétaire de la parcelle AH 108. Suite à l'arrêté préfectoral en date du 10 juillet 2024 portant autorisation d'extension du cimetière sur cette parcelle, l'emplacement réservé sur cette parcelle ne se justifie plus. Le reclassement de cette parcelle de la zone UBc en zone UL (zone urbaine spécifique dédiée aux équipements d'intérêt collectif, aux services publics et parapublics, ainsi qu'aux constructions et installations en lien avec les activités de loisirs et le tourisme) est adapté à l'occupation et à la vocation du terrain. Pour une cohérence à l'échelle territoriale du PLUi, les cimetières et les terrains destinés à leur extension sont classés en zone UL.

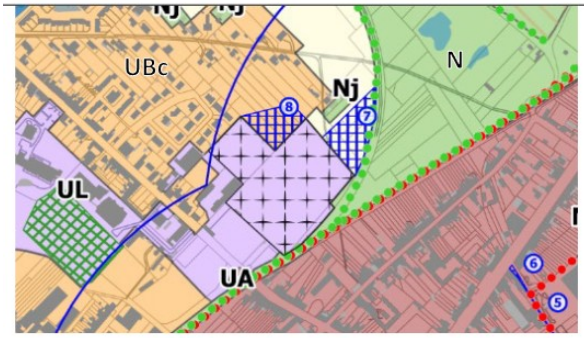


Source : MDC2 - Notice explicative p. 73

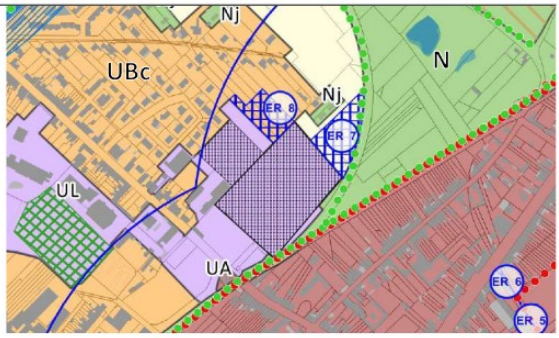


Source : Cadastre.gouv.fr

Zonage initial :



Zonage après modification :



Source : MDC2 - Notice explicative p. 75

Obs. CE :

D'après les informations entendues au cours des permanences à Fresnes-sur-Escaut,

La parcelle AH 455 est concernée par un forage de 9 m de profondeur qui permet l'alimentation en eau potable d'une famille dont l'habitation n'est pas desservie par le service public d'alimentation en eau potable.

Au regard de l'article L1321-6 du code de la santé publique : Les personnes responsables de la distribution d'eau sont les personnes publiques prévues au premier alinéa de l'article L2224-7-1 du code général des collectivités territoriales.

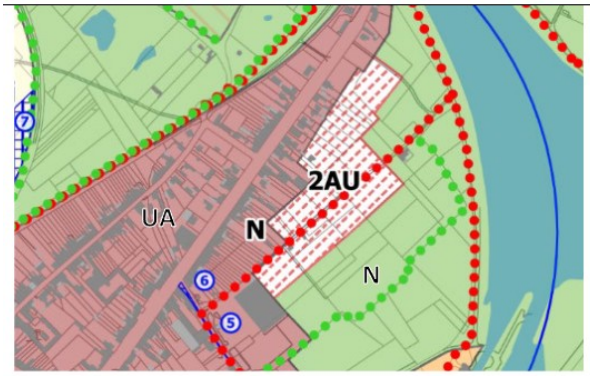
Le dossier ne contient pas d'avis du service en charge de la distribution de l'eau potable.

1.8.9. Fresnes-sur-Escaut – Réduction de la zone 2AU dite des Petits Masys (Objet n° 3)

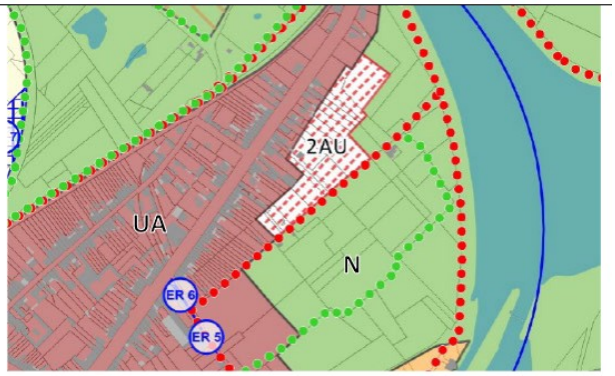
Dans le cadre de la Révision allégée concernant le reclassement du Château Renard (Château Désandrouin), l'équivalent d'une superficie de 5 287 m² en zone Nl 'zone naturelle à vocation de loisirs' (qui passe en zone urbaine) doit être reclassée en zone naturelle au titre des mesures compensatoires (Renvoi au titre 2, page 30 du présent rapport d'enquête).

Le principe appliqué est une compensation foncière avec un coefficient de 1,5 pour tout projet de reclassement en constructible d'un foncier situé en secteur naturel ou agricole. Les porteurs du projet (commune et Valenciennes Métropole) se sont engagés à reclasser une partie de la zone 2AU dite des « Petits Masys » en zone naturelle, pour compenser le reclassement du Château Renard (Château Désandrouin) en secteur urbain. La partie de zone déclassée sera zonée en secteur N (naturelle), comme les parcelles alentours avec un projet communal d'extension des jardins partagés et de développement de l'activité de maraichage dans cette zone.

Zonage initial :



Zonage après modification :



Source : Notice explicative, p. 24

Observation CE

La démarche* « éviter-réduire-compenser » (ERC) *vise à concilier développement économique et enjeux environnementaux ; selon les cas, ce processus intègre la démarche "éviter, réduire, compenser" au regard de l'environnement (au sens global du terme) ou au regard de certaines composantes de l'environnement (ex : la biodiversité) d'après le CEREMA[7] et l'OFB[8].

A l'occasion de nos visites sur le terrain afin de visualiser pour comprendre le sens des modifications présentées dans la « MDC » notamment, à l'occasion de nos déplacements à Fresnes-sur-Escaut pour la tenue de nos permanences, nous avons remarqué le long du chemin dit des Masys, à proximité de la rectification « Objet n° 3 – Réduction de la zone 2AU dite des Petits Masys (…) d'1,15 ha initialement classés en zone 2AU qui sont reclassés en zone naturelle »[9], la présence de parcelles qui ne sont manifestement plus entretenues sur une étendue non négligeable.

La rectification « Objet n° 3 (…) » est citée comme étant une mesure compensatoire pour la réhabilitation du château Renard, objet de la « Révision allégée » de l'enquête publique unique portant sur 3 évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole.

[7] CEREMA - La séquence "éviter, réduire, compenser" (ERC) | Outils de l'aménagement
[8] OFB - Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser »
[9] Modification de droit commun n° 2 - notice explicative, p. 20

1.8.10. Remarques générales sur la MDC n° 2

Le relevé des remarques ci-dessus ne contient pas de manière exhaustive l'ensemble des objet de la « Modification de droit commun n° 2 » en raison du volume du dossier de l'enquête publique unique (EPU) portant sur 3 évolutions du PLUi et du temps limité pour restituer le rapport d'enquête unique et les trois avis.

Cependant, suite à ce relevé, nous constatons que la consultation des autorités publiques pourrait être insuffisante. Il nous serait demandé d'émettre un avis sur un projet présenté dans un dossier incomplet.

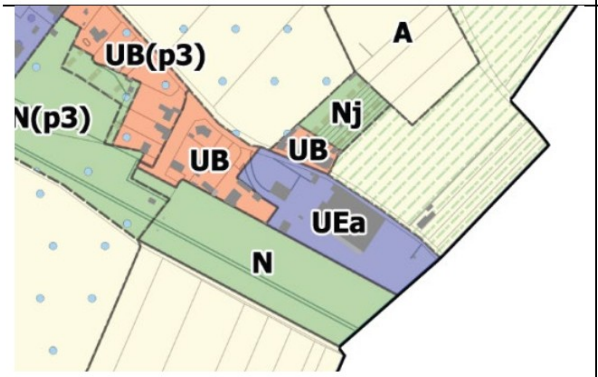
1.9. Analyse des demandes des visiteurs

1.9.1. Artres (friche Valboval)

Réf. Obs.	Réf. cadastre	Demande du pétitionnaire
REP1-Artres Mme la Maire	**AE 49**	Suite aux dernières informations reçues à propos de la zone à renaturer (friches à Artres), nous souhaitons que cette zone soit classée en « zone naturelle polluée ».

Projet de la modification objet n° 1 présenté à l'enquête

Zonage initial :



Zonage après modification :



Suite à cette modification, 1,48 ha (correspondant principalement à la parcelle AE 49 et la moitié de la voirie contigüe) de zone UEa sont reclassées en zone naturelle pour prendre en compte et inscrire dans la durée un projet de renaturation d'une friche.

Réponse de la CA Valenciennes Métropole

Positive. Compte tenu des dernières informations relatives à la pollution du site, la parcelle AE 49 correspondant à la friche Valboval sera reclassée en zone Np (*Np : secteur de pollution avérée ou suspectée où sont interdites toutes occupations et utilisations des sols des terrains*) en vue de l'approbation de la modification de droit commun.

La Chambre d'agriculture, en sa qualité de « Personne Publique » a communiqué qu'elle est très vigilante sur les projets de renaturation car ces hectares seront repris sur d'autres espaces à l'avenir (dans le cadre de l'application du ZAN) et qu'avant la renaturation, il est nécessaire d'envisager une autre destination pour réinvestir les friches. Ce site aurait pu être adapté à un projet d'énergie renouvelable.[10]

Analyse CE

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) dans son article 15 réaffirme le rôle des collectivités locales pour l'aménagement du territoire en donnant aux maires un nouveau dispositif de planification, la zone d'accélération de production d'énergies renouvelables (ZAER), qu'ils devront définir pour l'implantation de projets d'énergies renouvelables en fonction du potentiel de leur territoire, afin de répondre aux objectifs fixés par la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Suite à la promulgation de cette loi, la chambre d'agriculture est chargée de proposer au préfet un document cadre identifiant les « surfaces agricoles, naturelles et forestières » susceptibles d'accueillir des projets photovoltaïques au sol.

La proposition de la chambre d'agriculture de réinvestir les friches en projet susceptibles d'accueillir des projets photovoltaïques au sol pourrait répondre aux volontés ministérielles de l'Aménagement des territoires et de la Transition écologique imposant la « sobriété foncière » et la « production d'énergie renouvelable ».

[10] Réunion des personnes publiques sur le projet MDC le 18 octobre 2024. Compte rendu joint au dossier intitulé : « 5ème partie – Pièces jointes c/ Réponses aux questions », page 57

1.9.2. Fresnes-sur-Escaut

Réf. Obs.	Observations du pétitionnaire
P 1 – Fresnes-sur-Escaut Habitante	Sujet : modification du PLU Observations 1. Plan du cimetière actuel non conforme voir zone bleue 2. Suppression de la servitude actuelle le long du cimetière actuel parcelle 7 ? Non 3. Présence d'un puits (indiqué sur le plan)

Réponse de la CA Valenciennes Métropole

1. L'extrait de plan transmis n'est pas le bon. Il est issu de la version du zonage avant modification daté du 27/06/2023. Le plan modifié et actualisé par la modification de droit commun n° 2 est le suivant :



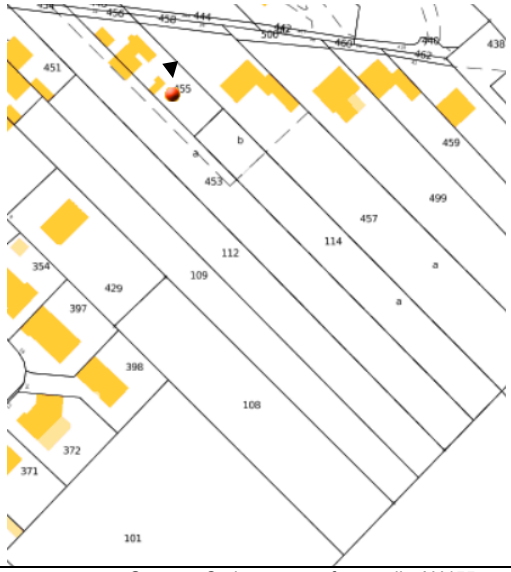
1. Hors enquête
2. Hors enquête.

Cette information a été portée à la connaissance de la commune.

Analyse CE

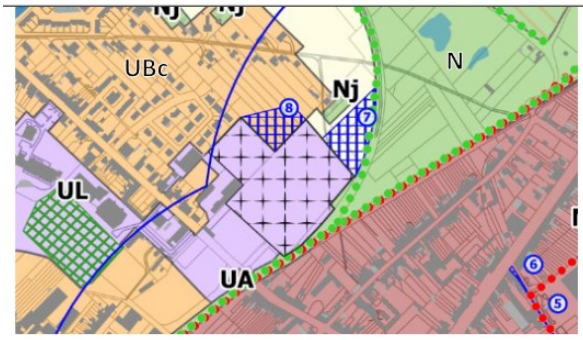


Source : MDC2 - Notice explicative p. 73

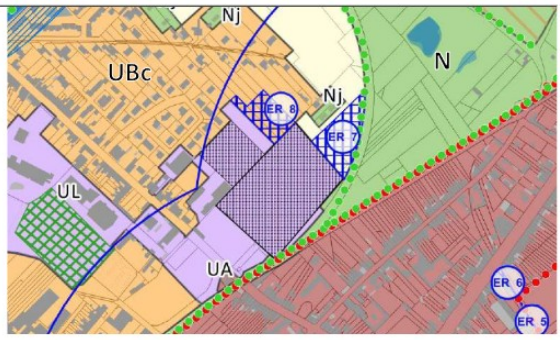


Source : Cadastre.gouv.fr-parcelle AH455

Zonage initial :



Zonage après modification :



Source : MDC2 - Notice explicative p. 75

La parcelle AH 455 est concernée par un forage de 9 m de profondeur qui permet l'alimentation en eau potable d'une famille dont l'habitation n'est pas desservie par le service public d'alimentation en eau potable alors qu'elle se trouve à l'intérieur de l'enveloppe urbaine du bourg de Fresnes.

Au regard ***de l'article L1321-6 du code de la santé publique : Les personnes responsables de la distribution d'eau sont les personnes publiques prévues au premier alinéa de l'article L2224-7-1 du code général des collectivités territoriales****.*

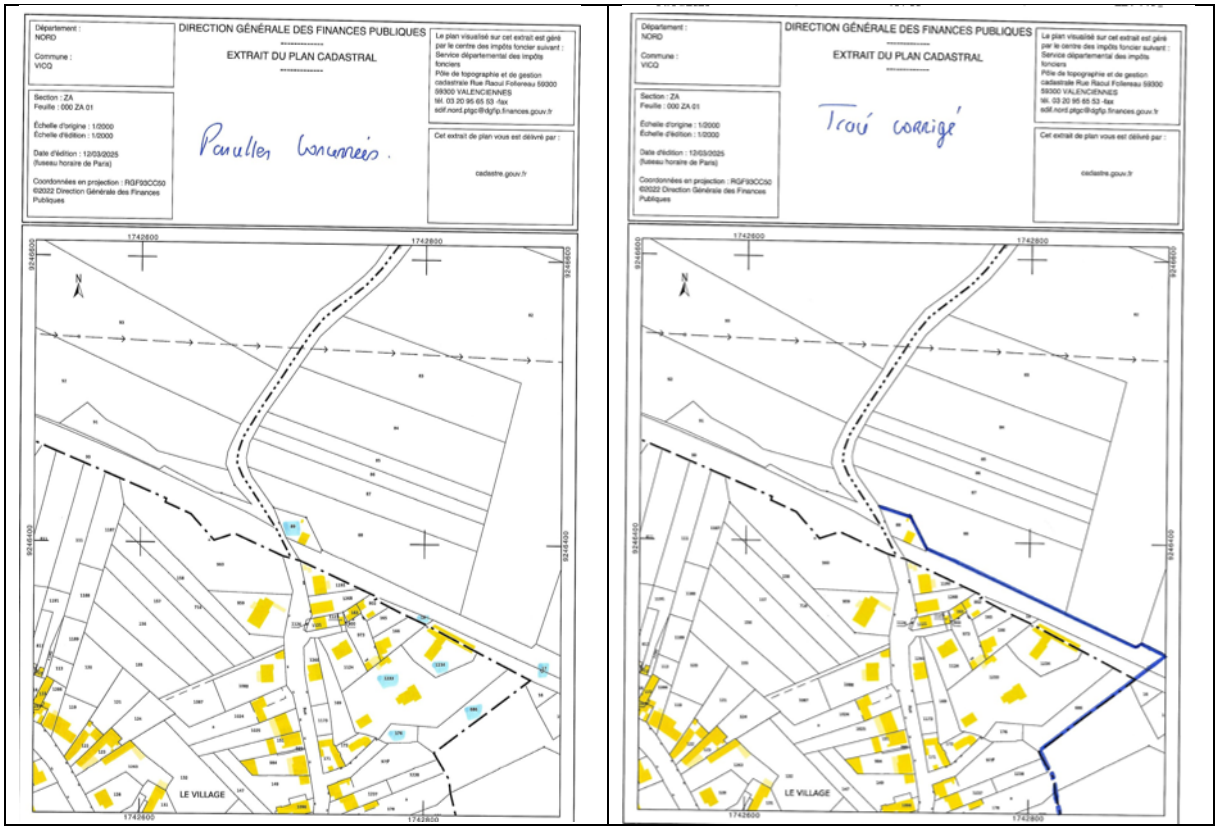
Les communes ou leurs établissements publics de coopération identifient sur leur territoire les personnes n'ayant pas accès, ou ayant un accès insuffisant, à l'eau potable ainsi que les raisons expliquant cette situation. Ce diagnostic territorial porte sur l'intégralité de la population présente sur leur territoire (CGCT, L2224-7-2).

Le dossier d'enquête MDC n° 2 ne contient pas l'avis de la collectivité (ou de l'EPCI) au titre de la compétence eau.

Au titre de l'article L101-2 al. 4 du code de l'urbanisme qui cite « La sécurité et la salubrité publiques » parmi les objectifs de l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme, la recherche d'une solution cohérente entre le projet d'extension du cimetière et l'accès à l'eau potable de cette habitation s'avère nécessaire.

1.9.3. Vicq

Réf. Obs.	Réf. cadastre	Observations du pétitionnaire
M 1-Vicq Propriétaires	B1233 B1234 B686 B176 ZA14 ZA17 ZA18 ZA19 ZA89	Sujet : demande de correction de zonage pour les parcelles sises à VICQ En qualité de propriétaires des terrains sis à VICQ 66, 50 et 52 rue basse, cadastrés section B n°1233, n°1234, n°686, n°176 et ZA n°14, n°17, n°18, n°19 et n°89, nous nous permettons de vous adresser la présente demande de correction de zonage dans le cadre de la modification du PLUi de Valenciennes. Après une analyse approfondie des documents d'urbanisme en vigueur, j'ai constaté une incohérence dans le zonage actuel de mes parcelles. En effet, le zonage actuel classé en zone naturelle et agricole (ACN) ne correspond pas à la réalité urbaine dans la mesure où nos terrains n'ont pas de vocation agricole. Ils sont construits depuis maintenant de nombreuses années et sont entourés de plusieurs parcelles agricoles exploitées. Il s'agit de plusieurs maisons à usage d'habitation qui sont donc impropres à l'activité que représente l'agriculture. Lesdits terrains sont tous viabilisés et accèdent à la voierie. En conséquence, force est de constater que le classement de nos parcelles en zone agricole constitue une erreur manifeste d'appréciation. Cela signifie que la décision de zonage est entachée d'une erreur suffisamment grossière pour être décelée à première vue. Je souhaite, en conséquence, afin de réparer l'erreur matérielle commise, solliciter une correction du tracé actuel afin que mes parcelles soient reclassées en zone UA lors de la prochaine modification du PLUi. Cette correction permettrait de mieux correspondre à la réalité actuelle des terrains mais aussi de leur environnement immédiat tel qu'ils étaient, pour la plupart, avant la modification tout en respectant les orientations générales du PLUi. Je joins à ce courrier les documents suivants pour appuyer ma demande : - Extrait cadastral des parcelles concernées (parcelles en fluo bleu) - Vues aériennes géoportail des terrains et de leur environnement (en jaune tracé actuel / en bleu barré : tracé à supprimer / en bleu continu : tracé corrigé demandé)



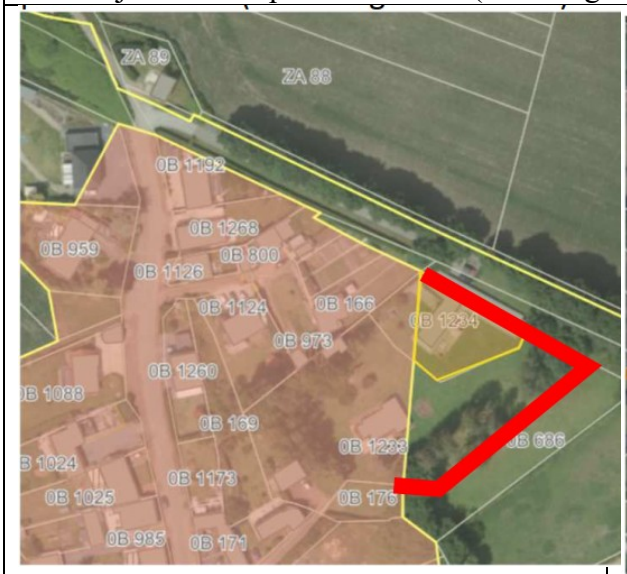


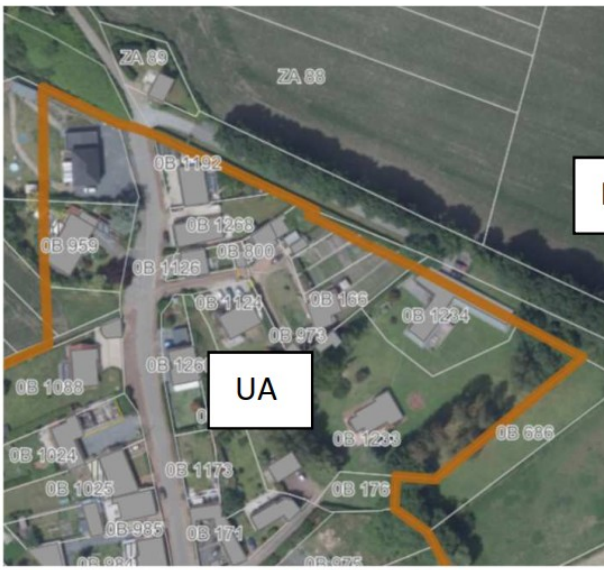
Trait A supprimer

- Vues aériennes géoportail des terrains et de leur environnement (en jaune tracé actuel / en bleu barré : tracé à supprimer /en bleu continu : tracé corrigé demandé)

Réponse de Valenciennes Métropole

Cette requête avait été faite dans le cadre de l'enquête publique relative à la modification de droit commun n° 1.
La correction de l'erreur matérielle dans le cadre de la modification de droit commun n° 2 se limite à reclasser en zone UAb l'habitation existante sur la parcelle B1234 et non les autres.
La limite de la zone UAb sera néanmoins rectifiée pour se caler à l'enveloppe urbaine du SCoT mais aussi au zonage du document d'urbanisme précédent (POS de Vicq). Il inclura ainsi le jardin de la parcelle B1233 (trait rouge ci-dessous).





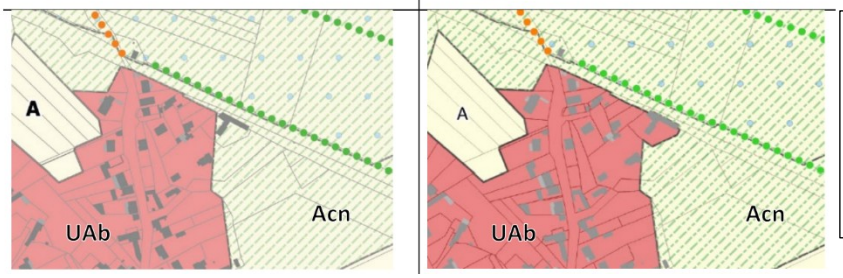
Extrait du zonage du POS de Vicq

Analyse CE

1. Les rectifications sollicitées :

a) Dans le dossier d'enquête publique, le projet présenté à la MDC n° 2, objet n° 7 « Vicq : correction d'une erreur matérielle », il est exposé les justifications suivantes : « La commune de Vicq a signalé une erreur matérielle dans le zonage communal. Une partie de la parcelle B 1234 accueillant une habitation a été classée en zone Acn lors de la définition du périmètre des zones alors qu'elle devrait être en zone UAb. Cette habitation est desservie par un chemin d'accès privé depuis la rue Basse ».

Zonage initial : | Zonage après modification :



Notice explicative
De la MDC n° 2
Objet n° 7, page 37
Correction d'une erreur matérielle

b) En réponse à la requête du pétitionnaire, la CA de Valenciennes Métropole ajoute en plus : « La limite de la zone UAb sera néanmoins rectifiée pour se caler à l'enveloppe urbaine du SCoT mais aussi au zonage du document d'urbanisme précédent (POS de Vicq). Il inclura ainsi le jardin de la parcelle B1233. »



Cartographie extraite du
Mémoire en réponse de la CA Valenciennes Métropole

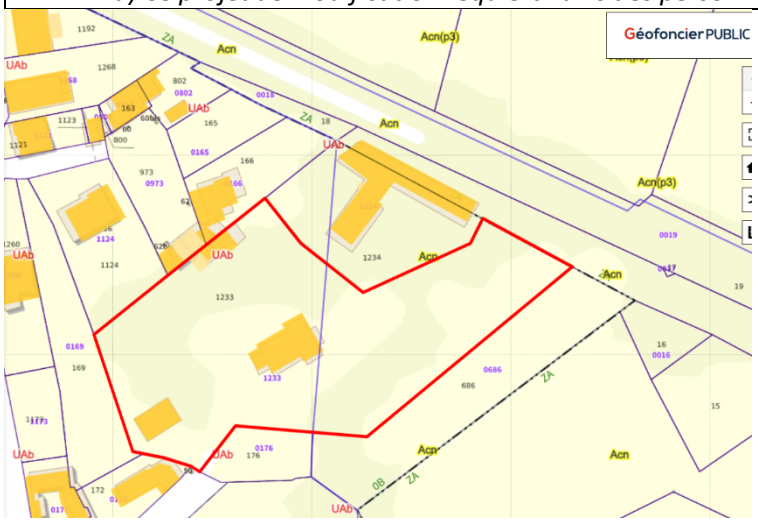
2. Observations CE

a) Le site Géorisques recense sur les parcelles cadastrées B1233 et B1234 des retraits gonflement d'argile, des remontées de nappe, une canalisation de transport de matières dangereuses.

b) Depuis l'approbation du POS de Vicq (avant la loi SRU de 2000), les critères pris en compte en matière d'urbanisme et d'environnement ont évolué (zones humides, sobriété foncière etc).

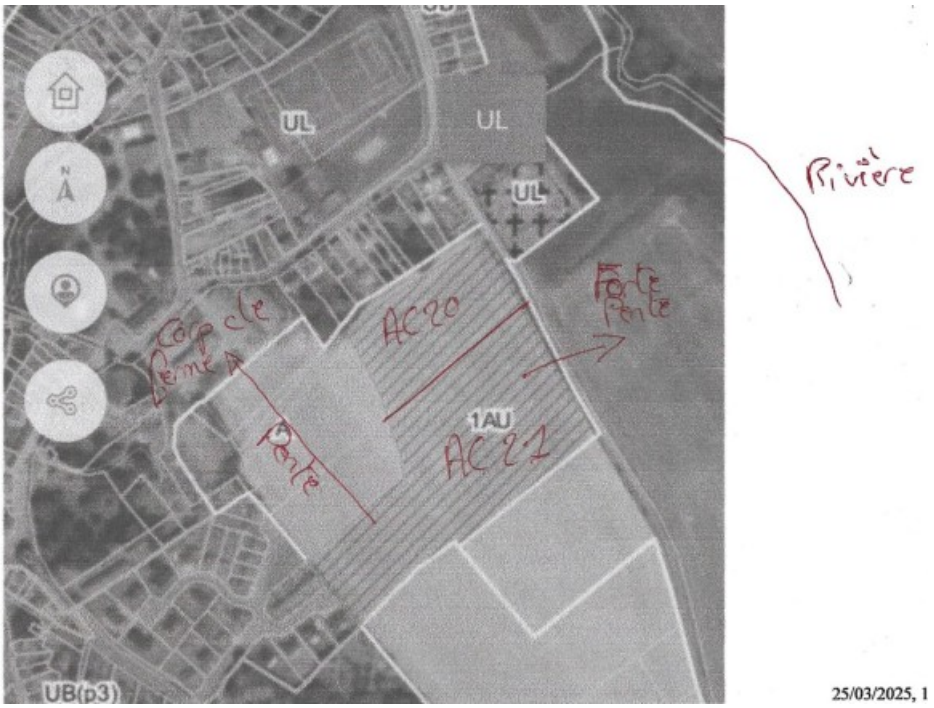
c) S'agissant d'une réduction d'un espace naturel, l'avis de la CDPENAF est nécessaire.

d) Ce projet de modification requiert l'avis des personnes publiques notamment de la DDTM.



https://www.geofoncier.fr/

1.9.4. Artres (zone 1AU)

Réf. Obs.	Réf. Cadastre	Observations du pétitionnaire
M 1-Artres Exploitant agricole	AC 21	Sujet : demande de classement de la parcelle AC 21 en zone agricole à Artres Concernant la parcelle AC 21 sur la commune d'Artres qui nous pose de gros problèmes d'inondations sur le corps de ferme (AC7) et la parcelle AC 21 qui sont accidentés. Ma parcelle ZD 43 est située en face de ma parcelle AC 21. La rivière passe en cas d'orages avec des très fortes précipitations, la Rhonelle débordera et mon champ sera inondé. Un énorme tuyau de gaz traverse la parcelle AC 21. Serait-il possible de laisser la parcelle AC 20 en zone AU et changer l'AC 21 en zone agricole. 

Réponse de Valenciennes Métropole

Hors enquête.

Cette information sera portée à la connaissance de la commune.

Analyse CE

Une partie du territoire de la commune d'Artres est compris dans le PPRi de la Rhônelle.

D'après le site Georisques, la parcelle AC 27 est concernée par les risques suivants :

- *Remontée de nappe*
- *Canalisations de transport de matière dangereuse*

Elle appartient à un office public de l'habitat depuis de nombreuses années et est classée en zone 1AU au PLUi.

Le projet de l'office de l'habitat sur cette parcelle est-il toujours d'actualité ?

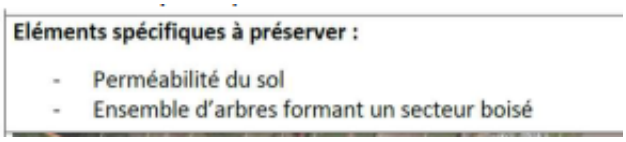
En raison des caractéristiques accidentogènes de la parcelle AC 27 (inondations, servitudes…), de la volonté publique de promouvoir la sobriété foncière et de protéger les « espaces naturels, agricoles et forestiers » (ENAF), la requête du pétitionnaire est justifiée et pourrait être intégrée à l'évolution du PLUi après avis des personnes publiques notamment de la chambre d'agriculture, de l'office public de l'habitat (propriétaire), de la DDTM, de la commune d'Artres.

1.9.5. Vieux-Condé

Réf. Obs.	Réf. Cadastre	Observations du pétitionnaire
M 1-Vieux-Condé Propriétaires	AT 672 AT 673	Sujet : protection au titre de l'article L 151-23 à Vieux-Condé Nous avons appris que le fond de ces parcelles se verrait identifié en tant qu'espace végétal de qualité à préserver au titre de l'article L 151-23 du Code de l'urbanisme. Ces logements sont occupés par des locataires et ils utilisent ces jardins à leur convenance : potager, plantation, poulailler, abri de jardin… Nous souhaitons donc qu'ils continuent à jouir de cette manière.

Réponse de la CA de Valenciennes Métropole

Les parcelles concernées restent classées en zone UAb où les constructions légères et les annexes sont autorisées. L'identification en tant qu'espace végétal de qualité au titre du L151-23 du code de l'urbanisme entraîne seulement les dispositions suivantes (extrait de la fiche descriptive) :

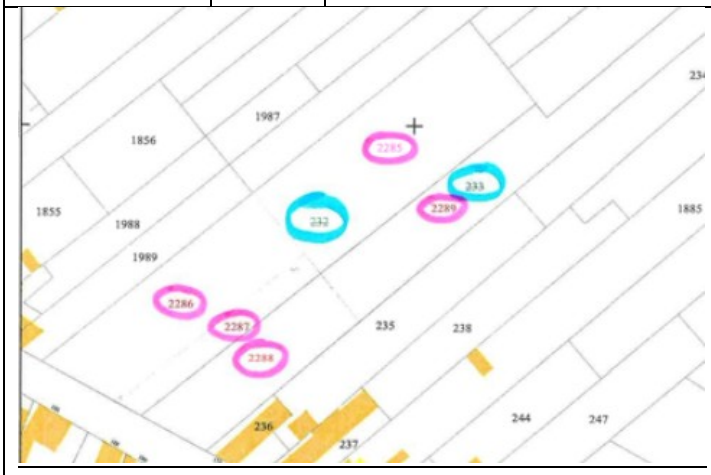


Observation CE

Nous prenons acte.

1.9.6. Hergnies

Réf. Obs.	Réf. Cadastre	Observations du pétitionnaire
M 1-Hergnies Propriétaire habitante	C2285 C2286 C2287 C2288 C2289	Sujet : reclassement parcelle bâtie à Hergnies Nous avons découvert lors de notre entrevue le 22/03/25 que ces parcelles C2285, C2286, C2287, C2288, C2289 avaient été classifiées par erreur en zone A, y compris la parcelle C2286 sur laquelle a été construite cette maison. Par ailleurs, la maison n'apparait pas sur le plan de zonage 2019 (...) mais avec les parcelles 232 et 233 en zone UB, et apparaît sur le PLUi 2021 avec les parcelles en zone A (...). Nous demandons donc que ces 5 parcelles soient rétablies en zone UB.



Extrait du plan cadastral



Zonage du PLUi 2021

Réponse de la CA de Valenciennes Métropole

Hors enquête.
Toutefois, concernant la maison bâtie sur la parcelle C232, il s'agit en effet d'une erreur matérielle qui sera corrigée dans une procédure ultérieure.

Observation CE : *Nous prenons acte.*

1.10. Le déroulement de l'enquête

1.10.1. L'arrêté prescrivant l'enquête

Après concertation de la commissaire enquêtrice, l'enquête publique unique a été prescrite du lundi 24 février à 9 H 00 jusqu'au mercredi 26 mars 2025 à 18 H 00 soit 31 jours consécutifs portant sur trois procédures d'évolution de Valenciennes Métropole :

- une révision allégée (RA1) concernant le reclassement du Château Renard à Fresnes-sur-Escaut ;
- une déclaration de projet d'intérêt général valant mise en compatibilité du PLUi concernant le projet de restructuration de l'entrée nord de Valenciennes ;
- une modification de droit commun n° 2 (MDC2) concernant 16 communes.

1.10.2. L'information du public

La publicité est parue aux annonces légales de :

- L'Observateur du Valenciennois des vendredis 07/02/2025 et 28/02/2025 ;
- La Voix du Nord du samedi 08/02/2025 et mercredi 26/02/2025.

L'avis d'enquête publique a été publié 15 jours avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, à l'affichage officiel :

- du siège de Valenciennes Métropole
- des mairies des 16 communes de la CA Valenciennes Métropole concernées :
  - Artres
  - Aulnoy-lez-Valenciennes
  - Beuvrages
  - Bruay-sur-l'Escaut
  - Crespin
  - Fresnes-sur-Escaut
  - Hergnies
  - Maing
  - Monchaux-sur-Ecaillon
  - Odomez
  - Quarouble
  - Petite-Forêt
  - Saint-Saulve
  - Valenciennes
  - Vicq
  - Vieux-Condé
- des mairies de 2 communes de la CA Porte du Hainaut voisines de site du projet :
  - La Sentinelle (limitrophe de la « Déclaration de projet »
  - Trith-Saint-Léger (limitrophe de la « MDC2 – Objet n° 13 »

L'avis d'enquête a également été publié sur les sites internet de la communauté d'agglomération : https://valenciennes-metropole.fr et des mairies des 16 communes de la CA Valenciennes Métropole concernées ainsi que sur les réseaux sociaux ou autres moyens d'information dont disposent la commune (Facebook, PanneauPocket, CityAll…).

La CE a demandé que les ayants-droits directement concernés par l'évolution du PLUi soient informés. Ce sont les mairies concernées qui se sont chargées de cette information. Les ayants-droits relevant des communes de Fresnes-sur-Escaut et de Vieux-Condé rencontrés pendant l'enquête ont bien été destinataires d'un courrier de leur mairie les informant de la procédure.

Les dossiers d'enquête publique étaient consultables en version numérique sur le site internet https://www.valenciennes-metropole.fr/competences/amenagement-du-territoire/urbanisme/

Le public pouvait également consulter le dossier numériquement sur un poste informatique disponible au siège de l'enquête ainsi que dans les mairies concernées aux jours et heures d'ouverture habituels.

Les dossiers d'enquête publique en version papier étaient consultables dans les mairies de Fresnes-sur-Escaut et de Valenciennes, aux jours et heures d'ouverture habituels, ainsi qu'au siège de l'enquête publique.

La commissaire enquêtrice n'a pas organisé de **réunion publique** (C. env., R123-17).

1.10.3. Réception des observations du public

Le public pouvait émettre ses observations :

- par courrier électronique à : enquete-publique-evolplui24@valenciennes-metropole.fr;
- sur les registres d'enquête format papier[11], mis à disposition au siège de l'enquête et dans les mairies des 16 communes concernées ;
- par voie postale en adressant un courrier à :

Mme la commissaire enquêtrice
Evolutions du PLUi de Valenciennes Métropole
Direction de l'Urbanisme
2, place de l'Hôpital Général
CS 60227

- aux six permanences assurées par la commissaire enquêtrice :

Commune/CAVM	Lieu	Date	Heures
Valenciennes Métropole	Siège	Lundi 24 février 2025	9H-12H
Fresnes-sur-Escaut	Mairie	Mercredi 5 mars 2025	9H-12H
Valenciennes	Mairie	Lundi 10 mars 2025	14H-17H
Valenciennes Métropole	Siège	Vendredi 14 mars 2025	15H-18H
Fresnes-sur-Escaut	Mairie	Samedi 22 mars 2025	9H-12H
Valenciennes Métropole	Siège	Mercredi 26 mars 2025	14H-17H

[11] Une fiche « relation comptable des demandes de consultation du dossier de l'enquête hors permanences du commissaire enquêteur » a été annexée à chaque registre d'enquête afin d'évaluer la participation du public

1.10.4. Le bilan de la participation du public à la MDC n° 2

A l'issue de l'enquête publique, le *bilan de la participation du public pour la modification de droit commun n° 2* est le suivant.

a) Les permanences

				Nbre de visiteurs reçus	Nbre d'obs. transcrites REP	Nbre de plis réceptionnés	MDC2	Objet de la conversation
CAVM	Lundi	24/02/2025	09H00-12H00	0	0	0		
Fresnes-sur-Escaut	Mercredi	05/03/2025	09H00-12H00	2	0	0	X	MDC - Fresnes
							X	RA - Fresnes
Valenciennes HdV	Lundi	10/03/2025	14H00-17H00	1	0	0		Information insuffisante Lieux de permanences Information sur le PLUi
CAVM	Vendredi	14/03/2025	15H00-18H00	0	0	0		
Fresnes-sur-Escaut	Samedi	22/03/2025	09H00-12H00	4	0	1	X	MDC – Fresnes
							X	MDC - Vieux-Condé
							X	MDC – Hergnies
							X	MDC - Information tardive des ayants-droits
CAVM	Mercredi	26/03/2025	14H00-17H00	0	0	0		
				7*	0	1		

b) Le courrier électronique réceptionné à enquete-publique-evolplui24@valenciennes-metropole.fr

Contributeurs	Réf. Plis numériques	EPU	RA1	DP	MDC2
C. V et V	M 1-Vicq				1
U. T.					
SCA Artres	M 1-Artres				1
L. JL et M	M 1-Vieux-Condé				1
L. L - L. JL et M	M 1-Hergnies				1
D. C.	M 1-DP			1	
TOTAL				**1**	**4**

c) Les registres d'enquête déposé dans les 16 mairies et au siège à la CAVM

Communes	Date de récupération	Nbre d'observations transcrites	Réf	Nombre de plis joints	Réf	Consultation du dossier de l'enquête hors permanences
Artres	28/03/2025	1	REP 1-Artres	0		1
Aulnoy-lez-Valenciennes	27/03/2025	0		0		0
Beuvrages	27/03/2025	0		0		0
Bruay-sur-l'Escaut	27/03/2025	0		0		0
Crespin	27/03/2025	0		0		0
Fresnes-sur-Escaut	27/03/2025	0		1	P 1-Fresnes	3
Hergnies	27/03/2025	0		0		0
Maing	27/03/2025	0		0		0
Monchaux-sur-Ecaillon	27/03/2025	0		0		0
Odomez	27/03/2025	0		0		0
Petite-Forêt	27/03/2025	0		0		0
Quarouble	27/03/2025	0		0		0
Saint-Saulve	27/03/2025	0		0		0
Valenciennes	27/03/2025	0		0		0
Vicq	27/03/2025	0		1	M 1-Vicq*	0
Vieux-Condé	27/03/2025	0		0		0
CA Valenciennes Métropole	26/03/2025	0		0		0
		1		2		4

d) Aucun courrier adressé à la commissaire enquêtrice par voie postale au siège de l'enquête n'a été enregistré

e) Récapitulatif des plis séparés et des observations transcrites

1 pli « format papier », 4 plis numériques et 1 observation transcrite dans un registre ont été enregistrés (Un pli ayant été déposé en mairie et réceptionné dans la messagerie électronique de l'enquête n'est décompté qu'une fois.

Conformément à l'article R123-18 du code de l'environnement, la commissaire enquêtrice a communiqué, le mardi 1er avril 2025, aux représentantes du service urbanisme de la CA de Valenciennes Métropole le procès-verbal de synthèse des observations avec la copie de l'ensemble des observations transcrites et annexées aux registres d'enquête ainsi que les observations numériques. Le mémoire en réponse de la CA de Valenciennes Métropole a été réceptionné le 10 avril 2025. [12]

[12] Dossier intitulé : « 5ème partie – Pièces jointes / b. PV (C.env., R123-18) et mémoire de réponse »

1.11. Analyse générale de la modification de droit commun n°2

1.11.1. Le choix d'une enquête publique unique

L'enquête publique unique (EPU) porte sur trois procédures d'évolution du *plan local d'urbanisme intercommunal* (PLUi) de la CA de *Valenciennes Métropole*.

En application de l'article L123-6 du code de l'environnement, il peut être procédé à une enquête publique unique (EPU) sous conditions. Bien que manifestement décidée dans un but de simplification administrative, la conduite de cette EPU a été complexe en raison de :

- *L'opacité juridique des 3 évolutions du PLUi dans une seule enquête*
- *Un territoire étendu allant de Monchaux-sur-Ecaillon à Hergnies*
- *La désignation d'un seul commissaire enquêteur et non d'une commission*
- *La durée de l'enquête (31 jours) trop courte*
- *Le choix des 6 permanences fixées à l'hôtel de ville de Valenciennes (1), à Fresnes-sur-Escaut (2), au siège de l'enquête à la CAVM (3)*
- *Le volume du dossier d'enquête : 5 400 pages dont 1 950 pour la MDC n° 2*
- *Le dossier d'enquête incomplet malgré son volume (il manque des avis de personnes publiques)*
- *La compréhension des trois évolutions du PLUi en un temps limité*

1.11.2. La participation du public

Rappel sur la finalité du concept « enquête publique »

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement (…). Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision. (C. env., L123-1).

Il peut être procédé à une enquête unique lorsque les consultations du public de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public (C.env., L123-6).

Le commissaire enquêteur (…) conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet (…) et de participer effectivement au processus de décision. Il permet au public de faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier électronique de façon systématique ainsi que par toute autre modalité précisée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête (C.env., L123-13).

Le but du travail du commissaire enquêteur est de permettre au public d'avoir une bonne information du projet et de veiller aux bonnes conditions d'information et de participation du public.

L'accès à la version numérique du dossier par le grand public

L'accessibilité à la version numérique du dossier sur le site internet de la CA de Valenciennes Métropole demande une très grande dextérité, est compliqué pour le néophyte, nécessite un ordinateur très performant, et un temps disponible plus ou moins long. L'ouverture des fichiers « pdf » pour la consultation du contenu du dossier est parfois difficile. Vu le volume du dossier, trouver ce qu'on cherche demande aussi du temps, de la pratique, des connaissances administratives.

Cette remarque a été entendue au cours de l'enquête mais n'a pas été transcrite.

L'accès au dossier format papier

Un dossier format papier était déposé au siège de l'enquête, à l'hôtel de ville de Valenciennes, et à l'hôtel de ville de Fresnes-sur-Escaut. Il était donc difficile pour les habitants éloignés de ces lieux de consulter « la version papier » du projet.

L'information sur l'accès aux registres d'enquête publique format papier

Les modalités de participation du public fixées à l'article 7 de l'arrêté n° 02-25 stipulent que « Pendant la durée de l'enquête, le public pourra émettre ses observations sur les registres d'enquête papier mis à disposition au siège de l'enquête et dans les mairies des 16 communes concernées aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Or jusqu'à la clôture le 26 mars il a été indiqué sur le site de Valenciennes Métropole « par écrit sur les registres d'enquête en version papier déposés au siège de Valenciennes Métropole et dans les mairies de Fresnes-sur-Escaut, jours et heures habituels d'ouverture au public ». [13]

L'information sur l'accès à l'adresse numérique de l'enquête

En début d'enquête, des difficultés sont apparues pour ouvrir la messagerie dédiée à la réception des observations du public. Le problème a été signalé et immédiatement rectifié.[14]

L'information des riverains et des ayants-droits

L'information des riverains et des ayants-droits pourrait ne pas avoir été engagée de manière satisfaisante. Par ailleurs, de nombreux projets donnent lieu à enquête publique. Sur « le terrain », on retrouve l'affichage d'enquêtes passées et, d'enquêtes présentes et à venir. Ceci crée une réelle confusion pour les habitants.

L'accès aux permanences de la commissaire enquêtrice

3 lieux ont été fixés pour les permanences :

- au siège de la CA de Valenciennes Métropole, 3 permanences (aucun visiteur),

- à l'hôtel de ville de Valenciennes, 1 permanence (1 visiteur),

- à l'hôtel de ville de Fresnes-sur-Escaut, 2 permanences (5 visiteurs).

Pour « la modification de droit commun », des permanences dans les communes concernées auraient facilité la participation. En plus des contraintes liées aux lieux des permanences, leur nombre insuffisant, les jours et les horaires pour l'accès au grand public, s'ajoutent les embouteillages et le stationnement pour l'accès à Valenciennes.

Cette observation a été entendue mais pas transcrite.

L'enquête portant sur la MDC n° 2 concernait très peu les habitants de Valenciennes mais ceux d'un territoire qui s'étend de Monchaux-sur-Ecaillon à Hergnies.

Commune/CAVM	Lieu	Date	Heures	Visiteurs	Objet
Valenciennes Métropole	Siège	Lundi 24 février 2025	9H-12H	Aucun	
Fresnes-sur-Escaut	Mairie	Mercredi 5 mars 2025	9H-12H	2	MDC-RA
Valenciennes	Mairie	Lundi 10 mars 2025	14H-17H	1	MDC
Valenciennes Métropole	Siège	Vendredi 14 mars 2025	15H-18H	Aucun	
Fresnes-sur-Escaut	Mairie	Samedi 22 mars 2025	9H-12H	4	MDC
Valenciennes Métropole	Siège	Mercredi 26 mars 2025	14H-17H	Aucun	

Les possibilités offertes aux habitants pour s'informer et présenter leurs observations dans le cadre de cette enquête ont été insatisfaisantes.

[13] PJc 1 intégrée au dossier « 5ème partie – Pièces jointes /c. Réponses aux questions »

[14] PJc 1 intégrée au dossier « 5ème partie – Pièces jointes /c. Réponses aux questions »

1.11.3. La procédure « modification de droit commun »

Le « porter à connaissance » des services de l'État

Cette procédure n'intègre pas au dossier d'enquête le « porter à connaissance » avec le tableau des servitudes et obligations diverses actualisé, obligatoirement communiqué par les services de l'Etat dans le cadre de l'élaboration et de la révision du PLUi, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une « révision ». Des informations pourraient être manquantes ou insuffisantes dans le dossier en raison de :

- l'absence de « PAC » avec le tableau actualisé des servitudes et obligations diverses,

- l'absence de contrôle de légalité préalable à l'enquête, du dossier d'enquête unique.

En plus, le SCoT ayant été approuvé le 21 février 2014 n'est pas actualisé.

Le territoire administré par la communauté d'agglomération Valenciennes Métropole connaît une très forte densité d'occupation des sols et une très forte évolution en raison de ses nombreux projets, de sa situation stratégique : proximité de la Belgique, autoroutes, canaux, TGV, aéroports, de la jeunesse de sa population.

L'ajout d'évolutions du PLUi « au coup par coup » pourrait perturber la cohérence du document de planification.

Audition des maires

L'obligation de l'audition des maires dans le cadre d'une enquête publique portant sur l'évolution du PLUi n'est pas prévue par les textes malgré les enjeux communaux produits par les modifications. Toutefois, le commissaire enquêteur peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet (C. env., R123-16).

En raison des conditions de l'enquête publique unique (réf. E24-140) pour laquelle nous avons été désignée : désignation d'un commissaire enquêteur et non d'une commission d'enquête, volume du dossier d'enquête (5 400 pages), complexité du dossier (3 évolutions du PLUi pour une EPU[15]), étendue du territoire (16 communes), durée de l'enquête (31 jours), l'audition des maires ou de leurs représentants n'a pas été possible.

Information des conseils municipaux

Au regard de l'article L153-8 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme intercommunal est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, en collaboration avec les communes membres. L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres.

Au titre de l'article L153-40, avant l'ouverture de l'enquête publique du projet de modification, le président de l'établissement public de coopération intercommunale notifie le projet de modification aux maires des communes concernées par la modification. Au titre de l'article L153-33 du code de l'urbanisme, le projet de plan arrêté est soumis pour avis aux communes intéressées par la révision. La procédure portant sur une « modification de droit commun » concernant 16 communes de l'EPU ne serait pas concernée, n'étant pas une révision mais une modification.

L'information des élus municipaux a été une remarque entendue mais non transcrite au cours de l'enquête.

[15] EPU : enquête publique unique

Réunion publique *(C. env., R123-17)*

Au cours de la procédure d'enquête publique, il n'y a pas eu l'organisation d'une ou plusieurs réunions d'information et d'échange avec le public. Les conditions de l'enquête ne le permettaient pas pour les motifs cités ci-dessus.

1.11.4. La contribution des autorités publiques

Au regard de la synthèse des obligations (renvoi chapitre 1.1.2. ci-dessus) qui s'imposent aux évolutions du PLUi de Valenciennes Métropole et l'examen de la consultation préalable au projet de « modification de droit commun n° 2 » (renvoi chapitre 1.5.5. ci-dessus), nous relevons que la contribution des autorités publiques est incomplète.

En effet, notre analyse non exhaustive d'éléments de l'enquête (renvoi chapitre 1.8 ci-dessus) démontre qu'il manque au projet les avis :

- *Des autorités en charge de l'eau – SDAGE-SAGE*
- *Des autorités en charge des servitudes (SUP) des réseaux et canalisations*
- *Des autorités en charge des risques*
- *Des autorités en charge du patrimoine culturel*

Il est en plus constaté, l'absence des organismes consulaires autres que la chambre d'agriculture qui a participé à la réunion d'examen conjoint.

Au regard de l'avis de la MRAe (Garance 2024-8260) du 29/10/2024, nous relevons que l'autorité environnementale n'a pas communiqué son avis pour chaque objet (au nombre de 17) de la MDC n° 2. Elle a communiqué son avis seulement sur le « projet de nouveau cimetière à Aulnoy-lez-Valenciennes ».

Cependant, l'Autorité environnementale a avisé que « il appartient à la personne publique responsable de s'assurer que la procédure mise en œuvre pour l'évolution de son document d'urbanisme est conforme aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme et en particulier, que son projet ne relève pas d'une révision soumise à évaluation environnementale systématique. »

Le projet a été notifié (renvoi au chapitre 1.5.5. ci-dessus). L'examen de la légalité de la procédure mise en œuvre pour l'évolution du PLUi n'a pas été communiqué pendant la procédure de l'enquête publique

La MRAe a rendu un avis n° 2020-4351 le 07/07/2020 sur l'évaluation environnementale du PLUi approuvé en mars 2021. Cet avis de 2020 traite des éléments qui sont proposés à la « modification de droit commun n° 2 ». Ce qui n'est pas sans ambiguïté pour la compréhension avec l'avis 2024-8260 .

En outre, la CDPENAF n'a pas émis d'avis sur le projet de la MDC n° 2, ce qui est très discutable en raison des enjeux sur les espaces naturels, agricoles et forestiers des conséquences de l'évolution de l'occupation des sols.

A l'occasion de nos déplacements sur le territoire de l'enquête pour vérifier l'affichage, visiter les lieux ou leurs abords cités dans la MDC n° 2, récupérer les registres d'enquête publique dans les 16 mairies, nous avons constaté dans la campagne une forte influence de véhicules individuels « domicile-travail », d'engins agricoles, de bus scolaires, bien supérieure à la capacité de la route départementale qui provoque des encombrements sur des distances importantes. Une analyse sur les conséquences des projets sur les déplacements et la capacité des axes routiers serait intéressante.

1.12. Evaluation du projet de MDC n° 2 du PLUi

Les obligations posées par la loi sont-elles respectées ?

L'article *L101-2* du code de l'urbanisme, vise les objectifs à atteindre en matière d'urbanisme dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :
- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, notamment les services aux familles, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

Au regard de l'article L101-2-1, l'atteinte des objectifs mentionnés au 6° bis résulte de l'équilibre entre :

1° La maîtrise de l'étalement urbain ;
2° Le renouvellement urbain ;
3° L'optimisation de la densité des espaces urbanisés ;
4° La qualité urbaine ;
5° La préservation et la restauration de la biodiversité et de la nature en ville ;
6° La protection des sols des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
7° La renaturation des sols artificialisés.
(…).

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

Analyse bilancielle du projet

Au niveau des *avantages*, nous constatons

- la volonté
    - d'adapter le document d'urbanisme à l'évolution du territoire
    - de mettre le document d'urbanisme communal en conformité avec la servitude de mixité sociale (SMS)

Au niveau des *inconvénients*, nous relevons,

- la consultation insuffisante des personnes publiques ;
- l'absence de consultation des autorités en charge des servitudes d'utilité publique (SUP) des réseaux et canalisations ;
- l'absence d'avis ou des avis incomplets des autorités publiques ;
- le manque de participation du public au processus de décision préalablement à l'arrêt de projet (absence de concertation préalable) et au cours de l'enquête ;
- la fragilité juridique de la procédure « enquête publique unique » ;
- la fragilité juridique de la procédure « modification de droit commun ».

Avis

Vu

- l'arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole (CAVM) en date du 6 février 2025 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique unique relative à trois procédures d'évolution du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Valenciennes Métropole dont *la Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé* ;

- le rapport d'enquête publique unique (Réf. : E24-140 / 59) ;

- les conclusions de l'enquête portant sur *la Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes* ;

Sous réserve de la légalité de la procédure ;

En qualité de Commissaire enquêtrice désignée par l'arrêté précité pour conduire l'enquête en question ;

Sur la forme et la procédure de l'enquête la Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes

Considérant que,

- l'organisation de l'enquête dans le cadre d'une EPU n'a pas contribué à améliorer l'information et la participation du public,

- les conditions de l'enquête n'ont pas permis au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer au processus de décision, en raison de la combinaison des éléments suivants :

- L'opacité juridique des 3 évolutions du PLUi regroupées dans une enquête publique unique (EPU),

- Le volume du dossier d'EPU (5 400 pages dont 1 950 pour « la modification de droit commun n° 2 »),

- Les modalités de l'enquête qui n'ont pas permis

. de fixer des permanences dans chaque mairie des communes concernées par la MDC n° 2 avec des jours et horaires adaptés à tout public, et de mettre à disposition un dossier d'enquête format papier dans ces lieux,

. l'accès à la consultation du dossier numérique de manière satisfaisante,

. d'avoir une information suffisante sur l'enquête en général ;

<u>Sur le fond de l'enquête</u>

Vu

- l'arrêté n° 08-24 du 6 mai 2024 (Visa pref. : 06/05/2024) du président de la CA de Valenciennes Métropole engageant la procédure de modification de droit commun n° 2 du plan local d'urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole,

- la composition du dossier d'enquête,

- l'avis de la MRAe n° 2020-4351 du 07 juillet 2020 sur l'évaluation environnementale du PLUi de Valenciennes Métropole approuvé le 11 mars 2021,

- l'avis de la MRAe n° 2024-8260 du 29 octobre 2024 sur le projet de modification de droit commun n° 2 du PLUi de Valenciennes Métropole,

- le mémoire en réponse de la CAVM Métropole aux questions,[16]
- le procès-verbal de synthèse des observations (C.env., R123-18),[17]
- le mémoire en réponse de la CAVM au procès-verbal des observations,
- la contribution des autorités publiques,[18]
- les obligations qui s'imposent au document d'urbanisme ;[19]

Après

- étude des pièces composant le dossier présenté à l'enquête,
- visite du territoire,
- analyse des pièces visées ci-dessus,
- analyse non exhaustive d'éléments de la MDC n° 2,[20]
- analyse des demandes des visiteurs pendant l'enquête,[21]
- analyse générale du projet de la MDC n° 2,[22]
- évaluation de l'arrêt de projet de MDC n° 2 ;

Considérant que

- la contribution des autorités publiques a été insuffisante notamment l'absence d'avis des autorités ayant en charge :
    - l'eau (SDAGE-SAGE),
    - les servitudes d'utilité publique (SUP) des réseaux et canalisations,
    - les risques,
    - le patrimoine culturel (DRAC-UDAP) ;
- le projet tel qu'il est présenté au dossier de cette enquête est incomplet et que l'ajout des éléments manquants pourrait remettre en cause son économie générale ;

Nous émettons un AVIS DÉFAVORABLE

au projet de *Modification de droit commun n° 2 concernant 16 communes : Artres, Aulnoy-lez-Valenciennes, Beuvrages, Bruay-sur-l'Escaut, Crespin, Fresnes-sur-Escaut, Hergnies, Maing, Monchaux-sur-Ecaillon, Odomez, Petite-Forêt, Quarouble, Saint-Saulve, Valenciennes, Vicq, Vieux-Condé* du plan local d'urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole (Réf. E24-140 / 59).

Le 29 avril 2025



Marinette BRULÉ
Commissaire enquêtrice

[16] Dossier intitulé « 5ème partie – Pièces jointes/c. Réponses aux questions »
[17] Dossier intitulé « 5ème partie – Pièces jointes /b. PV (C.env., R123-18) et Mémoire en réponse »
[18] Chapitres 1.5.3 / 1.5.4 /1.5.5, pages 15 à 21, ci-dessus
[19] Chapitre 1.1.2, pages 5 et 6, ci-dessus
[20] Chapitre 1.8, pages 25 à 35, ci-dessus
[21] Chapitre 1.9, pages 36 à 44, ci-dessus
[22] Chapitre 1.11, pages 49 à 52, ci-dessus

Valenciennes Métropole

REÇU LE
16 MAI 2024
SOUS-PREFECTURE DE VALENCIENNES

ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N°09-24

PORTANT mise à jour n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole.

NOUS, Président de la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.151-43, L.153-60 et R.151-51 à R.151-53, et R.153-18,

VU l'article L125-6 du Code de l'Environnement,

VU le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole, approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 11 mars 2021, modifié par délibérations du Conseil Communautaire en dates des 23 juin 2022 et 27 juin 2023, et mis en compatibilité suite à une déclaration de projet au Conseil Communautaire du 15 avril 2024,

VU l'arrêté préfectoral du 19 avril 2019 portant création des secteurs d'information des sols,

VU la délibération n°BC-2021-042 du Conseil Communautaire en date du 11 mars 2021 portant création de la Zone d'Aménagement Concertée « Parc d'Activités de la Vallée de l'Escaut II – Phase 2 » à Onnaing,

VU la délibération n°BC-2021-364 du Conseil Communautaire en date du 9 décembre 2021 portant création de la Zone d'Aménagement Concertée de l'Ecoquartier « Les Hauts d'Aulnoy » à Aulnoy-lez-Valenciennes,

VU l'arrêté préfectoral modificatif de création des secteurs d'information sur les sols (SIS) prévus pour les arrondissements d'Avesnes-sur-Helpe, Cambrai, Douai et Valenciennes en date du 20 mai 2022,

VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 2023 portant inscription au titre des monuments historiques du musée des Beaux-Arts de Valenciennes,

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 29 mars 2023 approuvant le Règlement Local de Publicité intercommunal,

VU la délibération n°BC-2023-123 du Conseil Communautaire en date du 10 octobre 2023 portant création de la Zone d'Aménagement Concertée « Restructuration de l'Entrée Nord – phase 1 » à Valenciennes,

CONSIDERANT l'avis de la SNCF lors de la consultation des Personnes Publiques Associées dans le cadre des déclarations de projet emportant mise en compatibilité du PLUi transmettant la fiche ST1 actualisée à remplacer dans les Servitudes d'Utilité Publique (SUP),

CONSIDERANT la nécessité de mettre à jour les annexes du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,

ARRÊTONS

ARTICLE 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole est mis à jour en ce qui concerne :

- L'intégration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi).

  Le RLPi est intégré au dossier « 6.6 Annexes du règlement » et se substitue aux 5 RLP préexistants (Aulnoy-lez-Valenciennes, Marly, Prouvy, Saint-Saulve et Valenciennes).

- La création des Zones d'Aménagement Concertées (ZAC) :
  - « Parc d'Activités de la Vallée de l'Escaut II – Phase 2 » à Onnaing,
  - Ecoquartier « Les Hauts d'Aulnoy » à Aulnoy-lez-Valenciennes,
  - « Restructuration de l'Entrée Nord – phase 1 » à Valenciennes.

  Les plans des ZAC, ci-annexés, sont ajoutés au fichier « Périmètres ZAC » dans le dossier « 6.4 Annexes informatives ».

- Les périmètres des secteurs dans lesquels un programme d'aménagement d'ensemble (lotissement de moins de 10 ans) étaient incomplets en raison d'une erreur technique lors de l'export.

  Le fichier « Périmètres lotissements », ci-annexé, est intégré au dossier « 6.4 Annexes informatives » et se substitue au précédent fichier du même nom.

- La liste, les fiches et un atlas cartographique des « secteurs d'information sur les sols » (SIS) sont ajoutés aux annexes dans le dossier « 6.4 Annexes informatives ».

  Elaborés par les services de l'Etat en concertation avec les collectivités concernées, les SIS facilitent la transmission de la connaissance de la pollution des sols et la mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution. Il s'agit de terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.

- L'intégration des servitudes d'utilité publique suivantes :
  - Inscription au titre des monuments historiques du musée des Beaux-Arts de Valenciennes – servitude AC1,
  - Actualisation de la fiche des servitudes de type T1 : servitudes de protection du domaine public ferroviaire,
  - Intégration de la fiche des servitudes de type INT1 : servitudes instituées au voisinage des cimetières.

  Dans l'annexe « 6.1 Servitudes d'Utilité Publique » :
  - Le tableau des servitudes d'utilité publique (annexe 6.1.1), le plan nommé « Carte_SUP_VALENCIENNES_CAVM_planche 2 » de l'annexe « 6.1.2 Plans des servitudes », ci-annexés, sont actualisés, se substituent et s'ajoutent aux documents existants.
  - L'annexe « Servitude T1_Fiche », ci-annexée, est actualisée et se substitue à la fiche existante.
  - L'annexe « Servitude INT1_Fiche », ci-annexée, est ajoutée.

ARTICLE 2 :

La présente mise à jour prendra effet à compter de la date du premier jour de la dernière formalité assurant l'opposabilité de cette procédure (transmission en préfecture et publication sur le Géoportail de l'Urbanisme).

ARTICLE 3 :

Le dossier mis à jour du Plan Local d'Urbanisme intercommunal est tenu à la disposition du public :
- sur support papier, au siège de la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole aux jours et horaires d'ouverture au public ;
- en version dématérialisée sur le site Internet de la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole :
  https://www.valenciennes-metropole.fr/competences/amenagement-du-territoire/urbanisme/

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera affiché dans les 35 communes de l'agglomération et au siège de Valenciennes Métropole, pendant un mois.
Il sera également publié au registre des arrêtés de la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 5 :

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Préfet du Nord,
- M. le Directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord,
- M. le Directeur de la Direction Départementale des services fiscaux,
- Aux maires des 35 communes de l'agglomération.

Le Président :

- **Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;**
- **Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, de sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication ;**
- **Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé recours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr**

Fait à Valenciennes, le - 6 MAI 2024

Communauté d'Agglomération VALENCIENNES METROPOLE

Le Président, Monsieur Laurent DEGALLAIX

REÇU LE
16 MAI 2024
SOUS-PREFECTURE
DE VALENCIENNES

Valenciennes Métropole

REÇU LE
- 3 MAI 2024
SOUS-PREFECTURE
DE VALENCIENNES

DÉPARTEMENT DU NORD

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE VALENCIENNES METROPOLE (C.A.V.M)

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité
du PLUi de Valenciennes Métropole
Concernant la construction d'un nouveau
Centre d'Incendie et de Secours (C.I.S)
sur la commune de SEBOURG

DOSSIER D'APPROBATION

A – Pièces administratives

Le Président,

Laurent DEGALLAIX

DOCUMENT CORRIGÉ DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLUi

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire de Valenciennes Métropole **en date du 15 avril 2024**

Communauté d'Agglomération VALENCIENNES